

Pascal BONIFACE
& l'IRIS

L'ATLAS DES GUERRES

Les vraies menaces du 3^e millénaire

2000

NUCLÉAIRE
ENVIRONNEMENT
INFORMATION
RELIGIONS
ESPACE
ÉCONOMIE



Du même auteur :

- *La Puce, les hommes et la bombe*, Hachette, en coll. 1986. Prix Amiral Castex, 1987 décerné par la Fondation pour les Études de Défense Nationale.
- *L'Armée enquête sur 300 000 soldats méconnus*, Éditions n° 1, 1990.
- *Vive la bombe*, Éditions n° 1, 1992.
- *Atlas des relations internationales*, coll., 1993.
- *Les Nouvelles pathologies des États dans les relations internationales*, Iris-Dunod, 1993.
- *Contre le révisionnisme nucléaire*, Ellipses, 1994.
- *Les Écologistes et la Défense*, Iris-Dunod, 1994.
- *La Puissance internationale*, coll., Iris-Dunod, 1994.
- *Manuel des Relations internationales*, Dunod, Paris, 1995.
- *Succession d'États en Europe de l'Est, et avenir de la sécurité européenne*, Montchrétien, 1995.
- *Lexique des relations internationales*, coll., Ellipses, 1995.
- *La Volonté d'impuissance*, Seuil, 1996.
- *Les Relations Est-Ouest 1945-1991*, Seuil 1996, Hachette supérieur.
- *Dictionnaire des relations internationales*, coll., Hatier, 1996.
- *Repenser la dissuasion nucléaire*, Éditions de l'aube, 1997.
- *Les Relations internationales depuis 1945*, Hachette supérieur, 1997.
- *La Politique étrangère du Président Chirac*, coll., Relations internationales et stratégiques, 1997.
- *Atlas des relations internationales*, coll., Hatier, 1997.
- *La France est-elle encore une grande puissance ?* Presses de Sciences Po, 1998.
- *Géopolitique du football*, coll., Éditions complexe, 1998.

Pascal
BONIFACE

L'ATLAS DES GUERRES

2000

D'AUJOURD'HUI ET DEMAIN • ÉMEUTES et CONFLITS

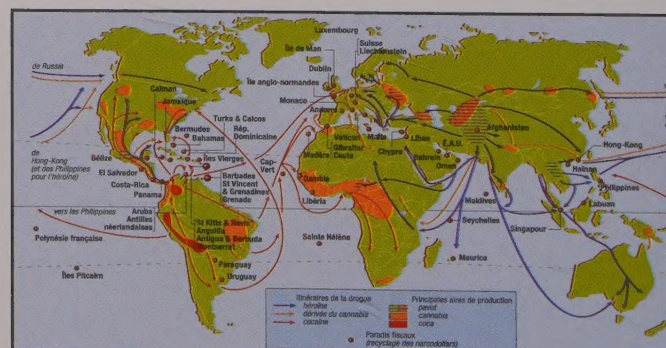


Sommaire

I. LES GUERRES DE DEMAIN

Catalogue des guerres possibles

Guerres nucléaires	12	Guerres de sécession	48
Guerres chimiques	14	Guerre du football	50
Guerres bactériologiques	16	Guerre urbaine	52
Guerres terroristes	18	État-Unis/Pays musulmans	53
Guerre du pétrole	20	État-Unis/Chine	54
Guerres de l'eau	22	Chine/Japon	56
Guerres de l'environnement	24	Russie/Chine	58
Guerres économiques	26	Inde/Pakistan	60
Guerres démographiques	28	Inde/Chine	62
Guerre de l'espace	30	Golfe persique/Iran	63
Guerre de la drogue	32	Corée du Nord/Corée du Sud	64
Guerre de l'information	34	États Pariars/États-Unis	66
Guerre Nord-Sud	36	États-Unis/Japon	68
Guerres de la faim	38	France/Allemagne	70
Guerres de diasporas	40	Chine-Russie/États-Unis	71
Guerres des flux migratoires	42	Grèce/Turquie	72
Guerres de religions	44	Israël/Pays musulmans	74
Guerres de civilisations	46	La menace Russe	76



II LES CONFLITS ACTUELS

Europe

Irlande	80
Pays Basque	82
OTAN/Yougoslavie	84
Bosnie	86
Tchéchénie	88
Géorgie	90
Daghestan	92

Moyen-Orient

Iran	93
Question palestinienne	94
Question kurde	96
Irak	98
Arménie/Azerbaïdjan	99

Asie

Afghanistan	100
Cambodge	102
Timor oriental	104
Birmanie	106
Sri Lanka	108
Tadjikistan	109
Chine/Taïwan	110
Tibet	112
Iles Spartley	114
Iles Kouriles	116
Cachemire	118
Philippines	119
Bangladesh	120

Afrique

Djibouti	121
Liberia	122
Algérie	124
Burundi	126
Congo-Brazzaville	128
Sénégal	130
Sierra Leone	132
Soudan	134
Ouganda	136
Sahara occidental	137
Rép. démocratique du Congo	138
Érythrée/Éthiopie	140
Somalie	142
Rwanda	144
Angola	146

Amérique centrale et du Sud

Colombie	148
Pérou	150
Mexique	152

INDEX	154
CRÉDITS	157



Vers un siècle sans guerre ?

L'Histoire de l'humanité se confond souvent avec l'Histoire de la guerre. L'Histoire n'est-elle pas une suite ininterrompue de guerres et de paix ?

L'espoir de vivre dans un monde pacifique, débarrassé du fléau de la guerre et de ses cortèges d'horreurs, a souvent été évoqué ; mais il s'est à chaque fois heurté à la plus cruelle des désillusions.

En 1795, Kant publie son *Projet de paix perpétuelle*. Au XVIII^e siècle, certains n'hésitent pas à prédire que le développement des relations commerciales entre États conduirait à la fin de la guerre, en imposant naturellement « la paix par le commerce ». L'interdépendance économique devait ainsi empêcher tout nouveau conflit. Était-il raisonnable de combattre celui avec lequel on était lié commercialement ? Pourtant, avant 1914, l'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient les principaux partenaires l'un de l'autre.

En 1914, le Britannique Herbert Georges Wells n'hésite pas à écrire : « À l'aube du XX^e siècle, rien n'aurait pu être plus évident que la rapidité avec laquelle la guerre devenait impossible. »

La croyance selon laquelle la guerre est devenue irrationnelle du point de vue écono-

mique, et que la liberté de commerce a rendu inutile toute ambition d'extension territoriale est largement répandue. Ces prédictions optimistes allaient être démenties de la plus cruelle des manières. Non seulement la guerre pouvait toujours éclater mais elle s'étendait de plus à l'échelle mondiale. De nombreux soldats y partirent le cœur léger, croyant voir dans ce qui allait être une véritable boucherie (9 millions de morts) la dernière des guerres. Elle ne fut que la première des guerres mondiales. Car, si le constructeur automobile Henry Ford, déclarait, en 1928, que « les gens devenaient beaucoup trop intelligents pour que puisse jamais se reproduire une grande guerre », il y eut malheureusement une Seconde Guerre mondiale.

Après chacune de ces guerres, les grandes puissances ont essayé d'organiser la paix. La Société des Nations (SDN), créée en 1920, devait permettre l'établissement de la sécurité collective mais elle ne put tenir ce rôle.

En effet, les États-Unis ne voulurent pas en faire partie, pour ne pas être pris au piège des querelles européennes. L'URSS n'y fut pas acceptée tout de suite pour des raisons politiques. Enfin, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste foulèrent aux pieds les principes universels que voulait promouvoir la SDN, qui finit par périr, faute d'autorité pour faire accepter ses décisions.

Après la Seconde Guerre mondiale (49 millions de morts), l'Organisation des Nations unies (ONU) fut créée pour défendre la sou-

veraineté des États, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la paix par le biais de la sécurité collective. Elle est le fruit d'une alliance cherchant à combattre le nazisme des démocrates occidentaux et de l'URSS communiste en unissant, à sa création, les grandes puissances.

Là encore, l'espoir va être rapidement brisé. L'alliance des vainqueurs se transforme en guerre froide avec l'URSS d'un côté et les États-Unis de l'autre qui créent des alliances. Chacun a peur de l'autre, et le climat de méfiance nourrit l'hostilité réciproque. L'ONU est paralysée. Elle ne peut imposer la paix, car chaque grande puissance oppose son veto, si elle-même ou l'un de ses alliés est engagé dans un conflit.

Paradoxalement, alors que le monde est divisé en deux camps hostiles, tous les deux surarmés, il n'y aura jamais de conflit entre eux, du fait de la dissuasion nucléaire. Chacun a trop peur de l'escalade atomique pour déclencher les hostilités contre l'autre camp (cf. p.12-13). Pour autant, qualifier la période postérieure à 1945 d'« après-guerre » est inexact. S'il n'y a pas eu de Troisième Guerre mondiale déclenchée par Moscou ou Washington, de nombreux conflits ont secoué la planète. Ils n'ont jamais mis face-à-face les États-Unis et l'URSS, mais des guerres ont eu lieu entre les alliés de chacune des superpuissances. En tout, on dénombre tout de même 160 conflits qui ont fait 40 millions de morts.

Cependant, lorsque le mur de Berlin, symbole de la division Est/Ouest, s'écroule, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, un vent d'optimisme souffle dans le monde. Le spectre, fût-il contenu, d'une guerre entre le monde communiste et le monde occidental s'estompe.

La menace soviétique, même si elle n'avait jamais été mise à exécution, était considérée comme la plus dangereuse pour l'Europe et les États-Unis pendant plus de quarante ans et sa disparition les libérait d'un grand poids. Non seulement ils ne seraient plus menacés directement, mais la rivalité soviéto-américaine n'allait plus, désormais, alimenter les nombreux conflits du tiers-monde. Une fois encore, l'optimisme sera de courte durée. À peine le clivage Est/Ouest disparaît-il qu'une autre forme de guerre éclate : celle qui va, dans un premier temps, opposer l'Irak au Koweït, puis dans un second l'Irak à une vaste coalition internationale. La défaite rapide et totale de l'Irak dissipe les craintes. On évoque un nouvel ordre international fait de paix et de liberté.

Pour la première fois, un conflit était réglé par l'ONU selon les règles de la sécurité collective. L'URSS, bien qu'alliée de l'Irak, n'avait pas opposé son veto à la résolution appelant à l'usage de la force armée contre Bagdad. Même si ce sont les États-Unis qui ont fourni l'essentiel des forces militaires, la guerre du Golfe fut bien menée sous les auspices de l'ONU.

Les grandes puissances se mettaient d'accord pour punir l'agresseur irakien. Cela allait-il créer une nouvelle façon de régler les conflits ?

À la fin de la guerre du Golfe (janvier-mars 1991), le président américain Bush proclamait l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » en vue d'un monde où les Nations unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, seraient en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs, un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme seraient respectés par toutes les Nations.

Le 6 mars 1991, dans son discours au Capitole, pour la victoire dans le Golfe, George Bush s'est avancé plus encore : « Deux fois auparavant dans ce siècle, le monde entier a été traumatisé par la guerre. Deux fois au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant, il est apparu que ces espoirs étaient un rêve lointain, hors de portée de l'homme (...). Maintenant nous pouvons voir un nouveau monde venir sous nos yeux. »

Mais un ordre mondial d'où la guerre serait bannie, où les différends se régleraient de façon pacifique dans le respect de l'indépendance de chacun, où les peuples s'autodétermineraient librement et où une organisation mondiale ferait régner la loi internationale et la paix, ne s'est pas imposé après la chute de l'URSS. Cet espoir allait se briser sur les

réalités de la guerre en ex-Yougoslavie, ou des guerres civiles en Afrique.

Aux conflits opposant les États-Unis à d'autres États va succéder une vague de conflits interethniques. Les guerres internationales s'effacent au profit des guerres civiles, tout aussi féroces et meurtrières. En quelques mois, une guerre civile au Rwanda a fait de 500 000 à 800 000 morts, la plupart tués à coups de machette.

L'implosion de l'URSS a démontré que le conflit Est/Ouest n'était pas la seule explication des guerres. La volonté américaine de ne pas voir de rival dominer l'Eurasie ne date pas de la Révolution soviétique, mais c'est bien une constante géographique. Tant que les États existeront et auront des intérêts à défendre et des rivalités à surmonter, le spectre de la guerre ne pourra tout à fait s'éloigner. Parallèlement, lorsque les États s'affaiblissent ou sont mis en cause, ils laissent place à des guerres civiles ou interethniques encore plus sanglantes.

La guerre n'a, malheureusement, toujours pas disparu de la surface de la planète. Nous avons, dans cet atlas, recensé l'ensemble des conflits contemporains. Nous avons également essayé de dresser la liste de ceux qui peuvent potentiellement se déclencher. Nous n'avons pas voulu faire de catastrophisme, car la peur n'évite pas le danger. Par contre, la connaissance des conflits passés ou présents et la réflexion sur les causes des conflits latents peuvent permettre d'en éviter. ●



A close-up photograph of a young child with dark skin and hair. The child is looking directly at the camera with a serious expression. On top of their head is a large, dark, textured object, possibly a piece of wood or a large leaf, which is partially covered with small, light-colored, flake-like debris. The child's hair is adorned with green leaves and thin, light-colored sticks or grass. The background is dark and out of focus.

**Les guerres
de demain**



Sciences et technologies

Guerres nucléaires

CHRONOLOGIE

16.07.1945

• 1^{re} explosion atomique dans le désert du N-Mexique aux États-Unis.

06.08.1945

• Bombe atomique sur Hiroshima.

1949

• L'URSS procède à sa 1^{re} explosion atomique.

1952

• La Grande-Bretagne rejoint le club atomique.

1960

• 1^{er} essai nucléaire français.

1962

• Crise de Cuba. URSS et États-Unis au bord de la guerre nucléaire.

1964

• 1^{er} essai nucléaire chinois.

1968

• Signature du traité de non prolifération des armes nucléaires.

1972

• Accords Salt. Américains et Soviétiques s'engagent à limiter leur course aux armements nucléaires.

1974

• Essai nucléaire indien. New Delhi affirme que cet essai n'a pas pour but de fabriquer une arme, mais d'utiliser le nucléaire « à des fins pacifiques ».

1991

• L'URSS disparaît. La Russie en est l'héritière nucléaire.

1995

• Le TNP est reconduit pour une durée illimitée.

1998

• Essais nucléaires indiens et pakistanais.

Février 1999

• Sommet indo-pakistanaï : adoption de mesures de confiance entre les deux pays.

La planète a survécu à toutes les guerres mondiales et chacun a conscience qu'elle serait anéantie par une troisième si elle devait être nucléaire.

Lancés dans une formidable course aux armements, qui les a conduits à posséder chacun 13 000 armes nucléaires déployées, et autant en réserve, Moscou et Washington avaient de quoi faire sauter trente à quarante fois le monde. Mais, conscients de leurs responsabilités, ils ont toujours évité, depuis 1945, d'utiliser ces armes dont ils savent qu'elles pourraient les entraîner au-delà de l'irréparable. Lorsque le général MacArthur demande au président Truman d'utiliser des armes nucléaires pendant la guerre de Corée, celui-ci refuse. Les deux superpuissances ont toujours évité, par la suite, que les conflits dans lesquels elles étaient directement ou non engagées ne les conduisent à l'utilisation de l'arme atomique.

La prolifération nucléaire. Évidemment, le risque d'utilisation de l'arme augmente lorsque d'autres États rejoignent le club nucléaire. C'est pour cela que les deux supergrands vont tout faire pour limiter la prolifération de ces armes, y compris chez leurs alliés. Malgré cela, la Grande-Bretagne, puis la France et la Chine rejoignent le club atomique. De fait l'Inde, le Pakistan et Israël deviennent des puissances nucléaires clandestines.

Dans les années 70, la crise pétrolière conduit de nombreux pays à se doter d'équipements nucléaires pour produire de l'électricité. On craint qu'ils ne détournent cette technologie à des fins militaires. De

nombreux pays se dotent de programmes nucléaires dont on ne sait pas si la finalité est seulement civile (Argentine, Brésil, Chili, Afrique du Sud, Iran, Irak, Taïwan, Corée du Sud et du Nord, etc.).

États nucléaires. Le spectre d'un monde qui compterait une trentaine d'États nucléaires, avec les risques de déclenchement accidentel de guerre atomique, fait froid dans le dos. Heureusement, la plupart des pays vont abandonner leur programme militaire. Avec le démantèlement de l'Apartheid, l'Afrique du Sud, qui avait clandestinement fabriqué six bombes nucléaires, va les détruire. En 1995, la quasi-totalité des États (à l'exception de l'Inde, du Pakistan et d'Israël) acceptent de renouveler le traité de non prolifération des armes nucléaires pour une durée illimitée. La peur de la

prolifération n'est cependant pas tout à fait éloignée. Un pays peut toujours essayer de fabriquer clandestinement l'arme tout en étant officiellement signataire du TNP, ce qui a été le cas de l'Irak qui était prêt de la posséder lorsqu'il a déclenché la guerre du Golfe. On imagine ce qui aurait pu se passer si Saddam Hussein avait attendu de la posséder avant d'envahir le Koweït.

Puissance nucléaire. Il y aura toujours un risque de voir un pays du Proche-Orient vouloir se doter de l'arme nucléaire pour équilibrer l'arme israélienne. Si auparavant on craignait la puissance de l'URSS, c'est désormais la faiblesse de Moscou qui effraie. La Russie a-t-elle encore les moyens de contrôler son arsenal ? Il y a en fait un triple risque. Le premier consiste en un risque écologique, voire militaire, pouvant être

• CRISE DE CUBA 1962

Le monde n'est jamais passé aussi près d'une guerre nucléaire qu'au moment de la crise de Cuba, en 1962.

En 1959, Fidel Castro s'est emparé du pouvoir sur l'île, qui était auparavant une quasi-colonie américaine.

Les relations vont rapidement se dégrader entre Washington et la Havane, au point que la CIA organise, en 1961, un débarquement sur les côtes de Cuba qui échouera. Castro se déclare ouvertement communiste et s'allie à Moscou.

En octobre 1962, des avions espions américains découvrent que l'URSS a installé des fusées nucléaires à Cuba, donc à 150 kilo-

mètres des côtes de Floride. C'est un défi intolérable pour Washington.

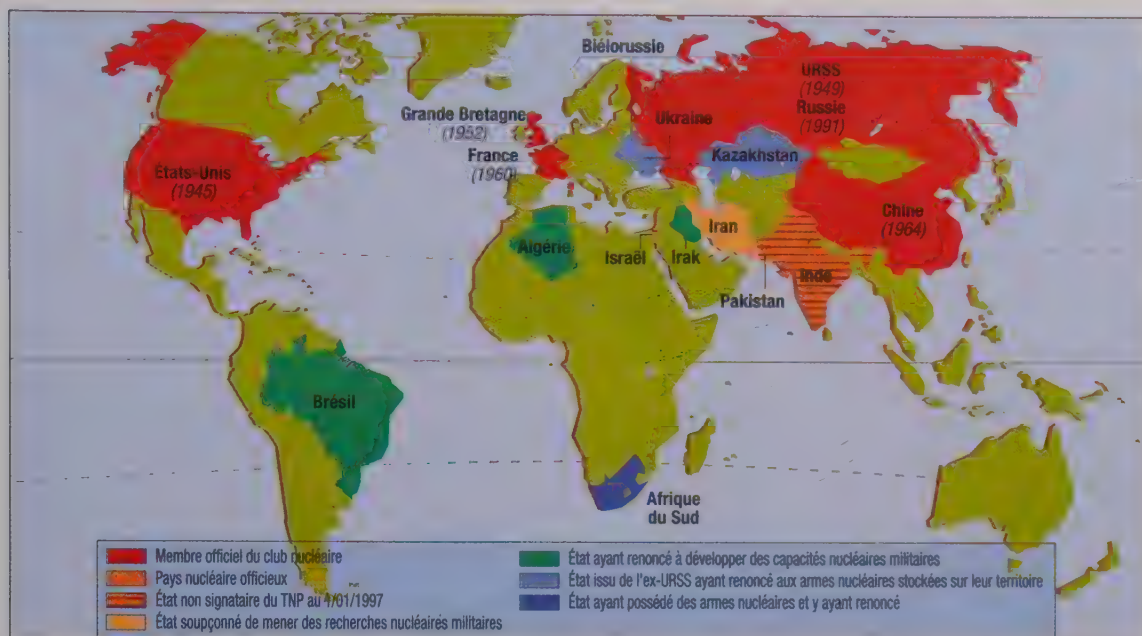
Les États-Unis décrètent un blocus de l'île et évoquent, par la télévision, le spectre d'une guerre nucléaire si Moscou ne retire pas ses fusées. Krouchtchev répond le lendemain, à la radio, que l'URSS est prête à riposter.

Finalement, Kennedy et Krouchtchev trouvent un accord. L'URSS retire ses fusées et les États-Unis s'engagent à ne pas attaquer Cuba. Les deux superpuissances comprennent qu'elles sont passées de peu à côté de la catastrophe et entament un dialogue stratégique pour éviter tout risque de guerre nucléaire.

• DISSUASION NUCLÉAIRE

Il n'y a jamais eu de guerre entre des pays possédant l'arme atomique. C'est, pour les stratèges, l'effet de la dissuasion nucléaire. Par un curieux paradoxe, l'ampleur des dégâts que créerait une guerre entre pays nucléaires pouvant aller jusqu'à leur destruction totale de la planète, les dissuade de la commencer. Contre un pays nucléaire, il n'est plus possible de faire le calcul habituel d'un pays qui veut déclencher un conflit : « Est-ce que je peux

gagner plus que ce que je risque de perdre à l'issue de la guerre. » Car, par définition, le risque des pertes est total. C'est la dissuasion nucléaire qui explique qu'au moment de la guerre froide, alors que l'Europe était divisée et surarmée comme jamais elle ne l'avait été, il n'y a pas eu de conflits, malgré l'hostilité entre l'URSS et les États-Unis. Chacun savait que, même vainqueur, il risquerait de ne plus gouverner que des décombres.



• TERRORISME NUCLÉAIRE

L'utilisation des armes nucléaires par des groupes terroristes est l'un des scénarios le plus souvent utilisé au cinéma ou dans les romans.

La réalité est cependant différente de la fiction. S'il est vrai que les connaissances permettant de fabriquer l'arme sont largement répandues (il est cependant excessif de dire que l'on peut les trouver dans les bibliothèques universitaires), la mise au point de l'arme, comme son utilisation, demandent des installations équipées qui dépassent les moyens des groupes terroristes.

On ne fabrique pas une arme nucléaire dans un garage avec deux amis ingénieurs. Le nucléaire militaire reste une affaire d'État et non de groupes terroristes. ●

causé par un arsenal russe mal entretenu. On peut craindre un Tchernobyl militaire, ou le déclenchement accidentel d'une fusée. Le second est celui de trafics. La corruption a pris une telle ampleur dans le pays que le risque des ventes d'armes nucléaires, d'éléments ou de matières fissiles à des États hostiles au monde occidental, ou à des groupes terroristes pris en considération par les services de renseignements occidentaux. Enfin, le

troisième est l'effet de la fuite des cerveaux. Il y avait 100 000 scientifiques travaillant pour le complexe nucléaire militaire en URSS, dont 2 à 3 000 avaient une connaissance précise des méthodes de fabrication de l'arme. Réduits au chômage ou sous-payés, ils peuvent être tentés d'exporter ailleurs leur savoir-faire.

Appropriation de l'arme. Parmi les pays soupçonnés de vouloir, malgré

leurs dénégations, se doter de l'arme nucléaire, l'Irak n'est plus un danger. Son programme a été entièrement démantelé et le pays est sous contrôle permanent.

L'Iran, qui veut se réintroduire dans la société internationale, ne semble avoir ni les moyens à terme ni intérêt à la prolifération des armes nucléaires.

Le cas le plus dangereux est celui de la Corée du Nord. Les Coréens

ont un programme avancé, le régime et le pays sont au bord du gouffre et peuvent être tentés de faire un chantage nucléaire pour déstabiliser non seulement la Corée du Sud mais aussi le Japon et toute l'Asie. C'est en Corée du Nord que se situe la plus grave menace de guerre nucléaire. Restent les cas de l'Inde et du Pakistan, États rivaux qui ont tous deux affiché leur capacité nucléaire en mai 1998. ●

■ Champignon atomique, les essais nucléaires sont désormais interdits.





Écologie

Guerres chimiques

CHRONOLOGIE

IV^e siècle av. J.-C.

- Utilisation par Démosthène de fumées asphyxiantes, lors du siège d'une cité grecque.
- Perses empoisonnés par l'ergot de seigle. Utilisation par les Indiens d'Amazonie de flèches au curare.

3.01.1916

- Emploi de gaz par les Allemands à Bolimav.

Janvier 1916

- Emploi de phosgène (suffocant) par les Allemands.

12.07.1916

- 1^{er} emploi de l'ypérite (vésicant) par les Allemands à Ypres (5 000 morts).

Entre 1915 et 1918

- Déversement de 125 000 tonnes de produits chimiques (94 000 morts).

1931

- Emploi de gaz par les Japonais en Mandchourie.

1936

- Emploi de l'ypérite par épandages aériens par l'Italie contre l'Éthiopie.

1963-1967

- Par l'Égypte contre le Yémen.

1961-1970

- Utilisation de défoliants par les États-Unis contre le Vietnam.

1978

- Par le Vietnam contre le Cambodge et par l'Afrique du Sud contre la Namibie.

1979-1986

- Par l'URSS en Afghanistan.

1980

- Par l'Éthiopie en Érythrée.

1983-1987

- Par l'Irak contre l'Iran.

Mars 1988

- Par l'Irak contre le Kurdistan irakien.

Mars 1995

- Utilisation du gaz sarin par la secte Aum pour un attentat dans le métro de Tokyo.

Les armes chimiques sont apparues au cours de la Première Guerre mondiale et ont été largement utilisées par les deux camps, de 1915 à 1918.

Si les armes chimiques n'ont pas été employées au cours de la Seconde Guerre mondiale, les recherches se sont poursuivies, et de nombreux pays ont conservé ou acquis des stocks importants, en dépit de la signature, dès 1925, du protocole de Genève prohibant l'emploi de ces armes (mais pas leur fabrication ni leur possession).

Pendant la guerre froide, les États-Unis, et surtout l'URSS, ont ainsi constitué des arsenaux importants, de plusieurs centaines de milliers de tonnes.

Les différents types d'armes chimiques. Techniquement, on en distingue trois types : les suffocants (comme les dérivés du chlore ou phosgène), qui attaquent le système respiratoire ; les vésicants, comme l'ypérite, qui passent par la peau ; les neurotoxiques, comme le sarin, le tabun ou le redoutable agent VX, qui touchent le système nerveux.

Classification militaire ou tactique. Elle est basée sur la durée d'efficacité au point de dispersion du toxique et repose sur deux critères : la « persistance » et la « non-persistance ».

– Les agents « persistants », dont les effets sont contaminants pour le terrain et le matériel (de quelques heures à quelques jours), agissent sur l'organisme par voie percutanée et/ou par voie respiratoire sous la forme d'aérosols, de vapeurs ou de liquides. Cette catégorie comprend,

entre autres, l'ypérite (un vésicant) et le tabun (un neurotoxique).

– Les « non-persistants », dont les effets quasi instantanés visent les combattants eux-mêmes et agissent par voie respiratoire sous la forme de vapeurs. À ce titre, on peut citer le phosgène (un suffocant) et le sarin (un neurotoxique).

Les attaques. Les toxiques de guerre peuvent être délivrés de nombreuses façons ; en fonction de l'effet militaire recherché, on choisira soit la mise en place par projectiles (obus, roquettes), soit l'explosion de projectiles divers, soit l'épandage par bombes depuis des avions ou par missiles. Ces différents moyens de dispersion et la variété des toxiques utilisables permettent de déclencher :

- Des « attaques d'interdiction » visant à paralyser les déploiements massifs de troupes et de matériels ;
- Des « attaques surprises » dans le

but d'occasionner des pertes brutales afin d'obtenir un avantage tactique.

Utilisation dans le monde. Depuis 1945, elles ont été employées dans des conflits périphériques, en particulier par le régime de Saddam Hussein pendant la guerre Iran-Irak, et contre les Kurdes irakiens à Halabja en 1987-1988. Ces utilisations de l'arme chimique sont restées relativement peu nombreuses, malgré la multiplication des États détenteurs. En effet, étant donné les difficultés techniques et juridiques qui freinent l'acquisition d'armes nucléaires, de nombreux pays du tiers monde se sont tournés vers ces armes plus faciles à produire. C'est pourquoi les armes chimiques et bactériologiques sont les plus répandues des armes de destruction massive. Couplée au missile balistique, une telle arme devient un moyen de dissuasion, militairement peu efficace, mais qui provoque néanmoins un effet de terreur. Au cours



■ Attentat à l'arme chimique de la secte Aum dans le métro de Tokyo en 1995.

• DÉSARMEMENT CHIMIQUE

Le 13 janvier 1993 était signée, à Paris, la Convention d'interdiction des armes chimiques.

Celle-ci prévoit l'interdiction totale des armes chimiques et la destruction des stocks existants.

Elle se donne les moyens d'assurer cette interdiction, grâce aux importants pouvoirs d'inspection accordés à l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) installée à La Haye.

C'est la première fois qu'une catégorie entière d'armes est interdite, et cette interdiction est assortie d'une véritable procédure de ratification. Mais de nombreux États n'ont pas signé le traité, notamment des pays arabes qui estiment qu'ils ne peuvent pas renoncer aux armes chimiques tant qu'Israël a l'arme nucléaire.



■ Massacre au gaz d'Halabja, Kurdistan iranien.

• ARME CHIMIQUE COMME BOMBE A RETARDEMENT

Le 16 mars 1988, des Mirages et des Mig irakiens envoient des armes chimiques sur la ville d'Halabja, en Kurdistan irakien. 5 000 hommes, femmes et enfants sont aussitôt tués, 250 000 civils seront contaminés.

Onze ans plus tard, un médecin livre à la commission des droits de l'homme de l'ONU le premier témoignage des effets ultérieurs de ce bombardement. « Les gaz font l'effet d'une bombe à retardement qui aujourd'hui commence à exploser », dit-elle. « Cancers de la peau particulièrement agressifs, qui entraînent souvent une mort rapide, problèmes respiratoires, problèmes de cécité, système neurologique dérégulé, mutation génétique chez les nouveau-nés, mortalité infantile de plus en plus élevée due à des leucémies et des lymphopénies ainsi qu'à des dysfonctionnements du cœur, un pourcentage de cancers et de fausses couches quatre fois plus élevé qu'à la ville voisine... ».

de la guerre du Golfe en 1991, les troupes alliées ont longtemps craint que Saddam Hussein n'utilise contre elles ce type d'armes. Elles obligent, par ailleurs, les armées craignant une attaque chimique à s'équiper en éléments de protection extrêmement lourds et encombrants qui gênent la mobilité des soldats.

Dangers des armes chimiques. Elles sont terrifiantes pour plusieurs raisons. Pour leur aspect clandestin : elles ne sont pas décelables dans

l'air, et leur présence dans des conteneurs est impossible à détecter. De plus, elles provoquent la mort dans des souffrances atroces, parfois même, comme l'a montré l'exemple de la Première Guerre mondiale, longtemps après que le conflit prit fin. Elles sont enfin très faciles à fabriquer, y compris à partir d'installations civiles.

Utilisation de l'arme chimique. Elle est surtout utilisée dans deux cas de figures. Le premier consiste à

la lancer (par avion, hélicoptère ou missile) sur des populations civiles dépourvues de toute protection. C'est ce que fit Saddam Hussein contre les Kurdes irakiens en révolte contre le pouvoir central de Bagdad, à Halabja, dans la plus parfaite indifférence de la communauté internationale.

Le second consiste à l'employer de manière défensive sur une ligne de front quand les lignes de défense sont en passe d'être submergées ; ce fut le cas au cours de la Première

Guerre mondiale, ainsi qu'au cours de la guerre qui a opposé l'Irak et l'Iran. L'utilité militaire réelle de ces armes contre l'armée est de fait limitée. Son impact psychologique, lui, est beaucoup plus important. Mais, face à des populations civiles, leur emploi provoque des effets terrifiants.





Écologie

Guerres bactériologiques

• HISTORIQUE DES ARMES BIOLOGIQUES

La menace biologique n'est pas nouvelle. De l'Antiquité au Moyen Âge, il y a de multiples exemples d'empoisonnement des puits lors de sièges de villes, de flèches empoisonnées ou de lancement de cadavres infectés (pestiférés par exemple) au cœur des cités assiégées, afin d'y déclencher des épidémies meurtrières.

Au XIX^e siècle, les Anglais utilisèrent des couvertures contaminées par la variole pour décimer les tribus indiennes alliées à la France en Pennsylvanie et en Ohio.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a utilisé de façon importante les armes biologiques, soit en bombardant les villes chinoises, soit en procédant à des expérimentations sur les prisonniers de guerre. De même, URSS et États-Unis ont, au cours de la guerre froide, entrepris d'importants programmes de recherches sur les armes biologiques. Une explosion, en 1972, à Sverskost, a provoqué une épidémie d'anthrax dans la région. Il s'agissait d'un accident survenu dans une usine d'armes biologiques.

• CONTRÔLE DES POSSESSIONS D'ARMES BACTÉRIOLOGIQUES

Une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage de ces armes fut élaborée en 1972. 159 pays l'ont signée et 141 ratifiée à la date d'aujourd'hui. Cependant, certains pays signataires sont soupçonnés de n'avoir pas détruit leurs stocks, voire, pour certains, de poursuivre des recherches (Russie, Syrie, Libye, Corée du Nord, Israël, Chine, Iran, Taiwan, Argentine). Ceci met en lumière l'un des principaux problèmes de cette convention : elle ne comporte aucun instrument de contrôle et de

vérification. Des négociations sont en cours pour parer à ce problème, mais elles s'avèrent extrêmement difficiles et n'ont pas abouti à ce jour, car les agents biologiques employés sont souvent très utiles pour des applications civiles (comme, par exemple, en médecine, en recherche fondamentale, ou en biologie). Il s'agit donc de « trouver le juste équilibre entre le besoin d'échanges technologiques permettant de favoriser le développement économique et la nécessité d'éviter tout usage néfaste de cette technologie ».

Les menaces d'une guerre biologique ou bactériologique risquent fort, avec les guerres chimiques, de devenir l'une des principales préoccupations des responsables civils et militaires de la sécurité, ainsi que de l'opinion publique.

Elles ont, en effet, tout pour frapper les esprits. Elles ont tout d'abord un caractère indiscriminé : elles s'attaquent aussi bien aux adultes qu'aux enfants, aux hommes qu'aux femmes, aux civils qu'aux militaires. De plus, leur utilisation est clandestine. Elles sont, plus encore que les autres, des armes porteuses de peur car elles s'attaquent à la santé, principal facteur d'angoisse dans le monde occidental, qui se veut à l'abri de la maladie grâce aux progrès techniques, alors que ces mêmes progrès permettent que surgisse une menace militaire indéterminée. On peut encore citer le décalage qui existe entre la frappe et

le déclenchement des effets de ce type d'armes.

Arme immorale. Les armes bactériologiques ont toutes les caractéristiques de l'arme immorale par excellence et devraient, de ce fait, au même titre que les mines antipersonnel dans les années 90, focaliser l'attention des associations et organismes non gouvernementaux (ONG) et de l'opinion publique internationale, si ce n'est que leur caractère invisible rend plus difficile une mobilisation (on ne peut pas illustrer un essai d'arme biologique par un champignon) et que, surtout, pour le moment, elles n'ont pas été utilisées.

Intérêts des armes biologiques. Elles devraient, en fait, détrôner les armes chimiques dans l'échelle des préoccupations. Tout d'abord parce que les premières sont beaucoup plus faciles à obtenir que les secondes. Ensuite, parce qu'en réalité, les armes chimiques ont toujours eu des effets militaires limités et ne peuvent donc pas être considérées, au sens précis du terme, comme des armes de destruction massive. L'utilisation des armes biologiques, pour sa part, créerait des dommages bien plus importants.

Les programmes d'armes biologiques sont, en outre, très difficilement différenciables des autres projets biologiques civils, et de très petites quantités de substances peuvent suffire. Les armes biologiques sont moins chères et plus faciles à

fabriquer que les armes chimiques et produisent plus de dégâts que ces dernières. Tous les équipements destinés à les produire peuvent se trouver sur le marché du fait de leur double caractère civil et militaire. De plus, les éléments pathogènes peuvent en partie être isolés dans la nature.

Dissimulation plus facile. Il faut ajouter qu'il n'est pas nécessaire de stocker les armes biologiques en grande quantité (les micro-organismes se multiplient sur une période de temps très court). Les programmes d'armes biologiques sont infiniment plus faciles à dissimuler que les programmes nucléaires ou chimiques. Par ailleurs, les régimes politiques partisans de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement chimique sont soumis à un système intrusif et efficace de vérification, ce qui n'est pas le cas pour le désarmement biologique.

En 1993, une étude de l'*Office of Technology Assessment* américain (bureau d'évaluation technologique) établissait qu'un seul avion dispersant 100 kg d'anthrax par aérosol sur Washington, par une nuit claire et calme, pourrait tuer entre 1 et 3 millions de personnes.

Vers une guerre bactériologique ? La menace d'une telle guerre semble limitée malgré l'apparente prolifération de ce type d'armes. D'une part, pour des raisons inhérentes aux caractéristiques des armes biolo-

PAYS POSSÉDANT OU SOUPÇONNÉS DE POSSÉDER DES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES (officiellement, ont détruit leurs stocks).	États-Unis*	Iran
	Russie*	Irak
PAYS AYANT SIGNÉ MAIS N'AYANT PAS ENCORE RATIFIÉ LA CONVENTION D'INTERDICTION SUR LES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES	Turkménistan	Israël
	Ouzbékistan	Libye
PAYS NON SIGNATAIRES DE LA CONVENTION D'INTERDICTION DES ARMES BIOLOGIQUES	Kazakhstan	Corée du Nord
	Kirghizistan	Chine
	Syrie	Taiwan
PAYS AYANT SIGNÉ MAIS N'AYANT PAS ENCORE RATIFIÉ LA CONVENTION D'INTERDICTION SUR LES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES	Birmanie	Madagascar
	Burundi	Malawi
PAYS NON SIGNATAIRES DE LA CONVENTION D'INTERDICTION DES ARMES BIOLOGIQUES	Centrafrique	Mali
	Côte d'Ivoire	Maroc
	Égypte	Népal
	Émirats arabes unis	San Salvador
	Gabon	Somalie
	Guyane	Surinam
	Haïti	Syrie
	Liberia	Tanzanie
PAYS NON SIGNATAIRES DE LA CONVENTION D'INTERDICTION DES ARMES BIOLOGIQUES	Algérie	Mauritanie
	Angola	Moldavie
	Azerbaïdjan	Mozambique
	Guinée	Namibie
	Israël	Soudan
	Kazakhstan	Tchad
	Lituanie	Zambie



■ Le 24 mars 1995, la police japonaise trouve des fûts de trichloride.

giques, notamment leur imprévisibilité (difficulté du contrôle de leur dispersion) ou la variabilité de leur efficacité.

D'autre part, les États qui utiliseraient ce type d'armes, particulièrement contre les grandes puissances, s'exposeraient à des représailles massives (par exemple les États-Unis et Israël ont menacé l'Irak d'une riposte nucléaire en cas d'utilisation d'armes biologiques pendant la guerre du Golfe).

Vers une guerre économique ? Par contre, dans le cadre d'une guerre « économique », les agents biologiques peuvent être utilisés pour causer des dommages à l'agriculture ou à l'élevage de certains pays et, par la suite, exercer des pressions économiques.

Ainsi, certains pays africains ont vu le rendement de leurs caféiers baisser considérablement après qu'ils aient employé une substance biologique certifiée être un substitut à

l'engrais sur les conseils de l'organisme caution d'un des pays les plus développés du monde.

Mais, si la menace d'armes biologiques est peu efficace contre des forces armées, elle peut être terrible contre les populations d'un pays adverse.

La dissémination des armes biologiques ne nécessite que des moyens rudimentaires. Elles peuvent être vaporisées par avion ou par hélicoptère ou, plus terrible encore, intro-

duites dans l'eau potable ou dans les aliments. Elles peuvent être transportées en échappant aux détections des frontières.

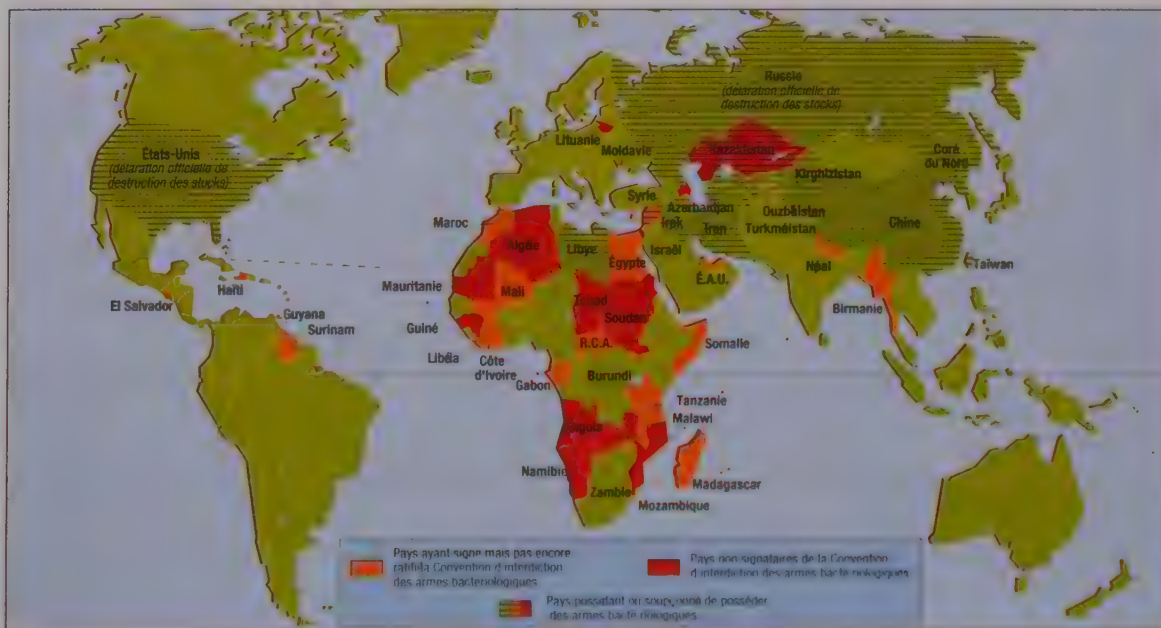
C'est donc l'arme idéale pour un attentat terroriste, d'autant plus que le temps qui s'écoule entre le moment où un agent biologique est libéré et l'apparition de ses effets chez les humains réduit les chances de capturer les individus qui ont perpétré l'attentat. ●

• SUBSTANCES UTILISÉES

Les armes biologiques utilisent des agents qui se présentent sous la forme de micro-organismes vivants (bactéries, champignons, protozoaires...), de toxines élaborées par ces derniers, ou encore de substances chimiques d'origine biologique.

Les plus connus sont : le bacille de charbon bactérien, la toxine botulinique A, le ricin, ou l'agent de la tularémie. Les agents de la variole, du paludisme, du choléra, de la fièvre typhoïde ou de la peste pneumonique peuvent aussi être utilisés.

Certains des agents employés sont létaux, d'autres seulement invalidants ou modifient temporairement le comportement. Ils peuvent aussi être sélectifs et ne toucher que des plantes ou des animaux. ●





Civilisations et populations

Guerres terroristes

La puissance militaire des pays occidentaux les met à l'abri des menaces de guerre contre leur indépendance ou pour conquérir leur territoire. Ils souffrent cependant d'une très grande vulnérabilité sur leur territoire même : celle d'attentats terroristes.

Les dégâts matériels et humains provoqués par le terrorisme restent relativement limités dans leur ampleur, mais leur impact psychologique est énorme. Il frappe aveuglément des populations civiles dans leur vie quotidienne, là où elles se croyaient protégées : grands magasins, transports en commun, etc.

Le terrorisme est parfois un préalable, le plus souvent un substitut à la guerre. Il représente une stratégie de pression exercée contre certains États. Le but n'est pas de les vaincre ou de les conquérir, mais de les amener à adopter tel ou tel comportement. Le terrorisme est, avant tout, l'arme des pauvres ou des faibles. Ceux qui ne peuvent s'attaquer frontalement à une grande puissance vont organiser des attentats sur son territoire ou contre ses

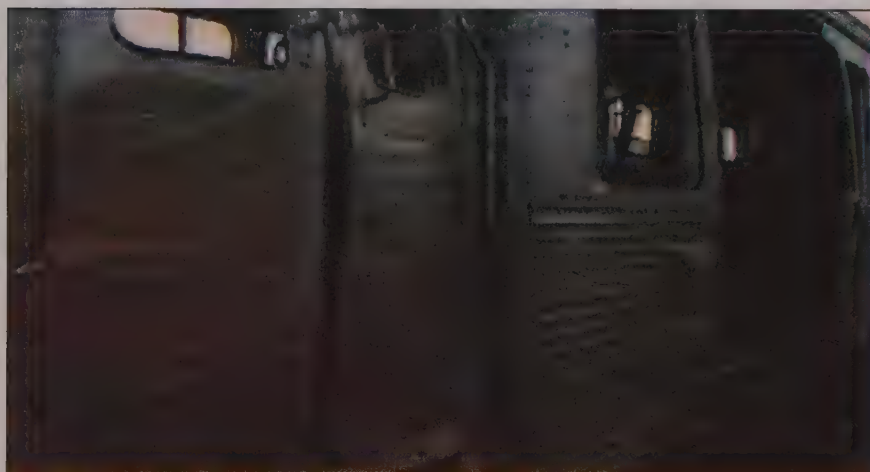
intérêts dans le monde pour la faire plier. Ainsi, la Syrie, mécontente de voir la France garantir l'intégrité territoriale du Liban, qu'elle convoitait dans les années 80, et n'ayant pas les moyens de lui déclarer la guerre, va donc organiser ou susciter des attentats contre elle, soit par le biais des services, soit par celui de groupes qu'elle contrôle (assassinat de l'ambassadeur de France au Liban, prise d'otages, attentats en France, etc.).

Le terrorisme, par son caractère spectaculaire, peut aussi être utile pour frapper les opinions publiques dans l'espoir de populariser une lutte (attentats arméniens contre les intérêts turcs, attentats palestiniens contre Israël).

Il devient alors une forme de communication ayant un excellent rap-

• LUTTE ARMÉE

Comment lutter contre le terrorisme ? L'utilisation de la force armée classique est inefficace puisque, par définition, le groupe terroriste n'a pas d'assise territoriale précise. Les actions militaires contre les États soupçonnés de les aider (bombardements sur la Libye en 1986 à la suite d'un attentat contre des soldats américains ; frappes aériennes au Soudan en 1988) ou contre des groupes terroristes (frappes de missiles de croisière en Afghanistan en 1998 sur un camp abritant le groupe d'Oussama Ben Laden) n'ont eu qu'un impact limité sur l'action terroriste. Leur légalité internationale est discutable, elles peuvent au contraire renforcer la détermination des groupes terroristes. Le renseignement humain, l'infiltration des réseaux offrent une réponse plus adaptée à cette menace.



■ L'attentat au RER Port-Royal, le 3 décembre 1996 vers 18 h 05, fit deux morts et sept blessés graves et remit en service le plan Vigiepirate.



■ Carlos, de son vrai nom Ilitch Sanchez, fut arrêté en 1996 après vingt ans d'activité terroriste. Il fut condamné à perpétuité, à Paris, le 24 déc. 1997.



• CYBERTERRORISME

Le terrorisme informatique est devenu, en quelques années seulement, une source d'inquiétude majeure pour les responsables politiques et militaires occidentaux, notamment aux États-Unis. En mai 1998, le président Clinton annonça la nomination d'un coordinateur national pour la sécurité, la protection des infrastructures et le contre-terrorisme.

Selon lui « nos ennemis ont étendu leurs champs de bataille de l'espace physique au cyberspace (...), si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, les terroristes, criminels et régimes hostiles seront susceptibles d'envahir et de paralyser ces systèmes vitaux, de perturber l'activité commerciale, (...) de fragiliser notre capacité de réaction en période de crise ».



port coût-efficacité. Les terroristes savent qu'ils retiendront l'attention des médias qui, en donnant de l'importance aux attentats terroristes, vont accroître ses effets en augmentant les peurs qu'ils suscitent.

Ainsi, la menace terroriste est au premier plan des dangers qui pèsent sur la sécurité des États-Unis, pour son opinion publique. Pourtant, le terrorisme tue moins d'Américains chaque année que la foudre ou encore les collisions de voitures avec les cervidés.

Le terrorisme, qui peut être utilisé par toutes les causes (idéologies politiques, religions, luttes pour l'indépendance), obéit à certains cycles. De la fin du ^{xx}e siècle à 1914, les attentats étaient le fait d'anarchistes et de nihilistes. Entre les deux guerres mondiales, le terrorisme fut lié essentiellement aux turbulences dans les Balkans. Depuis 1966 et l'attaque d'un avion d'El-Al, sur l'aéroport d'Athènes, par un commando palestinien, le terrorisme est lié à la situation au Moyen-Orient (responsable de 90 % des attentats d'origine

étrangère commis en Europe). Les États « sponsors » qui y ont participé sont les anciens pays de l'Est et, jusqu'à une date récente, la Syrie et l'Irak par Liban interposé, la Libye, l'Irak et le Yémen. Derrière les actions liées au fondamentalisme islamique se profile l'ombre du Pakistan, de l'Arabie saoudite, de l'Iran, de la Syrie et, dernièrement, du Soudan.

Cette forme extrême d'action diplomatique, liée au conflit israélo-arabe, à la guerre civile libanaise et à la montée de l'intégrisme, est une stratégie indirecte destinée à faire pression sur les pays occidentaux, sans aller jusqu'au risque de guerre et en réduisant au maximum toute possibilité d'identification.

Les groupe-écrans terroristes sont, ou furent, formés dans certains pays – Pakistan, Sud-Liban, Libye, Iran – ou durant les guerres d'Afghanistan, du Liban et de Bosnie. Ils disposent, au-delà, de liens avec certains États, de logiques propres et peuvent passer des accords de groupe à groupe, ce

qui complique le travail du contre-terrorisme.

Le processus de paix au Proche-Orient, s'il aboutissait, pourrait supprimer l'une des principales causes du terrorisme. Mais les difficultés de sa mise en œuvre d'une part, et sa contestation, tant par les extrémistes israéliens que palestiniens, d'autre part, entraînent la poursuite d'attentats. Le terrorisme pourrait, par ailleurs, connaître de nouveaux développements.

De nombreux groupes peuvent vouloir contester par cette forme, la seule qui leur serait accessible, l'hyperpuissance américaine, si cette dernière ne leur paraît pas suffisamment prendre en compte les aspirations des peuples démunis, notamment musulmans. Aussi, le milliardaire saoudien Ben Laden finance un certain nombre de guerres pour lutter contre les États-Unis, accusés de dominer le Proche-Orient. Par un curieux retournement de l'Histoire, les combattants qui ont été aidés par les États-Unis pour lutter contre l'URSS de 1979 à 1988 sont devenus le principal vivier de terroristes. Il se développe, par ailleurs, un terrorisme national fait d'extrémistes, de sectes ou de déséquilibrés (attentat à l'arme chimique de la secte Aum dans le métro de Tokyo en 1995, explosion d'un bâtiment officiel à Oklahoma City par des extrémistes de droite aux États-Unis en 1996).

De nombreux États travaillent sur l'hypothèse d'un terrorisme nucléaire (bombe A artisanale, stockage frauduleux de matières fissiles). Quelques pays ont pu poursuivre des

programmes nucléaires secrets, mais au prix de contraintes financières et logistiques inaccessibles à des réseaux terroristes. Le risque d'utilisation par des groupes terroristes – nationaux ou internationaux – d'armes chimiques ou biologiques pourrait s'avérer menaçant. Enfin, il faut noter que, si les groupes terroristes peuvent coopérer ponctuellement entre eux, il n'y a pas une internationale terroriste structurelle et unie vers un objectif commun.

• ATTENTATS TERRORISTES

Attentats les plus meurtriers du siècle :

- 1925 : cathédrale à Sofia (125 morts)
- 1974 : Téhéran (82 morts)
- 1979 : incendie d'un cinéma à Abadan (400 morts)
- 1980 : gare de Bologne (84 morts)
- 1983 : caserne des Marines à Beyrouth (241 morts)
- 1985 : explosion en vol d'un avion d'Air India (329 morts)
- 1988 : explosion en vol d'un avion Pan Am/Lockerbie (270 morts)
- 1989 : explosion en vol d'un avion colombien (111 morts)
- 1989 : explosion en vol d'un avion d'UTA (171 morts)
- 1996 : Oklahoma City (168 morts)
- Vague d'attentats de 1995 en France :
 - 25.07 : station St Michel (7 morts, 85 blessés)
 - 17.08 : avenue de Friedland (17 blessés)
 - 26.08 : TGV Lyon-Paris (ni mort ni blessés)
 - 03.09 : marché Richard-Lenoir (3 blessés)
 - 07.09 : voiture piégée devant une école juive de Villeurbanne (30 blessés)
 - 06.10 : station Maison-Blanche (10 blessés)
 - 17.10 : station Musée d'Orsay (4 morts, 29 blessés)

• LE TERRORISME INTERNATIONAL

Le département d'État américain a proposé une définition du terrorisme largement acceptée : « Le terrorisme est un acte violent prémédité, commis à des fins politiques contre des cibles non combattantes (civils, personnels militaires non armés et/ou pas en service, attaques contre les personnels armés et les installations militaires n'étant pas en situation d'hostilité militaire) par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins, et dont le but est généralement d'influencer une popula-

tion; quant au terrorisme international, il représente un terrorisme impliquant les citoyens ou le territoire de plus d'un pays; on appelle groupe terroriste tout groupe recourant ou ayant des sous-groupes significatifs recourant au terrorisme international. » En France, le terrorisme a été défini, en 1991, comme « une entreprise délibérée tendant, par l'intimidation ou la violence, à renverser les institutions démocratiques ou à soustraire une partie du territoire national à l'autorité de l'État ».



Écologie

Guerre du pétrole

Depuis l'invention du moteur à explosion, le pétrole est l'objet de bien des convoitises et source de nombreux conflits. Clemenceau disait de lui qu'il était « aussi précieux que le sang ».

Au Proche-Orient, 75 % des réserves mondiales sont concentrées. Après les deux « chocs pétroliers », de 1973-1974 pour le premier, faisant suite à la guerre du Kippour, et 1979 pour le second après la révolution iranienne, la crainte de ne pas pouvoir assurer l'approvisionnement énergétique a été forte dans de nombreux pays développés. La perspective d'une pénurie énergétique faisait planer le spectre de l'arrêt ou du moins d'un fort ralentissement de l'activité économique et de problèmes de cohésion sociale qui pourraient en découler.

Concurrence. Dans les années 90, malgré la guerre du Golfe et l'exclusion de fait de l'Irak comme producteur important de pétrole, ce spectre, tout comme celui d'une augmentation vertigineuse des prix, a été écarté. Les progrès techniques ont permis de diminuer le coût d'exploitation, et de nouvelles réserves ont été découvertes. Mais le développement économique de l'Asie va la conduire à augmenter sa consommation de pétrole, notamment en Chine et en Inde, pays qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour satisfaire leurs besoins, en constante expansion.

Les réserves connues d'hydrocarbures se trouvent prioritairement dans des zones instables sur le plan

stratégique (Proche-Orient, Asie centrale, région caspienne). Une guerre entre les différents États producteurs, l'établissement d'un nouveau régime qui refuserait de vendre son pétrole dans les mêmes conditions qu'autrefois, la destruction des puits ou des oléoducs par des actes de violence ne peuvent être exclus.

Par ailleurs, le transport du pétrole ou du gaz des pays producteurs aux pays consommateurs se fait principalement à travers des goulots d'étranglement qui permettent à certains États de faire peser une menace ciblée et permanente. Le détroit d'Ormuz a été plusieurs fois présenté comme la carotide de l'Occident.

Enfin, traditionnellement, la propriété et la production d'une matière première aussi stratégique ont régulièrement créé des conflits entre gouvernements des pays producteurs et gouvernements ou compagnies des pays consommateurs.

Principaux risques de guerre.

Concernant les guerres pouvant être déclenchées à propos du pétrole, il faut distinguer deux régions : la mer Caspienne et le golfe Persique.

En mer Caspienne, les deux grands pays bordant la mer, la Russie et l'Iran, ne disposent pas dans cette zone de ressources pétrolières significatives. Depuis l'implosion de l'URSS, celles-ci appartiennent aux quatre autres pays riverains : l'Azerbaïdjan à l'ouest, le Kazakhstan et le Turkménistan à l'est, auxquels s'ajoute l'Ouzbékistan. Les réserves de pétrole situées sous les eaux de la Caspienne représentent la moitié du total que peut produire la région. Mais, la propriété n'en est pas attribuée de façon incontestable et fait occasionnellement l'objet de revendications de la part Moscou.

Leur richesse en hydrocarbures constitue un atout pour ces jeunes États riverains mais leur fragilité en fait des proies tentantes. De plus, leurs territoires sont enclavés ; pour accroître la production, il faut accéder au marché mondial, c'est-à-dire résoudre les problèmes d'évacua-

DEMANDE MONDIALE EN SOURCE D'ÉNERGIE						
Million de tonnes équivalent pétrole				Pourcentage du total		
Années	2000	2010	2030	2000	2010	2030
Charbon et lignite	2 331	3 026	5 064	24	25	27
Pétrole	3 700	4 378	6 438	38	36	34
Gaz naturel	2 771	2 771	4 626	21	23,5	24
Nucléaire	628	628	805	6		4
Hydroélectricité						
Géothermie	557	702	1 037	5,7	5,7	5,4
Biomasse trad.	373	315	230	3,8	2,6	1,21
Autres renouv.	227	487	871	2,3	4	4,6
Production						
Total	9 822	12 307	19 070	100 %	100 %	100 %

tion. La modification prévisible de la carte des pipelines au cours des prochaines années va structurer de façon durable le rapport des forces politiques dans toute la région de la Caspienne. Elle définira les clés du partage des influences respectivement russe, turque et iranienne.

Les conflits se déroulant dans l'ensemble de la région sont liés, ou ont pour le moins une incidence, sur l'exploitation du pétrole et du gaz naturel :

— La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a été largement « entretenue » par les puissances régionales ; ainsi, la Russie a soutenu politiquement et aussi militairement l'Arménie, tandis que l'Iran et la Turquie apportaient leur aide à l'Azerbaïdjan.

— L'intervention des forces turques contre les Kurdes, tant sur le territoire turc qu'en Irak, trouve son origine également dans l'existence d'oléoducs traversant les zones de



■ La modification prévisible de la carte des pipelines au cours des prochaines années va structurer de façon durable le rapport des forces politiques. Pipelines en Alaska.



■ Puits de pétrole en Azerbaïdjan.

combat et dans la volonté affichée de la Turquie de jouer un rôle majeur dans l'acheminement du pétrole d'Asie centrale.

— L'instabilité en Géorgie, liée à l'existence de deux républiques séparatistes, et entretenue par Moscou, s'explique en partie par le rôle stratégique que ce pays limitrophe de l'Azerbaïdjan joue dans l'évacuation du pétrole vers la Turquie.

— L'intervention de la Russie en Tchétchénie est également liée au

facteur pétrolier ; les dirigeants indépendantistes tchétchènes souhaitent, en effet, s'approprier les oléoducs installés sur le territoire de la république et, ainsi, bénéficier d'une parcelle de la manne pétrolière.

— La continuation de la guerre civile en Afghanistan et la prise du pouvoir par les talibans ne sont pas étrangères aux ressources gazières d'Asie centrale. Plusieurs projets de gazoducs sont à l'étude ; traversant l'Afghanistan, ils doivent rejoindre le Pakistan et l'océan Indien. Cependant, pour être rentables, tant pour les pays exportateurs que pour les compagnies américaines, ces projets supposent le contrôle et la stabilité du territoire afghan.

Moyen-Orient et golfe Persique.

La principale région productrice de pétrole est également susceptible de voir se développer des conflits liés à « l'or noir » : la zone compte en effet les cinq pays abritant les plus importantes réserves de pétrole connues (Arabie saoudite, Irak, Koweït, Iran, Abou Dhabi).

Du déclenchement de la guerre contre l'Iran, en passant par l'invasion du Koweït, jusqu'aux risques engendrés par son retour sur le marché pétrolier, l'Irak, qui est le deuxième pays en terme de réserves, joue, depuis vingt ans, un rôle essentiel dans cette instabilité régionale. L'Iran a également un rôle ambigu dans la région ; puissance

régionale en devenir, elle constitue de fait une menace permanente pour les monarchies du Golfe. Tout autant par son soutien direct ou indirect aux groupes chi'ites d'opposition à Bahreïn, ou par ses menaces militaires contre les Émirats arabes unis dans le cadre des tensions dans la région. Cependant, son récent rapprochement avec la monarchie saoudienne — arabe et sunnite — pourrait calmer les tensions dans cette région.

Dépendances liées au pétrole.

Le pétrole est un enjeu de luttes inter-étatiques, mais il est également à l'origine de conflits au sein des États.

De nombreux pays producteurs et exportateurs de pétrole sont dans une situation de dépendance à l'égard de cette ressource et la baisse des cours pourrait en conséquence entraîner une crise économique fragilisant ou déstabilisant le pays : le Mexique, la Russie, le Nigeria ou l'Indonésie ont subi, ou subissent, les conséquences de cette chute.

Par ailleurs, en Algérie, l'exploitation des ressources pétrolières et gazières joue un rôle non négligeable dans la crise que traverse le pays. Les protagonistes, tant le pouvoir militaire que certains surnommement le « complexe militaro-gazier » que les opposants islamistes se sont évertués à protéger cette rente. ●

• LE RISQUE PÉTROLIER

L'utilisation du pétrole comme source principale d'énergie fait courir aux pays industriels consommateurs deux types de risque :

- L'interruption des approvisionnements résultant de l'emploi du pétrole par les pays producteurs comme d'une arme.
- Une forte augmentation des prix, suite à une entente entre pays producteurs, susceptible de créer une crise économique. ●

PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE BRUT (en milliers de tonnes)

Pays	1997	1997/1996 (en %)
États-Unis	467 000	- 1
Arabie saoudite	465 000	16
Russie	310 000	3,3
Iran	195 000	3,7
Norvège	165 000	6,4
Chine	162 000	4,5
Venezuela	160 000	1,9
Mexique	155 000	0,9
Royaume-Uni	135 000	3,8
Canada	125 000	8,7
EAU	124 000	4,2
Koweït	120 000	9,0
Nigeria	110 350	1,2
Indonésie	80 000	9,6
Libye	75 500	-
Algérie	71 000	2,8
Irak	34 000	3,4

PRINCIPAUX PAYS IMPORTATEURS (en milliers de tonnes)

Pays	1997	Pays	1997
États-Unis	412 320	France	106 400
Japon	271 230	Italie	106 200
Allemagne	147 850	Espagne	64 750

■ Puits de pétrole en feu au Koweït pendant la guerre du Golfe.





Écologie

Guerres de l'eau

Le xx^e siècle aura été celui de l'or noir et des crises qu'il aura provoquées; le xxi^e siècle sera probablement celui de l'or bleu. L'eau est aujourd'hui de plus en plus rare et donc de plus en plus chère.

L'indispensable recours à la désalinisation, en Israël ou dans le Golfe, témoigne de l'enjeu que représente la possession ou la non-possession des ressources en eau.

Prise de conscience. Depuis vingt ans environ, experts et médias agitent le chiffon rouge des guerres de l'eau. Les hommes politiques font de même, à l'instar de Boutros Boutros Ghali, alors ministre des Affaires étrangères d'Égypte, qui déclarait, en 1985 : « La prochaine guerre dans notre région sera due aux eaux du Nil, et non à la politique. » Mais ce n'est que depuis quelques années, guerre en Yougoslavie et cruelles sécheresses aidant, que le monde occidental a pris conscience que si les crises de l'eau sont associées à une image de pays en développement (Corne de l'Afrique, Inde/Bangladesh, Libye...), les pays développés ne sont pas pour autant épargnés (Taïwan, par exemple).

La pénurie. À proprement parler, il s'agit bien plus souvent d'une crise de pénurie que d'une « guerre » de l'eau. En effet, à elle seule, la pénurie n'engendre pas la guerre, comme en témoigne la gestion des eaux du Nil qui, jusqu'ici, ne s'est pas traduite par un conflit interétatique ouvert. Néanmoins, ces pénuries participent bien souvent d'une spirale de déstabilisation d'une communauté ou d'un pays, et celle-ci les conduit à la

guerre. Le cas du Rwanda est particulièrement significatif, puisque ce pays, avant la guerre civile, connaissait une surdensité de population sur ses terres agricoles, doublée d'une rareté gravissime de ressources en eau (moins de 6 m³ d'eau par jour et par habitant). Sur l'échiquier des États en pleine crise sociale, ou au bord de l'affrontement avec l'un ou l'autre de ses voisins, la maîtrise ou non de l'eau en suffisance constitue sans conteste une pièce clé de la partie qui s'y joue.

Les guerres de l'eau. Schématiquement, elles revêtent plusieurs formes :

- Confrontations armées ouvertes (relativement rares à l'échelle de la planète), telles que les batailles pour le Jourdain ou dans le Nord et l'Ouest du Soudan.

- Un long processus de négociations diplomatiques et d'équilibres des puissances, comme la gestion régionale et internationale de l'Euphrate par les Turcs.

- La critique d'une communauté qui accaparerait indûment la ressource : dans bien des pays, l'agriculture est montrée du doigt et accusée d'absorber plus de 80 % des ressources sans assurer un rendement suffisant pour satisfaire aux besoins de la population; dans d'autres pays, ou parfois les mêmes

Avec moins de 1 000 m³ d'eau par habitant (environ 800 au Maroc, moins de 700 en Algérie et moins de 500 en Tunisie), les pays du Maghreb ont déjà franchi le seuil où apparaissent des pénuries d'eau.

Or, la demande va augmenter considérablement, puisque d'ici à 2025, la population y aura presque doublé. Les ressources renouvelables disponibles par habitant vont diminuer, d'ici l'an 2025, de plus de moitié par rapport à celles de 1980. Elles seront alors bien en deçà du seuil où se produisent des pénuries véritablement critiques dans certaines régions (500 m³).

Très probablement, la situation hydrique du Maghreb sera alors plus tendue qu'elle ne l'est aujourd'hui en Israël, par le jeu d'une

double concentration : concentration de la demande sur le littoral méditerranéen, résultant de celle de la population et des terres cultivables; et concentration de l'allocation de la ressource en eau vers le milieu rural (déjà plus de 80 % des prélèvements d'eau vont à un secteur agricole qui satisfait pourtant de moins en moins les besoins des populations). Une guerre de l'eau comparable à celle qui se déroule et/ou se déroulera au Proche-Orient n'est guère envisageable, les pays du Maghreb ne partageant pas entre eux ces ressources (pas de fleuve transfrontalier par exemple). Toutefois, les tensions internes seront très certainement accrues entre les nantis disposant de l'or bleu et les moins nantis devant se contenter de quelques gouttes.

(en Tunisie par exemple), le secteur tertiaire est accusé de gaspiller la ressource (dépenses scandaleuses d'eau pour les touristes dans des pays de pénurie). Dans d'autres encore, les populations minoritaires sont déplacées, de façon à « libérer » l'accès aux ressources en eau (Kurdes en Turquie).

- Une ultime arme de guerre contre l'ennemi : depuis la nuit des temps, la conquête ou la destruction des points d'eau permet de priver l'adversaire de cette ressource vitale (bombardement des aménagements hydrauliques pendant la guer-

re du Golfe, attaque du barrage de Peruca, en Croatie, fortement endommagé en 1993 par une milice pro-serbe...)

Pourquoi les États veulent-ils le monopole de l'eau. Les guerres de l'eau présentent au moins une spécificité par rapport aux conflits liés à un territoire : elles ont pour objet un élément absolument vital et non marchand.

En ce sens, elles n'ont pas vraiment de fin, l'histoire d'Israël et des conflits dans lesquels ce pays est engagé dans la région l'illustrent

• LES CRISES DE L'EAU EN QUELQUES CHIFFRES

Crisis internationales potentielles liées à la multiplicité des utilisateurs :

- Dix fleuves traversent au moins six pays, dont le Danube et le Nil (l'Égypte est le dernier en aval).
- La plupart des pays du Moyen-Orient partagent des nappes phréatiques.

Crisis internes dues aux disparités liées à la possession d'eau :

- Le Soudan dispose de 1 200 m³ d'eau par jour et par habitant, mais la quasi-absence de pluies dans le Nord et de travaux d'aménagement du fait de la guerre (ni digues ni réservoirs n'ont été construits) engendrent des batailles pour la maîtrise des points d'eau et des pâturages.
- Le water business multiplie les clivages

et les tensions entre les populations (cf. Mogadiscio, ou Grozny).

Crisis de quantités disponibles :

- Disparités : de 6 m³ par jour par habitant (Éthiopie, Rwanda, Burundi, Bangladesh...), à 200 m³, voire 800 m³ (États-Unis, Australie).
- 28 pays (335 millions de personnes) connaissent des pénuries, comme la Somalie, le Kenya, le Rwanda ou le Burundi. Ils pourraient être une cinquantaine en 2025 (de 2,8 à 3,3 milliards de personnes).

Crisis de qualité :

- 25 % de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'eau potable et 50 % ne bénéficie pas d'un assainissement satisfaisant des eaux.

- La mauvaise qualité de l'eau et le manque d'hygiène sont parmi les principales causes de maladies et de décès.

Crisis mixtes :

- En Afrique du Sud, 12 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, surtout dans les townships autour des grandes villes.
- En ex-Yougoslavie, la grande plaine de Poljie (Dalmatie) et celle de Bencovac (Krajina), vivant grâce à des infrastructures d'irrigation, ont été paralysées par un conflit qui les a coupées d'eau disponible en quantité suffisante.
- La multiplication des déplacements forcés de population accroît la pression sur les ressources en eau.



bien. Tant qu'un État ou une communauté ne dispose pas de la maîtrise entière de cette ressource, l'un ou l'autre de ses voisins possède de dangereuses mesures de rétorsion à son égard, comme l'ouverture ou la fermeture du robinet d'eau, ou encore le rationnement des débits, qu'il soit volontaire (hypothèse de la Turquie faisant ainsi pression sur la Syrie et l'Irak) ou par ricochet (Asie centrale).

La prise de conscience récente de l'enjeu de l'eau dans le monde occidental a subitement changé la carte des conflits potentiels qui préoccupent les différentes capitales. En

effet, il est clair que plus un pays est dépendant des eaux d'un fleuve ou d'une nappe souterraine, ou plus il se sent fort vis-à-vis de son voisin en amont, plus probable est le danger de conflagration. Or, plus de 200 bassins fluviaux et lacustres traversent des frontières internationales.

Ce qui est vrai à l'échelle des États l'est aussi à celle des communautés, et c'est ce qu'illustrent les luttes intestines au Soudan ou en Éthiopie, ou les crises de l'eau dans l'ex-Yougoslavie en guerre, ou après la guerre.



■ L'Euphrate (à droite), situé à 30 km de la frontière syrienne, a donné lieu à la construction du barrage d'Ataturk, en Turquie (ci-dessous).

• OÙ L'EAU FAIT COULER BEAUCOUP D'ENCRE...

1978 : conférence de Mar del Plata.

1980-1990 : décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

1992 : conférence de Dublin. L'eau doit être reconnue comme bien économique collectif, qui ne peut être géré comme un bien marchand.

1998 : conférence internationale sur l'eau et le développement durable, à Paris. Appel à la mise en place au niveau local, national et international des systèmes de gestion de l'eau. Demande de soutien par l'aide publique au développement. Principes financiers à mettre en œuvre : pollueur-payeur, utilisateur-payeur.



Écologie

Guerres de l'environnement

La protection de l'environnement, objectif partagé pour et par l'ensemble de l'humanité, engendre de profondes divergences, notamment entre pays du Nord et pays du Sud.

En pleine guerre du Kosovo, un quotidien brésilien consacrait une série d'articles aux inquiétudes des analystes du Centre brésilien d'études stratégiques : la mise sous tutelle internationale de l'Amazonie « la plus importante forêt tropicale de la Terre, qui recèle près de la moitié des espèces connues et éveille l'intérêt des superpuissances mondiales en raison de son potentiel hydrique et minier » était-elle souhaitable ?

Le problème Brésil/Amazonie. Certes, l'Amazonie appartient plei-

• POLLUTION AU TIERS-MONDE

Confrontés à leurs défis démographiques et sociaux, les pays pauvres ne sont jamais plus écologiquement dangereux que lorsqu'ils cherchent des moyens à leur portée pour améliorer les conditions de vie de leur population. C'est ainsi, par exemple, que la Chine a développé ses filières énergétiques au charbon sans aucun souci écologique. Sa production de charbon a été multipliée par vingt depuis 1949 et cette augmentation accompagne une croissance économique à deux chiffres. Le résultat est que « dans certaines régions industrielles, l'air est si pollué qu'elles ne peuvent pas être vues des satellites de reconnaissance (même quand il n'y a pas de nuages) pendant trois mois d'affilée ».

■ La ville de Mexico est polluée par 5 millions de polluants rejetés tous les jours. Elle est tellement atteinte que le gouvernement a dû à deux reprises fermer les écoles et interdire la circulation des véhicules.



nement au Brésil. Mais, si les puissances occidentales ont fait exception au sacro-saint principe de souveraineté des États pour faire la guerre en Yougoslavie et aider les Kosovars (alors que le Kosovo appartient à la Yougoslavie), pourquoi n'en feraient-elles pas autant contre le Brésil pour s'approprier l'Amazonie ? Le prétexte ne serait plus la protection d'une minorité ethnique, mais celle de l'humanité. L'Amazonie étant le poumon de la Terre, si le Brésil ne le protège pas correctement, ce sera le devoir des autres États de le faire au nom de l'humanité tout entière.

Or, au Brésil, le gouvernement a décidé, au début des années 90, de subventionner le défrichement des forêts amazoniennes, menaçant ainsi leur intégrité.

Le problème de la pollution. Il n'est pas nouveau. Depuis l'origine, les hommes n'ont pas de respect naturel pour l'environnement. L'industrialisation, au XIX^e siècle, a été la source d'importantes dégra-

dations écologiques. On cite souvent l'exemple d'un grand smog en décembre 1873, à Londres, qui tua en une semaine 700 personnes atteintes de problèmes respiratoires.

L'hygiène n'était pas la caractéristique première des centres urbains industriels du siècle dernier. Mais, pour catastrophiques qu'elles soient, ces atteintes à l'environnement demeuraient des phénomènes localisés. À la fin du XX^e siècle, l'interdépendance planétaire joue également dans le drame écologique.

Brûler une forêt (pour l'habitation, le pâturage ou le combustible) augmente non seulement le niveau de gaz carbonique, mais, de plus, réduit la quantité de vie végétale capable d'accomplir la photosynthèse.

Avec la menace écologique, pour la première fois, ce qui se fait au Sud peut nuire au Nord. Les pays du Nord, qui ne se sont guère souciés de préserver l'environnement lorsqu'il s'agissait d'assurer leur industrialisation, et qui sont toujours aujourd'hui les plus gros consommateurs d'énergie (et donc les plus

gros producteurs de pollution) ne se privent pas pour autant de faire la leçon aux pays du Sud. À quoi bon réduire les émissions de CFC si la forêt tropicale brésilienne n'est pas protégée, ou si l'Afrique massacre les siennes ?

Sauf qu'un Brésilien consomme quinze fois moins d'énergie qu'un Américain qui, avec 4 % de la population de la planète, consomme 25 % de l'énergie mondiale.

Danger de la modernisation. Les plus graves dégradations écologiques sont le produit de situations qui combinent à la fois le sous-développement et des initiatives pour le combattre.

En d'autres termes, c'est la phase initiale de sortie du sous-développement, de transition économique vers la modernité qui, dans le contexte démographique du tiers-monde aujourd'hui, produit les plus grands risques écologiques. C'est d'ailleurs ce que nous avons connu dans les pays développés au siècle dernier, lors du démarrage de l'économie

地球環境保全に関する東京会 TOKYO CONFERENCE ON THE GLOBAL ENVIRONMENT AND HUMAN RESPONSE TOWARD SUSTAINABLE DEVELOPMENT September 11-13, 1989



■ Conférence sur l'environnement à Tokyo en septembre 1989.

industrielle moderne : pollution extrême due à des énergies (charbon), filières de production archaïques sans aucune précaution écologique en matière de rejet de l'air ou l'eau. La civilisation industrielle n'a été saisie par la préoccupation de l'environnement que dans la seconde moitié de ce siècle.

L'annonce, faite par le gouvernement indonésien, de convertir 20 % de sa forêt en plantations de teck, de caoutchouc, de riz, de café et d'autres cultures est justifiée explicitement par le fait que « 170 millions d'Indonésiens ont les mêmes aspirations que n'importe qui aux États-Unis ».

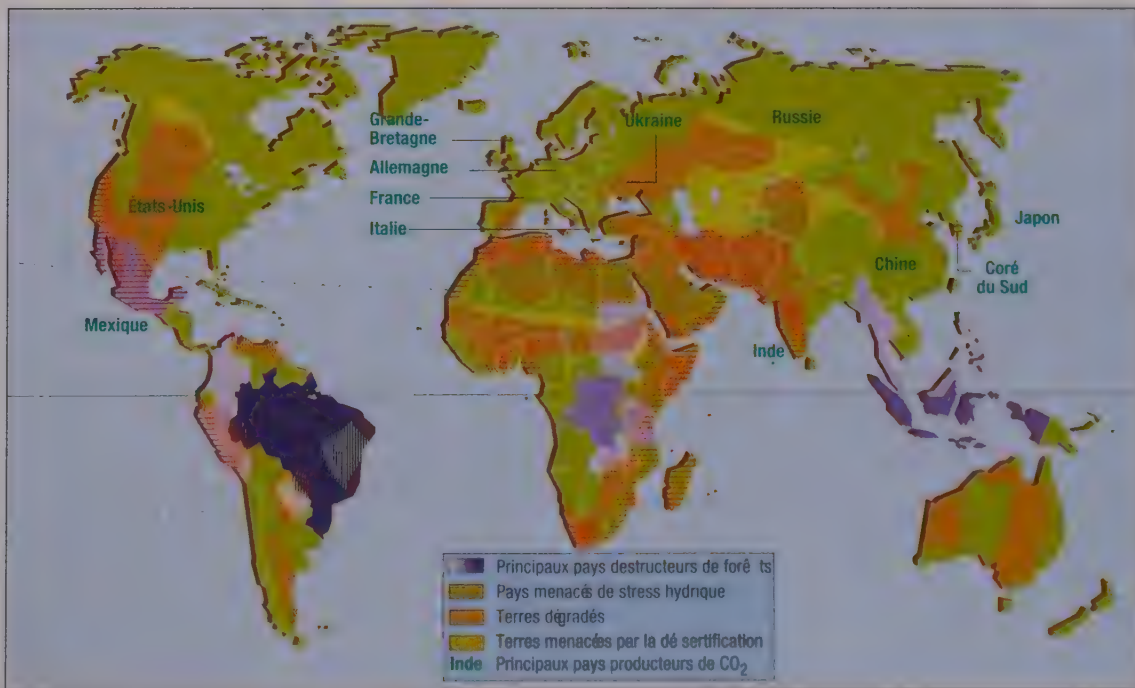
De même, le grignotage progressif de la forêt amazonienne au Brésil pourrait être le fait de paysans pauvres suivant les routes de pénétration dans la forêt et déboisant de nouvelles parcelles, ou encore de compagnies forestières agissant dans un but commercial.

Le réchauffement de la Terre, du fait de l'effet de serre, pourrait avoir aussi des conséquences stratégiques extrêmement graves. Si la progression de concentration de CO₂ devait se poursuivre au rythme des trois dernières décennies, la température de la terre pourrait augmenter de 1,5 °C à 4,5 °C d'ici 2050. Ceci pourrait provoquer une hausse du niveau de la mer à cause de la fonte des glaciers et, en conséquence, des inondations pouvant faire reculer les côtes. Des pays comme

l'Égypte, le Bangladesh, ou de vastes régions de la Chine où de nombreuses populations résident dans des deltas situés à un niveau proche de celui de la mer, devraient être évacués ; les pénuries alimentaires seraient aggravées avec l'immersion des terres agricoles fertiles des deltas. L'homme intervient en prédateur de plus en plus agressif et fatigue la terre.

Par conséquent, l'enjeu et le motif d'une éventuelle guerre de l'environnement pourraient être l'appropriation par certains, aux dépens des autres, des ressources, certes rares, mais surtout propres et saines. ●

■ Le 26 avril 1986, une explosion dans le quatrième réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl libéra dans l'atmosphère une très forte radioactivité, contaminant la population sur 200 000 km² aux alentours.





Économie

Guerres économiques

La guerre économique va-t-elle remplacer au XXI^e siècle la guerre militaire classique ?

C'est une thèse de plus en plus répandue sous le double effet de la disparition de l'Union soviétique qui a mis fin à la menace militaire pesant sur le monde occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et de l'âpreté des batailles commerciales sur fond de crises économique et sociale des pays industrialisés.

• DE L'ESPIONNAGE À L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Depuis le début des années 90 et l'implosion du pacte de Varsovie, l'information économique est devenue une des principales préoccupations des services secrets occidentaux. Le renseignement économique, devenu stratégique, comprend l'espionnage, la veille technologique et l'« intelligence économique ». Il figure désormais au premier rang des missions des centrales, notamment dans les secteurs de l'armement et de la haute technologie. La principale innovation réside sans doute dans l'apparition, à côté des services de renseignements traditionnels, d'un segment privé, intégré à l'activité des grands groupes internationaux ou, au contraire, géré par des cabinets de consultants extérieurs aux sociétés.

Ainsi, l'« intelligence économique » est l'action qui consiste à recueillir, regrouper, diffuser, et éventuellement protéger, l'information destinée à la conquête de nouveaux marchés. À 90 %, les informations recueillies proviennent de l'exploitation de sources ouvertes, comme la presse spécialisée et les réseaux Internet.

Officiellement, les cabinets privés et les services spécialisés des grandes sociétés ne pratiquent pas d'opérations illégales de renseignement économique. En revanche, ils sont tous liés aux services de renseignement des États dont ils sont les nationaux. Ceci explique-t-il cela ?

Le commerce international. L'ennemi soviétique disparu, la bataille décisive à mener devenait celle de l'emploi par le biais de la production et surtout du commerce international. De façon symptomatique, au début des années 90, 70 % des Américains considéraient le Japon comme la principale menace pour la sécurité des États-Unis, contre 21 % pour l'URSS. Ce n'était, bien sûr, pas les forces armées nippones qui faisaient peur aux Américains, mais leurs grandes entreprises qui conquéraient les marchés, rachetaient les entreprises américaines et étaient accusées d'être responsables du chômage.

Mais, en fait, la guerre économique est tout sauf une nouveauté. Tout d'abord parce que les guerres ont toujours eu des implications ou des causes économiques. Il a toujours fallu de l'argent pour lever une armée. La conquête des territoires riches sur le plan agricole ou minier a souvent été la cause des guerres et la destruction des richesses de l'adversaire, un moyen de gagner les

La sanction économique — acte par lequel un pays ou une organisation internationale réprime la violation d'un droit ou d'un intérêt en prenant des mesures de rétorsion économique — si elle n'est pas nouvelle, est appelée à jouer un rôle croissant. En effet, l'utilisation de cet instrument de rétorsion peut prendre des formes diverses (boycott, embargo partiel ou total, unilatéral ou multilatéral, blocus...) et poursuivre plusieurs objectifs, tels que la déstabilisation d'un pays (politique des États-Unis en Amérique latine, dans les années 60 et 70); la cessation d'opérations militaires (sanctions contre la Turquie, suite à l'intervention des troupes turques à Chypre en 1974); la promotion de la démocratie et la défense des droits de l'homme (sanctions contre la Chine, en 1989,

• SANCTIONS ÉCONOMIQUES

contre l'Afrique du Sud et l'apartheid); la lutte contre la production et le trafic de drogue (sanctions contre la Colombie, en 1994) et la prolifération nucléaire (sanctions contre l'Inde et le Pakistan, suite aux essais nucléaires de mai 1998); ou encore la participation des pays à une guerre (Irak, Yougoslavie).

Toutefois, en raison de l'ampleur du déficit américain et de la concurrence des pays à bas salaire, les sanctions économiques mettent en lumière leurs limites.

Elles font d'abord plus souffrir les populations que les dirigeants des pays concernés, qui sont moins exposés. Elles ne peuvent être efficaces que si elles sont décidées et respectées par la communauté internationale, et non par un groupe de pays ou un seul, comme le font souvent les États-Unis.

grandes découvertes. La conquête de l'Amérique s'est faite pour mettre la main sur les mines d'or et d'argent et les épices. C'est par l'économie que Napoléon a voulu gagner la guerre contre l'Angleterre en essayant de lui imposer un embargo. La colonisation

de l'Afrique et de l'Asie était également justifiée pas des considérations économiques.

Origine de la guerre économique.

Le terme de guerre économique a été employé pour la première fois



■ Manifestation d'agriculteurs contre le GATT à Genève.

■ Agitation à la Bourse de Tokyo.



par un auteur auparavant inconnu, Paul Louis, dans un livre portant ce titre. Le terme a été repris pas les belligérants de la Seconde Guerre mondiale, d'Hitler à Roosevelt, puis est devenu courant à partir des années 60, lorsque le commerce mondial a connu une croissance supérieure à la production.

À côté de la guerre économique, on a évoqué les batailles de l'exportation menées par des capitaines d'industries, les batailles de conquêtes de marchés, d'espionnages industriel, de guerres des prix, de stratégies des entreprises, dirigés par des états-majors pouvant opérer des raids.

Ces termes analogiques se comprennent aisément. La compétition économique s'exerce à l'échelon mondial et elle est sans pitié. La sécurité, de son côté, ne peut plus s'ana-

lyser en termes purement militaires, mais également de compétitivité technologique, de risques financiers. La comparaison a cependant des limites. L'objectif d'un entrepreneur, c'est le gain, le profit ; celui d'un chef militaire, c'est la victoire.

L'économie traduit, certes, des appétits de pouvoir, mais son but est de produire et d'échanger alors que celui de la guerre militaire est de conquérir ou de soumettre. La compétition économique est permanente alors que la guerre est discontinue. C'est pour toutes ces raisons que la guerre économique peut se définir par la mobilisation de l'ensemble des moyens économiques d'un État à l'encontre d'autres États, dans le but d'accroître sa puissance ou le niveau de vie de ses habitants.

Les acteurs de cette guerre sont les États et les firmes multinationales, le monde entier en est le champ de bataille et les armes utilisées sont aussi bien offensives que défensives : sens de l'organisation, productivité, innovation, obstacles douaniers, contingences, espionnage industriel, regroupements régionaux...

Aujourd'hui, le choix des armes ne porte plus sur les restrictions et les barrières douanières, obstacles mis à mal par le « désarmement commercial » exercé sous l'égide du GATT, puis de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), mais davantage sur l'espionnage industriel – pratique ancienne qui s'est institutionnalisée – et sur la création de blocs commerciaux (Union européenne, AELE, ASEAN, ALENA, Mercosur). Ces derniers se sont érigés sur la base de regroupements régionaux pour permettre dans un premier temps, aux États-parties, et aux entreprises, de se protéger des effets néfastes de la mondialisation (effet forteresse), puis, dans un deuxième temps, de mieux l'aborder, et de s'organiser en vue de conquérir des marchés extérieurs.

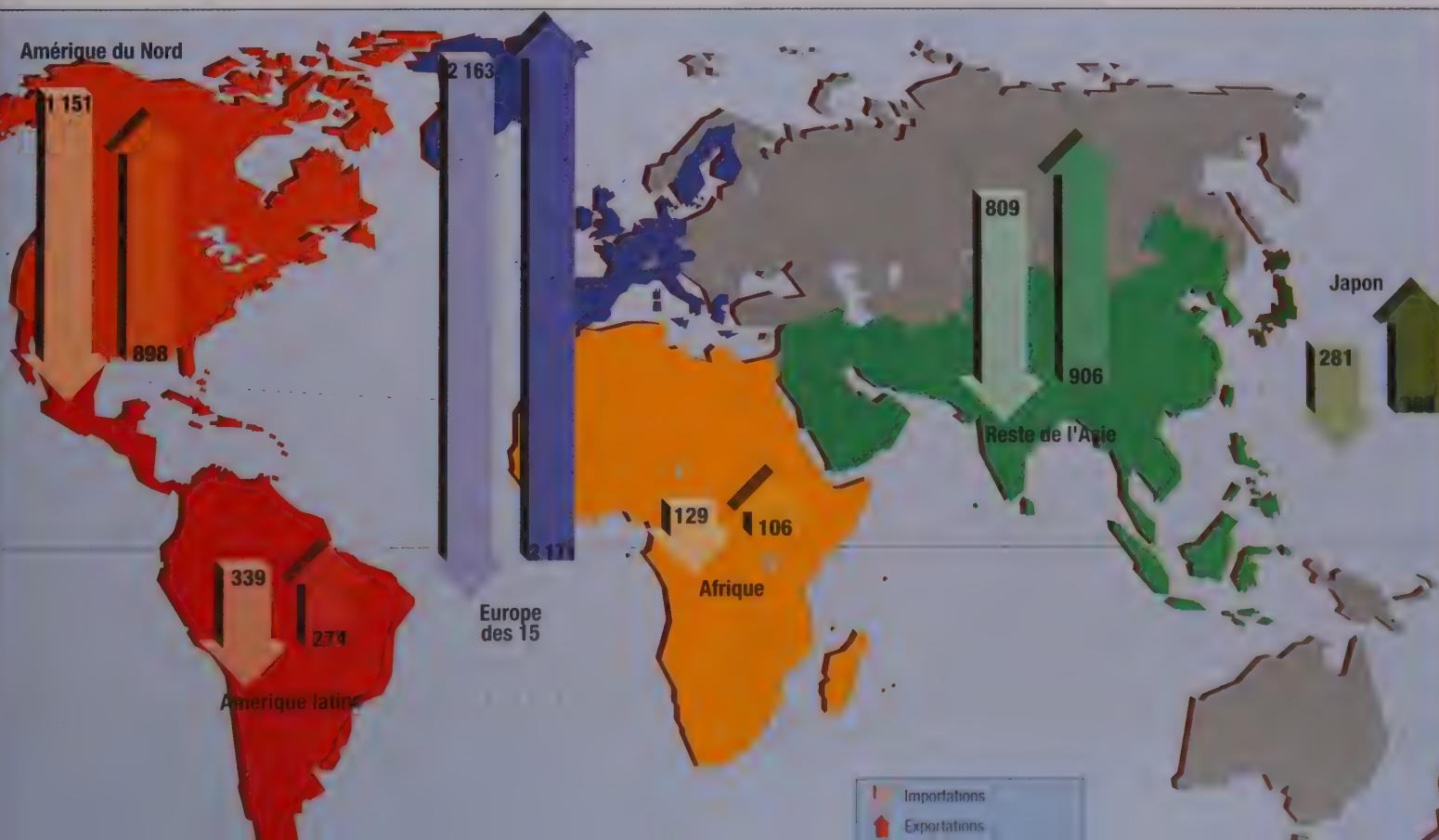
C'est sur ce terrain et dans le domaine des hautes technologies que se manifeste le plus la guerre proprement économique ; cette compétition ayant lieu dans des domaines sensibles relevant, dans la plupart des cas, de la souveraineté nationale (industries d'armement),

cela ne peut manquer d'avoir des répercussions politiques.

La mondialisation se traduit par l'explosion des échanges commerciaux internationaux. Les exportations mondiales de biens et de services ont atteint, pendant l'année 1998, 6 500 millions de \$, soit 24 % de la richesse mondiale. Si la tendance actuelle se poursuit, les exportations mondiales de biens et de services atteindront 11 400 milliards de \$, en 2005, c'est-à-dire 28 % du produit intérieur brut mondial. Il y a vingt ans, la part du commerce mondial par rapport au produit intérieur brut atteignait à peine plus de 9 %.

• ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Créée le 1^{er} janvier 1995, à la suite de l'accord de Marrakech, en avril 1994, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est substituée au GATT. L'OMC s'est dotée de nouvelles fonctions visant à établir, d'une part, une autorité plus ferme sur les règles multilatérales (surveillance et répression des pratiques déloyales) et, d'autre part, l'organisation de l'ouverture de nouveaux domaines aux règles multilatérales (services financiers, marchés publics, produits agricoles, produits culturels...). L'objectif consiste à promouvoir le multilatéralisme au détriment du bilatéralisme, voire de l'unilatéralisme. ●





Société

Guerres démographiques

L'augmentation de la population suscite des inquiétudes pour l'avenir de la planète. La Terre sera-t-elle toujours capable de nourrir les hommes qui y vivent, ou bien y a-t-il risque de surpopulation ?

Au début du XIX^e siècle, Malthus publie son *Essai sur la population*. Il y développe la thèse selon laquelle la trop forte croissance démographique conduit à l'épuisement des ressources naturelles et au déclin de l'État qui encadre cette population.

Pessimisme. En 1971, l'Américain Paul Ehrlich publie *The population bomb* qui prédit de nouveau une catastrophe démographique. Les prévisions sont apocalyptiques : 7 milliards d'hommes en 2000, 20 en 2050 et 55 en 2100. Contrairement à ces prédictions, la population mon-

diale a plus que quintuplé depuis la publication du livre de Malthus sans pour autant qu'il y ait surpopulation.

Augmentation de la population. Entre la naissance de Jésus-Christ et l'an 1000, la population mondiale est restée stable. Dans la première partie du XIX^e siècle, on compte 1 milliard d'hommes sur Terre. Les progrès de la médecine et l'industrialisation vont permettre de supporter sans difficulté le doublement de la population en un siècle, il y a 2 milliards d'hommes en 1925. De 1925 à 1975, on assiste de nouveau à la multiplication par deux de la population mondiale, qui va atteindre 4 milliards d'individus. En 1990, nous étions 5,3 milliards, et nous sommes aujourd'hui 6 milliards.

Les prévisions à l'horizon 2025 donnent une fourchette de 7,6 à 9,4 milliards. Une estimation réalisée par la Banque mondiale indique que la population totale de la Terre pourrait se stabiliser entre 10 et 11 milliards dans la seconde moitié du XXI^e siècle.

L'augmentation de la population se fera essentiellement, pour ne pas dire uniquement, dans le tiers-monde. De meilleures pratiques

médicales importées du monde occidental (immunisation, antibiotiques) vont venir diminuer la mortalité infantile.

Le monde occidental, à l'inverse, connaît une chute des naissances. Après le *baby boom* d'après guerre, voici venu le temps du *baby crash*. Le nombre moyen d'enfants a été ramené de 3,7 à 2 par femme en Amérique ; de 2,6 en moyenne générale, en Europe, à 1,5 en Europe occidentale, et 1,3 en Europe du Sud ou de l'Est.

L'espérance de vie augmente également. Ainsi, l'Afrique, qui compte 650 millions d'habitants, devrait en compter 1,6 milliard en 2025, chiffre qui pourrait cependant être réduit si on ne trouve pas rapidement de remède au virus du sida.

Trop de monde pour des ressources insuffisantes. Le problème que pose la croissance prévue de la population mondiale est celui de sa compatibilité avec les modes et les niveaux de consommation actuels. Contrairement au monde animal, les humains détruisent les forêts, brûlent les combustibles fossiles, assèchent les marécages, polluent les rivières et les océans, saccagent la

• ÉVOLUTIONS GÉNÉRALES

- En 1900, sur 1 000 personnes, il y avait 250 Européens, 92 Américains, 580 Asiatiques et 68 Africains.
- En 2000, il y a 119 Européens, 51 Nord-Américains, 84 Latino-Américains, 609 Asiatiques et 132 Africains.
- La population de l'Afrique croît de 3 % par an tandis que ses ressources alimentaires n'augmentent que de 1,5 % par an.
- Le monde développé représente 20 % de la population et détient 80 % des richesses mondiales.
- Les prévisions les plus catastrophiques prévoyaient 55 milliards d'habitants sur la Terre en l'an 2100. La population mondiale devrait en fait se stabiliser à 11 milliards. ●

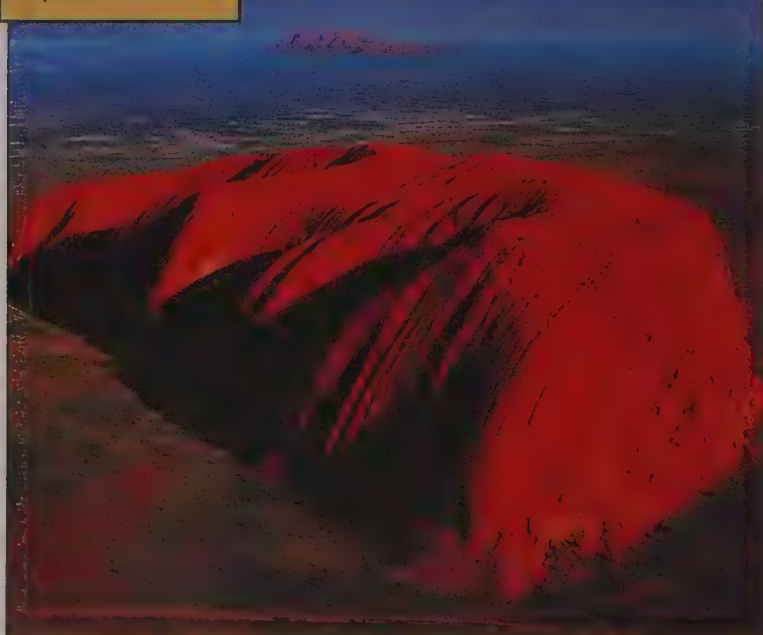
Population mondiale : repères

1820	1 milliard
1920	2 milliards
1975	4 milliards
2000	6 milliards
2100	11 milliards

Terre à la recherche de minerais, de pétrole et d'autres matières premières.

Les progrès scientifiques, notamment de la médecine, qui ont permis l'allongement de la durée de vie per-

■ Ayers Rocks et son vide.



• DÉMOGRAPHIE ET PUISSANCE DES ÉTATS

La place d'un pays dans le monde a souvent été évaluée en fonction de critères démographiques.

Le déclin d'Athènes a aussi été attribué à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population.

À la fin du XIX^e siècle, la France était angoissée par l'avancée démographique allemande.

L'unification allemande, qui en fait l'État le plus peuplé d'Europe occidentale, a fait craindre à certains un déséquilibre de l'Union européenne.

La Chine fait valoir qu'elle « pèse » un cinquième de la population mondiale. L'Inde devrait la rattraper au siècle prochain.

Mais les fortes populations peuvent aussi être des facteurs de faiblesse, lorsque la croissance démographique est supérieure à la croissance économique. C'est d'ailleurs pour cela que la

Chine a limité le nombre de naissances à un enfant par famille. La santé économique d'un pays compte désormais plus que le nombre de sa population.

En fait, on assiste également, dans l'hémisphère Sud, à un ralentissement démographique qui ne pourra que s'accélérer en cas d'amélioration de la situation économique.

Par exemple, si l'Afrique subsaharienne continue d'avoir une forte croissance, l'Afrique australe et le Maghreb ont fortement réduit le leur.

Ces phénomènes de ralentissement démographique observés dans le monde occidental pourraient être observés ailleurs à l'avenir.

La population mondiale pourrait donc se stabiliser. Le problème à gérer serait non pas celui de l'explosion démographique mais celui du vieillissement de la population. ●



mettent-ils de trouver une solution au défi de la préservation de l'environnement ?

Développements parallèles de la population. Si la population du tiers-monde augmente, celle des pays développés stagne. Aujourd'hui, la population des pays développés (dont un nombre croissant est pauvre) est de 1 milliard d'habitants,

face à 4 milliards d'habitants au tiers-monde.

Dans quarante ans, ce milliard de riches vieillissants pourrait être confronté à plus de 7 milliards de pauvres. Sa place sera donc minorée.

En 2025, six humains sur dix seront asiatiques (notamment chinois et indiens), un sera africain, un appartiendra au Maghreb ou au Proche-Orient, un sera latino-américain et un européen.

Si la répartition des richesses devait rester, les courants sont aujourd'hui inversés.

Car, comme l'écrit l'historien Paul Kennedy dans son livre *Préparer le XXI^e siècle* : « Si le monde en voie de développement reste pris au piège de la pauvreté, les pays les plus développés se trouveront assiégés par des dizaines de millions d'immigrants et de réfugiés désireux de résider aux côtés des populations prospères mais vieillissantes des démocraties. De toute façon, les résultats seront probablement douloureux pour le sixième le plus riche de la Terre, qui jouit aujourd'hui de manière disproportionnée des cinquantièmes de sa richesse, les courants sont aujourd'hui inversés. »

Peur de la croissance démographique. Elle est double et repose à

la fois sur la crainte d'une surpopulation rendant le monde invivable, et l'angoisse de voir d'autres peuples que le sien venir le submerger démographiquement.

Gaston Bouthoul, l'inventeur de la polémologie – étude des conflits – voyait dans la surpopulation l'une des premières causes de déclenchement d'un conflit. Aujourd'hui, on craint que l'explosion démographique du Sud accompagnée du retour du religieux en tant qu'idéologie de masse ne se traduise par une catastrophe pour le Nord opulent.

D'un point de vue national, il est vrai que les modifications du poids démographique de certaines com-

munautes débouchent sur des remises en cause radicales des équilibres précédents. Les musulmans sont aussi devenus majoritaires au Liban, contestant la prééminence des chrétiens maronites. En Afrique du Sud, la minorité blanche n'a pu résister à la pression démographique des Noirs.

Mais, dans les deux cas, les causes de la guerre civile, ou d'un affrontement, ne pouvaient se résumer aux seuls problèmes démographiques. Il faut également invoquer la déstabilisation due au conflit israélo-arabe pour le Liban, l'apartheid et sa condamnation internationale pour l'Afrique du Sud.

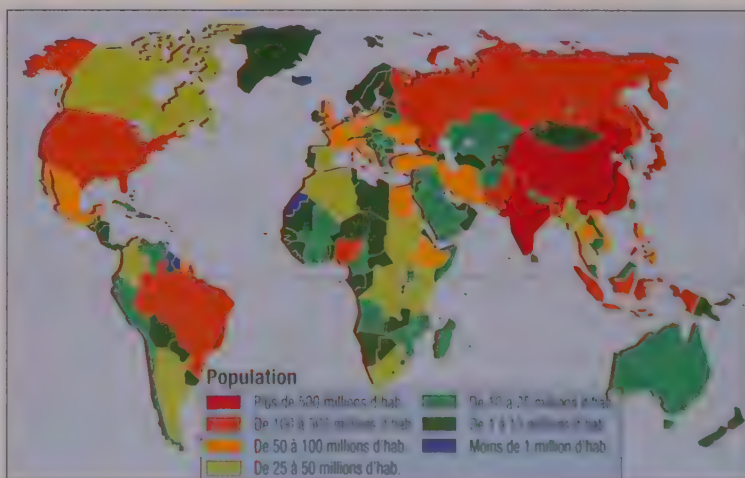
• POPULATION ET PUISSANCE MILITAIRE

On a souvent assimilé l'importance de la population à la puissance militaire. La force des armées, jusqu'à la moitié du XX^e siècle, dépendait avant tout du nombre de soldats que l'on pouvait aligner.

La France a pu, au XVIII^e et XIX^e siècle, tenir tête à de vastes coalitions européennes parce qu'elle était le pays le plus peuplé d'Europe.

Ce qui fait la puissance militaire aujourd'hui, c'est la technologie. Les armes précises tirées à distance, guidées par des lasers, ou encore les satellites, comptent beaucoup plus dans le rapport de force militaire du XXI^e siècle que le nombre de fantassins.

On assiste d'ailleurs à un phénomène général de réduction des forces armées au profit d'un équipement de meilleure qualité. ●





Sciences et technologie

Guerre de l'espace

Plus de quarante ans se sont écoulés depuis le « bip-bip » du dernier satellite artificiel, Spoutnik, lancé par l'URSS, le 4 octobre 1957. À l'époque, peu d'observateurs auraient pu prédire l'extraordinaire croissance qu'allait connaître l'exploitation de l'espace.

Si, dès le début, les intérêts militaires ont joué un rôle décisif dans l'extension des activités spatiales, les applications civiles et commerciales se sont multipliées au cours des décennies, non seulement dans des domaines stratégiques, comme par exemple l'économie et la gestion des infrastructures terrestres, mais aussi dans notre vie quotidienne (télévision, communication...). Il en résulte une dépendance accrue au bon fonctionnement de l'outil spatial.

Vers une maîtrise de l'information. Aujourd'hui, les principales applications liées à l'espace sont les activités de renseignement (observation, écoute), de télécommunication, de navigation et de localisation. Elles deviennent l'élément central et vital de la maîtrise de l'information, concept clé de la puissance en cette fin de siècle. De simples outils au service de la défense, les moyens spatiaux, tant civils que militaires, sont devenus les éléments fondateurs des politiques de sécurité sur la planète et de puissance au sens le plus large.

Spécificités. Deux spécificités caractérisent l'espace dans son utili-

• CLUB DES PUISSANCES DE L'ESPACE

Aujourd'hui, le club des puissances spatiales compte, outre les deux géants américain et russe, l'Europe (création de l'Agence spatiale européenne, en 1975, à vocation civile) avec plus particulièrement la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne qui ont développé des programmes militaires nationaux ou, en coopération, la Chine, le Japon, l'Inde et Israël. Il faut ajouter à cette liste le Brésil, qui ne dispose pas de lanceurs et s'appuie sur des coopérations pour développer son secteur spatial.

té et son importance pour l'homme. La première est qu'il constitue le « point haut » par excellence, cher aux militaires. En effet, il permet :

- De s'affranchir des contraintes géographiques (distances, difficultés d'accessibilité sur une zone...).
- Une libre circulation.
- Une couverture planétaire.
- Une permanence des missions.

La seconde est qu'il offre un terrain hors normes d'expérimentations scientifiques de ses particularités physiques, et des conditions sans précédent pour améliorer notre connaissance de l'univers.

Militarisation de l'espace. Les caractéristiques de l'espace (point haut) et la multiplicité de leurs applications, qui deviennent essentielles pour tous les domaines de la vie civile ou militaire, sont à l'origine de la volonté d'armer l'espace, volonté qui se fait chaque jour un peu plus prégnante. Il ne s'agit plus alors d'exploiter l'espace à des fins militaires, mais d'une militarisation de celui-ci avec mise en orbite d'armes spatiales ayant trois fonctions principales :

- Protéger les satellites nationaux (posture défensive) contre des attaques ennemies, ce qui pourrait causer de graves dommages à un pays.
- Intercepter les missiles balistiques intercontinentaux.
- Interdire à un ennemi l'accès à l'espace, mais aussi l'empêcher d'utili-

■ La station russe Mir, en orbite depuis 1986, est prévue pour durer jusqu'à l'an 2000.



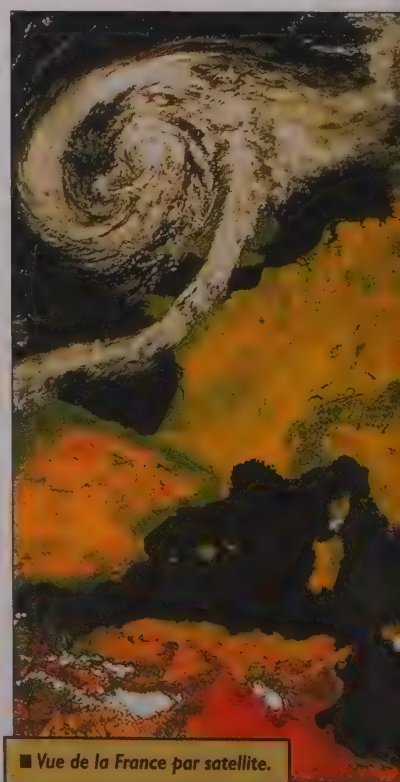
liser ses moyens spatiaux en les détruisant (la posture agressive, officiellement absente, est officieusement rendue possible, ne serait-ce que par la présence d'armes anti-satellites censées protéger ses propres satellites).

Conquête de l'espace. Qui maîtrise l'espace domine le monde. Il n'est, dès lors, pas étonnant que la conquête de l'espace ait été le fruit de la compétition soviéto-américaine. Il ne s'agissait pas seulement de résoudre une question de prestige : qui réalisera le premier vol en orbite, qui enverra le premier homme sur la Lune, etc. L'espace, c'est avant tout un problème de suprématie stratégique. C'est par là que passent les missiles nucléaires intercontinentaux, les satellites d'observation qui facilitent la connaissance du dispositif militaire adverse, ou les satellites d'écoute qui permettent d'intercepter les communications, les satellites de communication qui permettent de transmettre des informations et des ordres très rapidement.

Les satellites qui sont envoyés dans l'espace, s'ils sont le plus souvent militaires, ne sont pas toujours guerriers. Ils permettent tout autant de surveiller la bonne exécution d'un accord de désarmement que des mouvements de troupes pour prévenir un conflit ou de lancer des opérations militaires. Ce qui est certain, c'est que la maîtrise de l'espace

permet de voir, d'écouter et de communiquer. Ce qui donne un avantage déterminant à celui qui la détient.

La course à l'espace. Facteur de puissance, l'espace pourrait-il être le théâtre d'un conflit ? Cela suppose qu'on y développerait et déploierait des armes. Qu'en est-il actuellement ? Seuls les États-Unis et l'URSS ont lancé d'importants programmes



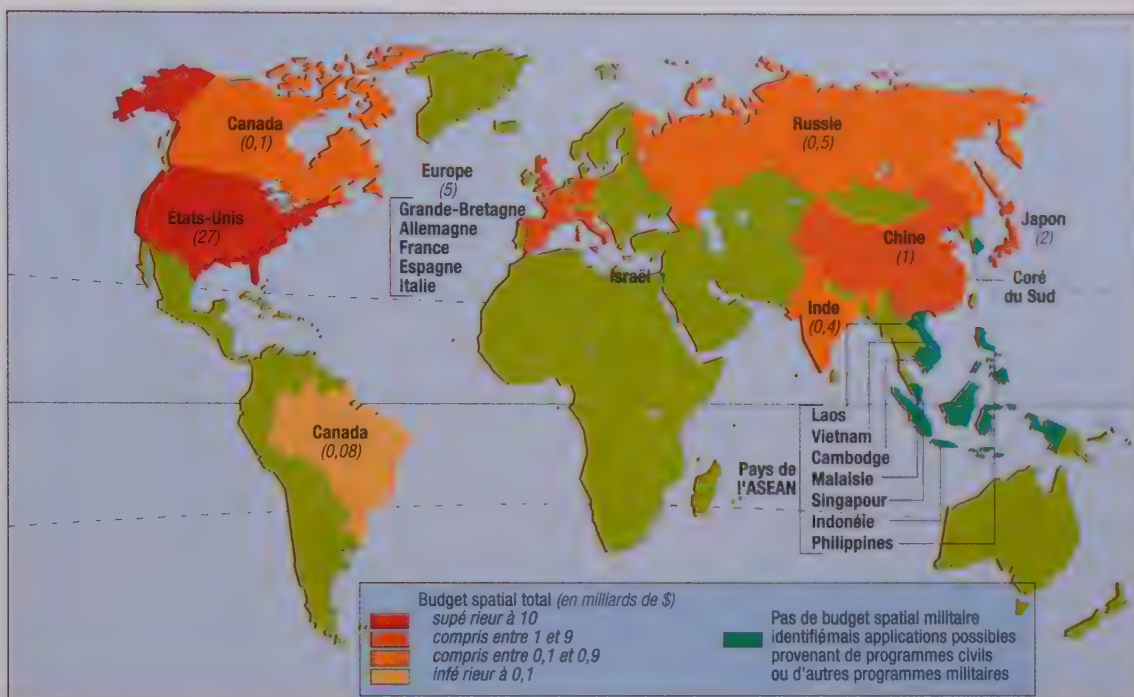
■ Vue de la France par satellite.

de recherche dans ce domaine avec, semble-t-il, une approche sensiblement différente dans un premier temps. Tandis que les États-Unis s'orientaient vers une défense spatiale contre les attaques des missiles balistiques, les Soviétiques privilégiaient les recherches sur la destruction des satellites ennemis, avec mise en orbite de véritables stations spatiales militaires pourvues d'armes à énergie dirigée, d'armes laser et d'armes à énergie cinétique. Le premier système d'armes antisatellites (ASAT) soviétique fut développé dans les années 60. Parallèlement, l'URSS entreprit des recherches sur la destruction des fusées balistiques en vol, mais aussi de cibles terrestres.

L'espace sera-t-il le lieu d'un prochain conflit ? Le développement d'armes dans l'espace augmente les probabilités de voir celui-ci comme lieu potentiel d'opérations militaires.

Mais il est plus probable qu'il fasse l'objet d'une rivalité pour le maîtriser. Combattre pour l'espace semble être aujourd'hui la préoccupation immédiate des puissances spatiales, mais aussi d'autres pays voulant accéder à ses ressources. Deux problèmes majeurs sont générateurs de tensions : l'allocation des fréquences (pour les satellites de communication) et la disponibilité des orbites. L'espace n'est plus seulement un enjeu de prestige, il est désormais l'objet d'une compétition économique exacerbée, non seulement entre États mais aussi entre opérateurs privés et publics.

Enjeu économique. Deux domaines font l'objet d'un enjeu économique important : les technologies de



recueil et de transmission de l'information et les stations au sol, et l'accès à l'espace (lanceurs). Ainsi, le marché des satellites de télécommunications est estimé à 25 milliards de dollars et celui des stations au sol à plus de 100 milliards.

Dans un contexte où les États-Unis affirment de plus en plus brutalement leurs ambitions commerciales et leur volonté de mainmise et de domination sur le secteur spatial, des conflits économiques, commerciaux, financiers, industriels et technologiques sont prévisibles.

L'espace est un amplificateur de puissance et son accès et son utilisation, des enjeux de souveraineté et d'indépendance. Il s'agira alors de dominer dans l'espace, pour l'espace et par l'espace. ●

■ Lancement du vol 502 de Ariane Space.



LA GUERRE DES ÉTOILES

L'« initiative de défense stratégique » (en anglais : *Strategic Defense Initiative*) fut lancée par le président américain Ronald Reagan, en mars 1983. Celui-ci envisage alors la constitution d'un bouclier spatial capable de rendre le territoire américain inaccessible aux armes nucléaires soviétiques. Le projet est bientôt baptisé par les experts « guerre des étoiles », par référence au film futuriste de George Lucas. En déployant des centaines de missiles intercepteurs guidés par des satellites dans l'espace, le président américain espère rendre les armes nucléaires « impuissantes et obsolètes ». Le programme, né d'une inspiration pacifiste et antinucléaire, relançait en réalité la course aux armements dans l'espace, en

voulant multiplier le nombre d'armes qui pouvaient y être déployées. En dépit de l'enthousiasme initial de ses partisans, les limites de la SDI sont vite apparues. L'objectif d'un bouclier étanche aux armes nucléaires adverses se révèle être une illusion, car les moyens de contrer ou de détruire ces défenses existent. D'autre part, ces méthodes sont coûteuses et déstabilisantes.

Le 17 mars 1999, les États-Unis créent la surprise avec l'annonce, par Bill Clinton, de la reprise du projet « guerre des étoiles », programme proposé initialement en 1983 par Ronald Reagan et enterré officiellement en 1992 par Georges Bush, car jugé trop coûteux et trop ambitieux. ●



Société

Guerre de la drogue

L'ONU estime à 400 milliards de \$ le chiffre du marché international de la drogue. 200 millions de personnes seraient consommatrices de substances illicites. Ces chiffres montrent l'ampleur du défi face au trafic de la drogue.

L'utilisation de substances prohibées ne relève pas seulement d'un choix personnel. Elle entraîne un fort niveau de délinquance chez la plupart des consommateurs qui doivent satisfaire leurs besoins, ainsi que chez les trafiquants qui bénéficient de flux d'argent importants du fait même de l'illégalité de leur démarche. Les trafiquants peuvent acquérir un pouvoir extrêmement fort, tant au niveau international que national. Ainsi, le cartel de la drogue de Bolivie avait proposé de racheter la dette nationale du pays en échange d'une promesse de non-extradition des narcotrafiants.

Le risque est donc de voir des trafiquants jouir d'un tel pouvoir qu'ils puissent peser, par la menace ou la corruption, sur les choix d'un gouvernement.

L'autre possibilité est de voir des pans entiers de responsabilités échapper à un État car les trafiquants de drogue l'ont infiltré et le dirigent de fait comme un gouvernement.

Les États industriels sont également concernés au premier chef par le trafic de drogue et son commerce illégal, par les problèmes de santé publique et de délinquance qu'ils suscitent. Les États eux-mêmes sont très menacés :

- Les ressources économiques produites par la criminalité internationale pénètrent le secteur économique légal (activités de blanchiment...) ; le FBI estimait ainsi, en 1998, que le montant du recyclage de groupes criminels japonais aux États-Unis s'élevait à 6 milliards de \$. Le rapport sur les drogues de la police criminelle allemande de 1993 constatait un accroissement important du blanchiment par la mise en place de sociétés écrans, ou d'investissements massifs dans l'immobilier.

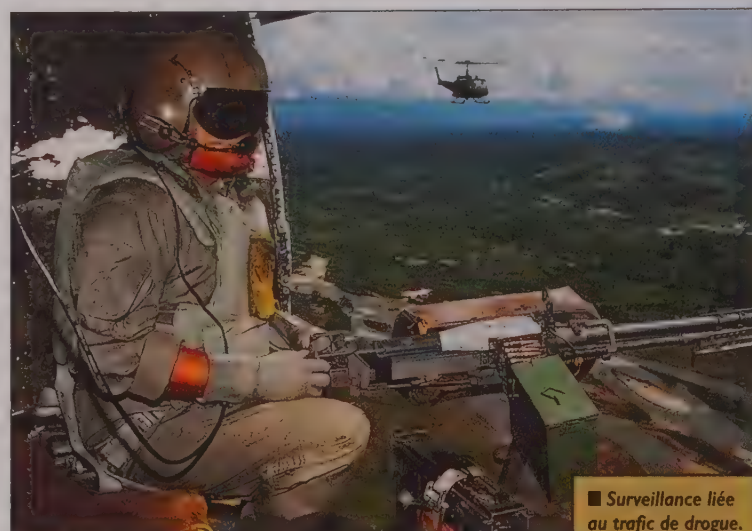
- Les réseaux transnationaux mettent en cause la souveraineté étatique et l'intégrité territoriale. Si les États occidentaux ne connaissent pas actuellement sur leur territoire de « zones grises », ils ne maîtrisent toutefois qu'imparfaitement leurs frontières terrestres et maritimes.

- La corruption des fonctionnaires, des responsables politiques et économiques affaiblit l'État.

Certains groupes criminels, sans pour autant acquérir le statut de mafia, ont cependant largement accru leur implantation dans les pays occidentaux depuis le début des années 90. Les Kurdes du PKK ou les Tabouls du LTTE, à la recherche de sources de financement diversifiées, ont ainsi développé leurs activités : du trafic de drogue à celui des armes, en passant par la prostitution et le racket (les diasporas locales devant soutenir la cause), de manière volontaire ou contrainte (extorsion, chantage...).

S'agissant des organisations criminelles de l'ex-Yougoslavie et d'Albanie, le directeur d'Europol affirmait, en 1997 : « Les bandes des Balkans ont commencé à s'organiser, à créer des réseaux qui travaillent aujourd'hui dans l'immigration clandestine, la drogue ou la prostitution et qui, demain, couvriront d'autres secteurs.

Le vrai danger est que la criminalité s'organise de plus en plus, avec des méthodes très sophistiquées. Cela commence par des bandes criminelles, pour aboutir à de véritables syndicats du crime. »



■ Surveillance liée au trafic de drogue.

La lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue fait face à des difficultés accrues. Les technologies modernes de communications permettent d'échanger des millions de dollars par voie électronique, avec d'énormes problèmes pour identifier les opérateurs. Le gel et la confiscation des sommes générées par la drogue sont, par ailleurs, rendus plus délicats par la dérégulation des marchés financiers et par la prolifération des paradis fiscaux qui échappent, eux aussi, à tout contrôle. À cela s'ajoute, pour la plupart des pays, la difficulté de lever le

secret bancaire pour certaines transactions et, pour un nombre encore considérable de pays, le caractère anonyme des trusts et sociétés qui gèrent d'importants actifs internationaux, sans que la loi les oblige à tenir des comptabilités ou à dévoiler l'identité des propriétaires.

Le crime international organisé recouvre diverses activités : trafic de drogue (production, transport, commercialisation...), racket, proxénétisme (trafic de femmes, d'enfants), trafics de produits hors commerce (ivoire, espèces protégées, organes

• L'ARMÉE AMÉRICAINE CONTRE LA DROGUE

En 1986, malgré les réserves successives du Pentagone, le président Reagan, soutenu par le Congrès, décida d'engager les forces armées américaines dans la lutte contre le trafic des stupéfiants. Le rôle accru des militaires se manifesta d'abord dans le cadre de la stratégie d'interdiction visant à intercepter la drogue dans sa phase de transfert du pays de production vers les États-Unis.

Les forces armées américaines, disposant de moyens supérieurs en quantité et qualité, furent utilisées pour assister les organismes civils (U.S. Customs Service et U.S. Coast Guard) ; ainsi, les avions de détection aérienne E-3 AWACS et les radars terrestres furent mis en œuvre pour localiser les appareils des narcotrafiants pénétrant dans l'espace aérien américain.

Par ailleurs, les militaires assuraient l'entraînement des agents de la Drug Enforcement Administration (D.E.A.).

En 1989, les États-Unis ont même été jusqu'à déclencher une intervention militaire au Panama pour renverser le général Noriega, accusé de faire de son pays la plaque tournante du trafic de drogue en direction des États-Unis. En 1991, le président Bush mit en place un plan d'assistance militaire destiné aux pays andins (Colombie, Pérou et Bolivie) pour réduire la production et enrayer le trafic. Les États-Unis envoyèrent des conseillers militaires pour assurer la formation des militaires et policiers colombiens et boliviens. Ils fournirent également à ces pays des hélicoptères et des avions pour appuyer leurs opérations.



• VIVRE DU TRAFIC

L'ONU évalue à quelque 700 000 familles, soit 4 millions de personnes, le nombre de ceux dont le principal revenu et la survie dépendent de la culture de la coca ou de l'opium, dans les régions rurales d'Asie et d'Amérique latine. Depuis dix ans, les gouvernements et la communauté internationale ont dépensé la modeste somme de 700 millions de \$ (1,5 % de l'assistance totale reçue par les pays producteurs) pour développer des cultures et des modes de développement alternatifs. Ces sommes sont notoirement insuffisantes pour parvenir à un résultat. ●

humains...), contrebande (tabac, alcool, médicaments...), opérations financières illégales (blanchiment, fabrication de fausse monnaie, trafic de cartes de crédit...) ou trafic de main-d'œuvre immigrée et de clandestins. Le montant annuel des profits issus de ces activités est considérable, il est évalué à 1 000 milliards de \$.

Le chiffre annuel du crime organisé peut être estimé à 800 milliards de \$ par an. S'il était un État, cela le placerait, en termes de PNB, au 7^e rang mondial derrière les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie

et le Royaume-Uni, mais devant la Chine, le Brésil, l'Espagne, le Canada ou la Russie. Les organisations criminelles s'adaptent à la mondialisation économique et financière ; le développement concomitant d'activités légales permet notamment de « blanchir » les profits réalisés dans le cadre des trafics.

Le trafic de drogue peut être le fait de groupes criminels traditionnels (mafia italienne ou turque, cartel colombien, triades chinoises) ou de groupes armés impliqués dans des conflits. De nombreuses guérillas se livrent au trafic de drogue pour faire vivre leurs combattants. Les bénéfices considérables qui en découlent permettent l'accumulation des pouvoirs et l'entretien des guérilleros.

Les guérilleros du Sentier lumineux (Pérou) ou des forces armées révolutionnaires de Colombie perçoivent un impôt sur la vente des feuilles de coca (10 % du prix de vente en moyenne) produites par les paysans dans les zones qu'ils contrôlent. En échange, les guérilleros protègent ces derniers. On a pu ainsi parler de narco-guérillas. En Afghanistan, les talibans ont financé leur mouvement en percevant un impôt islamique sur l'opium.

Au Sri Lanka, en Birmanie, au Liban ou encore au Kurdistan, de nombreuses guérillas prospèrent grâce

au trafic de drogue. Ce dernier peut d'ailleurs devenir non plus un moyen de survie mais une fin en soi. La guérilla continue d'afficher des objectifs politiques, mais ne cherche pas à conquérir le pouvoir central, elle se contente de contrôler une partie du territoire pour vivre confortablement de la vente de la drogue.

Mais certains États ne sont pas en reste en matière de trafic. Par exemple, l'argent de la drogue a permis à la Birmanie d'acheter des armes à la Chine pour combattre la guérilla karen. Au Pakistan, ce sont les services secrets qui tirent des bénéfices considérables de la drogue, ce qui leur permet de financer des actions contre l'Inde au Cachemire. Noriega avait fait de Panama une plaque tournante du trafic de drogue. Cuba a également utilisé ce moyen pour avoir les devises que l'embargo américain lui empêchait d'obtenir. ●

• BÉNÉFICES ISSUS DU TRAFIC

- Drogue : 400 milliards de \$ (rapport annuel de l'ONU 1997)
- Animaux : 100 milliards de \$ (rapport du WWF)
- Piratage informatique aux États-Unis : 100 milliards de \$ (rapport du Trésor fédéral américain)
- Traite des humains : 84 milliards de \$ (rapport d'Interpol)



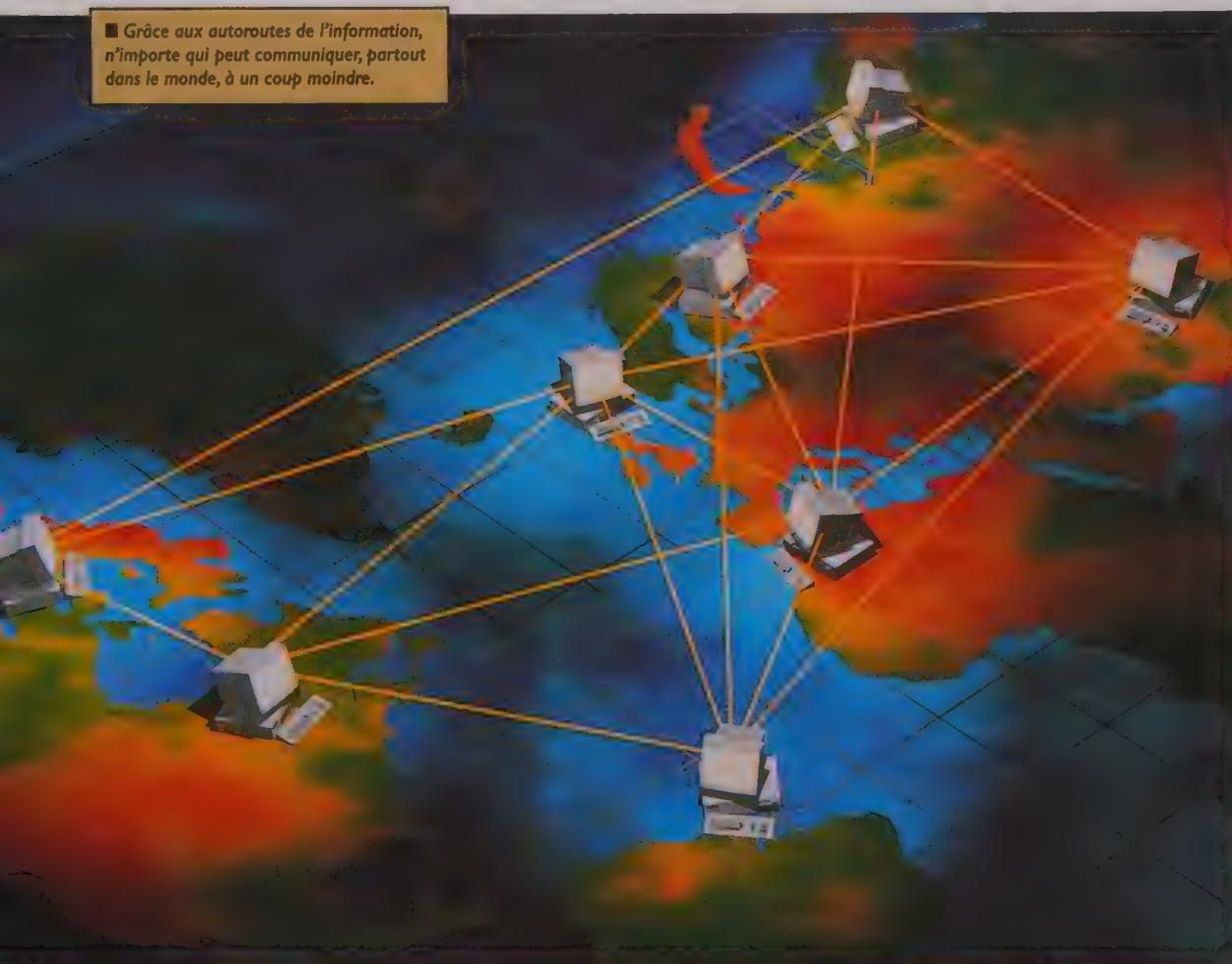
■ Le Colombien Pablo Escobar, abattu par la police en 1993, dirigea pendant plusieurs années le cartel de Medellín, l'un des principaux cartels de trafic de cocaïne.



Sciences et techniques

Guerre de l'information

■ Grâce aux autoroutes de l'information, n'importe qui peut communiquer, partout dans le monde, à un coup moindre.



L'acquisition, la détention et la préservation de l'information seront, au siècle prochain, l'une des sources majeures des rivalités économiques, politiques et militaires.

Dès 1996, deux auteurs américains écrivaient : « L'information est la nouvelle monnaie de l'économie mondiale (...) Le pays qui saura le mieux conduire la révolution de l'information sera le plus

puissant. Dans l'avenir prévisible, ce pays sera les États-Unis. »

Vers un réseau mondial. Depuis deux décennies, les réseaux de transmission de l'information (télécommunication, satellite, Internet, télévision) sont devenus des enjeux de puissance, tant pour les États que pour les entreprises multinationales. Une récente étude prévoit qu'en 2006 la moitié des emplois américains devraient être liés aux technologies de l'information ; en 1999, « l'économie Internet » créée aux États-Unis autant de richesses que le secteur automobile.

Ce n'est pas un hasard si le vice-président américain Al Gore, a fait des technologies de l'information son cheval de bataille en supposant l'avènement « d'une nouvelle démocratie et la résolution des grands

déséquilibres sociaux ». Cette politique repose essentiellement sur l'ouverture et la déréglementation des marchés de l'information, qui doivent permettre le développement d'un réseau mondial et d'un commerce électronique sans entrave.

Cependant, ce projet est contesté par de nombreux pays, notamment par les pays de l'Union européenne et pour le Japon, qui y voient un risque évident de prédominance économique et culturelle américaine et implicitement d'une « standardisation universelle ».

Il ne s'agit plus seulement dès lors d'une rivalité commerciale, mais d'un affrontement pour la suprématie internationale, dans lequel les Européens et les Asiatiques s'efforcent de combler le « fossé technologique » (*Technological gap*) les séparant des Américains.

Exclusion économique. Pour leur part, les pays pauvres se trouvent quasiment exclus de cette économie mondiale dominée par les technologies de l'information. Un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de 1999 met en évidence cette marginalisation : ainsi, avec 19 % de la population mondiale, les 29 pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), comptent 91 % des utilisateurs d'Internet (les Américains représentent à eux seuls 50 %). Cette exclusion économique et culturelle alimente les ressentiments à l'égard des pays riches, et notamment des États-Unis, et risque de devenir une source de conflits. Le rapport du PNUD conclut ainsi : « L'abolition de l'espace, du temps et des frontières créé, certes, un village mondial, mais tous les individus ne peuvent pas en faire partie... Pour des milliards d'êtres humains, les frontières sont toujours aussi infranchissables. »

Une dépendance risquée. Les entreprises et, plus généralement, le commerce mondial sont également dépendants de l'information. Si Internet favorise les échanges et produit de la richesse, il contribue également à accroître la vulnérabilité des entreprises utilisatrices.

En effet, leurs systèmes informatiques, connectés au « réseau des réseaux », se trouvent en prise directe avec l'extérieur et les informations qu'ils détiennent sont dès lors susceptibles d'être interceptées, (vol de documents confidentiels), piratées (utilisation frauduleuse de numéros de cartes de crédit), ou détruites (insertion de virus). Les systèmes de protection les plus sophistiqués (pare-feux, logiciels de cryptage...) ne sont actuellement pas en mesure de contrer l'ensemble des attaques menées contre les réseaux informatiques ; par ailleurs, de nombreuses entreprises ne semblent pas avoir pris la mesure des risques encourus (cf. encadré). Si l'information est une arme écono-

• UN « PEARL HARBOR ÉLECTRONIQUE » ?

Les États-Unis prennent de plus en plus au sérieux la menace d'une attaque concertée contre leurs réseaux transmettant de l'information, via Internet. Certains experts estiment en effet qu'un groupe terroriste ou un État ennemi pourraient provoquer une catastrophe en détruisant les systèmes informatiques des banques et des bourses (interruption des transactions financières), des aéroports et du contrôle aérien (risques de collision), des services de secours ou des feux de signalisation des grandes villes (accidents et paralysie de la circulation). Ces attaques inquiètent les responsables civils et militaires de la sécurité, car elles nécessitent relativement peu

de moyens humains, matériels et financiers au regard des dégâts escomptés. Outre les groupes terroristes, les États-Unis soupçonnent certains États, tels que la Corée du Nord ou la Libye, de constituer des équipes de hackers, afin de lancer une offensive informatique concertée contre les systèmes informatiques américains.

L'avance des Américains dans le domaine des technologies de l'information leur confère une supériorité incontestable, cependant, la dépendance à l'égard de ces dernières engendre une vulnérabilité nouvelle dont toutes les conséquences ne paraissent pas avoir été envisagées.

mique et culturelle, elle est également un instrument essentiel pour les forces armées ; elle modifie déjà en profondeur les données de la guerre moderne.

Les technologies de l'information permettent aux militaires de dominer l'ennemi en connaissant ses intentions et ses moyens (recueil et exploitation du renseignement).

Par ailleurs, elles peuvent être utilisées pour tromper l'adversaire (guerre psychologique, désinformation). Enfin, elles sont utilisées pour détruire ou paralyser les systèmes d'information adverses (guerre électronique).

Les États-Unis ont conçu de nouveaux moyens stratégiques et tactiques visant à gagner la « bataille de l'information », c'est-à-dire à vaincre l'ennemi au moyen des technologies les plus avancées, en évitant de subir des pertes. Le recours aux technologies de l'information donne l'impression – l'illusion, selon certains – d'une guerre « propre » menée à distance.

Les guerres de l'information. Ainsi que l'écrit Maurice Najman : « La guerre de demain sera donc avant tout une guerre par, dans et pour l'information. » Les récentes interventions militaires menées par des puissances occidentales, contre l'Irak en 1990 ou contre la Serbie en 1999, ont mis en évidence le rôle central de l'information dans la victoire militaire.

Le premier mode de guerre de l'information et sûrement le plus ancien et le plus connu est la guerre psychologique. Si les progrès technologiques ont entraîné des modifications importantes, ses formes traditionnelles ont cependant peu évolué : désinformation, manipulation, contre-information et propagande. Les conflits sont entrés dans l'ère de la « bataille médiatique », qui se définit comme « un ensemble de techniques visant à utiliser l'information comme un instrument de confusion, de dissuasion, de déception et de persuasion ou plus exactement de gestion de l'opinion

publique ». L'information peut pourtant se retourner contre le pays le plus avancé dans ce domaine ; ainsi, l'impact des images de soldats américains tués a contraint le président Clinton à ordonner le retrait des troupes de Somalie.

Le second type de guerre de l'information est la guerre électronique, dont l'objectif est de rendre l'adversaire « aveugle » (suppression des radars), et « sourd et muet » (destruction des réseaux et systèmes de communication). Les forces ennemies ne doivent pas être annihilées mais rendues inaptes au combat. L'offensive menée contre l'Irak, en 1991, fut la première opération militaire faisant intervenir à grande échelle l'ensemble des moyens de guerre électronique en service dans les forces armées occidentales : avions radars, de brouillage et d'espionnage électronique, ou armes antiradars.

La guerre informatique proprement dite est sans aucun doute la forme la plus récente de la guerre de l'information ; son objectif est de détruire, paralyser ou prendre le contrôle des systèmes informatiques ennemis au moyen d'ordinateurs et de programmes informatiques. Plusieurs armes ont été recensées :

- Les « virus » : ils infectent les programmes et les fichiers.
- Les « vers » : ils détruisent les ressources du système et se déplacent dans les réseaux.
- Les « bombes logiques » : elles se présentent sous forme de programmes chargés d'introduire les virus et les vers.
- Les « chevaux de Troie » et les « trappes » : ce sont des programmes

permettant une intrusion discrète pour détruire, modifier ou consulter le contenu d'un ordinateur.

Toutes ces armes informatiques ont déjà été utilisées ; ainsi, lors de négociations du GATT, la CIA a mis en œuvre des « chevaux de Troie » pour permettre aux négociateurs américains de connaître les positions des représentants des pays de l'Union européenne.

Ce type de guerre suppose des moyens relativement limités : quelques spécialistes en informatique, des ordinateurs et des programmes sophistiqués. Ils permettent ainsi à des États, des groupes transnationaux (groupes mafieux ou terroristes, sectes) ou des individus, de menacer des pays puissants.

La première des cibles semble être les États-Unis : en 1998, plus de 6 000 attaques ont été menées contre des sites militaires. Ce pays se trouve ainsi dans une situation paradoxale ; il occupe une position dominante dans le domaine de l'information, cependant, l'accroissement continu de sa dépendance à l'égard des technologies accroît la vulnérabilité de son infrastructure économique, financière et militaire. (cf. encadré).

La guerre de l'information est déjà une réalité dans de nombreux domaines : économique, militaire et culturel. Si les États-Unis dominent à l'heure actuelle, leurs concurrents européens et asiatiques semblent prendre conscience de leur retard et de la nécessité vitale de réduire le « fossé technologique ». Cependant, à l'instar des Américains, ces derniers doivent se prémunir contre les risques que les technologies de l'information sont susceptibles d'engendrer.

• LE RÉSEAU ECHELON

En 1948, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande concluent en secret un pacte de sécurité baptisé Ukusa. L'objectif de ce pacte est alors de collecter des informations en provenance d'URSS et de ses alliés, par le biais d'un système d'écoute et d'analyse : le réseau Echelon. Avec la fin de la guerre froide et l'extraordinaire développement des technologies de renseignement, notamment dans l'informatique et les satellites, les Américains réorientent ce fantastique instrument de surveillance sur leurs concurrents économiques : le Japon et les puissances européennes, telles l'Allemagne ou la France. Un réseau d'une centaine de satellites capte les ondes émises par

les radios ou les téléphones cellulaires, tandis que les informations transmises par téléphones, fax ou messageries électroniques, sont interceptées par des systèmes informatiques ; les millions de données collectées sont analysées par la National Security Agency (NSA). Certaines entreprises américaines (Lockheed, Boeing) disposent ainsi de données – souvent confidentielles – « recueillies » auprès de leurs concurrents, leur conférant un avantage dans le développement de certains projets ou la négociation de contrats. Le Parlement européen s'est récemment élevé contre cet espionnage économique à grande échelle et a exigé du Royaume-Uni des informations sur son rôle dans le réseau Echelon.

NASA

A Message of Galaxies

As long as the Hubble Space Telescope, the largest of our telescopes, has been in orbit, it has been sending us a message. It has been telling us that the universe is a vast and beautiful place, and that we are a small part of it. It has been showing us the wonders of the cosmos, and the power of the human spirit.

Today, as we celebrate the 10th anniversary of the Hubble Space Telescope, we are reminded of the many discoveries it has made, and the many more it will make in the years to come. We are proud to be a part of this great endeavor, and we are confident that the Hubble Space Telescope will continue to inspire and educate us for many years to come.

More About NASA

Discover the wonders of the universe, and the many ways in which NASA is working to explore the unknown. Visit our website today, and learn more about the many exciting projects and programs that are making NASA a leader in space exploration.

Order Great NASA Wallpapers

Bring a piece of the universe home with you. Order your own Great NASA Wallpapers today, and enjoy the beauty of the cosmos in your own home.

■ Même des multinationales aussi sérieuses que la Nasa permettent à n'importe quel utilisateur d'Internet de se connecter pour s'informer sur leurs entreprises.



Affrontements interpuissances

Guerre Nord-Sud

La disparition de la menace soviétique – due à la dissolution du pacte de Varsovie – allait-elle conduire le monde occidental à perdre son âme, faute d'adversaire le contraignant à la vigilance ?

De nombreux commentateurs allaient rapidement évoquer un autre type de menace venant se substituer à celle de l'Est disparu : la menace venue du Sud.

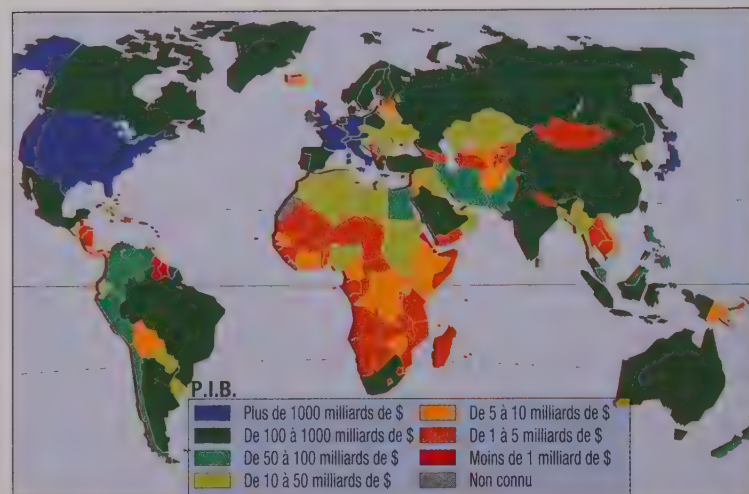
Le clivage Est/Ouest ayant disparu, celui qui oppose le Nord au Sud venait au premier plan. Le conflit n'était donc plus entre communisme et libéralisme, mais entre le Nord industrialisé et démocratique, riche mais de moins en moins peuplé, et un Sud pauvre, la plupart du temps doté de régimes dictatoriaux et à la démographie galopante.

La guerre du Golfe donnait de la vigueur à cette théorie. L'Irak n'avait-il pas osé défier la communauté internationale en acceptant délibérément la guerre contre une coalition internationale dirigée par les États-Unis ?

Mais, ce thème de la menace du Sud est plus un mythe qu'une réalité. Et une guerre Nord-Sud n'est guère envisageable.

Certes, les différences de richesses et de situations sont énormes et parfois même choquantes. Néanmoins, le Sud n'existe pas en temps que tel. Il n'y a plus un tiers-monde cohérent et soudé. Quoi de commun entre un pays riche en pétrole, dont la faible population lui assure une richesse par habitant supérieure à certains pays occidentaux, un pays africain enclavé et sous-développé, un pays latino-américain qui se sent culturellement occidental et un pays asiatique qui a assuré son industrialisation et son décollage économique ? Il n'y a plus un mais des tiers-mondes et le Sud n'est pas un bloc uni, que ce soit sur les plans politique, économique et encore moins militaire.

Le pacte de Varsovie. Ce qui faisait le danger du pacte de Varsovie, c'est



qu'il était militairement puissant et bénéficiait d'une continuité géographique, formant un ensemble ayant une frontière avec l'Europe occidentale et uni sous la direction incontestée de l'Union soviétique. On voit mal qui tiendrait le rôle de superpuissance du Sud, capable d'imposer sa volonté à l'ensemble des pays du tiers-monde.

Ralentissement du recul de la pauvreté. Malgré les nombreux appels au dialogue Nord/Sud – discours en vogue dans les années 70 sur le nouvel ordre économique international, censé être plus juste pour les pays pauvres –, force est de constater que, si certains pays du Sud ont assuré leur décollage économique, l'écart entre les riches et les pauvres (ceux qui sont restés pauvres) s'est accru. Fini le temps où l'on pouvait croire qu'étant

désormais appelés « en développement » et non plus « sous-développés », les pays du Sud allaient progressivement combler le fossé qui les séparait des pays riches. Alors que, dans les économies traditionnelles, l'écart entre le niveau de vie de la société la plus pauvre et la plus riche varie de 1 à 4, dès 1900, cet écart était de 1 à 20 et, en 1970, de l'ordre de 1 à 70.

Le ralentissement du recul de la pauvreté, amorcé dans les décennies antérieures, commence à se faire sentir dès la fin des années 70 et, à partir de 1985, ce recul devient négligeable, le nombre des pauvres augmentant au même rythme que la population mondiale : 1 milliard à 1,2 milliard entre 1985 et 1993.

L'accroissement des inégalités apparaît paradoxal au regard du bilan économique globalement positif de la période (3,2 % de croissan-



■ Industrie en Corée du Sud.

• CLIVAGE RICHES/PAUVRES

Les trois personnes les plus riches du monde possèdent une fortune supérieure à la somme des produits intérieurs bruts des quarante-huit pays les plus pauvres, soit le quart de la totalité des États du monde. En 1960, les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu trente fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1995, leur revenu était quatre-vingt-deux fois supérieur. Dans soixan-

te-dix pays, le revenu par habitant est inférieur à ce qu'il était il y a vingt ans. À l'échelle planétaire, 3 milliards de personnes vivent avec moins de 10 francs par jour. Sur les 4,5 milliards d'habitants des pays en voie de développement, près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable. Un cinquième des enfants n'absorbent pas suffisamment de calories ou de protéines. Et quelque 2 milliards d'individus – le tiers de l'humanité – souffrent d'anémie.

ce par an pour l'ensemble du monde, 3 % pour les pays industrialisés, 4,3 % pour les pays en développement). L'accroissement de la pauvreté sur la période résulte donc d'une répartition inégale des fruits de la croissance. L'inégalité n'est pas un phénomène nouveau ; mais ce qui vient en changer le panorama, c'est que les continents ne sont plus séparés par d'énormes distances où chacun pouvait impunément ignorer ce qui se passait à ses marges, et encore plus aux antipodes.

Aujourd'hui, le cocktail mondialisation-inégalité est explosif. L'inégalité est moins tolérable parce qu'elle ne peut plus être cachée. En 1960, les pays riches l'étaient trente fois plus que les pays pauvres. En 1990, le fossé s'est élargi, au point qu'ils sont désormais cent cinquante fois plus riches que les pauvres. L'accentuation des inégalités est concomitante de la plus grande diffusion de l'information. Les pauvres sont plus pauvres, ils le savent, et ont une idée plus précise de notre propre situation.

L'effet d'attraction des oasis de **richesse** est de plus en plus fort, parce que de plus en plus entré dans les consciences. Il existe d'ailleurs également au sein des sociétés du Nord. Un haut cadre dirigeant parisien aura les mêmes goûts, le même mode de vie, les mêmes références culturelles que ses homologues de Singapour ou de Rio de Janeiro. Mais si tout ce beau monde va facilement à l'autre bout de la planète dans de confortables avions, pour être logé dans des hôtels standardisés, il ne met plus les pieds dans ses propres banlieues. À terme, ce double clivage social représente la plus grave source de conflits et d'explosion dans le monde.

Les grandes puissances ne sentent plus de menaces s'exercer à leur encontre. Épuisées par la course à la puissance qu'elles ont menée, elles recherchent le confort, car le monde s'effrite sous l'effet d'une fringale de prospérité et de consommation qui exclut vision politique et stratégie à long terme.

• INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE

L'inégalité économique n'est pas une donnée qu'on puisse changer. Si 30 millions d'individus meurent de faim chaque année, si 800 millions souffrent de malnutrition chronique, ce n'est pas parce que la planète n'est pas assez grande ou assez riche pour nourrir tous ses habitants. Le problème vient de l'inégalité des ressources, du poids des guerres civiles, de

la corruption de nombreux gouvernements de pays pauvres. L'explication par la fatalité n'est pas suffisante. Selon l'ONU, pour parvenir à la satisfaction universelle des besoins sanitaires et nutritionnels, il n'en coûterait que 13 milliards de \$, soit à peine ce que les habitants des États-Unis et de l'Union européenne dépensent, par an, en consommation de parfums...

• LE TIERS-MONDE

L'expression vient du démographe français Alfred Sauvy qui l'emploie pour la première fois en 1955. Le tiers-monde se distingue du monde occidental et du monde oriental ou communiste. Il forme un tout relativement cohérent, pays peu à peu industrialisés, pauvres, comptant surtout sur l'exportation des matières premières.

Géographiquement, ces pays sont situés dans l'hémisphère sud, alors que les pays industriels – qu'ils soient capitalistes ou bien communistes – (c'est-à-dire qu'ils appartiennent à l'Ouest ou à l'Est) se situent au nord. Au début des années 60, à la conférence des Nations

unies sur le commerce et le développement (NOCED) se sont constitués des groupes de pays discutant face à face. Le groupe dit du Nord regroupe ceux de l'OCDE (pays dits industriels à régime libéral) et l'URSS, tandis que celui dit du Sud comptait la Chine et les pays en voie de développement. Le tiers-monde ne signifie plus grand-chose aujourd'hui, du fait de la diversité de la situation des pays de l'hémisphère sud, dont certains ont assuré leur industrialisation et leur décollage économique, mais où d'autres continuent de stagner, voire même de régresser économiquement.

■ Famine à Ajleip, dans le sud du Soudan, en juillet 1998.





Économie

Guerres de la faim

Soudan, Irak, Corée du Nord, Liberia, Somalie ; autant de pays et de peuples où l'insécurité se décline aussi sur le plan alimentaire. Depuis la nuit des temps, la faim est une arme, parmi d'autres.

Le spectre de la famine généralisée et de la révolte des affamés n'est pas nouveau, et la récente révolte zapatiste au Mexique a réveillé la hantise du mouvement de révolte des pauvres. Pour autant, une guerre de la faim à l'échelle mondiale est hors de propos bien que le fossé entre un monde nanti et 800 millions de malnutris se creuse chaque jour, et que les pays du Sud sont de plus en plus dépendants des pays du Nord pour leur alimentation.

En revanche, parler de guerres de la faim au pluriel et de guerres utilisant la faim comme arme de coercition par excellence, traduit une réalité profonde de cette fin de siècle. Les prochaines années connaîtront très probablement une amplification sensible de ce type de conflits.

De la guerre à la faim et de la faim à la guerre. Certaines des zones d'insécurité alimentaire récurrente correspondent aux régions de conflit, comme en Angola, en Éthiopie, au Mozambique, en Ouganda, au Soudan ou au Tchad, où les baisses de production induites par la sécheresse ont été notoirement exacerbées par les hostilités.

Mais il est aussi notable qu'une situation de sous-nutrition durable allant en se détériorant précède souvent une période de tensions internes ou interétatiques. Ce fut le cas dans le Rwanda d'avant la crise de 1990, ou l'Ouganda d'avant 1979, où la couverture des besoins alimentaires de la population a brutalement chuté à la veille des tensions.

La faim fragilise toujours l'État :

– Par la mise en cause du gouver-

nement que ses opposants jugent responsable.

– Par le poids des dépenses alimentaires et l'hémorragie permanente de devises qu'engendre l'insuffisance de la production agricole effectivement disponible dans le pays.

– Par la dépendance politique excessive vis-à-vis des vendeurs, États tiers ou réseaux privés de marchands, comme au Niger, où ils sont devenus les seuls titulaires des politiques alimentaires.

– Par les déplacements de population, ultime étape de la stratégie des ménages pour faire face à la faim, non sans effets sur la stabilité régionale (faim et crise socio-politique aidant, les trois-quarts de la population du Liberia auraient été déplacés entre 1990 et 1995, dans le pays et à l'étranger).

Un chemin de la faim à la paix ?

La faim se répand aussi du fait d'acteurs internes (gouvernements, ou milices). Une modification de leur comportement est indispensable pour conduire à l'apaisement et à la sécurité alimentaire des populations. À défaut, certains sont tentés de prendre les armes.

• TYPES DE GUERRES DE LA FAIM

Contrairement à une idée largement répandue, derrière l'urgence apparente, médiatisée relayée par les ONG, l'insécurité alimentaire (incapacité de disposer en permanence des ressources correspondant à ses propres besoins alimentaires) est en réalité un phénomène largement prévisible. Les moyens de réponse le sont donc aussi. Mais, relevant du moyen et du long terme, ils ne sont guère « vendeurs » auprès des hommes politiques car leurs mandats, quels qu'ils soient, sont par essence trop courts pour qu'ils puissent un jour percevoir les fruits de leurs réformes en matière de sécurité alimentaire.

• Guerre individuelle

– Dans les zones de « yo-yo » alimentaire (Sierra Leone, Zambie, Mali, Yémen, Pakistan, Bangladesh...), l'insécurité alimentaire réside avant tout dans une forte instabilité des faibles disponibilités alimentaires, sans amélioration

perceptible. Ces variations ne tiennent parfois pas tant aux conditions climatologiques qu'à une diminution drastique des importations (Bangladesh...).

– Dans les zones de sous-nutrition permanente de grande ampleur, allant ou non jusqu'à la famine (Corne de l'Afrique...). L'Asie du Sud est la plus durement affectée, 24 % de la population est sous-alimentée, contre 16 % en Afrique de l'Est, soit 271 millions de personnes concernées.

• La guerre civile

Certains groupes se battent pour leur survie contre un groupe oppresseur. La faim tient rarement à un simple problème de production, elle est souvent une impossibilité d'accéder à la ressource par une politique délibérée à l'égard d'une partie de la société. En ce sens, cette guerre de la faim ressort du domaine de la crise intérieure, voire de la guerre civile.

– La faim peut frapper dans des pays à excédents agricoles : il suffit qu'un groupe ne puisse payer sa nourriture (cf. population du sud-Soudan en 1991-92).

– La mise à l'écart de certaines franges de la population peut tenir de leur sacrifice systématique et conscient, comme au Soudan ou en Éthiopie, ou encore d'une marginalisation d'un groupe résultant d'un appauvrissement et d'une quasi-disparition des revenus nécessaires à la satisfaction des besoins. Ceci au profit des groupes de zones urbaines, dont la sécurité alimentaire leur paraît « politiquement efficace » pour prévenir une crise potentielle (Kenya, Pérou...).

Quelque soit son type, l'un de ses aspects les plus graves est sa durabilité, née de la mise en place de nouveaux réseaux de distribution, organisés autour de la réorientation des productions locales vers des acheteurs éloignés mais solvables.

Or, nulle intervention internationale ne peut modifier le cours des choses, du moins telle qu'elle est conçue aujourd'hui (d'urgence et sectorielle sans jamais rechercher à éradiquer les causes). La faim n'est, en effet, que l'une des pièces de l'échiquier de l'insécurité sociale et politique ; de plus, tout comme les productions internes, l'aide est la proie d'acteurs internes, ce qui en limite l'efficacité réelle.

Cela est bien sûr patent dans les cas de mise au pilori d'une frange de la population. Un simple jeu de « représailles » successives entre acteurs internes et internationaux peut aussi anéantir tous les effets positifs patiemment accumulés par les États tiers pour améliorer ou



À la fin des années 90, 1000 enfants
meurent chaque mois (pays alors sous embargo)

Irak: chute de plus de 30% de la production alimentaire
entre 1980 et 1991. Vastes régions sous blocus

Afghanistan: 14 ans de guerre civile = une agriculture détruite,
une chute de 30% de la production alimentaire par habitant.
Or, dès 1978/79, avant la guerre, la détérioration de la situation
agricole était prévisible (trièglement du prix des denrées en 15
ans, aide alimentaire excessive par rapport aux importations...)

Soudan: au sud, les villes de Kongor,
Ame et Ayod sont connues comme
le triangle de la famine

Birmanie: 1/3 des enfants de moins
de 5 ans souffrent de malnutrition -
(effet de la politique d'oppression
de la junte)

Zaïre: mi-1995, le prix du sac
de riz doublait tous les 15 jours -
les populations fuyaient Kinshasa
par convois vers les zones rurales

Érythrée: en année de bonnes récoltes,
l'agriculture ne couvre que 50% des
besoins. Le reste dépend de l'aide
alimentaire

Angola: entre 1980 et 1990, chute de 30%
de la production agricole. Grave crise de la
faim, prévisible dès 1975

Mozambique: la désintégration sociale due
à la guerre conduit au maintien durable de
l'aide alimentaire, en dépit de bonnes récoltes

Pénurie pour causes climatiques
Pénurie pour causes économiques
Pénurie pour causes politiques
(régime politique, conflit...)



■ Enfants somaliens victimes de
malnutrition, en novembre 1992.

stabiliser la situation alimentaire (Liberia 1994). Peu utile et dissociée d'un redémarrage véritable de l'agriculture et des moyens d'accès aux biens alimentaires (infrastructures, mais surtout revenus), toute aide extérieure est de surcroît susceptible d'entraîner les donateurs dans une spirale d'interventions qui les amèneront à cautionner les agissements de certains acteurs (cf gouvernements soudanais, éthiopien ou somalien...).

Les guerres de la faim, un bel avenir. Qu'elles soient délibérées ou non, les guerres de la faim permettent d'étrangler des adversaires tout en alimentant les finances. En effet, vu la place accordée par les pays riches aux devoirs d'ingérence et devoirs humanitaires, elles sont des sources de revenus - ou d'économies de dépenses - non négligeables, accordées quasiment sans condition.

Dans le contexte actuel d'après guerre froide, qui s'accompagne souvent d'une baisse ou d'une conditionnalité des subsides internationaux, ce « produit d'appel » se développera sans doute puisque la communauté internationale y répond par une « subvention internationale croissante » (développement de son aide alimentaire).

• CAS DU SOUDAN

Le Soudan souligne l'effet pernicieux de l'aide internationale, qui participe au maintien de la faim, contrairement à ce que l'Occident veut souvent laisser croire. Malgré son isolement politique et sa dépendance économique, le régime a réussi à manipuler les pays donateurs pour accroître son contrôle sur les programmes d'aide et les utiliser à ses propres fins. Tout au long des années 80, les États-Unis, la Communauté européenne et les Nations unies ont rivalisé d'influence et multiplié les compromis pour décrocher les programmes d'aides les plus importants, conduisant à l'échec de la lutte contre la famine que selon toute logique le gouvernement seul aurait pu éviter. ●

Il suffit pour s'en convaincre de consulter la liste des abonnés de l'aide alimentaire, ceux pour qui le volume des aides représente au moins les trois quarts, voire dépasse le volume des importations (Rwanda, Éthiopie, Tchad, Soudan...). On peut aussi observer le cas de l'Éthiopie qui reçut en 1992 une aide céréalière neuf fois plus importante qu'en 1980, alors même qu'une progression de l'aide extérieure proportionnelle aux besoins aurait dû se traduire par une hausse d'à peine 10 %.



Civilisations et populations

Guerres de diasporas

Nées d'une catastrophe politique, les diasporas sont un défi aux lois des frontières. Peuvent-elles être à la source d'un conflit futur?

Le terme de diaspora vient du grec *speira*, qui signifie « disperser ». Le nom propre de Diaspora qui en est issu désigne, à l'origine, la dispersion du peuple juif à la suite de la destruction du deuxième temple de Jérusalem par les Romains, en 70 ap. J.-C.

Aujourd'hui, on emploie de manière générale le terme de diaspora pour désigner les minorités d'un pays qui appartiennent à un peuple vivant majoritairement dans un autre pays, et qui ont la volonté de perdurer en tant que groupe minoritaire, en transmettant leur héritage identitaire.

La dispersion du peuple fait souvent suite à une catastrophe, généralement d'origine politique.

Quelques exemples. Les Arméniens ont été déportés en 1913-1915 par les Turcs, qui craignaient une revendication d'autonomie. La diaspora chinoise, elle, s'est formée au XIX^e siècle, du fait de la misère de la population et de la famine, phénomène qui avait déjà été observé pour les Irlandais au XVIII^e siècle. Les Palestiniens et les Vietnamiens ont formé une diaspora après avoir vécu la guerre. La diaspora grecque est due à l'incorporation successive de la Grèce dans les Empires romain, byzantin, arabe et ottoman.

Critères d'une diaspora. Un peuple s'organisant en diaspora entretient une mémoire collective

qui crée un lien communautaire fort. Un groupe, minoritaire dans un pays étranger, veut conserver son identité et ne pas se diluer totalement dans son pays d'accueil. Pour une diaspora, la dispersion n'est pas la dilution, mais le refus, pour ses membres, d'être totalement assimilés (ce qui ne les empêche pas de s'intégrer, c'est-à-dire de participer à la vie nationale, sans se fondre tout à fait dans le pays hôte) est essentiel à la survie de la diaspora. Ce groupe est souvent mal perçu dans la société d'accueil et suscite des réactions de rejet. Il peut alors se créer un cercle vicieux : l'hostilité, ou les exactions dont est victime la diaspora va la conduire à développer plus encore une solidarité communautaire, voire un repli sur soi qui, à son tour, alimentera le sentiment de rejet.

Ces critères ne sont pas entièrement suffisants pour définir la diaspora. Il faut y ajouter une donnée essentielle qui est la notion de « réseau ». Elle donne un sens différent au lien unissant les membres de la diaspora et permet de la distinguer des communautés immigrées ordinaires.

Ainsi, les grands mouvements migratoires des XIX^e et XX^e siècles n'ont pas forcément créé de diasporas.

On ne parle pas de diasporas française, anglaise, italienne, espagnole ou portugaise, malgré l'émigration massive en provenance de ces pays au cours des deux siècles précédents.

Les diasporas, dont l'existence résulte de l'instabilité politique et de l'oppression, entretiennent un fort lien de solidarité pour compenser, ou prévenir, les effets de la répression qu'elles peuvent subir.

Cette organisation en réseau, comme tout phénomène organisé de la sorte, est favorisée par la mondialisation et le développement des technologies dans le domaine des télécommunications et des transports. Mais, en plus de bénéficier du phénomène de globalisation, la diaspora favorise à son tour ce mouvement, en apparaissant comme une véritable « société transnationale ».

Les communautés en exil entretiennent leur cohérence culturelle par des systèmes de réseaux (religieux, économiques, culturels, scolaires). Les diasporas sont généralement urbaines, à l'exception des Tsiganes, qui fondent leur identité sur le nomadisme.

Si les intérêts que défendent les diasporas ne se confondent pas systématiquement avec les intérêts du

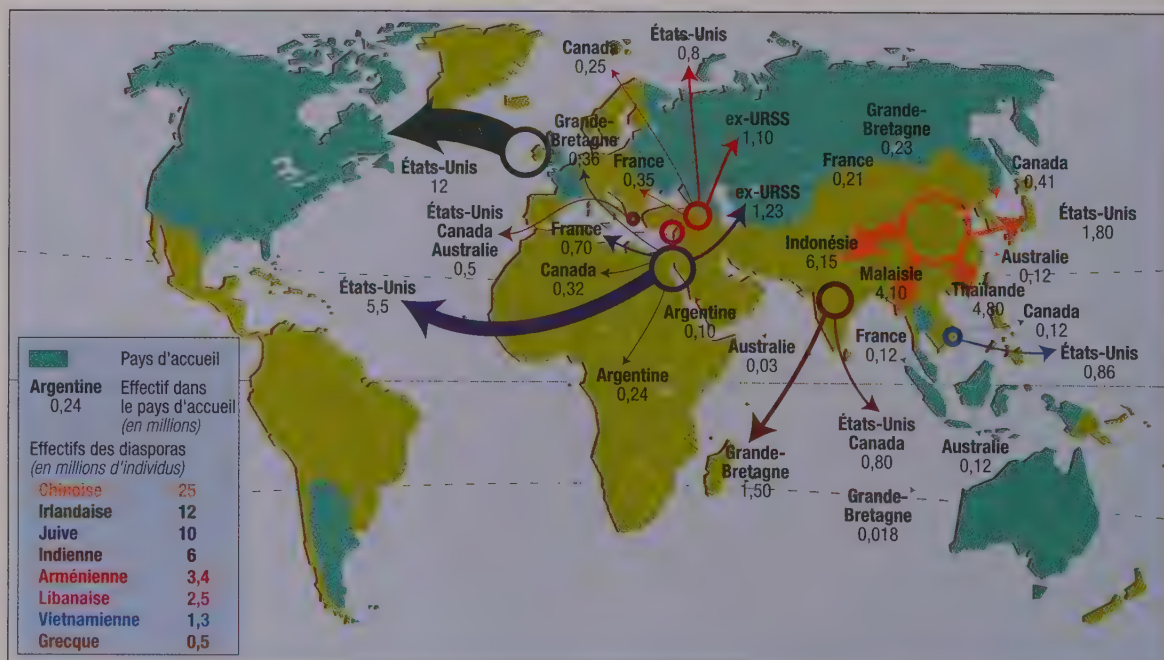
CRITÈRES D'UNE DIASPORA

- La dispersion de la population, généralement suite à une catastrophe.
- La mémoire collective, qui entretient un lien entre les membres de la communauté.
- La volonté de perdurer en tant que groupe minoritaire, de ne pas se diluer dans les pays d'accueil et de transmettre un héritage historique spécifique.
- Le facteur temps : la diaspora est un phénomène qui s'inscrit dans la durée.

pays d'origine (le cas général voulant qu'elles cherchent à peser dans le sens de leurs propres intérêts), il n'en demeure pas moins que la diaspora est de plus en plus perçue comme une possibilité, pour une Nation mère, de disposer d'un espace national élargi, d'un avant-poste multinational.

Difficultés d'intégration. Certaines diasporas, organisées et dynamiques, se sont constituées en véritables lobbies, réussissant ainsi à influencer les attitudes et aspirations de leur pays d'origine, tout autant que de leurs pays hôtes.

D'où l'idée, entretenue par certains, que leur loyauté est plus diri-



■ Chinatown, à San Francisco.



gée vers le pays d'origine ou vers leur communauté que vers le pays d'accueil.

Les diasporas surgissent ainsi dans le champ des relations internationales et pourraient devenir des interlocuteurs de plus en plus incontournables. En effet, par leur organisation transnationale, elles viennent ébranler la validité et la pertinence des frontières au sein desquelles les sociétés se sont constituées, conçues et réglementées. Le territoire, les frontières et la notion même d'État-Nation et de gouvernement d'un État, peuvent être perçues comme relatives par les diasporas.

Nationalisme. Ceci peut provoquer des réactions nationalistes qui prendraient les diasporas pour cibles. La volonté de conserver la mémoire collective peut être vue comme un refus d'assimilation, un manque de loyauté vis-à-vis de la

société hôte et, à l'extrême, une volonté de trahison.

En cas de crise politique ou économique, les diasporas peuvent rapidement être considérées comme des boucs émissaires. Le peuple juif a subi régulièrement ce sort en Europe. Hitler a conduit cette logique en le désignant comme un peuple inférieur, qui serait responsable des malheurs de l'Allemagne, et qu'il fallait exterminer. Les diasporas chinoises en Asie, libanaises en Afrique, représentant souvent les classes commerçantes — ce qui est dans la logique d'un peuple dispersé, donc mobile —, sont victimes d'exactions lorsqu'une crise économique sévit dans leur pays d'accueil : on les accuse d'en être à l'origine et de s'enrichir sur le dos de la population. Les autorités nationales ont tendance à ne pas les protéger suffisamment car elles préfèrent les voir subir la colère populaire plutôt que de voir celle-ci se retourner contre elles.

C'est pour cette raison que la communauté chinoise indonésienne a dû subir la destruction de ses biens, des pillages, meurtres et viols après la crise économique de 1998.

Lorsque les diasporas s'établissent dans un vide démographique (Australie, Canada, certaines régions d'Europe), elles peuvent être perçues à la fois comme une menace d'invasion — source de conflit possible — ou comme une possibilité de renouveau. Les plus puissantes constituent un trait d'union entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Ainsi, la politique américaine au Proche-Orient est influencée par le poids de la communauté juive. Les nombreux cubains établis en Floride pèsent énormément sur la politique de Washington vis-à-vis de Cuba. Le poids de la communauté polonaise aux États-Unis a beaucoup fait pour permettre l'adhésion de la Pologne à l'OTAN. La communauté arménienne en France suit de près l'attitude

de la France face à la Turquie. En Asie du Sud-Est, les Chinois de l'étranger sont une projection de la puissance commerciale de la Chine hors de ses frontières.

• LES DIFFÉRENTES DIASPORAS

Quelles sont les différentes diasporas recensées dans le monde ?

Gérard Chaliand et Jean-Paul Rageau, dans leur *Atlas des diasporas*, recensent huit grands mouvements diasporiques : Juifs, Arméniens, Libanais et, de façon moins nette, Chinois, Indiens, Grecs, Vietnamiens, Coréens et Irlandais, ces derniers étant surtout concentrés aux États-Unis.

On ne parle généralement pas de diaspora tsigane, peuple migrant par définition, et n'ayant pas d'idée précise de retour vers le lieu d'origine qu'est l'Inde. On ne considère pas non plus comme une diaspora le peuple noir, dispensé par la traite des Noirs, car il n'a pas maintenu de lien avec le lieu d'origine.



Société

Guerres des flux migratoires



■ Immigration clandestine à Gibraltar en octobre 1992.

Les flux migratoires concerneraient 3 habitants sur 100 de la planète.

Depuis les migrations de travail (65 millions de personnes renvoient dans leurs pays une épargne de 400 milliards de F chaque année, soit plus que le montant de l'Aide internationale au développement qui est de 300 milliards de F), jusqu'aux réfugiés (23 millions), en passant par les personnes déplacées à l'intérieur même de leur pays (27 millions).

Le développement de foyers de crises et d'inégalités laissent à penser que ces flux (migrations internes ou internationales) pourraient largement augmenter. Des craintes nombreuses s'expriment sur « l'anarchie à venir », sur un conflit majeur, au siècle prochain, provoqué par des migrations non maîtrisées. L'absence d'organisation mondiale représentant la population migrante exclut un affrontement général, qui ne saurait trouver d'adversaire. En revanche, une multitude de guerres plus ou moins larvées n'est pas exclue, à l'échelle des individus, des régions ou des États.

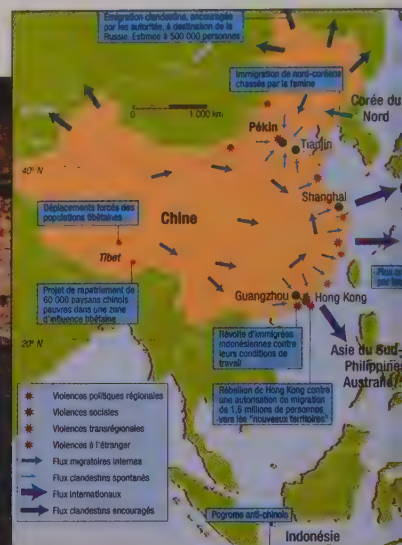
Des guerres de survie. Vu la pauvreté et les faibles capacités économiques du pays, l'émigration peut devenir un véritable secteur écono-

mique, comme aux Philippines. Dans ce contexte, l'immigration clandestine chinoise (120 000 illégaux seraient entrés dans l'archipel depuis 1996) provoque de vives tensions intercommunautaires, motivées tant par l'occupation d'emplois par des non-Philippines, que par le développement de trafics de marchandises.

Des guerres de compétitivité. Les migrations de cols blancs sont en nette croissance, certains pays redoublant d'efforts pour attirer une main d'œuvre très qualifiée générant de très forts bénéfices (Hong-Kong, accueillie en moyenne chaque année 50 000 nouveaux travailleurs hautement qualifiés, qui refusent actuellement un plan d'immigration de Pékin au sein duquel moins de 8 % des immigrants seraient hautement qualifiés). L'Australie accroît sa place dans la compétition avec les Nord-Américains : coût d'immigration moindre, politique offensive (près d'un nouvel immigrant sur trois est hautement qualifié). La compétitivité s'exerce aussi entre pays exportateurs de main d'œuvre, notamment en Asie.

Les risques de fuite des cerveaux sont, comme en Thaïlande, tels que certains parlent de mesures politiques pour prévenir des dommages trop importants, pour le pays d'origine comme pour le migrant (questions de reconnaissance de qualification, d'emploi à des postes appro-

priés). La croissance sans création d'emploi dans les pays industrialisés va rendre objectivement beaucoup plus difficile l'absorption de ces flux migratoires, constitués pour l'essentiel de jeunes demandeurs d'emploi (risques de ghettos, criminalisation des populations marginalisées, trafics en tous genres...). Certains pays, comme la Finlande ou l'Estonie, s'organisent pour enrayer un tel phénomène (création de forces ad hoc, de corps de garde-frontières). D'autres non, acceptant de devenir des zones privilégiées de transit, comme en Biélorussie.



Des guerres politiques. Jusqu'au milieu des années 80, les flux tenaient essentiellement à la croissance économique du monde développé et à ses besoins et capacités d'emploi. Depuis, ils sont devenus pour les différents acteurs politiques, un outil essentiel de diffusion, souvent intentionnelle, des crises nationales à l'échelon régional.

Résultat. Les flux migratoires forcés connaissent une forte hausse et près de 50 millions de personnes (la population de la France, il y a quelques années) errent hors de

• EFFETS DES FLUX MIGRATOIRES

Flux liés au développement de trafics organisés d'immigrants. Acteurs : réseaux de passeurs équipés. Modalités : industrie du faux-papier (cf. Lituanie), droits de passage. Conséquences régionales : la Lituanie, par exemple, est devenue un point de passage vers l'Ouest pour trafiquants de drogue et terroristes internationaux, notamment en provenance du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Chiffres : 2,6 millions de clandestins résidents dans les vingt-six États membres du Conseil de l'Europe. **Flux migratoires, éléments d'une stratégie de politique étrangère.** Exemples : au début des années 90, Israël déplace 11 % de la population libanaise du Sud vers la côte et Beyrouth (300 000 personnes en 72 h). But : « Provoquer l'exode vers le Liban Nord afin de faire pression sur le gouvernement de Beyrouth et semer le désordre parmi les combattants du Hezbollah. » Accueil par l'Iran de 2 millions de réfugiés afghans.

Flux, finalité même des conflits. Objectif d'homogénéisation culturelle ou de prévalence d'un groupe : sous couvert de nécessités économiques, ces flux forcés recueillent une certaine popularité, confortant le gouvernement en place et l'absolvant de son impuissance à assumer les conflits sociaux (comme en Malaisie ou au Sri-Lanka). Objectif : élimination des dissidents politiques et des « classes ennemies » par les régimes révolutionnaires (Cuba, Vietnam, Khmers rouges, Afghanistan). Chiffres : 25 millions de personnes concernées (au Soudan, 3 millions, soit 10 % de la population du pays). Lorsqu'ils prennent la forme de colonisation rampante et inéluctable, ces afflux favorisent, chez les autochtones devenus minoritaires, le développement d'un complexe obsidional et d'une xénophobie virulente, souvent entretenus ou exploités par les mouvements de lutte armée (en Asie comme ailleurs).



leur terre natale avec une complication : la diminution du nombre des terres d'asile dans le monde développé (États-Unis, Bahamas, Turquie) comme dans les pays en voie de développement (Bangladesh, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire).

Bouleversant la situation socio-politique des pays de départ, des pays d'accueil ou les relations entre ces deux types de pays, ces déplacements de populations (23 à 27 millions de réfugiés, 25 à 30 millions de déplacés) peuvent constituer, par leur ampleur, une menace à la stabilité internationale.

De fait, les migrants sont utilisés comme éléments de déstabilisation internationale : en tant qu'instruments d'action ou de pression dans les conflits interétatiques (ainsi des réfugiés afghans « utilisés » contre l'ex-URSS, ou des *freedom fighters* bengali contre le Pakistan), en tant que vecteurs d'acquisition d'une influence sur la politique étrangère du pays hôte, du fait de leur nombre (ainsi des Palestiniens implantés dans les Pays arabes), aussi en tant qu'acteurs entraînés indirectement dans les conflits nationaux ou régionaux des pays occidentaux : la désta-

bilisation des communautés de ressortissants de ces pays, à l'étranger, par le biais d'enlèvements ou d'assassinats largement médiatisés, oblige, en effet, les États à intervenir, voire à prendre position dans des conflits en marge desquels ils demeuraient jusque-là. Enfin, dans un contexte de récession économique, l'afflux de migrants souligne, voire amplifie, les problèmes économiques et sociaux du pays hôte, tandis que, dans le même temps, se développent des mouvements xénophobes.

• FLUX MIGRATOIRES ET INTERVENTIONS INTERNATIONALES

Les flux massifs de populations engendrent de plus en plus souvent des interventions internationales, fragilisantes pour les pays limitrophes (ébranlement de leur stabilité sociale ou économique). En outre, elles doivent affronter au moins trois problèmes majeurs :

- La désacralisation accrue de la frontière : la multiplication de *no man's land* frontaliers opacifie toute méthode de règlement dans ces régions.
- La définition des priorités : les appels à l'aide internationale (auprès du HCR) pour pallier les charges imposées par les déséquilibres démographiques se multiplient. Or l'ONU et le HCR souffrent d'une pénurie notoire de ressources, du fait de l'ampleur des demandes et de la baisse des contributions des donateurs (cf. aide au Soudan). Une définition des priorités entre les lieux d'intervention, les programmes humanitaires, l'évaluation et la gestion plus rigoureuse des besoins et des budgets, et une définition de la notion de réfugié (problèmes dans le cas des rapatriements dits « volontaires ») deviennent indispensables.
- La sécurité des personnels humanitaires : le saupoudrage à travers le monde des actions internationales à fort volet humanitaire, alors que le règlement diplomatique de la crise est en cours, constitue une menace pour les forces internationales elles-mêmes et pour les ressortissants, personnels humanitaires, résidents ou touristes, des États intervenant au nom de la communauté internationale (Yougoslavie...).

• LA CHINE : FLUX MIGRATOIRES, CRISES ET CONFLITS

Un cas d'école:

- Une scène où se déploient des flux migratoires internes : le nombre des ruraux errants en quête de moyens de subsistance y augmenterait de 20 % par an, en moyenne, et cette population flottante devrait avoisiner les 200 millions d'habitants en l'an 2000, soit l'équivalent de la population de l'Argentine et du Brésil réunis. Les personnes déplacées :
- Une source de flux migratoires internationaux : il s'agirait, pour le Canada par exemple, de la première source d'immigration ; l'Australie deviendrait le nouvel Eldorado des Chinois, les tarifs se révélant bien moins chers pour gagner cette île-continent ; l'Asie n'est pas oubliée (120 000 Chinois, par exemple, sont entrés clandestinement aux Philippines depuis 1996).
- Une destination pour des migrants d'autres nationalités, rejetés vers la Chine ou recherchant ce pays : en février dernier, on estimait

que 100 000 Nord-Coréens avaient déjà tenté de passer en Chine pour fuir la famine sévissant dans leur pays.

- Des flux migratoires spontanés, non maîtrisés par le gouvernement : en dépit des règles strictes, notamment celles limitant les déplacements de population, un habitant sur cinq, à Pékin, est enregistré dans une province tierce.
- Des flux clandestins encouragés par les autorités chinoises : un demi-million de Chinois se trouveraient ainsi de façon illégale en Russie. Selon certains experts, le nombre total de Chinois en Russie pourrait excéder 10 millions en 2010...
- Des flux organisés par certains acteurs nationaux ou transnationaux, tels que les triades : les trafics de migrants, vers les États-Unis par exemple, se développent depuis la fin des années 80, malgré le coût exorbitant du trajet (jusqu'à 50 000 dollars par passager), et souvent via le Canada.

Un théâtre de violences:

- Des violences politiques régionales internes : les politiques de déplacements forcés de population, au Tibet par exemple; du même ordre, les projets onusiens de rapatrier 60 000 fermiers chinois pauvres dans une zone d'influence traditionnellement tibétaine attisent des tensions déjà vives.
- Des violences sociales : à Hong-Kong, des immigrées indonésiennes se sont récemment révoltées contre leurs conditions de travail.
- Des violences transrégionales : Hong-Kong se rebelle contre l'autorisation donnée par Pékin à quelque 1,6 million de personnes du continent de migrer vers le « nouveau territoire ».
- Des foyers chinois à l'étranger, qui sont aussi le théâtre de violences : criminalité record dans nombre de *Chinatowns* ; à l'inverse, pogroms anti-chinois en Asie du Sud-Est (Indonésie, dernièrement).



Civilisations et populations

Guerres de religions

Lorsque l'on parle aujourd'hui de guerres de religions, on évoque principalement un conflit possible entre le monde musulman et le monde occidental.

Certes, en Irlande du Nord, le conflit peut être présenté comme l'opposition entre catholiques et protestants, ce qui ramène aux modèles des guerres de religions qu'a connues l'Europe aux XVI^e et XVII^e siècles. Certes, la guerre en ex-Yougoslavie a mis face à face catholiques croates et Serbes orthodoxes. On peut également trouver une dimension religieuse dans l'opposition Inde/Pakistan ou Israël/Pays arabes, mais, au début de XXI^e siècle, les commentaires à propos d'une guerre de religion évoquent surtout la crainte du monde occidental pour l'islamisme radical.

La peur de l'Islam. L'Islam fait peur car il est souvent associé au fondamentalisme. Il est non seulement perçu comme une contestation radicale de la domination occidentale sur la planète, mais également comme la critique des valeurs qui fondent ce monde occidental : démocratie, alternance politique, dialogue, statut de la femme, droits de l'homme....

La révolution iranienne de 1979, avec ses foules immenses proclamant leur haine des Américains, allant jusqu'à la prise en otage des diplomates de l'ambassade américaine, ce qui niait le plus ancien des principes acceptés par les relations internationales, à savoir le respect des représentants et envoyés des autres Nations — contribuait à dégrader l'image de l'Islam.

L'assassinat, par un extrémiste, du président Sadate coupable d'avoir

fait la paix avec Israël, la guerre du Liban et ses cortèges d'horreur et, là encore, la prise en otage de journalistes et diplomates occidentaux, le développement d'attentats terroristes en Europe, l'image de « fous de dieu » prêts à tout, y compris à sacrifier leur vie, tout ceci a contribué à forger l'image d'une opposition irréductible entre le monde occidental et le monde musulman.

Ce dernier est rapidement analysé comme obscurantiste et non démocratique pour ne pas dire dictatorial. Les islamistes sont perçus comme des terroristes s'ils sont dans l'opposition, et comme des dictateurs lorsqu'ils sont au pouvoir, appliquant une justice archaïque, rendant licite la lapidation ou l'amputation de ceux qui sont jugés coupables.

Les réminiscences des invasions arabes en Europe au VIII^e siècle, le souvenir, en France, de la guerre d'Algérie, nourrissent ces craintes. Pour beaucoup, le fondamentalisme musulman devient la menace principale à la paix globale et à la sécurité,

• PRINCIPALES RELIGIONS

- L'Église catholique s'est répandue avec les colonisations françaises, espagnole et portugaise. C'est la seule religion à disposer d'un État (le Vatican).
- Les Églises protestantes sont organisées en ensembles transnationaux et ne disposent pas d'un centre unique de pouvoir. Elles sont très influentes en Amérique du Nord, en Europe du Nord, dans le monde germanique, et les îles Britanniques et du Pacifique.
- L'orthodoxie (« conforme ou dogme ») est née de schisme d'Orient en 1054. Elle est présente dans le monde slave et les Balkans.

- L'Islam (« soumission » en arabe) s'étend depuis le XIII^e siècle. Né dans les Pays arabes, il le déborde largement. L'Indonésie, le Pakistan et le Bangladesh sont des pays musulmans, soit sunnites soit chi'ites.
- Les juifs disposent depuis 1948 d'un État mais ils restent quatre fois plus nombreux en dehors d'Israël.
- Le bouddhisme est présent en Asie mais suscite un mouvement de sympathie et de curiosité dans le monde occidental.
- La religion hindouiste reste concentrée en Inde et au Népal.

remplaçant la menace communiste, disparue après l'implosion de l'Union soviétique.

Un secrétaire général de l'OTAN, le Belge Willy Claes, a été jusqu'à déclarer, en 1993, à un journal allemand : « Le fondamentalisme islamique est aussi dangereux que l'était le communisme : le fondamentalisme et la démocratie ne peuvent pas être réconciliés, mais l'OTAN peut

contribuer à contrecarrer la menace que représente l'extrémisme islamique, car elle est beaucoup plus qu'une alliance militaire. »

Cette menace est d'autant plus grande que les dirigeants islamistes sont soupçonnés de ne pas partager la même rationalité que les occidentaux, contrairement aux Soviétiques qui raisonnaient selon les mêmes critères. Les attentats-suicides prouvent

• DJIHAD

Signifiant « effort sur le chemin de dieu », il est mis en pratique dans une guerre sainte, qui n'est pas menée contre des infidèles que Mahomet, au cours de sa vie, s'est employé à convertir. Le problème est que des versets du Coran donnent un sens différent à cette guerre (invitation à l'offensive, à la défensive, ou à la persuasion). Le Djihad est de l'ordre de l'obligation communautaire et non individuelle, tout croyant y étant tenu si l'Islam est attaqué. Quiconque meurt dans ce combat devient un *shahid*, un « témoin » assuré du salut éternel. Toute guerre contre des non musulmans ne peut cependant pas être tenue pour Djihad : il faut qu'elle soit motivée par des buts religieux. Ainsi, certains réformistes ont expliqué que la lutte armée n'est que l'un des aspects du Djihad. L'obligation de propager l'Islam passe donc par la prédication, mais la lutte est légitime si un pays résiste ou refuse. Compte tenu de la multiplication des autorités pouvant inviter à prendre les armes pour la défense ou la propagation de l'Islam, le Djihad est difficile à cerner.



■ Cet attentat à la voiture piégée, à Omagh, Irlande du Nord, tua 21 personnes.

que la pulsion de martyr est glorifiée et donc dangereuse, le recours au terrorisme, les appels au Djihad (guerre sainte) font peur. La volonté de certains pays musulmans de se doter d'armes de destruction massive (nucléaires, biologiques ou chimiques) et de missiles balistiques, dresse le spectre d'arsenaux nucléaires qui ne serviraient plus à la dissuasion, mais bien à la destruction de l'autre.

Radicalisme religieux. Mais le danger du radicalisme religieux ne concerne pas que les musulmans, même si leur contestation apparaît comme plus spectaculaire, parce qu'elle remet en cause l'état actuel d'un monde dominé par les occidentaux.

En Israël, de nombreux citoyens s'inquiètent de l'emprise croissante des religieux sur la vie quotidienne des citoyens. Ces extrémistes refusent le processus de paix avec les Pays arabes, ainsi que le principe de la restitution des territoires occupés illégalement par Israël depuis 1967 en échange de la paix, notamment avec les Palestiniens. Selon eux, ces territoires sont sacrés et appartiennent historiquement au peuple juif. Les plus extrémistes n'hésitent pas à prôner l'expulsion de tous les Palestiniens pour conserver la totalité des territoires. Ils n'hésitent pas à organiser des attentats contre ces derniers et ont été jusqu'à assassiner le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, cou-

pable à leurs yeux de dialoguer avec le leader palestinien, Yasser Arafat. Une partie de la société israélienne se mobilise par ailleurs contre ces intégristes, car elle n'accepte pas l'ordre moral que ceux-ci veulent lui imposer.

L'Islam radical. La menace qu'il fait peser sur le monde occidental doit être ramenée à sa juste mesure, pour une série de facteurs.

Le premier est l'extrême hétérogénéité du monde musulman. On voit mal le Pakistan, l'Indonésie très

liée à l'Occident, la Turquie membre de l'OTAN, l'Arabie saoudite, alliée fidèle des États-Unis, attaquer ensemble, ou avec d'autres pays, le monde occidental. S'il y a risque de conflit, c'est certainement plus entre pays musulmans, car les rivalités internes y sont fortes au-delà des proclamations d'unité. Le monde musulman est trop éclaté pour avoir un leader unique capable de fédérer l'ensemble.

Ces pays sont, par ailleurs, beaucoup plus faibles militairement que

les pays occidentaux. Seul le Pakistan possède un arsenal nucléaire rudimentaire, qui peut lui servir de force de dissuasion à l'encontre de l'Inde, mais avec lequel il serait incapable de menacer aucun pays occidental.

Même si de nombreux pays musulmans veulent se doter de missiles balistiques, ceux-ci restent de faible portée et en nombre très réduit. La guerre du Golfe a donné une idée de la disproportion entre l'arsenal irakien – dont l'armée était présentée bien à tort, avant le déclenchement du conflit, comme la quatrième du monde – et celui des États-Unis.

Enfin, l'islamisme radical est avant tout une menace pour les pays musulmans, comme l'extrémisme juif est une menace pour Israël.

Les conflits ne peuvent pas s'expliquer par le seul facteur religieux. Il peut y avoir des guerres entre peuples ou Nations appartenant à des religions différentes, de même qu'il y en a – plus nombreuses – opposant des peuples et des Nations croyant au même dieu.

Une guerre entre blocs religieux relève plus du fantasme que de la réalité. Les espaces religieux sont très souvent divisés et fragmentés (islam, chi'isme ou sunna, orthodoxie hellénique ou slave, catholicisme progressiste ou intégriste, etc.). En tant que telles, les religions ne sont pas le facteur majeur du déclenchement d'un conflit ; mais, ajoutées à d'autres rivalités (sociales, nationales, politiques, ethniques, économiques, etc.), elles peuvent contribuer au déclenchement du conflit.



■ Les réminiscences des invasions arabes en Europe au VIII^e siècle, le souvenir, en France, de la guerre d'Algérie, nourrissent les craintes envers le monde musulman.



Guérillas ethniques

Guerres de civilisations

Les guerres vont-elles opposer à l'avenir non plus les alliances ou les États entre eux mais les grandes civilisations qui se partagent la planète ?

Le politologue Samuel Huntington publiait, à l'été 1993, dans la prestigieuse revue américaine *Foreign Affairs*, un article qui allait faire grand bruit « The Clash of Civilisations », que l'on peut traduire par la guerre ou le choc des civilisations. Cet article proposait de fournir une grille de lecture des conflits futurs et allait être largement commenté dans le monde entier et susciter de nombreux débats.

Selon Samuel Huntington, à l'avenir, les guerres opposeront non plus les États ou les alliances d'États, mais les civilisations. Ces guerres seraient la prochaine phase d'évolution des conflits dans le monde moderne.

Conséquences des guerres de civilisations. Les différences entre civilisations ne sont pas seulement réelles, mais fondamentales. Elles sont le produit de siècles et de siècles d'histoire et ne sont donc pas appelées à disparaître. Elles sont encore plus graves que celles entre idéologies. Dans les conflits idéologiques, la question était : « De quel côté es-tu ? » Les gens pouvaient choisir leur camp et en changer.

Dans les conflits entre civilisations, la question est : « Qui es-tu ? » et les changements ne sont plus possibles. L'affrontement n'est plus seulement inévitable, il est, par ailleurs, impossible d'y mettre fin.

Une communauté mondiale ? Aujourd'hui, les questions stratégiques sont réglées par un directoire

composé des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Les affaires économiques par un autre directoire comprenant les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Les décisions prises à l'ONU ou au FMI sont le reflet des intérêts occidentaux et sont présentées comme étant l'expression de l'intérêt général. L'expression « communauté mondiale » est un leurre qui donne une légitimité globale aux intérêts occidentaux. Selon Huntington, l'axe central de la politique mondiale à l'avenir sera probablement l'affrontement entre le monde occidental et le reste du monde (*The West Versus The Rest*). Il existe une connexion militaire entre monde confucéen (Chine) et monde islamique qui lutte contre la domination du monde occidental. Ce dernier doit donc limiter l'expression militaire de ces deux mondes en renforçant sa propre coopération, au sein de l'OTAN, entre Américains et Européens, et incorporer l'Europe de l'Est et l'Amérique latine.

Huntington prend pour preuve de l'existence de cette connexion militaire confucéo-islamique les ventes d'armes chinoises à l'Irak, la Libye, l'Algérie et l'Iran, ou les ventes de la Corée du Nord à la Syrie et l'Iran. Cette explication semble un peu courte. Les ventes d'armes correspondent avant tout, pour ces pays, à un moyen de se procurer des devises et de faire vivre leur industrie militaire. Pour ce qui est des ventes d'armes aux pays du Proche-Orient, les États-Unis arrivent largement en tête sans que l'on parle pour autant d'une connexion civilisationnelle entre Washington et les pays arabes.

La réalité des guerres. La thèse d'Huntington est brillante, mais fautive. Elle a, certes, le mérite de mettre en lumière l'importance des facteurs culturels et religieux dans les relations internationales, mais cela avait déjà été fait auparavant.

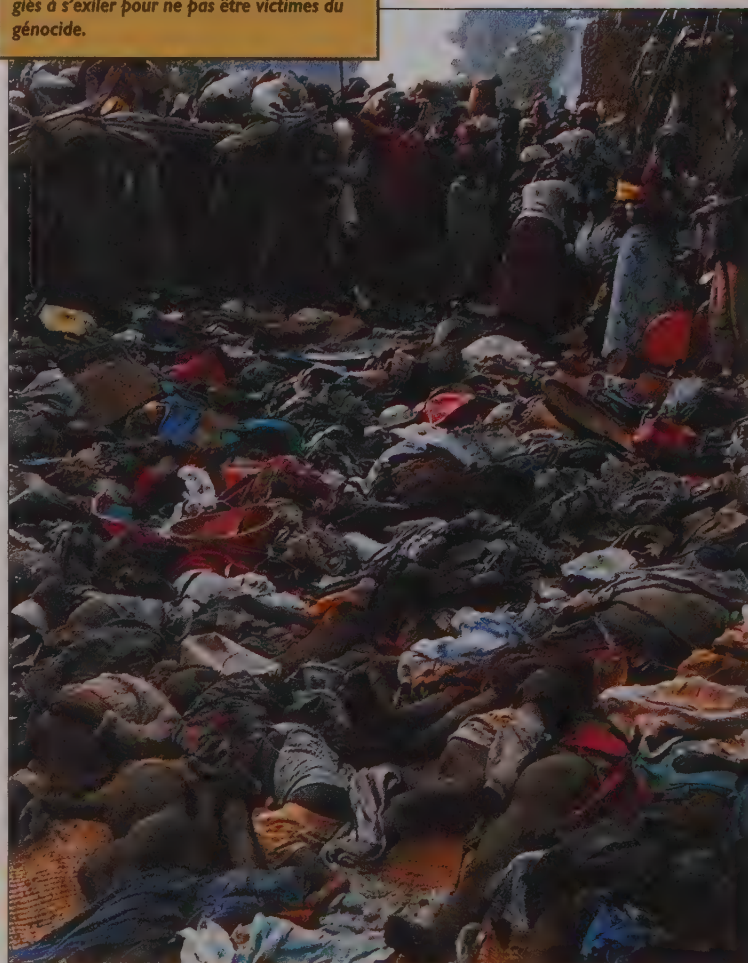
L'analyse de Huntington est conforme à une certaine vision des intérêts américains après la guerre froide : conserver la tête du monde

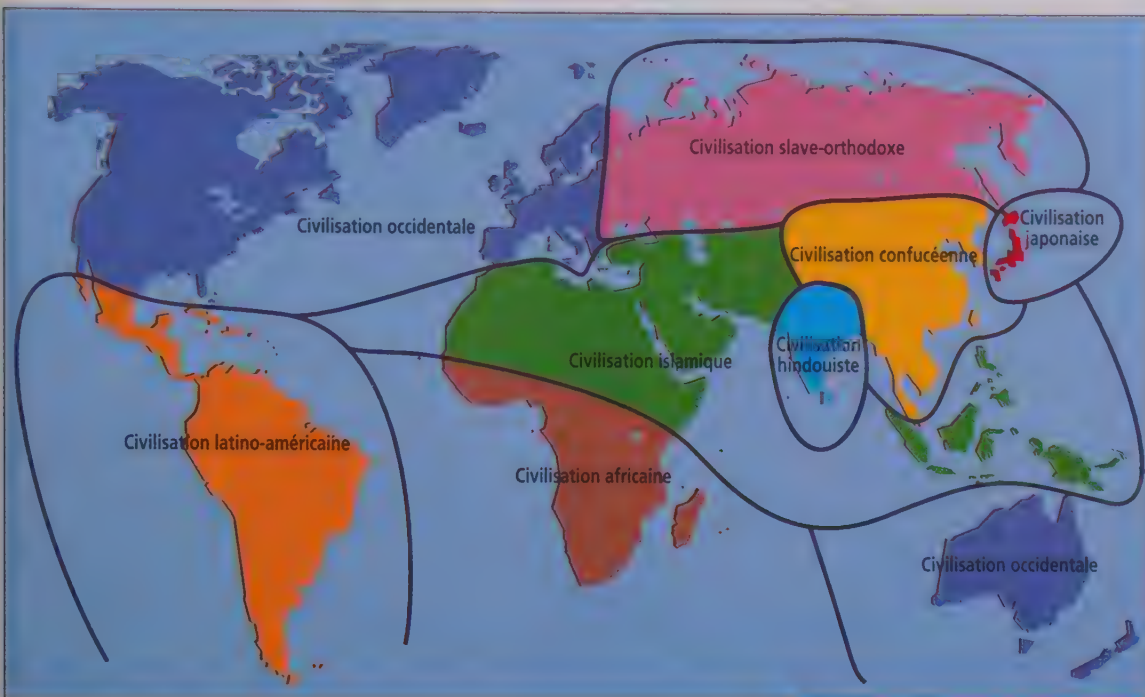
• DÉFINITION

Une civilisation est une identité culturelle. Elle se définit par des éléments objectifs (langue, religion, histoire, coutumes, institutions) et par des éléments subjectifs : l'auto-identification des personnes, la croyance et la volonté d'appartenir à cette civilisation. Cette dernière peut englober plusieurs États-Nations, comme la civilisation occidentale qui comprend une partie de l'Europe et l'Amérique du Nord, ou un seul comme c'est le cas du Japon. Elle peut inclure des sous-civilisations : l'Islam, composé des sous-civilisations arabe, turque et malaise ; la civilisation occidentale est partagée entre civilisation européenne et nord-américaine. Huntington en définit huit types : occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindoue, slave orthodoxe, latino-américaine et africaine. Elles sont le fruit de l'histoire et ont été façonnées par les siècles.



■ La guerre la plus sanglante de la décennie a opposé les peuples Hutu et Tutsi du même pays, le Rwanda, forçant des milliers de réfugiés à s'exiler pour ne pas être victimes du génocide.





• YUGOSLAVIE

pour exterminer 600 000 Serbes. La frontière entre Croates et Serbes n'était-elle pas déjà celle séparant l'Empire romain d'Occident de l'Empire romain d'Orient ? Aussi, pour Huntington, de même que la guerre d'Espagne de 1936 était annonciatrice de la Seconde Guerre mondiale en impliquant fascisme, démocraties libérales et communistes, la guerre en Bosnie est annonciatrice des guerres de civilisations. Pourtant, même cet exemple emblématique ne convainc pas totalement : Serbes et Croates ont la même langue, des traditions proches et sont tous slaves. La guerre qui les oppose est sans doute un moment de leur histoire, mais n'est pas nécessairement la préfiguration de leur avenir. Ils peuvent tout à fait se réconcilier comme l'ont fait Allemands et Français après la guerre. ●

libre en l'élargissant à l'Europe de l'Est, tout en montrant une alliance dominante avec les Européens de l'Ouest et les Latino-Américains, et empêcher l'émergence de puissances contestataires en Asie et au Proche-Orient. Elle ne correspond cependant pas à l'examen de la réalité des guerres qui se déroulent actuellement. La grande majorité a lieu non pas entre les civilisations mais à l'intérieur de celles-ci, comme par exemple la guerre du Golfe, qui était au départ une guerre entre deux pays arabes : l'Irak et le Koweït.

Au cours des conflits, l'Irak a dû affronter une coalition qui réunissait les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, mais aussi l'Arabie saoudite, la Syrie (qui appartiennent à la même civilisation que les Irakiens) et le Sénégal.

La guerre la plus sanglante de la décennie a opposé les peuples Hutu et Tutsi du même pays : le Rwanda. L'une des plus grandes menaces de conflit à l'heure actuelle concerne la Corée du Nord et la Corée du Sud qui, à l'évidence, appartiennent à la même civilisation. La quasi-totalité des conflits actuels sont des guerres civiles, qui sont dès lors très difficilement présentables comme des guerres de civilisation. Les conflits entre États opposent l'Érythrée à l'Éthiopie, deux pays africains. On peut également reprocher à Huntington une théorie trop déterministe. L'affrontement est inéluctable, il faut s'y préparer. Mais, à agir ainsi, n'y a-t-il pas un risque d'aider à réaliser ce que l'on affirme craindre ? La thèse de civilisations se groupant

en blocs semble peut crédible. Si les États-Unis ont bien la vocation affirmée de dominer la civilisation occidentale, on voit mal quel serait le leader du monde musulman. Les civilisations ont-elles, enfin, la capacité d'agir comme des acteurs autonomes, à l'instar des États ? Qui est en mesure de les représenter sur la scène internationale, ou d'agir en leur nom ? On voit bien les limites

La guerre en ex-Yougoslavie, qui éclate en juillet 1991, semble être l'illustration parfaite de la thèse des guerres entre civilisations. En effet, elle oppose les Serbes (orthodoxes), les Croates (catholiques et se voulant occidentaux) et les Bosniaques (musulmans). Tous ces peuples vivaient paisiblement ensemble sous le régime de Tito qui avait voulu effacer le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, où les Croates s'étaient alliés à Hitler



■ La guerre du Golfe était au départ une guerre entre l'Irak et le Koweït, deux pays arabes.



Civilisations et populations

Guerres de sécession

La prolifération des États pourrait s'avérer bien plus dangereuse que la prolifération des armes de destruction massive.

Le nombre des États a tendance à augmenter à une allure qui peut paraître vertigineuse. Une véritable force centrifuge semble s'exercer sur la planète, tendant à la fragmentation des États constitués.

Le xx^e siècle a été témoin d'une diminution du nombre d'États – sauf en Amérique latine – du fait de la généralisation de l'expansion coloniale et des unifications italienne et allemande. Le xx^e siècle a renversé la tendance : de la chute des Empires ottoman et austro-hongrois à l'issue de la Première Guerre mondiale et du mouvement de la décolonisation après la Seconde, il a résulté une incroyable augmentation du nombre d'États. Le nombre de membres des Nations unies a triplé entre 1945 et les années 80. Depuis le début des années 90, le mouvement s'est amplifié.

La constitution des États. Les États se sont souvent constitués au fil des guerres. Le nombre d'entités politiques en Europe est ainsi passé de près de 500 en l'an 1500 à quelques dizaines au début du xx^e siècle, la plupart d'entre elles ayant été absorbées de force par de plus vastes ensembles. Aujourd'hui, le processus est inversé : les guerres résultent non plus de l'unification d'États, mais de leur démantèlement ; non plus de la volonté de construire de grands empires, mais d'une balkanisation du monde. Le sécessionnisme est, de nos jours, la menace la plus sérieuse contre la paix. On le voit aujourd'hui à travers

l'exemple du Kosovo en Europe. La peur de voir le Kosovo devenir indépendant a amené les Serbes à mettre en place une répression qui a conduit à la guerre.

Déjà, en 1991, ce sont les sécessions de la Slovaquie, puis de la Croatie et de la Bosnie, qui avaient amené la guerre en ex-Yougoslavie.

L'affirmation d'une identité. Les sécessions n'ont rien à voir avec les guerres d'indépendance. Certes, les deux ont en commun l'affirmation d'une identité souvent niée au sein d'un ensemble étatique plus vaste. Pourtant, la motivation principale des sécessions n'est pas toujours la défense d'une identité menacée. C'est également la volonté de se séparer des « autres » et de profiter seuls des richesses du pays, jusqu'alors « indûment partagées ». Il y a, certes, encore des nations opprimées. Mais, dans la plupart des cas, les racines des aspirations sécessionnistes ne proviennent pas du désir effréné de liberté, mais plutôt de la conviction que, les temps étant durs, la prospérité est plus facile à retrouver au sein d'une petite entité que perdue dans l'immensité d'un ensemble plus vaste. C'est ce qui a conduit les Slovaques à vouloir quitter la fédération yougoslave. Le démantèlement de l'URSS s'explique en grande partie par le souci des Slaves de ne plus porter le fardeau des républiques d'Asie centrale.

Démantèlement. L'émiettement est global et dépasse les clivages Nord/Sud ou Est/Ouest. Il est spectaculaire dans les fédérations multinationales qu'étaient l'Empire soviétique et l'ex-Yougoslavie. Mais la tendance désintégratrice touche aussi l'Afrique, où le principe sage et réaliste de la préservation des frontières héritées de la colonisation a cédé une première fois avec la reconnaissance de l'Érythrée en 1993, et pourrait plier de nouveau devant les tensions ethniques et politiques en Somalie, en Angola, au

Liberia, à Djibouti, ainsi que dans une dizaine d'autres États.

Il est probable que dans les années à venir, la déferlante de la prolifération étatique se renforce encore et s'abatte sur certains pays considérés, encore aujourd'hui, comme incontestablement unis. Le plus grand d'entre eux, la Chine, pourrait s'avérer moins monolithique qu'on ne pense. Ses provinces périphériques aspirent depuis longtemps à l'indépendance, et même dans les régions Han, les réformes économiques pourraient susciter un enthousiasme séparatiste. L'Inde subit aussi de fortes pressions sécessionnistes. À la frontière pakistanaise, les Sikhs militent pour la création d'un Khalistan indépendant et, au Cachemire, le gouvernement indien doit faire face à un mouvement séparatiste islamique. L'Indonésie, avec ses 18 000 îles et ses millions d'habitants – dont 500 groupes ethniques – pourrait être un sérieux candidat à la sécession.

En Russie, les mouvements sécessionnistes sont loin de ne concerner que la Tchétchénie. Si, dans ce dernier cas, les considérations ethniques l'emportent sur les autres motivations, la situation est tout autre dans le reste de la fédération. Par exemple, la république de Touva, à la frontière mongole, s'est arrogé le droit d'assurer sa défense territoriale, de même le Tatarstan et le Bachkortostan ont signé des traités d'amitié et de coopération avec l'Abkhazie, une région autonome

d'Ukraine, elle-même l'un des États successeur de l'URSS.

En Italie du Nord, la Ligue lombarde s'est rendue populaire en faisant miroiter la possibilité de se séparer du Sud du pays, si coûteux et improductif. Au xix^e siècle, l'unité italienne, qui mit fin aux douloureuses divisions de la péninsule, avait été accueillie comme un facteur de développement et un moyen d'acquiescer un statut plus élevé sur la scène internationale. En Espagne, c'est dans les deux régions les plus aisées et industrialisées du pays que le nationalisme régional est le plus fort. Les revendications catalanes et basques sont, en fait, moins adressées à Madrid qu'aux régions pauvres comme l'Andalousie, la Galice ou les Asturies – dans lesquelles les sentiments nationalistes sont faibles.

Conséquences civiles. Le facteur désintégrateur qui agit sur les individus (les riches sont de moins en moins solidaires des pauvres) concerne aussi les peuples. L'appât du gain, la course vers la prospérité et la poursuite débridée des biens de consommation, semblent être devenus le nouveau moteur de l'histoire.

La gloire, la fierté nationale, le bien-être collectif, l'intérêt commun, la volonté de puissance, cèdent la place aux considérations matérielles, même si de temps à autre certains mouvements sem-

• PNB DE LA FRANCE ET DE SES DÉPENDANCES

A lors que les tendances aux sécessions se multiplient, curieusement, des mouvements indépendantistes sont en train de s'essouffler dans des situations qui auraient autrefois été qualifiées de coloniales.

Les habitants de Guadeloupe et de Martinique savent apprécier la comparaison de leur PNB annuel par habitant (respectivement 8 400 \$ et 9 500 \$) avec celui des îles souveraines avoisinantes (le revenu annuel à Sainte-Lucie est de 1 980 \$ par habitant ; en République domi-

nicaine, il s'élève à 800 \$). De même, le PNB par habitant de la Guyane française est de 9 000 \$ par an ; celui du territoire indépendant qui la côtoie, le Surinam, ne dépasse pas 3 500 \$. Et, alors que les Français vivant à la Réunion ont un revenu annuel moyen de 8 500 \$, leurs voisins de l'île Maurice doivent se contenter de 2 400 \$. C'est ce qui explique pourquoi, à l'été 1997, une des îles de l'archipel des Comores a voulu être rattachée à la France.

• RÉUNIFICATION DES DEUX CORÉE

Face au précédent de l'unification allemande, dont le coût exorbitant a marqué les esprits, les Coréens du Sud ont renoncé à une réunification rapide de la péninsule, bien qu'elle fasse toujours partie des priorités officielles. L'argument avancé est imparable : si l'opulente Allemagne de l'Ouest a tant de difficultés à digérer sa moitié de l'Est, comment la Corée du Sud, qui joue de justesse dans la même cour que la RFA en matière économique, pourra-t-elle se relever de sa fusion avec la Corée du Nord, cette dernière étant encore plus sclérosée que ne l'était la RDA ?

La situation économique catastrophique de la Corée du Nord est devenue la principale raison pour laquelle la Corée du Sud ne veut plus de réunification. Les raisons économiques l'emportent sur les raisons politiques.



blent reprendre l'étendard ; il ne s'agit pourtant que d'un écran de fumée. Bien souvent, le nationalisme et la proximité culturelle ne sont utilisés que pour mieux masquer l'intérêt économique à court terme.

Parfois, la majorité cherche à se débarrasser d'une minorité jugée improductive ; dans d'autres cas,

c'est la minorité qui espère améliorer son sort en quittant l'indigente majorité. Dans les deux cas, la solution passe par la critique des indésirables, et la formulation de l'espoir de mener une vie plus confortable une fois la cohabitation terminée.

Quand un groupe culturel ou ethnique commence à faire remarquer

que le pays repose sur ses épaules, il y a fort à parier qu'un mouvement sécessionniste se prépare. Mais, si la sécession peut parfois se dérouler pacifiquement (exemple de la Tchécoslovaquie), elle peut aussi déboucher sur des guerres civiles terribles (exemple de la Yougoslavie).

On estime à 5 000 le nombre des

peuples et ethnies dans le monde. On voit combien il serait difficile de gérer la planète si chacun d'eux disposait d'un État. Il importe de renforcer le concept d'État-Nation où chacun, quelles que soient ses origines, peut vivre en bonne harmonie et en pleine liberté.

■ Les groupes paramilitaires protestants et de groupements républicains tels que l'IRA provisoire (Provisional Irish Republican Army), l'organisation républicaine la plus puissante et la plus redoutée d'Irlande a pour but d'obtenir une réunification rapide de l'Eire et de l'Ulster par la lutte armée.



Société

Guerre du football

CHRONOLOGIE

1863

• 1^{re} règlement de la Football Association.

1872

• Fondation du Havre Athletic Club, 1^{er} club professionnel français.

1904

• Création de la Football International Federation Association (FIFA).

1930

• 1^{re} Coupe du monde en Uruguay, 13 équipes y participent sans avoir besoin de se qualifier, 9 sud-américaines et 4 européennes.

1934

• L'Italie organise et gagne la 2^e Coupe du monde. Le régime de Mussolini voit dans la victoire italienne la preuve de la supériorité du régime fasciste.

• 1^{er} reportage radiophonique en direct.

1969

• Guerre du football entre le Salvador et le Honduras.

1992

• La Yougoslavie est exclue du championnat d'Europe des nations à cause de la guerre sur le territoire de Bosnie.

1998

• Coupe du monde en France, 32 équipes y participent. L'Océanie – du fait de l'élimination de l'Australie par l'Iran en match de barrage – est le seul continent à n'être pas représenté.

2002

1^{re} Coupe du monde organisée en Asie, conjointement en Corée du Sud (pour la première fois) et au Japon.

Le football est devenu l'un des symboles les plus rassembleurs dans de nombreux États. Cela pourrait-il conduire à voir des guerres éclater à l'occasion de compétitions internationales ?

Le football est certainement l'une des incarnations les plus significatives de la nation. Il est à la fois son image, et à son image. La composition d'une équipe nationale est le reflet de la politique coloniale, d'immigration et de nationalité d'un État des XIX^e et XX^e siècles.

Lors de la Coupe du monde 1974, un journaliste allemand a noté dans les visages des joueurs brésiliens « toutes les nuances que l'ajout de gouttes de lait peut produire dans une tasse de café noir », rendant ainsi compte à la fois du métissage et de l'absence de discrimination au sein de la société brésilienne.

L'équipe de France est le symbole le plus achevé de la politique d'intégration avec Kopa, Platini et Tigana hier, Karembou, Desailly, Lama et Thuram aujourd'hui. À l'inverse, la composition de l'équipe allemande montre les tendances restrictives d'une politique de la nationalité fondée sur le droit du sang, avec une quasi-exclusivité des patronymes à consonance germanique.

En Afrique du Sud, le football est le symbole de la réconciliation nationale après le démantèlement de l'apartheid.

En Iran, il réunit tous ceux, notamment jeunes et femmes, qui veulent desserrer l'étau d'un régime trop rigide. Et la participation obtenue *in extremis* de l'équipe d'Iran au

Mondial 1998 – après vingt ans de non-participation – a été le signe de la réintégration progressive de ce pays au sein de la communauté internationale.

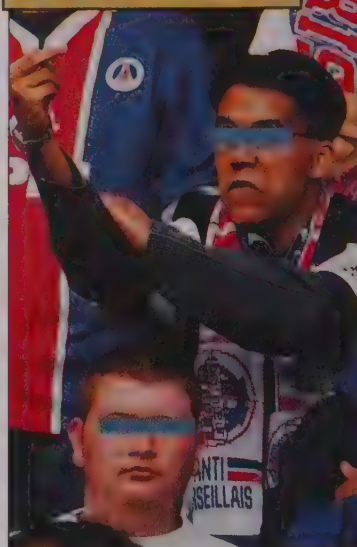
Identité nationale. Mais plus marquante encore est l'importance du football dans la constitution de l'identité nationale. En Europe, l'implosion de l'URSS et de la Yougoslavie a eu pour effet la multiplication des États. Parmi les premières manifestations de volonté des nouveaux États indépendants figurait la demande d'adhésion à la FIFA, comme si la définition de l'État ne se limitait plus aux trois éléments traditionnels : un territoire, une population, un gouvernement. Il apparaissait qu'il fallait en ajouter un quatrième : une équipe nationale de football, laissant penser que l'indépendance nationale se caractérisait par la possibilité de défendre ses frontières, de battre monnaie et de disputer des épreuves internationales de football.

Mais l'équipe nationale n'a pas été le simple résultat de la création d'un État. Pour de jeunes États, où le sentiment national était fragile ou se sentait menacé, sa solidification a été, plus qu'on ne le croit, aidée par le football, qui a servi de fédérateur à une communauté souvent traumatisée par la guerre. L'équipe nationale incarne, de façon plus saisissante qu'un siège à l'ONU, l'existence de l'État.

Les nations se réuniront toujours autour de leur équipe, symbole de leur unité et porte-drapeau de leurs valeurs. Partout dans le monde, les matches de l'équipe nationale continueront de fédérer les citoyens. Si l'attachement à la nation est un référendum quotidien, les compétitions internationales permettent d'organiser régulièrement des référendums de 90 minutes.

En 1996, avant la demi-finale du championnat d'Europe des nations devant opposer le Royaume-Uni à l'Allemagne, le *Times* titrait : « Le football, continuation de la guerre par d'autres moyens ? » Pour certains, la cause est entendue : le foot-

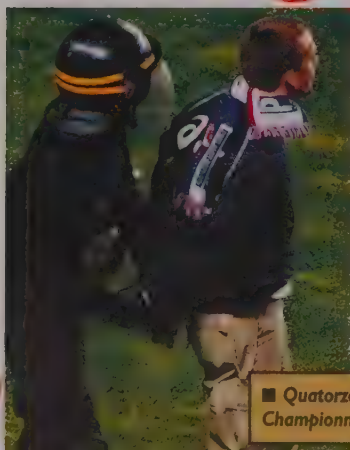
■ Le football est devenu un substitut légal et même parfaitement admis aux conflits d'antan.



ball vient souffler sur les braises des passions nationales, il est belligène, comme l'a montré la guerre du football entre le Honduras et le Salvador en 1969. D'autres avançant, à l'inverse, que le football permet d'éviter les guerres, réservant l'affrontement au niveau symbolique dans les stades. Par effet de sublima-

• GUERRE ARMÉE

Honduras et Salvador avaient à s'affronter pour les matches qualificatifs de la Coupe du monde qui était organisée chez les voisins mexicains en 1970. Battu 1 à 0 au match aller, le Salvador gagne le retour dans une ambiance tellement hostile que l'équipe du Honduras doit être accompagnée au stade dans des blindés. Des milices armées expulsent les paysans salvadoriens installés au Honduras. Le Salvador rompt ses relations diplomatiques. Le Salvador emporte, le 29 juin 1969, la belle. De nouveaux massacres de paysans salvadoriens ont lieu au Honduras. Le Salvador attaque ce dernier le 14 juillet, la guerre durera quatre jours. Le football a fourni l'étincelle de la guerre, mais le baril de poudre déclenchant préexistait. Faiblement peuplé, le Honduras vivait mal le fait que 300 000 Salvadoriens se soient établis sur son territoire. Les relations entre les deux pays étaient exécrables.



■ Quatorze Parisiens furent arrêtés lors de la rencontre de Championnat de France entre l'OM et le PSG du 4 mai 1999, à Paris.



tion, il évite les conflits, et si les rencontres sur le terrain sont parfois rudes, c'est justement parce que la guerre est désormais interdite entre les États. Le football est devenu un substitut légal et même parfaitement admis aux conflits d'antan. Sans en être la cause, le football peut être le signe avant-coureur d'un

conflit à venir, comme on l'a vu en Yougoslavie.

Réconciliation. Mais le football peut aussi permettre, grâce à sa force symbolique, des réconciliations. Joao Havelange, le président de la FIFA, déclarait, avant la Coupe du monde 1998 : « Il y a un projet qui n'a pas

abouti, mais que j'espère concrétiser. Ce serait un match entre les sélections de Palestine et d'Israël. » C'est également dans le but de réconcilier le Japon et la Corée du Sud, dont les relations sont historiquement difficiles, ainsi que pour faciliter la réunification de la Corée, que Joao Havelange a fait en sorte que la Coupe

du monde 2002 soit attribuée au Japon et à la Corée du Sud. Le football n'est pourtant qu'un reflet, son caractère spectaculaire ne doit pas faire illusion. Un match de football ne déclenche pas de conflit entre des pays qui entretiennent de bonnes relations, ni n'apportera la paix à des États qui veulent en découdre. ●



■ Ce match (Iran-États-Unis), lors de la Coupe du monde 1998, a constitué un symbole du rapprochement entre les deux pays.

• PHÉNOMÈNE MONDIAL

Sport universel, le football est l'exemple le plus accompli de la mondialisation. Le football n'a pas de frontière, et est plus largement répandu que la démocratie et l'économie de marché, tout en étant très populaire auprès des peuples. L'ONU a moins de membres que la FIFA, avec 186 contre 198. Cette dernière a d'ailleurs réussi là où la première a échoué, en faisant siéger ensemble la Chine populaire et Taïwan, que Pékin considère toujours comme une province renégate.

Parti du Royaume-Uni avant de gagner l'Europe et l'Amérique du Sud, le football est aujourd'hui réellement mondial. Il est même devenu l'un des symboles les plus marquants de la mondialisation si, par ce terme, on entend l'accroissement des échanges, la suppression des frontières et des distances par le développement des moyens de communication. ●



Société

Guerre urbaine

Les guerres de demain naîtront probablement dans les villes. L'urbanisation massive est l'un des phénomènes les plus frappants du xx^e siècle.

Autrefois, la ville protégeait ceux qui y vivaient, on s'y réfugiait. L'urbanité était synonyme de civilisation et de tranquillité. Aujourd'hui, les mégapoles sont devenues des milieux de plus en plus hostiles à ceux qui y vivent. Les villes géantes sont devenues belligères.

Dépourvues de réelles infrastructures, les mégapoles des pays en voie de développement compte de 20 à 50 % de taudis et bidonvilles. Les rapports de l'ONU ou d'organisations humanitaires les décrivent comme des « immensités urbaines à l'état sauvage », voire des « jungles urbaines ». On parle de mégapoles pour désigner les villes de plusieurs millions d'habitants ou pour un ensemble de villes importantes et

voisines qui entretiennent des rapports fonctionnels étroits. La mégapole attire parce qu'elle est censée procurer emploi, sécurité, logement, alimentation, soins médicaux et protection. Incapables de satisfaire ces besoins, les villes génèrent insatisfactions et rancœurs et, faisant cohabiter bidonvilles et quartiers riches, opulents et miséreux, créent des réactions de violence et de désespoir. Les villes concentrent souvent l'essentiel des richesses du pays

(Lima compte 85 % de la richesse péruvienne) en rassemblant pouvoirs politiques et administratifs, services financiers et industriels, sièges des grandes entreprises et universités.

Ces richesses y attirent, par l'exode rural, les autres habitants du pays. Mais ils vont y trouver misère et précarité, sans pouvoir accéder aux soins médicaux, à l'eau potable, ou au logement. La pollution y est extrêmement développée. Toutes ces réalités vont entraîner la multi-

plication de comportements illégaux et constituer un vivier pour le banditisme, le fanatisme politique ou religieux, et les sectes. Les mafias, faces à l'impuissance de l'État, y font régner leur ordre, parfois après de sanglantes opérations de prises de contrôle de certains quartiers ou zones par des bandes armées.

L'anarchie côtoie alors l'ordre occulté de la mafia et les mégapoles ressemblent à de grands bateaux incontrôlables.



■ Violences entre gangs rivaux à Los Angeles, Californie, 1992.



• VERS UNE EXTENSION DES GUERRES URBAINES

Le colonel Bosse de l'US Army affirme : « Traditionnellement, la guerre urbaine est une chose que nous avons le plus souvent possible cherché à éviter, mais la majorité des études tend à prouver que nous y serons de plus en plus confrontés. » Les forces armées américaines étudient attentivement le milieu urbain ; elles estiment notamment que la fermeture de leurs bases à l'étranger les contraint à utiliser des ports et aéroports situés à proximité des agglomérations. Par ailleurs, les militaires américains considèrent que leurs futurs ennemis ne pouvant prendre l'avantage en terrain ouvert, choisiront le milieu urbain pour contrer l'avancée technologique américaine. Les émeutes de Los Angeles, l'échec américain de Mogadiscio et la déroute des forces russes

dans Grozny ont montré la complexité des opérations militaires ou policières en milieu urbain qui doivent repenser totalement la doctrine, la tactique, ainsi que l'équipement. Les acteurs de la guerre en ville sont très diversifiés : forces armées, forces de sécurité et paramilitaires, forces de police, milices privées, gangs, terroristes, bandes armées. L'action terroriste porte ses attaques au cœur des villes et les récents attentats témoignent du rôle de cible joué par les agglomérations sur l'ensemble de la planète : New York, Paris, Londres, Tokyo, Le Caire, Bogota, Karachi. Au-delà de l'aspect symbolique des villes frappées, les groupes terroristes visent également, à travers les mégapoles occidentales, les centres de décision politiques et financiers.

• SITUATION DES MÉGALOPOLES

Les mégapoles, villes de plus de 5 millions d'habitants, peuvent être situées dans des États peuplés, comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Indonésie qui comptent à eux seuls neuf des plus grandes agglomérations mondiales sur vingt.

Mais des villes de plus de 5 millions d'habitants peuvent aussi être dans des États moyens (Hong-Kong, Singapour). Taïpeh, avec 7 millions d'habitants, rassemble le tiers de la population de l'État de Taïwan. Séoul regroupe les 2/5 de la population sud-coréenne.

• NOUVEAUX LIEUX DE GUERRE

Autrefois, les guerres se passaient en dehors des villes et les soldats partaient en campagne. Demain, comme aujourd'hui, les guerres auront lieu dans les villes où se trouvent le pouvoir et la richesse. Au Liban, en ex-Yougoslavie, en Somalie, dans tous les grands conflits des années 90, les combats ont

pour objet de contrôler la ville, les aéroports, les ports, les centres de communication par où transitent les richesses. La concentration des richesses dans les villes, l'effacement des guerres entre États au profit de guerres civiles sont deux facteurs qui conduisent à faire de la ville le lieu des guerres de demain.

Guérillas ethniques

Etats-Unis/Pays musulmans

Les États-Unis, qui placent le terrorisme proche-oriental au premier rang de leurs préoccupations sécuritaires, vont-ils devoir affronter un jour la coalition des pays musulmans ?

Les relations entre les États-Unis et le monde musulman sont, en fait, très complexes et remplies de contradictions.

Manifestants arabes brûlant une effigie de l'oncle Sam devant l'ambassade des États-Unis, en Iran.



D'un côté, les opinions publiques musulmanes, et principalement arabes, reprochent aux États-Unis d'être trop liés à Israël, d'avoir été à ses côtés dans toutes les guerres qui l'ont opposé à ses voisins, de lui fournir des aides économiques et militaires considérables, et de ne pas faire pression sur le gouvernement israélien pour la restitution des territoires palestiniens occupés depuis 1967, ou l'amélioration du sort de la population palestinienne.

Ils déplorent que, prompts à punir le non respect du droit international par l'Irak lorsque ce dernier a envahi le Koweït, les États-Unis protègent Israël qui, lui aussi, occupe illégalement la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Alliance États-Unis/pays musulmans. D'un autre côté, les États-Unis sont également alliés à de nombreux pays musulmans, l'Arabie saoudite ainsi que les monarchies du golfe Arabo-Persique faisant appel au pays pour équiper leurs armées. Sur les quinze pays musulmans les plus peuplés, les États-Unis ont des relations stables et étroites avec la majorité d'entre eux :

- Sept pays sont des alliés stratégiques : en Afrique (Maroc, Égypte), en Eurasie (Turquie, Ouzbékistan), dans le Golfe (Arabie saoudite) et en Asie (Pakistan, Indonésie). Ces pays regroupent à eux seuls plus de 65 % des musulmans du monde.

- Cinq pays sont des partenaires – officiels ou non – économiques et politiques : en Afrique (Algérie) et en Asie (Bangladesh, Malaisie, Kazakhstan, Afghanistan).

- Trois pays sont en relation conflictuelle avec les États-Unis : l'Irak, l'Iran et le Soudan (auxquels il faudra ajouter la Libye). L'élément religieux n'est instrumentalisé que dans ces deux derniers pays, le conflit Irak/États-Unis relevant d'intérêts stratégiques (lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, préservation des intérêts pétroliers des pays du Golfe, notamment de l'Arabie saoudite, ainsi que d'Israël).

• OUSSAMA BEN LADEN

Oussama Ben Laden est né en 1958 dans un milieu privilégié : son père, Muhammad Awad Ben Laden, était l'une des plus grosses fortunes d'Arabie saoudite. Oussama fait des études de commerce à Riyad puis à Londres, mais le véritable tournant de sa vie se situe au moment de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en 1979. Alors qu'il n'a pas vingt-deux ans, il s'engage dans la guérilla et finance la construction de camps d'entraînement en Afghanistan et au Pakistan.

Après la guerre, il retourne en héros en Arabie saoudite où il se brouille rapidement avec la monarchie conservatrice. Il s'oppose à l'arrivée des Américains en 1990 au moment de la guerre du Golfe et lance une guerre de « libération » des territoires saints (l'Arabie saoudite renfermant les deux lieux les plus sacrés de l'Islam : Médine et la Mecque) contre « les juifs et les croisés » tout en critiquant la corruption économique et morale de la famille royale.

Expulsé du pays en 1996, il se réfugie d'abord à Khartoum, où sont regroupés de nombreux vétérans de la guerre afghane qui vont devenir le noyau de sa milice personnelle, puis en Afghanistan sous la protection des talibans. Les camps d'entraînement hérités de la guerre sont devenus de véritables écoles du terrorisme islamiste, certains groupes étant particulièrement actifs comme l'Organisation égyptienne du Jihad islamique, suspectée d'avoir commis l'attentat contre le président égyptien Hosni Moubarak, en 1995. Plus récemment, les deux attentats contre des ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salam en 1998 s'inscrivent dans cette mouvance, même si l'implication exacte de Ben Laden n'est pas claire. Toujours est-il que le mystère qui l'entoure s'en est trouvé renforcé, à savoir l'image d'un superterroriste utilisant les techniques les plus modernes et retournant contre l'Occident ses propres armes.

Conflit États-Unis/populations musulmanes. Si les relations avec les dirigeants des principaux pays musulmans sont, dans l'ensemble, plutôt bonnes, il n'en va pas de même à l'égard des populations qui contestent l'entente de leur pays et de Washington.

Elles estiment que la politique américaine privilégie Israël et ne prend pas en compte les aspirations des musulmans. L'islamisme radical se nourrit de la critique de ce lien, estimant que les gouvernements trahissent les intérêts des peuples musulmans au profit de la consolidation de leur pouvoir personnel.

Une guerre générale entre une coalition des pays musulmans et les États-Unis n'est donc guère envisageable, du fait des liens officiels étroits de la plupart de ces pays avec Washington et du fait, par ailleurs, des divergences, rivalités et différences entre les pays musulmans qui ne peuvent former un bloc uni.

Il peut, par contre, y avoir des attaques contre la présence ou les

intérêts américains dans les pays musulmans, comme cela a déjà été le cas en Irak, au Soudan ou en Libye. ●

• LE SOUTIEN FINANCIER DES ÉTATS-UNIS

L'exemple d'attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Ouganda, en août 1998, est symbolique des relations paradoxales que les États-Unis entretiennent avec la « mouvance » intégriste islamique.

L'instigateur des actions terroristes est ainsi un ancien « partenaire » des services américains, qui ont assuré son financement et son équipement durant le conflit afghan. Par ailleurs, les principaux soutiens à Ben Laden semblent provenir de responsables saoudiens proches de la famille royale. Enfin, les talibans, soutenus directement par le Pakistan (et par les compagnies pétrolières américaines) protègent les installations et les camps d'entraînement des groupes de Ben Laden.



Affrontements interpuissances

Etats-Unis/Chine

Vingt ans après l'établissement de leurs relations diplomatiques, une guerre, froide ou chaude, entre la Chine et les États-Unis semblerait inévitable.

Après deux décennies de réformes économiques, la Chine a acquis les ambitions d'une grande puissance. Selon nombre d'analyses publiées à Pékin ces dernières années, elle est aujourd'hui enfin prête à retrouver la place qui aurait dû rester la sienne sur la scène mondiale, elle dispose désormais des moyens de venger « un siècle d'humiliations et d'oppressions » de la part des puissances occidentales. Les États-Unis constituent le symbole de cet Occident à la fois source de progrès mais également obstacle potentiel sur la voie des ambitions chinoises.

En effet, comme à la fin du XIX^e siècle, les autorités chinoises ont besoin de la technologie occidentale mais veulent préserver les « caractéristiques nationales » du pays. Alors qu'aux États-Unis la défense des droits de l'homme constitue de plus en plus, sous la pression des médias et de l'opinion publique, un but de politique étrangère justifiant au besoin le recours à la force, pour Pékin tout appel extérieur à « l'évolution démocratique » du pays est considéré comme une ingérence insupportable.

La notion de défense. Plus concrètement, la notion chinoise de défense du territoire national, qui implique une reconquête des territoires de Taïwan et des archipels situés en mer de Chine méridionale et orientale, vient directement s'opposer aux intérêts des pays alliés

des États-Unis dans la zone. La mise en œuvre de cette reconquête pourrait donc déboucher, par le jeu des accords bilatéraux qui lient Washington à plusieurs pays de la région, à une confrontation directe entre les deux puissances rivales. Mais, au-delà de ces revendications territoriales, c'est la position même des États-Unis dans une zone que la Chine considère comme traditionnellement sienne qui est en cause et qui constitue la source majeure de conflit. La RPC, héritière de « l'empire du Milieu », prétend aujourd'hui retrouver cette puissance d'influence à laquelle elle aurait droit pour des raisons historiques.

La tentation du conflit. Pour sa part, la puissance américaine, seule hyperpuissance à prétention mondiale, ne peut accepter de se laisser évincer d'une zone considérée comme essentielle, et le nouveau « partage du monde » que semblent espérer certains stratèges chinois est inacceptable pour les États-Unis. La tentation du conflit avec la puissance américaine existe donc en Chine. Les États-Unis sont aujourd'hui considérés comme l'adversaire principal de la RPC, le seul capable de freiner les ambitions chinoises en Asie. Cette tentation du conflit se trouve aujourd'hui perçue, chez les stratèges chinois, par la conviction que la « puissance morale » et la volonté d'action de la démocratie américaine sont loin d'être au niveau de son impressionnante puissance technologique.

L'affirmation chinoise. À l'inverse, une Chine à nouveau humiliée, à qui les États-Unis tenteraient de faire prendre conscience brutalement de sa faiblesse, pourrait être également tentée de s'affirmer plus brutalement dans un sursaut d'orgueil national. Le recours à l'exaltation nationaliste constitue en effet l'une des grandes forces de mobilisation du pouvoir chinois, qui ne peut donc accepter sans réaction de se laisser bafouer. C'est bien entendu dans ce contexte qu'il faut situer la vive



■ À Pékin, manifestation anti-américaine après le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade, mai-juin 1999.

• L'ESPIONNAGE CHINOIS AUX ÉTATS-UNIS

Depuis le milieu des années 80, les États-Unis semblent avoir été victimes, en dépit de leur stratégie d'apaisement à l'égard de la Chine, d'une impressionnante vague d'espionnage et de jeux d'influence de la part des services chinois. Cette offensive s'est poursuivie dans plusieurs directions, selon les axes privilégiés par Pékin, tant en ce qui concerne la modernisation de ses forces armées que l'acquisition de technologies de pointe à usage civil et militaire. Pendant la campagne électorale de 1995, le Parti démocrate aurait ainsi été partiellement financé par les services chinois se servant pour intermédiaires d'hommes d'affaires américains d'origine chinoise. En liaison avec cette première affaire, la Chine aurait également fait jouer avec succès ses réseaux d'influence pour obtenir l'autorisation de lancements de satellites américains, dont l'intérêt se situe, pour elle, à la fois en

termes de retombées économiques et plus encore, sans doute, en termes de transfert de technologie duale.

Enfin, selon la dernière affaire qui a fait beaucoup de bruit, un vaste réseau de scientifiques d'origine chinoise, établis dans des laboratoires américains, aurait fait bénéficier Pékin, depuis plusieurs années, d'un ensemble d'informations concernant les armes nucléaires et la bombe à neutrons, à l'acquisition de laquelle Pékin n'a pas renoncé.

Ces opérations semblent avoir été favorisées par le fait que nombre de scientifiques sino-américains occupent des postes importants dans les laboratoires de recherche et les entreprises contrôlant des technologies sensibles. Faisant le point sur toutes ces affaires, le rapport Cox de la commission du Congrès du même nom, publié le 25 mai 1999, est venu tendre un peu plus les relations entre les deux pays.

■ Jiang Zemin et Bill Clinton. Washington absorbe aujourd'hui plus du tiers du total des exportations chinoises.



d'hui, de la part de stratégies chinoises conscients de la disparité de moyens entre la Chine et les États-Unis, en termes d'action psychologique, moyen de contourner, pour parvenir aux mêmes buts, un conflit ouvert forcément coûteux.

Une dépendance économique. Il est surtout difficile de nier les liens de dépendance économique tissés entre la Chine et les États-Unis. C'est Washington qui, aujourd'hui, absorbe plus du tiers du total des exportations chinoises. C'est des États-Unis que provient l'essentiel des importations de technologie qui ont contribué au décollage de la Chine. C'est aux États-Unis que l'écrasante majorité des étudiants chinois, parmi lesquels nombre de fils de hauts dirigeants, vont poursuivre leurs études. C'est vers les États-Unis que se tissent les réseaux Internet qui se mettent progressivement en place. En dépit des visées bellicistes d'un certain nombre de stratégies chinoises, d'autres courants existent en Chine, conscients de l'importance des intérêts en jeu, et hostiles à tous dérapages contre-productifs.

Aux États-Unis, la crainte des conséquences d'un engagement avec la puissance nucléaire chinoise contribue également à minimiser les risques d'éclatement d'une guerre ouverte avec la RPC, en dépit de la prise de conscience de plus en plus

aiguë d'une divergence d'intérêt difficile à masquer. Mais c'est l'évolution sans doute inévitable, à terme, du régime chinois qui viendra rendre caducs les risques de guerre entre « la première puissance économique » et « la première puissance démographique » du monde. ●

• LES COMMUNAUTÉS CHINOISES AUX ÉTATS-UNIS

Les États-Unis abritent, après l'Asie du Sud-Est, l'une des plus importantes et des plus anciennes communautés chinoises d'outre-mer. Longtemps, ces « Chinois américains », vivant pour la plupart sur la côte Ouest, se sont tenus relativement éloignés de la vie politique nationale américaine. Les jeux de lobby, en revanche, ne sont pas nouveaux et ont longtemps été dominés par Taïwan qui, depuis la reconnaissance de la RPC par les États-Unis, en 1979, a tenté de préserver les intérêts de l'île, en particulier en termes de sécurité. Depuis la mise en place de la politique d'ouverture et de réformes économiques en Chine, en 1979, l'origine et les motivations de l'immigration chinoise ont toutefois beaucoup évolué. Un certain nombre d'opposants au régime ont gagné les États-Unis, mais ils sont peu nombreux et leurs rangs sont divisés. Nombre d'immigrants chinois venant aujourd'hui de Chine populaire ont, en revanche, des motivations plus économiques que politiques. De nombreux étudiants, qui apprécient le confort de la société de consommation américaine, restent toutefois attachés à leur pays d'origine. Le pouvoir chinois, en ayant aujourd'hui recours à un discours nationaliste exaltant la grandeur de la Chine éternelle, peut donc mobiliser une force de manœuvre beaucoup plus importante que par le passé. ●

réaction des autorités comme de la population chinoise à la suite du bombardement, par erreur, de l'ambassade de Chine en Yougoslavie, au printemps 1999.

En cette fin du xx^e siècle, les conditions d'un conflit entre la Chine et les États-Unis sont donc bien

réunies. Toutefois, selon la tradition chinoise de la guerre, la bataille ne vaut d'être engagée qu'en cas de victoire certaine, l'idéal étant de « vaincre sans combattre et au moindre coût ». Cette « victoire sans combat », sur un adversaire « battu d'avance », se traduit aujourd'hui,



FORCES CHINOISES ET AMÉRICAINES

	CHINE	USA
Effectifs (en milliers)	2 840	1 447
Forces stratégiques		
Missiles terrestres intercontinentaux	17	580
Bombardiers	—	174
Sous-marins lanceurs d'engins nucléaires	1	432
Missiles nucléaires de moyenne portée	46	—
Marine		
Sous-marins propulsion nucléaire	1	95
Non-nucléaires	59	—
Porte-avions	0	12
Bâtiments de surface	54	*131
Bât. de défense côtière	830	—
Forces aériennes		
Ravitaillement en vol	non	oui
Avions de combat	≈ 3 700	≈ 2 775
Transports	400	900

* dont 57 Avengers
 ** anciens dont quelques SU 37
 *** plus 100 avions de guerre électroniques

Affrontements interpuissances

Chine/Japon

La Chine et le Japon entretiennent une relation trouble, faite d'un mélange de rancœur et d'admiration.

Fondamentalement, la civilisation japonaise doit tout à la culture chinoise même si, au cours des siècles, le Japon a développé une culture spécifique en adaptant des éléments venus de Chine, via la Corée. Mais, à la fin du XIX^e siècle, c'est le Japon de l'ère Meiji qui sut se réformer et se lancer dans un développement accéléré, qui lui permit de rattraper en moins de cinquante ans le monde occidental.

Pendant ce temps, en Chine, la dynastie des Qing semblait dans l'inefficacité et les intérêts chinois se partageaient entre les grandes puissances du moment, dont le Japon faisait désormais partie. Pour Pékin, l'humiliation sera d'autant plus grande que, pendant des siècles, le pays du Soleil levant (*ri ben*), comme les Chinois nomment le Japon, s'était reconnu vassal de l'Empereur de Chine.

Le Japon meneur. Dans un processus inverse, le Japon d'avant-guerre s'est progressivement libéré de son sentiment d'infériorité à l'égard d'une Chine qui ne pesait plus d'aucun poids sur la scène internationale. Pour les militaristes en place à Tokyo, c'est à leur pays que devait revenir désormais la responsabilité de mener le monde asiatique sur la voie du développement, grâce à une grande « sphère de co-prospérité » dressée contre le monde occidental.

La défaite de 1945 n'a pas fondamentalement bouleversé cet ordre des choses. Le Japon avait renoncé à toute puissance militaire, mais sa puissance économique lui permettait d'accroître progressivement son influence dans le monde entier, particulièrement en Asie. La Chine de Mao, en revanche, s'avérait incapable de sortir le pays du sous-développement et ne pouvait prétendre à aucune expansion de son influence en dehors du domaine idéologique.

Le retour de la Chine. Mais, depuis la fin des années 80, les choses ont évolué et l'équilibre établi entre la puissance chinoise et la puissance japonaise s'en est trouvé bouleversé. La République populaire de Chine a en effet connu, au cours de

ces années, un formidable taux de croissance économique, de plus de 10 % par an en moyenne, qui a fourni aux autorités en place à Pékin de nouveaux moyens d'action. Alors que l'idéologie communiste ne rencontre plus qu'une audience limitée, le discours hyper-nationaliste, auquel le pouvoir a recours pour souder la population autour du gouvernement, rencontre un succès certain dans un monde chinois qui s'étend bien au-delà de la République populaire de Chine. Comme à l'époque impériale, la Chine, plutôt qu'un État précisément délimité par des frontières internationalement reconnues, représente un monde culturel qui prétend à l'universel, à l'échelle de l'Asie orientale.

Dans le même temps, le Japon, qui reste la deuxième puissance économique mondiale, et dont le poids économique est plus de huit fois supérieures à celui de la République populaire de Chine, a vu sa croissance progressivement ralentir, puis stagner, minant la confiance en soi que la population avait acquise au cours des années de boom économique. De plus, depuis la disparition de l'URSS, si le Japon reste l'allié des États-Unis, de nombreux doutes s'expriment aujourd'hui sur la qua-

lité de cet engagement américain. Chacun perçoit en effet que c'est la République populaire de Chine qui représente aujourd'hui, pour la liberté de manœuvre du Japon, la menace la plus importante. Pour les dirigeants chinois, le Japon doit en effet choisir clairement son camp : ennemi de la Chine avec les États-Unis, ou ami de Pékin en respectant les intérêts de la RPC.

Situation actuelle. De nombreux signes de cette nouvelle assurance chinoise à l'égard du Japon sont perceptibles. Ainsi, à la fin des années 70, lorsque Pékin et Tokyo rétablissaient leurs relations diplomatiques, le dirigeant chinois Deng Xiaoping affirmait que les questions territoriales « mineures » entre les deux pays pouvaient être laissées de côté. Depuis quelques années, toutefois, la marine chinoise multiplie ses incursions autour de l'archipel des Senkaku, en mer de Chine orientale, actuellement occupé par le Japon, mais revendiqué par Pékin.

La sécurité de ses voies de navigation, menacée par la progression chinoise en mer de Chine méridionale, par où transitent plus de 80 % des importations énergétiques de l'archipel, est un autre motif d'inquiétude. Plus fondamentalement,

• FORCES ARMÉES JAPONAISES

Depuis le milieu des années 70, le Japon a consenti à un important effort de défense sous la pression des États-Unis. Ce budget n'a, en effet, jamais dépassé la limite fixée de 1 % du PNB, mais l'importance de l'économie japonaise en fait tout de même l'un des plus élevés de la planète. L'équipement des forces d'autodéfense du Japon est donc à la pointe du progrès technologique et a notamment bénéficié des avancées des entreprises du pays dans le domaine de l'électronique.

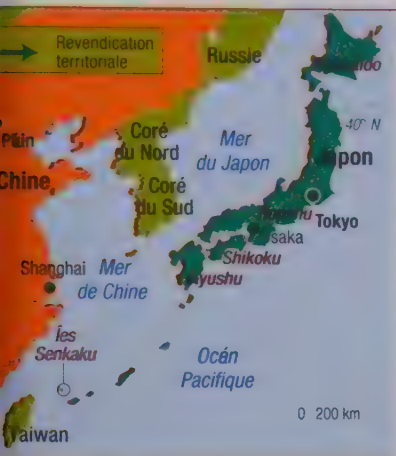
Mais, du fait des restrictions constitutionnelles, les forces armées japonaises ne peuvent jouer qu'un rôle strictement défensif en appui des forces américaines. Le Japon ne dispose donc d'aucun moyen de projection de forces au-delà

de son environnement immédiat. De plus, les « trois principes antinucléaires » interdisent au Japon de produire, de posséder ou d'accueillir sur son territoire une force de frappe nucléaire.

Qualitativement, les forces japonaises sont très supérieures aux forces chinoises. Mais la RPC compte aujourd'hui beaucoup plus sur la force de coercition de ses capacités nucléaires pour faire respecter sa suprématie régionale que sur ses forces conventionnelles. Le Japon est donc totalement dépendant, pour la défense de son territoire et de son indépendance, du parapluie nucléaire américain. Il est essentiel dans ce contexte que, face à la Chine, Washington et Tokyo conservent une même perception des menaces.



■ Visite du premier ministre chinois Li peng à Tokyo, le 13 novembre 1997.



les intérêts de Pékin, qui revendique la souveraineté de la Chine sur toutes les mers à l'intérieur d'une ligne d'îles allant de l'archipel japonais aux Philippines, en incluant Taïwan, ne coïncident en rien avec ceux du Japon, qui se trouverait dans ce cas totalement dépendant du bon vouloir de Pékin.

Dans ce contexte, l'agacement de la population et des autorités japonaises à l'égard de la République populaire de Chine est de plus en plus sensible. Personne au Japon ne veut la guerre avec la Chine, les sentiments pacifistes et isolationnistes étant profondément ancrés dans la population depuis le traumatisme de la défaite de 1945. Mais le Japon supporte de plus en plus mal les pressions de Pékin et l'attitude arrogante de ses dirigeants. En particulier, Tokyo n'accepte plus de se voir sans cesse rappeler « les atrocités commises en Chine par l'armée impériale nippone » pendant la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement japonais et l'Empereur ont, à maintes reprises, renouvelé les excuses du Japon à ce sujet, mais les dirigeants chinois ne souhaitent pas abandonner l'arme diplomatique que ces reproches leur fournissent.

Tokyo a également peu apprécié l'apparente complicité qui s'était développée entre son allié américain et la République populaire de Chine, en 1997 et 1998. Alors que l'ensemble de l'Asie somrait dans la crise économique et que le Japon tentait lui-même de sortir de la récession, la Chine était présentée, à Pékin comme à Washington, comme le seul pays capable de sortir la région de la crise. Le Japon en revanche était chaque jour stigmatisé, pour son incapacité à prendre en charge le redressement de la région. De Tokyo, ce nouveau « partenariat stratégique » entre Pékin et Washington est apparu comme un

adoubement de la puissance chinoise et un abandon de ses propres intérêts.

Sujets de ressentiment. Plus de cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Chine ne veut pas oublier une défaite japonaise qui lui a permis de retrouver la première place en Asie. Toutes les tentatives du Japon pour retrouver un statut de puissance « normale » sont immédiatement dénoncées par Pékin comme un retour de l'impérialisme japonais, et la RPC fera tout pour interdire le retour sur la scène

politique internationale d'un Japon qui pourrait alors devenir un concurrent redoutable. D'ores et déjà, la RPC, qui a hérité, en 1972, du statut de membre permanent du Conseil de sécurité, attribué à la République de Chine en 1945, s'oppose avec force, contrairement à la Russie, à toute idée d'intégration du Japon au Conseil de sécurité avec le même statut. Le Japon d'aujourd'hui n'est en rien celui des années 30, mais si la montée en puissance de la République populaire de Chine ne se trouvait plus contrebalancée par un fort engagement américain en

Asie, Tokyo pourrait alors être tenté d'acquiescer, y compris en termes nucléaires, une véritable capacité de défense de son territoire. Il ne serait alors pas impossible qu'un conflit puisse éclater entre une République populaire de Chine soucieuse d'écraser une puissance japonaise renaissante, et un Japon soucieux de préserver toutes ses capacités d'action. Mais si les conditions objectives d'un conflit potentiel existent, rien ne peut aujourd'hui laisser penser que la population japonaise serait à nouveau prête à franchir le pas de la guerre.



■ Le président chinois Jiang Zeming lors de son voyage au Japon, le 28 novembre 1998, à l'université de Waseda. Il est écrit : « Mettre en valeur l'échange culturel et promouvoir l'amitié entre la Chine et le Japon. »



Affrontements interpuissances

Russie/Chine

CHRONOLOGIE



Les relations entre les deux « pays frères » communiste chinois et soviétique ont toujours été difficiles.

Staline s'est longtemps méfié des communistes chinois qui refusaient sa stratégie de front uni avec la bourgeoisie du Guomindang et qui prétendaient, pour conquérir les villes, « mettre le feu aux campagnes », selon l'expression de Mao.

Indépendance. Comme Tito en Yougoslavie, les communistes chinois avaient le défaut, aux yeux du dirigeant de la « patrie du socialisme », d'avoir conservé à l'égard de Moscou une indépendance idéologique et matérielle. Tout en ayant bénéficié de l'aide de l'Armée rouge en Mandchourie, en 1945, le PCC n'était pas arrivé au pouvoir, comme en Europe centrale, dans les bagages des forces soviétiques. Mao ne se rendra qu'une fois en URSS en 1950, alors qu'en pleine guerre froide, la Chine sent qu'il faut choisir son camp.

Querelles. Après 1949, pendant de longues années, le « grand frère » soviétique fera donc figure de modèle. Mais les ferments de discorde étaient déjà présents entre une Chine, communiste mais fière de sa civilisation, et une superpuissance soviétique qui ne tolère aucune voix discordante dans son camp. Les souvenirs des traités inégaux entre l'Empire russe et l'Empire chinois en pleine déliquescence sont

également toujours sensibles : Mao mettra des années avant d'obtenir de Staline la rétrocession des ports de Dalian et de Port-Arthur contrôlés par l'URSS, héritière de l'Empire russe.

D'autres sujets de querelle vont progressivement s'accumuler à la mort de Staline. La question du leadership du camp communiste et des pays du tiers-monde, est, par

• DENG XIAOPING ET MIKHAÏL GORBATCHEV : DEUX CONCEPTIONS DES RÉFORMES

Deng Xiaoping est né en 1904. Après être entré au parti communiste pendant son séjour « d'étudiant-travailleur », en France, dans les années 20, il a gravi progressivement tous les échelons du parti : commissaire politique pendant la Longue marche, membre du comité central en 1945, membre du bureau politique, vice-premier ministre en 1952 puis membre du bureau politique en 1956. Deng Xiaoping a souffert des persécutions maoïstes, particulièrement pendant la Révolution culturelle, alors qu'il est envoyé à la campagne. Protégé par le premier ministre Zhou Enlai, il reviendra au pouvoir en 1973, avant d'être à nouveau chassé, en 1976, par la « Bande des quatre » qui réunit les fidèles de Mao. Deng Xiaoping effectuera enfin son ulti-

me retour en 1977, après la mort de Mao Zedong et lancera, en 1979, la « politique de réformes et d'ouverture » qui mènera enfin la Chine sur la voie du développement. Tout en abandonnant tout poste officiel, Deng Xiaoping continuera de diriger le pays jusqu'à sa mort, en 1997.

Mikhaïl Gorbatchev, lui, a connu une carrière beaucoup moins mouvementée d'apparatchik soviétique. Il est né en 1931 dans le Caucase, est entré au parti communiste à l'université, s'est hissé sans à coups dans la hiérarchie provinciale, avant d'être nommé au Bureau politique en 1980, puis d'être choisi comme le plus jeune secrétaire général du parti, en 1985. À partir de ce moment, il poussera le parti communiste à accepter des évolutions politiques majeures en encourageant la transparence (glasnost) et la restructuration (perestroïka).

Deng Xiaoping et Mikhaïl Gorbatchev sont donc tous deux sortis du sérail et ont chacun compris que, sans réformes, l'avenir des systèmes politiques dont ils étaient issus se trouverait compromis. Pourtant, ils ont choisi des voies différentes qui ont abouti à des résultats opposés. En Chine, Deng Xiaoping a privilégié la réforme de l'économie, avec un succès indéniable, tout en refusant toute évolution politique, pendant qu'en URSS Gorbatchev choisissait le difficile chemin des réformes politiques qui devaient finalement aboutir à la fin de l'URSS et à son remplacement par Boris Eltsine en 1991, sans qu'il ait pu relancer l'économie d'un pays aujourd'hui exsangue. ●





■ Vue des chaînes de Pamir, en Asie centrale.

exemple, très vite soulevée. L'URSS considère par ailleurs que la direction chinoise, derrière Mao, fait preuve d'aventurisme. En matière économique, Moscou ne croit pas au « grand bond en avant ». Stratégiquement, l'URSS s'inquiète du discours chinois sur la bombe atomique « tigre de papier ». Idéologiquement surtout, la « Révolution culturelle » et ses appels à « faire feu sur le comité central » sont, pour les dirigeants soviétiques, inacceptables. C'est au cours de cette période que les relations seront les plus dégradées, sans toutefois aller au-delà d'incidents frontaliers le long de l'Oussouri et du fleuve Amour. L'URSS et la RPC ne font désormais plus partie du même camp : pour équilibrer la menace de l'hégémonie soviétique, Pékin reçoit le président Nixon et établit des relations diplomatiques avec « l'impérialisme américain ».

Compromis. Avec la mort de Mao Zedong et le retour au pouvoir de Deng Xiaoping en Chine – qui sonna la fin de la disgrâce pour de nombreux cadres formés à l'école de l'URSS dans les années 50 – les choses s'améliorèrent dans un premier temps, avant de se dégrader à nouveau avec l'arrivée de Gorbatchev,

qualifié à Pékin de « fossoyeur du communisme ».

Aujourd'hui, le pragmatisme domine les relations entre la Chine de Jiang Zemin – dernier grand pays communiste de la planète qui peut, paradoxalement, se targuer d'un impressionnant taux de croissance économique – et la Russie de Boris Eltsine qui titube, sans s'écrouler tout à fait, entre une évolution politique remarquable et une faillite économique totale.

Pour le moment, chacun trouve son compte à l'amélioration des relations. La Russie appauvrie vend des armes, c'est même une de ses principales sources de revenu, que la Chine lui achète. Contre la superpuissance américaine et le développement de l'OTAN, Pékin et Moscou partagent le même discours sur la défense d'un monde multipolaire et ont inauguré, en 1996, un « nouveau partenariat stratégique ».

Mais, fondamentalement, aucun de leurs intérêts ne convergent. La démocratie russe, même imparfaite, n'a plus rien à voir avec une Chine qui se réfère toujours au marxisme-léninisme et à la pensée de Mao Zedong. De plus, la Chine s'est rapprochée de Moscou parce que la Russie est faible et que la « menace

soviétique » n'existe plus. Mais pour beaucoup de Russes, la nouvelle arrogance chinoise est tout aussi insupportable que la défaite de l'Empire des tsars contre une puissance asiatique, en l'occurrence le Japon. En Sibérie orientale, l'arrivée massive d'immigrants et de produits chinois réveille les vieux fantasmes du « péril jaune » : face aux 3 millions d'habitants de l'immense Sibérie, 17 millions de Chinois se pressent dans la seule province frontalière du Heilong-jiang.

Par ailleurs, la Russie, en voix de sous-développement et la Chine, en voix de développement, ne sont en rien complémentaires. Contrairement au riche Japon, la Chine ne peut offrir à la Russie les capitaux dont

elle aurait besoin. Le marché russe, de son côté, ne peut absorber tous les produits chinois, et tous deux sont en concurrence pour les investissements étrangers.

Ainsi, les sources de rancœur sont toujours là, les intérêts véritablement communs n'existent pas, le mépris subsiste ; bref, tous les éléments sont présents pour que les conditions d'un nouveau conflit sino-soviétique soient un jour à nouveau réunies. Seule la grande faiblesse de la Russie lui interdit, aujourd'hui, de relever le défi chinois. Sur l'Oussouri, le cas de trois petits îlots n'a pas été réglé : c'est peut-être là qu'éclateront demain de nouveaux incidents frontaliers entre la Chine et la Russie. ●

FORCES EN PRÉSENCE		
	RUSSIE	CHINE
Effectifs	1 240 000	2 840 000
Forces nucléaires		
Sous-marins nucléaires	29	1*
ICBM	877	17 (?)
Bombardiers à longue distance	156	0
Système ABM	oui	non
Armée de terre		
Chars	15 500 (T72-80)	8 500 (T59)
Aviation		
Avions de combat	2 200**	3 700***
Transport	350 (I 176)	400 (Y5)
* peu opérationnel		
** MIG 29-31, SU 24-27		
*** datant des années 60		



Asie

Inde/Pakistan

CHRONOLOGIE

1947

• Indépendance de l'Inde et création du Pakistan. Plus de 10 millions de réfugiés se croisent.

1948

• 1^{re} guerre indo-pakistanaise pour le Cachemire. Le Pakistan ne peut prendre le contrôle de la province, qui choisit son rattachement à l'Union indienne.

1955

• L'Inde participe à la fondation du mouvement des non-alignés à Bandung.

1962

• Guerre sino-indienne.

1964

• 1^{er} essai nucléaire de la République populaire de Chine.

1965

• 2^e guerre indo-pakistanaise au sujet du Cachemire.

1971

• 3^e guerre indo-pakistanaise, qui entraîne la partition du Pakistan et la création du Bangladesh.

1972

• Accord de Simla sur la frontière entre l'Inde et le Pakistan.
• Traité d'amitié entre l'Inde et l'URSS.

1974

• 1^{ers} essais nucléaires « pacifiques » indiens.

1987

• Le Pakistan déclare qu'il possède une capacité nucléaire. Un essai par procuration aurait été effectué sur le site chinois du Lop Nor.

1998

• Islamabad et New Delhi revendiquent ouvertement leur statut de puissance nucléaire.

Février 1999

• Déclaration de Lahore sur l'adoption de mesures de confiance entre l'Inde et le Pakistan.

Mai 1999

• Violents incidents frontaliers au Cachemire.

Depuis la partition, qui s'est accomplie en 1947 dans un bain de sang et a fait plus d'un million de morts, l'Inde et le Pakistan n'ont pu trouver les bases d'une relation moins conflictuelle.

Trois guerres les ont déjà opposés : deux au sujet du Cachemire (en 1948 et en 1965), puis une autre en 1971, qui s'est traduite par la défaite du Pakistan et l'indépendance de sa province orientale du Bangladesh. Derrière les revendications territoriales, c'est la nature même de l'Inde et du Pakistan qui les oppose et interdit la résolution des conflits. Le Pakistan a été fondé sur un critère religieux : « Pays des purs », il devait offrir une patrie, selon les rêves d'Ali Jinnah et de sa ligue musulmane, à tous les musulmans de l'ancien Empire des Indes. Aujourd'hui encore, dans un Pakistan très fragile, miné par les conflits religieux, ethniques et sociaux, l'opposition à l'Inde constitue le seul facteur d'unité.

Cause sacrée. À l'inverse, l'Inde de Gandhi, puis de Jawaharlâl Nehru, rêvait d'une nation reposant sur des bases laïques et démocratiques, regroupant tous les peuples de l'Inde sans distinction de race ou de religion. C'est ainsi que, pour les deux États, la question du Cachemire est devenue une cause sacrée insoluble : pour le Pakistan, le Cachemire musulman doit par nature être rattaché au Pakistan. Pour l'Inde, l'intégration des musulmans du Cachemire symbolise au contraire le principe d'universalité censé fonder l'union indienne.

La grande voisine. Ainsi, depuis longtemps, le Pakistan s'est défini

par rapport au puissant voisin indien, cherchant à combler une indéniable inégalité de puissance. Démographiquement, le Pakistan, peuplé de 127 millions d'habitants, ne pèse que d'un faible poids face au milliard d'habitants de l'Union indienne. Économiquement, l'Inde, bien qu'à un rythme très lent, a amorcé, au début des années 90, une croissance qui atteint aujourd'hui autour de 5 % par an. Dans le même temps, le Pakistan s'enfonçait dans le sous-développement.

Choix des alliés. Par ailleurs, l'antagonisme bilatéral a été exacerbé par les jeux complexes mis en place à l'époque de la guerre froide. Contre l'URSS, le Pakistan qui, après l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques, se trouvait directement sur la ligne de front entre les deux blocs, a reçu une aide massive des États-Unis. De leur côté, l'armée et les services secrets pakistanais tissaient des liens ambigus avec les mouvements islamistes les plus radicaux en Afghanistan. Contre l'Inde et l'URSS, la République populaire de Chine (RPC) choisissait également d'apporter son aide militaire au Pakistan. C'est notamment grâce à la Chine que le Pakistan pourra suivre l'Inde sur le terrain du nucléaire.

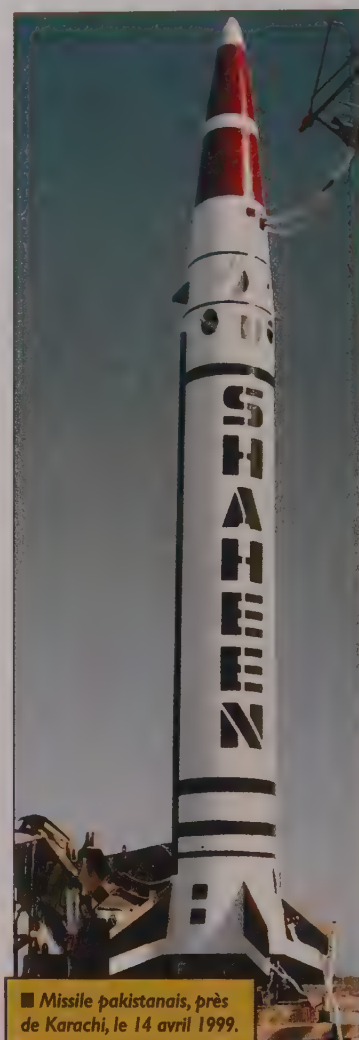
• DYNASTIES TRAGIQUES

Deux dynasties marquées par la violence, chacune aujourd'hui représentée par une femme, détiennent une partie des clés du pouvoir en Inde et au Pakistan. Du côté indien, c'est sur Sonia Gandhi, l'épouse italienne de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, assassiné en 1991, que repose la lourde tâche de revitaliser le parti du Congrès, qui avait contrôlé la vie politique indienne jusqu'au début des années 90. Mais, derrière la personne de Sonia Gandhi, c'est toute la dynastie des Nehru, et la personnalité charismatique d'Indira Gandhi, elle-même assassinée en 1984, qui se dresse.

Du côté pakistanais, c'est sur Benazir Bhutto que repose l'héritage de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, exécuté en 1977 à la suite d'un coup d'État militaire. À la suite de la mort du général président Zia ul-Haq,

Benazir est devenue premier ministre en 1988. Mais son gouvernement, marqué par la corruption, a été renversé en 1990, et le deuxième essai, de 1993 à 1996, n'a pas remporté plus de succès. En dépit de ses limites, Benazir Bhutto, à la tête du People's Party fondé par son père, représente toujours l'une des possibilités d'alternance politique au Pakistan, bien qu'elle soit aujourd'hui menacée par des poursuites judiciaires.

Mais, si Benazir Bhutto et Sonia Gandhi sont des femmes, rien dans leurs déclarations ne peut laisser penser que leur éventuelle accession au pouvoir déboucherait sur un apaisement des relations indo-pakistanaïses. Dans un monde largement dominé par les hommes, elles devront au contraire faire la preuve, plus encore que leurs collègues masculins, de leur fermeté.



■ Missile pakistanais, près de Karachi, le 14 avril 1999.

À l'opposé, l'Inde se rapprochera de Moscou et souffrira tout particulièrement du bouleversement des équilibres stratégiques consécutifs à l'effondrement de l'URSS en 1991. Aujourd'hui, les États-Unis et la Russie jouent dans la région un rôle



■ Soldats pakistanais près d'une épave d'avion indien.

moins important, mais les règles du jeu triangulaire entre Pékin, New-Delhi et Islamabad restent d'actualité, contribuant à envenimer les relations indo-pakistantaises. Pour Pékin, qui conserve des liens étroits avec l'armée pakistanaise, un véritable rapprochement entre l'Inde et le Pakistan, favorable à la montée en puissance de toute l'Asie du Sud, constituerait en effet un cas de figure inacceptable.

De continuel échec. La guerre froide est terminée mais, en Asie du Sud, la situation entre l'Inde et le Pakistan est loin d'être apaisée. Depuis le début des années 90, toutes les tentatives de rapprochement se sont soldées par des échecs. La déclaration de Lahore, signée en 1999, à l'issue du voyage du premier ministre indien Vajpayee au Pakistan, avait suscité beaucoup d'espoir. Quelques mois plus tard, elle vola en éclat sous les coups de nouveaux affrontements très violents au Cachemire.

Les deux gouvernements, quelle que soit la volonté d'apaisement de

leurs représentants, n'ont pas les mains libres et le gouvernement pakistanais est particulièrement fragile. La poussée de l'islamisme radical, qui fait des ravages au sein de l'armée depuis la guerre d'Afghanistan, n'est pas favorable à l'apaisement des tensions.

La détresse économique de la population la pousse vers tous les extrémismes. La haute hiérarchie militaire ne voit d'un bon œil ni son éviction du pouvoir ni un rapprochement avec l'Inde, qui ne pourrait qu'entraîner sa marginalisation. La démocratie indienne est moins fragile, mais si, à la différence du Pakistan, l'armée indienne reste sous le contrôle strict du pouvoir civil, ce dernier n'est pas à l'abri des tentations nationalistes.

Le nucléaire. Surtout, même si le fait nucléaire n'est pas nouveau, les essais du mois de mai 1998 ont démontré que les deux pays attachaient moins d'importance à l'apaisement qu'à l'affirmation de leurs capacités nucléaires. En dépit de moyens encore limités, les risques

de dérapages existent donc. L'inégalité de puissance entre l'Inde et le Pakistan, dans le domaine conventionnel comme dans le domaine nucléaire, pourrait pousser Islamabad à une action préventive, afin de réduire de manière significative les positions indiennes. Le Pakistan, qui ne dispose pas aujourd'hui d'une capacité de seconde frappe, pourrait être tenté d'agir vite pour prendre le dessus.

L'intérêt de l'Inde et du Pakistan ne réside pas dans la poursuite d'un conflit coûteux et destructeur. Le développement des relations économiques entre les deux États, par exemple, ne pourrait être que favorable au développement des deux pays.

Mais les risques de guerre, et de guerre nucléaire, résultant d'une fuite en avant aventuriste, ne peuvent être écartés. ●

FORCES INDIENNE ET PAKISTANAISE

	INDE	PAKISTAN
Effectifs	1 175 000	587 000
Forces terrestres		
Chars	2 000	2 000
Pièces d'artillerie	4 000	1 500
Forces aériennes		
Avions de combat	770 ¹	400 ²
Forces balistiques	Prithvi : 150/250 km ¹ Agni 1 : 1 500 km ¹ Agni 2 : 2 500 km ¹	Hataf 1 : 100 km ² Hataf 2 : 300 km ² M11 chinois : 350 km ² Ghauri : 1 500 km ²
Forces nucléaires	2 séries d'essais (1974, 1998)	1 série d'essais (1998)
¹ dont 400 modernes : Mirage 2000, Mig 27, Jaguar ² dont 30 modernes : F16 ³ déployés en 1995 ⁴ déployés en 1965 ⁵ testés en 1989		
⁶ testés en 1989 ⁷ testés en 1998 ⁸ déployés en 1992 ⁹ testés en 1998		



Affrontements interpuissances

Guerre Inde/Chine

CHRONOLOGIE

1947

• Indépendance de l'Inde.

1949

• Proclamation de la République populaire de Chine.

1955

• Conférence des pays non-alignés à Bandoeng, la Chine et l'Inde définissent ensemble les cinq principes de la coexistence pacifique.

1959

• Le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains, se réfugie en Inde.

1962

• Guerre sino-indienne.

1964

• La Chine fait exploser sa 1^{re} charge nucléaire.

1974

• L'Inde procède à ses 1^{ers} essais nucléaires « non-militaires ».

1979

• La Chine de Deng Xiaoping se lance dans les réformes, et les relations diplomatiques avec l'Inde sont rétablies.

1988

• Rajiv Gandhi se rend à Pékin.

1996

• Président chinois Jiang Zemin en Inde. Adoption de mesures de confiance pour réduire la tension aux frontières.

1998

• L'Inde procède à de nouveaux essais et s'affirme ouvertement comme une puissance nucléaire.

Inde-Chine : la rivalité de deux géants.

Depuis le début des années 60, la Chine et l'Inde s'affrontent dans une rivalité de puissance.

New Delhi n'accepte pas de voir son grand voisin prendre, sur la scène internationale, la place de leader incontesté et reconnu du monde asiatique. Pékin ne peut, de son côté, accepter l'émergence d'une puissance concurrente.

Comparaison. Sur le plan démographique, la Chine et l'Inde pèsent pratiquement le même poids. Économiquement, la Chine a pris une avance considérable en se lançant, dès le début des années 80, dans une ambitieuse politique de réformes. Stratégiquement, la fin de la guerre froide a ouvert la voie aux ambitions chinoises, alors que la disparition de son alliée soviétique a considérablement affaibli les positions indiennes.

Au cours des années 90, les deux États ont toutefois amorcé un rapprochement. Pékin souhaitait se consacrer à d'autres priorités : le développement économique, source de puissance, et la réunification du territoire. New Delhi souhaitait également alléger la charge constituée par le maintien d'effectifs importants aux frontières. Enfin, New Delhi et Pékin partagent un même discours favorable à la « multipolarité » contre la superpuissance américaine.

Vers un conflit ? En dépit d'une indéniable détente, les rancœurs sont loin d'être apaisées. La Chine a poursuivi sa stratégie de pression sur l'Inde en renforçant ses liens militaires avec le Pakistan et la Birmanie. De son côté, en procédant à de nouveaux essais nucléaires au mois de



■ Le 27 avril 1998, le Tibétain Thupen Ngodub, âgé de cinquante ans, s'immole par le feu pour protester contre la domination chinoise sur le Tibet.

mai 1998, le gouvernement indien, a ouvertement désigné la Chine comme « menace principale ».

La capacité de dissuasion que l'Inde cherche à acquérir, renforcée par les nouveaux missiles Agni 2 qui peuvent atteindre la Chine utile, et peut-être plus encore le pragmatisme de la stratégie chinoise, prompt à prendre en compte les nouveaux équilibres qui se mettent en place, ne font pas véritablement pencher la balance en faveur d'une nouvelle guerre sino-indienne à grande échelle.

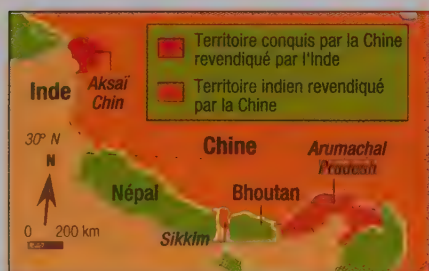
Si la question frontalière entre les deux pays est qualifiée de « mineure » par Pékin, qui revendique tout de même plus de 85 000 km² du territoire indien dans l'Anrunachal Pradesh, elle ne représente que la pointe émergée de conflits plus fondamentaux. Ces « questions frontalières mineures » pourraient donc servir de prétexte à un nouveau conflit entre l'Inde et la Chine même si les deux pays se sont rapprochés depuis la guerre du Kosovo qu'elles ont toutes deux violemment condamnée. ●

• LA GUERRE DE 1962

A partir de 1960, la tension le long de la frontière sino-indienne de 4 500 km s'est accrue. Pékin n'accepte pas le tracé de la « ligne MacMahon », fondée par les Britanniques en 1914 et qui, par une stratégie de grignotage, établit des positions en territoire indien. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement de New Delhi renforce sa présence militaire le long de la frontière contestée, et des escarmouches se produisent à plusieurs reprises. Le 20 octobre 1962, la Chine déclenche une opération qualifiée de « défense active » et la guerre éclate entre les deux États géants d'Asie.

Conduite sur un terrain difficile, à très haute altitude, où Pékin a pris soin d'acheminer dis-

crètement depuis plusieurs mois des hommes et du matériel, la guerre se traduit par une éclatante victoire des forces chinoises. Mais la victoire de Pékin sera autant politique que militaire. Pékin s'empare d'un territoire de 40 000 km² au Cachemire, dans l'Aksai Chin, qui lui permet de relier par la route ses deux provinces du Xinjiang et du Tibet. Politiquement, Pékin affirme sa responsabilité aux yeux du monde, en décrétant unilatéralement un cessez-le-feu, le 20 novembre 1962, et en retirant volontairement ses troupes. En revanche, ce conflit révélera la faiblesse de l'Inde qui prend conscience de la très grande limite de ses capacités militaires et perd beaucoup de son prestige international. ●



Affrontements interpuissances

Golfe Persique/Iran

CHRONOLOGIE

- 1970**
- Abandon de la revendication iranienne sur Bahreïn.
- Novembre 1971**
- Retrait des Britanniques du golfe Arabo-Persique.
 - Occupation par l'Iran des îlots des deux Tomb et d'Abou Moussa situés sur le détroit d'Ormuz.
- 1973-1976**
- Envoi d'un corps expéditionnaire iranien d'environ 3 000 hommes pour défendre le sultanat d'Oman contre une rébellion d'inspiration maoïste.
- Juillet 1987**
- Violents affrontements avec des pèlerins iraniens qui manifestent à la Mecque : 402 morts dont 275 Iraniens.
 - Rupture des liens irano-saoudiens.
- Décembre 1997**
- Participation du prince héritier Abdallah au sommet de l'Organisation de la conférence islamique à Téhéran.
- Mai 1999**
- Visite de Khatémi en Arabie saoudite.

L'Iran conçoit son action diplomatique autour de quelques priorités régionales, dont la mise en place d'un système de sécurité dans le Golfe, où il jouerait un rôle clé, est un aspect essentiel.



• MOHAMAD KHATÉMI

Fils de religieux, Mohamad Khatémi est un seyyed, c'est-à-dire qu'il appartient à la lignée du prophète. Il a occupé, de 1982 à 1992, le poste de ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, fonction délicate puisque son titulaire doit faire respecter les principes de la « Révolution » dans des domaines aussi sensibles que l'art et la littérature. C'est pour avoir relâché le contrôle sur la production intellectuelle qu'il s'attira les foudres des conservateurs et fut contraint de démissionner. Élu triomphalement en 1997, avec près de 70 % des suffrages, grâce notamment aux jeunes et aux femmes, cet hodjatoleslam (rang intermédiaire dans le clergé chiite) voit sa politique d'ouverture dans les affaires intérieures et extérieures bloquée par la faction conserva-

trice qui contrôle la plupart des rouages de l'appareil d'État. Khatémi bénéficie d'une marge de manœuvre limitée, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur la politique extérieure. Malgré ces limites, l'Iran, sous l'impulsion de son président, renoue avec une politique qui consiste à favoriser dans le Golfe une alliance régionale stratégique dont il serait le maître d'œuvre.

C'est pourquoi l'image qui restera de la visite officielle qu'a effectuée le président Khatémi, au mois de mai 1999, en Arabie saoudite, est incontestablement celle de sa poignée de main avec les responsables saoudiens, pourtant voués aux gémonies par l'Iran pendant près de vingt ans. Cette visite iranienne est importante car les relations des deux pôles de l'islam – sunnite pour le royaume et chi'ite pour la République islamique – étaient très tendues jusqu'à l'accession de Khatémi à la présidence, en mai 1997.

Divergences. Si Ryad et Téhéran ont abondé en superlatifs sur la visite de Mohamad Khatémi, nombre de divergences sont toutefois loin d'avoir été réglées. Ainsi, les Iraniens refusent la présence des forces américaines dans le Golfe et cherchent à convaincre les Saoudiens que les riverains de cette voie d'eau devraient coordonner leurs efforts pour être les seuls maîtres de la région. Les Iraniens veulent promouvoir un système d'accords entre puissances locales et inciter les pétromonarchies à s'émanciper de la tutelle étrangère. Ils ne sont probablement pas prêts d'être entendus, l'intimité de la relation politique et militaire américano-saoudienne remontant au fondement même du royaume.

S'ils sont disposés à accorder un certain crédit au président Khatémi, Saoudiens et Américains savent que



l'équilibre est précaire en Iran et que les conservateurs tiennent encore de nombreux leviers de l'appareil d'État. En outre, si contrairement aux États-Unis, l'Arabie saoudite ne tient plus l'Iran pour responsable de tout attentat ou action anti-américaine, Ryad et Washington continuent de s'inquiéter du programme nucléaire iranien.

Il y a enfin le dossier des îles d'Abou Moussa, de la grande et de la petite Tomb, à l'entrée du Golfe, dont les Émirats arabes unis revendiquent la souveraineté. Abou Dhabi, pour sa part, ne voit pas d'un très bon œil le flirt saoudo-iranien et c'est pourquoi le président des Émirats, cheikh Zayed Ben Sultan, n'a pas assisté au dernier sommet du Conseil de coopération du Golfe. Condamnés à vivre ensemble malgré leurs divergences, Téhéran et Ryad – et à sa suite les autres monarchies arabes du Golfe – tentent de cohabiter le mieux possible. C'est un raisonnement quasi inédit dans la région, ce qui permet de penser qu'il n'y aura pas de conflit dans un avenir proche.

• ÉLÉMENTS DE COOPÉRATION ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS ARABES DU GOLFE

– La présence dans les émirats, et particulièrement à Dubaï, d'une importante communauté iranienne qui ne cesse de se renforcer. Dans l'ensemble des Émirats arabes unis (EAU) la population immigrée d'origine iranienne représente 17 % des 2,3 millions d'habitants et 70 000 émiratis seraient de souche iranienne.

– Le nombre non négligeable de ressortissants du Golfe qui fréquentent l'Iran et y séjournent régulièrement. Les croyants chi'ites des Émirats, d'Arabie saoudite, du Qatar, du Koweït et

de Bahreïn se rendent en pèlerinage sur les lieux saints iraniens, notamment à Mashhad. Les EAU craignent moins l'Iran qu'ils ne le laissent entendre, d'autant que la puissance de l'Arabie saoudite n'est pas pour eux exempte de danger. Force est de constater qu'ils ont désapprouvé la politique américaine du « double endiguement » et que les milieux dynastiques du Sharjah et de Dubaï sont même notoirement pro-iraniens pour des raisons familiales et économiques.



Affrontements interpuissances

Corée du Nord/Corée du Sud

CHRONOLOGIE

1945

• Fin de la guerre dans le Pacifique, les forces soviétiques occupent le Nord de la Corée. Les Américains, eux, tiennent le Sud.

1948

• Partition des deux Corée acquise, les forces d'occupation étrangères se retirent.

1950 1953

• Guerre de Corée. La Corée du Nord tente d'envahir la Corée du Sud mais, en 1953, après intervention des contingents des Nations unies, majoritairement américains, la guerre s'achève par un retour au statu quo ante, avec division de la péninsule le long du 38^e parallèle.

1991

• Fin de l'URSS, la Corée du Nord perd l'un de ses principaux soutiens.

1992

• La RPC, République populaire de Chine, établit des relations diplomatiques avec la Corée du Sud.

1992

• Accord avec la Corée du Sud pour une normalisation progressive des relations.

1994

• Mort de Kim Il-Sung, son fils Kim Jong-Il lui succède.
• Lancement du programme Kedo : la Corée du Nord promet de ne pas développer d'armes atomiques en échange d'une importante aide américaine, japonaise et sud-coréenne.

1998

• Un missile nord-coréen survole le territoire japonais avant de disparaître dans le Pacifique.

1999

• Violents incidents opposant la marine nord-coréenne et la marine sud-coréenne.

« Pays du matin calme », la Corée a longtemps été divisée. Entre le royaume de Koguryo au nord et ceux de Paikche et Silla au sud, la frontière suivait presque exactement celle qui divise, depuis 1945, la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Lors de son unification, la Corée a servi d'enjeu entre ses deux voisins chinois et japonais. La Corée fut longtemps vassale de l'empereur de Chine pour se protéger des incursions japonaises, puis l'effondrement de la dynastie coréenne des Yi a suivi celle de la dynastie mandchoue des Qing. Dès 1895, le Japon de Meiji arrachait la Corée au contrôle de la Chine et y établissait son influence, et en 1910, la Corée devenait officiellement colonie japonaise.

Histoire de la séparation. L'ensemble du peuple coréen rejette une colonisation brutale mais, à la fin de la guerre du Pacifique, en 1945, ce sont les troupes soviétiques qui occupent le Nord du pays et les forces américaines qui tiennent le Sud et chacun, installe son propre gouvernement.



MISSILES NORD-CORÉENS

Année	Missiles	Portée en km
1986	SCUD B	300
1991	SCUD C	500
1996	Nodong	1 300
En cours d'essai	Taepodong I	2 000
	Taepodong II	3 500

Résultat direct de la guerre froide qui s'aggrave à partir de 1948, la division actuelle de la Corée est donc le dernier héritage de celle-ci, qui s'est pourtant achevée en 1991, avec l'effondrement de l'URSS.

Position de la Corée du Nord.

Entre-temps, la Corée du Nord avait acquis une autonomie croissante, en jouant de ses deux alliés chinois et soviétique, pour devenir progressivement totalement imprévisible et incontrôlable. Depuis l'effondrement de l'URSS, la situation économique du pays s'est encore aggravée. Kim Il-Sung, puis son fils Kim Jung-Il, ont rejeté toute évolution à la chinoise, du régime qui menacerait directement un pouvoir exercé sans partage. La Corée du Nord reste donc aujourd'hui le pays le plus fermé de la planète.

Au bord de la faillite, craignant pour son pouvoir, le régime nord-coréen utilise, depuis le début des années 90, l'arme de la peur : peur du nucléaire avec les menaces de développement d'une telle force ; peur des missiles, qui pourraient frapper jusqu'au Japon et aux États-Unis ; peur de la prolifération puisque la Corée du Nord est l'un

des principaux exportateurs d'armes de destruction massive. La Corée du Nord est donc aujourd'hui, selon les termes utilisés par les États-Unis, un « État-bandit », qui se livre également, pour recueillir des devises, au trafic de drogue et de fausse monnaie.

Pourtant, à la mort de Kim Il-Sung, en 1994, le pays avait accepté de signer avec les États-Unis un accord de coopération, le Kedo, prévoyant, en échange d'une aide considérable de plusieurs centaines de millions de dollars, l'arrêt du développement par la Corée de ses capacités nucléaires. La Corée souffrirait en effet, depuis le milieu des années 90, d'une terrible famine dont il est toutefois impossible d'estimer les véritables conséquences, et l'aide s'avère indispensable à la survie du régime.

Rapports entre les deux Corée. La Corée du Sud, de son côté, ne peut envisager un effondrement brutal de la Corée du Nord. L'exemple de l'unification de l'Allemagne a, en effet, démontré le coût considérable de l'absorption d'un régime à l'économie totalement obsolète et inadaptée. Le nouveau président, Kim Dae-Jung, élu en 1997, a donc choisi d'appliquer une stratégie d'ouverture qualifiée de *Sunshine Policy* : les contacts sont encouragés, les grandes entreprises sud-coréennes sont autorisées à investir au Nord.

Mais, en dépit de ces efforts et de la volonté de la Corée du Sud – mais également de ses alliés américain et japonais – de favoriser l'apaisement par tous les moyens, les tensions subsistent et le régime nord-coréen paraît incontrôlable. Depuis le début des années 90, le poids des militaires autour de Kim Jung-Il s'est, semble-t-il, beaucoup accru. Selon des transfuges venus des rangs des plus hauts cadres du parti, tous les débats tourneraient autour de la prochaine guerre avec le Sud.

L'économie nord-coréenne est totalement exsangue, des centaines de milliers de Nord-Coréens se réfugient dans une République populaire de Chine qui fait aujourd'hui figure d'eldorado sans que le pouvoir puisse rien y faire, mais, contre toute logique, aucun signe d'ouverture, ne serait-ce qu'économique, n'est donné.

Aucune évolution du régime ne semble en vue, aucune contestation réelle dans les rangs du pouvoir n'est perceptible. La Corée du Nord et son chef semblent s'enfoncer dans

ÉTAT DES FORCES

	CORÉE DU NORD	CORÉE DU SUD
Effectifs	1 147 000	690 000
Chars	3 800	2 150
Sous-marins	40	5
Navires de combat	430	180
Avions de combat	850	550

un délire paranoïaque sans issue qui fait craindre tous les dérapages.

Au mois d'août 1998, le régime n'a pas hésité à provoquer les États-Unis, en procédant à un tir de missile au-dessus de l'archipel japonais. Au mois de décembre de la même année, un sous-marin espion nord-coréen a été coulé par la marine sud-coréenne. Au mois d'avril 1999, ce sont deux navires sud-coréens qui ont franchi la limite des eaux territoriales japonaises. Au mois de mai de la même année enfin, des bâtiments nord-coréens ont fait incursion dans les eaux territoriales sud-coréennes et refusé de se retirer, au cours des incidents les plus violents qui ont opposé les deux États depuis la fin de la guerre de Corée.

Pourtant, ces provocations permanentes obéissent à une logique qui



ne semble pas être celle de l'escalade jusqu'aux extrêmes, mais bien plutôt celle d'un chantage désespéré de la part d'un pouvoir acculé à la faillite qui tente de monnayer la seule chose dont il dispose encore : sa capacité à faire peur.

Mais, si la guerre n'est pas certaine entre les deux Corée, il est impossible d'éliminer tout risque de dérapage tant que le régime de la dynastie des Kim restera en place en Corée du Nord. ●

• DYNASTIE DES KIM

Kim Il-Sung, le père, est né en 1912 dans une Corée alors colonie japonaise. Militant pour l'indépendance de son pays, il s'installa en URSS jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1945, il regagne son pays avec les troupes de l'Armée rouge et, sur le modèle allemand, il est nommé par les Soviétiques, dans la zone qu'ils occupent au nord de la péninsule coréenne, président du Comité du peuple de Corée du Nord, qui deviendra par la suite le Parti des travailleurs coréens.

En 1948, une fois la partition acquise, Kim Il-Sung devient président de la République populaire de Corée. Dès 1950, persuadé, avec ses alliés soviétiques, que les États-Unis ne bougeront pas, il tente sans succès d'envahir la Corée du Sud. En dépit de l'aide massive de la République populaire de Chine à la fin de la guerre, en 1953, les positions n'ont pas bougé. Kim Il-Sung appliquera ensuite un modèle de développement de type soviétique, qui ira toutefois en se radicalisant avec la mise en œuvre de la politique « d'indépendance nationale ». En politique étrangère, à partir du conflit sino-soviétique,

Kim Il-Sung tentera, dans les années 60, d'élargir sa marge de manœuvre en maintenant un certain équilibre dans ses relations avec les deux frères ennemis du communisme.

À partir de 1972, Kim Il-Sung ne conserve que son titre de président de la République et impose progressivement son fils Kim Jung-Il, né en 1942, qui sera nommé secrétaire du Comité central du parti, en 1973, puis commandant suprême des armées, en 1991. Kim Il-Sung avait instauré un culte de la personnalité exigeant un respect total pour le « grand leader suprême bien-aimé ». Le culte s'est poursuivi avec son fils et, lorsque Kim Il-Sung meurt, en 1994, son fils décrète une période de trois années de deuil avant d'assumer officiellement la succession.

En 1998, Kim Jung-Il, qui ne rencontre aucun chef d'État étranger et mène une vie dont les secrets semblent impossibles à percer, refuse le poste de président de la République, conserve à son père « pour l'éternité » et n'assume que ses fonctions de commandant suprême des armées, qui sont sans doute aujourd'hui les plus importantes. ●



■ Poste de Panmunjon sur la ligne de démarcation entre les deux Corée.



Affrontements interpuissances

Etats parias/Etats-Unis

Les « États truands », traduction de l'expression américaine *rogue States*, c'est la nouvelle appellation donnée par Washington aux États dangereux.

La disparition de l'Union soviétique a fait perdre aux États-Unis un adversaire à leur mesure. Le combat que les États-Unis menaient contre l'URSS était double. Il y avait tout d'abord un défi stratégique à relever : l'URSS avait atteint la parité stratégique avec les États-Unis au début des années 70 (c'est-à-dire qu'elle avait réussi à égaler le potentiel militaire américain en y consacrant, il est vrai, l'essentiel de ses ressources) et constituait une menace crédible sur le plan géopolitique, le second combat étant politico-moral. Vu des États-Unis, le régime soviétique était la négation totale du système politique américain. Régime libéral contre régime dictatorial, liberté des individus contre toute-puissance de l'État, etc. ; le régime soviétique devait donc être combattu, non seulement par intérêt, mais également au nom de la morale.

L'ordre international. D'ailleurs, depuis le président Wilson, pendant la Première Guerre mondiale, les États-Unis ont toujours mis en avant des aspirations morales quant à l'ordre

■ Bill Clinton a fait du combat contre les États bandits sa priorité stratégique.



international (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie, etc.) qu'ils opposaient volontiers au cynisme ou à la Realpolitik européenne, au règne de la force brutale et de la volonté des puissances.

Après la disparition de l'URSS, l'argument moral ne trouve plus la même justification. Il n'y a plus un État que l'on puisse soupçonner de vouloir dominer le monde au nom d'une idéologie messianique.

Quels peuvent être les États que l'on puisse condamner au nom de la morale, dans les années 90 ? Il va s'agir d'États qui sont coupables de

comportements irréguliers, ne répondant pas aux normes admises par la communauté internationale. Ce sont ceux qui mettent en pratique une politique expansionniste à l'égard de leurs voisins ou agressive à l'égard de démocraties (par le biais du terrorisme, du développement du trafic de drogue), ceux qui violent de façon flagrante les droits de l'homme.

Les « *rogue States* ». Pour qualifier ces États, les Américains ont développé une nouvelle catégorie : les *rogue States*. *Rogue* signifie en anglais gredin ou voyou. Mais en français, ce terme – tout comme celui des États bandits, parfois utilisé – n'est finalement que faiblement péjoratif. Aussi retient-on désormais le qualificatif d'États truands, qui implique une condamnation plus vigoureuse, donc légitime, et une action plus musclée contre ceux qui sont ainsi désignés, exprimant l'ampleur du danger qu'ils représentent.

L'idée est bien de définir ces États comme étant hors la loi, ce qui

devrait rendre licite le fait de les juger et de les punir. Bien entendu, il est très difficile de déterminer non seulement qui entre dans cette catégorie d'État truand, mais surtout qui est habilité à en établir la liste.

Les dirigeants américains citent régulièrement comme faisant partie de cette liste des États tels que Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Soudan, la Corée du Nord ou la Yougoslavie. Mis à part le cas de cette dernière – on a employé la force pour que les troupes yougoslaves quittent le Kosovo – les sanctions mises en place par les États-Unis se limitent au domaine économique, supposé faire fléchir les États bandits et les amener à adopter un comportement plus respectueux des standards universels.

Cependant, cette arme des sanctions économiques montre rapidement ses limites. Tout d'abord, parce que soit elle n'affecte que modérément l'économie des pays visés – qui trouvent facilement d'autres débouchés ou sources d'approvi-

	PIB (en milliards de \$)	PIB/HAB (en \$)	POPULATION (en milliers)	DÉPENSES MILITAIRES (en milliards de \$)
CHINE	906,00	860	1 400 000	11,00
CORÉE DU NORD	17,60	770	22 800	2,40
CUBA	14,40	1 293	11 100	0,39
SOUDAN	7,80	280	28 000	0,30
IRAK	23,00	1 095	21 500	1,30
IRAN	113,40	1 580	71 500	5,80
LIBYE	23,10	4 000	5 800	1,30
RUSSIE	356,00	2 410	148 000	34,00
USA	7 434,00	27 590	270 200	267,60

• LIBYE

Sept ans de sanctions de l'ONU ont été nécessaires pour que le pouvoir libyen accepte de livrer les auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie, en 1988 (270 morts). Kadhafi s'est maintenu et il est parvenu à rallier des soutiens non négligeables. Ainsi, le président Mandela s'est rendu deux fois en Libye en 1998, provoquant une protestation des États-Unis. Par ailleurs, la demande de levée des sanctions contre la Libye a été appuyée par l'Organisation de la conférence islamique et l'Organisation de l'unité africaine. La Libye a obtenu de la CJI, en février 1998, que ses plaintes contre les États-Unis et le Royaume-Uni soient examinées. ●

sionnement – soit parce que l'effet qu'elle peut avoir se porte plus sur la population civile des pays concernés que sur leurs dirigeants. Or, l'État bandit étant par nature une dictature, la population civile ne peut être tenue pour responsable des agissements de ses dirigeants et, en retour, ceux-ci ne se soucient que fort peu du sort de leur population.

La seconde limite tient en ce que les sanctions économiques sont le plus souvent décrétées unilatéralement par Washington, sans concertation avec les autres acteurs économiques majeurs que sont les Européens ou les Japonais. Ces der-

niers se sentent dès lors libres de ne pas les appliquer. Il s'ensuit des polémiques au sein du club des pays industrialisés. En définitive, la définition des États bandits reste floue.

Les relations avec Washington.

Ces pays ne sont certes pas des modèles de démocratie, mais il y a de nombreux États sur la planète qui, en ce domaine, ont de pires références encore, tout en ayant de très bonnes relations avec Washington. On peut en conclure que le non-respect des droits de l'homme n'est pas le véritable critère de définition de l'État truand.

À y bien réfléchir, on voit clairement ce qui peut unir ces pays et comprendre pourquoi, malgré leur grande diversité, ils sont mis dans la même catégorie.

Si ces pays ont eu parfois un comportement national ou international critiquable, ils ont surtout en commun de s'être tous dressés contre Washington. Ils ont tous critiqué et combattu la suprématie américaine, soit dans leur propre région, soit à une échelle mondiale, par des moyens violents. Pour exemples, l'exportation de la guérilla en Amérique latine par Castro dans les années 60, l'installation de fusées soviétiques sur le territoire cubain en 1961, ou encore des attentats

menés par la Libye contre les intérêts américains, la guerre du Golfe déclenchée par l'Irak, etc.

Longtemps après que cette contestation de l'ordre américain par la force a cessé, la rancœur de Washington subsiste. Les pays sont tous dirigés par des leaders forts qui ont été diabolisés et présentés comme l'archétype même du dictateur.

Existe-t-il une menace ? Pourtant, ces pays ne sont pas réellement des puissances, ni sur le plan militaire ni sur le plan économique ; en aucun cas, ils ne peuvent exercer une réelle menace sur les États-Unis.

Les États-Unis n'ayant donc pas grand-chose à craindre ou à espérer d'eux, il est plus facile de les combattre. La véritable définition de l'État truand serait celle d'un État qui se serait élevé contre les États-Unis sans vraiment avoir les moyens de le faire et qui, du même coup, serait d'autant plus facilement désigné comme adversaire qu'il est peu dangereux.

Il permettrait ainsi aux États-Unis de donner un aspect moral ou légitime à leur lutte contre ceux qui leur paraissent être les trublions de l'ordre international. Sont exclus de cette liste les États qui contestent la suprématie américaine mais qui sont déjà, ou encore, de véritables

puissances (Chine, Russie) ou les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme, mais ne contestent pas pour autant le leadership américain sur les affaires mondiales (leur liste serait malheureusement trop longue à énumérer). ●

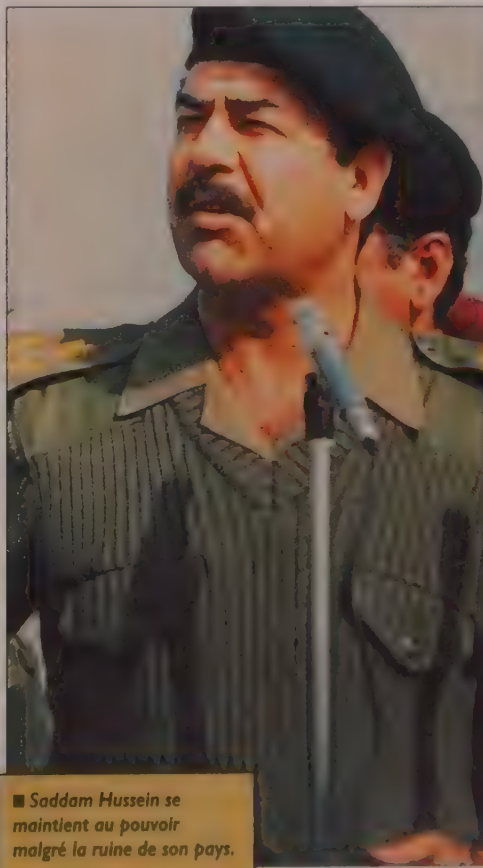
• L'IRAK LIBERATION ACT

En décembre 1998, des incidents mineurs sont survenus sur les sites d'inspection du désarmement irakien mis en place à la suite de la guerre du Golfe, pour lancer une opération militaire contre l'Irak. Des missiles de croisière sont lancés, faisant, selon les sources, entre 73 et 1 200 morts.

Londres mis à part, la plupart des capitales condamnent ces frappes qui, après une interruption, reprennent en avril 1999, pendant que les regards sont tournés vers le Kosovo. Elles ont été déclenchées en dehors de toute base légale et peuvent être qualifiées d'agression en termes juridiques. En octobre 1998, le congrès américain adopte l'Irak Liberation Act qui permet de financer des mouvements opposés à Saddam Hussein, ce qui, là encore, est parfaitement illégal sur le plan international. ●



■ Fidel Castro défie Washington depuis quarante ans.



■ Saddam Hussein se maintient au pouvoir malgré la ruine de son pays.



■ Kadhafi s'est apparemment assagi mais demeure l'archétype du leader antiaméricain.



Affrontements interpuissances

Etats-Unis/Japon

CHRONOLOGIE

1941

• Bombardement surprise de Pearl Harbour par les forces japonaises et début de la guerre du Pacifique entre les États-Unis et le Japon.

1945

• Bombardement atomique d'Hiroshima et Nagasaki par les forces américaines, fin de la guerre du Pacifique.

1946

• Nouvelle constitution japonaise, rédigée par le général MacArthur, chef des forces d'occupation alliées au Japon.

1951

• Traité de paix de San Francisco et fin de l'occupation japonaise. Le maintien des bases américaines dans l'archipel est garanti par le traité de sécurité nippo-américain signé la même année.

1960

• Reconstitution pour dix ans du traité de sécurité nippo-américain, en dépit d'importantes manifestations d'hostilité dans l'archipel.

1970

• Reconstitution du traité de sécurité nippo-américain. Une nouvelle clause prévoit que la reconstitution sera désormais automatique tous les dix ans.

1972

• Okinawa, qui était resté sous régime d'occupation, est rendu au Japon.

1976

• Nouveau plan-cadre de la Défense nationale, qui prévoit un « meilleur partage du fardeau » de la défense du Japon entre Tokyo et Washington. Les principes strictement défensifs imposés par la constitution de 1946 ne sont toutefois pas remis en cause.

1999

• Adoption par le parlement japonais de nouvelles « lignes directrices » actualisant le cadre d'application du traité de sécurité nippo-américain après la disparition de l'URSS.

Après la défaite de 1945, lorsque l'empereur du Japon demandait à la population de « supporter l'insupportable », des liens très étroits se tissaient entre le Japon et les États-Unis.

Les forces d'occupation ont apporté de nouveaux modes de vie et de nouvelles valeurs que beaucoup de Japonais ont adoptés avec enthousiasme après des décennies de guerre et de dictature militaire. Alors que le camp communiste, en pleine guerre froide, semblait s'étendre en Asie, avec la fondation de la République populaire de Chine (RPC), en 1949, puis la guerre de Corée, en 1950 l'ancien ennemi japonais devenait le principal allié des États-Unis.

L'allié japonais. Le nouvel accord de sécurité devait faire de l'archipel un « porte-avion insubmersible », dans le dispositif des forces américaines en Asie. Pendant la guerre du Vietnam, le Japon a pleinement joué ce rôle et, chaque jour, les appareils américains décollaient d'Okinawa pour aller frapper les maquis vietcongs.

Aujourd'hui encore, en dépit de la fin de la guerre froide, le Japon conserve un rôle essentiel dans le dispositif des forces américaines. C'est au Japon que sont toujours basés les deux tiers des forces américaines dans le Pacifique et, lors de la guerre du Golfe, en 1991, le Japon a joué un rôle essentiel de plateforme logistique entre les bases de la côte ouest des États-Unis et celle de Diego Garcia dans l'océan Indien.

Mais l'allié japonais a également été, en matière économique, le

« meilleur élève » et a rapidement rattrapé son maître. Le pays est devenu la deuxième puissance économique mondiale. En dépit de ses difficultés actuelles, il reste le premier pays créateur de la planète, alors que les États-Unis sont les plus gros emprunteurs du globe. Surtout, la puissance d'exportation du Japon a suscité des rancœurs sur l'autre rive du Pacifique et, au cours des années 80, les investissements japonais dans l'immobilier et les industries du spectacle, fleurons de la civilisation américaine, ont alimenté les craintes irraisonnées d'une « invasion pacifique » des nouveaux samourais de l'économie japonaise.

Rébellion. Au même moment, dans l'archipel, une certaine impatience commençait à se manifester à l'encontre des pressions contradictoires exercées par les États-Unis dans de nombreux domaines. Le Japon était, par exemple, accusé d'avoir financé

le développement de son extraordinaire puissance économique en faisant prendre en charge le poids de sa défense par les États-Unis. Dans le même temps, la moindre augmentation du budget de la défense japonais était dénoncée comme significative des « tentations militaristes » supposées toujours présentes dans l'archipel. Plus récemment, le Japon était sommé de sortir rapidement de la stagnation dans laquelle le pays semblait s'enliser depuis le début des années 90, mais la moindre augmentation des exportations japonaises, source de richesses, est immédiatement dénoncée.

L'opinion publique japonaise, comme le reflètent certains sondages récents, semble se lasser du lien de vassalité qui s'est constitué entre le Japon et les États-Unis, et ce d'autant plus que, depuis la disparition de l'ennemi commun soviétique, de nombreux doutes s'expriment sur la volonté réelle des États-Unis à



• ISHIHARA SHINTARO : LE SAMOURAI DE LA POLITIQUE

Le 11 avril 1999, Ishihara Shintaro a été élu gouverneur de Tokyo. En 1989, il s'était rendu célèbre en publiant *Le Japon qui peut dire « non »*. Dans cet ouvrage, qui fit grand bruit à l'extérieur de l'archipel, Ishihara Shintaro appelait le Japon à se redresser et à s'affirmer face aux États-Unis accusés d'arrogance. Économiquement, le Japon devait apprendre à dire non en soutenant la création d'une zone yen en Asie. Stratégiquement, le Japon devait apprendre à dire non en se dotant d'une véritable capacité défensive plus indépendante des États-Unis. De plus, cette nouvelle capacité du Japon à dire non ne peut passer, selon Ishihara Shintaro, que par une révision de la Constitution pacifiste de 1946.

Depuis 1995, Ishihara Shintaro se présente comme « indépendant ». C'est à cette date qu'il a abandonné le PLD, dont il avait été élu depuis 1968, pour protester contre le « manque d'envergure » de la classe politique et « l'émasculature du Japon qui en a résulté ». À l'étranger, Ishihara Shintaro inquiète par-

fois, mais il ne représente, au fond, que le courant de ceux qui considèrent que, plus de cinquante ans après la défaite de 1945, le Japon a le droit d'être reconnu comme une puissance « normale ».



• CONSTITUTION PACIFISTE DE 1946

La nouvelle constitution japonaise, rédigée en moins d'une semaine par le commandant en chef des forces alliées au Japon, le général américain MacArthur, a été adoptée par l'Assemblée nationale en 1946. Pour interdire tout retour du militarisme, l'article 9 de la Constitution prévoit : « Le Japon renonce à tout usage ou menace d'usage de la force pour régler les différends internationaux et qu'il s'interdit en conséquence de disposer de forces armées. »

Dès le début des années 50, au lendemain de la guerre de Corée, et alors que le Japon était devenu le principal allié des États-Unis en Asie dans la lutte contre le communisme, une « force de police et de maintien de l'ordre » a été créée à la demande des États-Unis. C'est cette force de police qui verra, par la suite, ses effectifs augmenter et prendre le nom de « force d'autodéfense ». Aujourd'hui, les Forces d'autodéfense comptent 150 000 hommes et leur équipement est technologi-

quement l'un des meilleurs au monde. Mais leur rôle reste strictement défensif et elles ne disposent d'aucun moyen de projection au-delà de l'environnement immédiat de l'archipel, comme des porte-avions, des bombardiers et des missiles à longue portée, ou un système de ravitaillement en vol. Par ailleurs, le Japon a également renoncé à se doter de l'arme nucléaire.

Certains considèrent que les Forces d'autodéfense restent anticonstitutionnelles et qu'une révision de la Constitution reconnaissant leur existence et élargissant, dans une certaine mesure, leur domaine d'action, est indispensable. Aujourd'hui, la défense du Japon est, en fait, essentiellement assurée par les États-Unis et leur parapluie nucléaire, et l'immense majorité de la population japonaise et du personnel politique, traumatisés par la défaite de 1945, restent totalement hostiles à une révision constitutionnelle qui réveillerait les spectres de la guerre. ●



■ Manifestants américains brandissant des pancartes contre le Japon (Japan bashing).

assurer la défense du Japon dans toutes les circonstances. Chacun se demande, par exemple, ce que ferait Washington si la Chine, comme elle le revendique, s'emparait de l'archipel japonais des Senkaku, situé en mer de Chine orientale.

Vers une plus grande autonomie. Certains considèrent aujourd'hui que le Japon doit acquérir une plus

grande autonomie en matière de défense, en disposant notamment d'une capacité propre en matière de satellites d'observation, afin de pouvoir décider seul de l'opportunité d'une action militaire. Au-delà, le Japon est une superpuissance technologique qui pourrait rapidement disposer de forces considérables, y compris de forces nucléaires. Toutefois, en dépit de ces différents

mouvements d'humeur, il est difficile d'envisager que les éventuels conflits entre les Japon et les États-Unis puissent un jour déboucher sur une guerre chaude. Même au niveau économique, les scénarios catastrophistes prévoyant la vente, par le gouvernement japonais, des bons du trésor américains qu'il détient en quantité, la ruine consécutive des caisses de retraite et la crise sociale

qui s'ensuivrait aux États-Unis, restent très improbables.

Les États-Unis et le Japon demeurent liés économiquement et stratégiquement. La mise en place d'une relation plus équilibrée permettrait d'éviter que Washington ne considère l'alliance avec le Japon comme définitivement acquise et contribuerait à éliminer nombre de sources de ressentiment. ●



■ Hiroshima détruite, en 1945.



Affrontements interpuissances

France/Allemagne

Traditionnellement ennemies, la France et l'Allemagne se sont lancées dans une politique volontariste de coopération et d'amitié après 1945. L'unification allemande risque-t-elle de rendre à l'Allemagne des pulsions dominatrices, propices à créer des tensions avec la France ?

Depuis Charles Quint et François I^{er}, la France et l'Allemagne se sont livrés au total vingt-trois guerres ; dix-neuf ont eu lieu exclusivement sur le territoire allemand, et les quatre dernières sur le territoire français.

Mémoire collective. Cette histoire commune forgée par la guerre a créé, dans chaque pays, une mémoire collective. Pour les Allemands, la France représentait avant tout cinq siècles d'hégémonie militaire, culturelle et démographique. Elle était vue jusqu'à la Seconde Guerre mondiale comme un pays agressif.

La guerre de Trente Ans, où la France a été très active, a permis la stabilisation de l'Europe avec la signature des traités de Westphalie (1648), elle a également empêché toute prétention allemande à se constituer en État-nation ; celui-ci ne verra le jour qu'en 1870. Le trait le plus constant de la politique extérieure française depuis Richelieu a été d'éviter l'unité allemande. Pour les Français, l'antagonisme avec

l'Allemagne devient évident essentiellement à partir de 1871 et jusqu'en 1945. Avant cette période, ce sont les Anglais qui sont perçus dans l'imaginaire français comme les ennemis héréditaires. En 1871, pour la première fois, la France est vaincue militairement par un seul pays et non par une coalition.

Réconciliation. Après 1945, Français et Allemands se rendent compte que la réconciliation est indispensable pour éviter le déclenchement d'une nouvelle guerre en Europe. La menace soviétique est un argument supplémentaire. C'est pour cette raison que sera lancée la construction européenne, dont la première étape, la communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), avait pour but d'empêcher une nouvelle guerre entre les deux rivaux.

Par la suite, cette coopération franco-allemande va se développer à travers les personnalités des dirigeants successifs. On a pu parler de « couple franco-allemand », personifié par les tandems Adenauer-De Gaulle ; Schmidt-Giscard d'Estaing ; Kohl-Mitterrand.

En 1963, est signé le traité de l'Élysée entre les deux pays, qui instaure des sommets réguliers entre le président français et le chancelier ouest-allemand et entre les ministres des Affaires étrangères et de la Défense. En 1988, un Conseil franco-allemand de défense est créé entre les deux pays, qui vont jusqu'à former un corps d'armée commun. Paris et Bonn sont, par ailleurs, le moteur de la construction européenne.

La chute du mur de Berlin. Jusqu'à la chute du Mur, les relations franco-allemandes étaient marquées par un équilibre dans les déséquilibres.

La suprématie économique allemande était compensée par sa division et son infériorité stratégique vis-à-vis de la France. En gros, à l'une le mark, à l'autre la bombe atomique.

Après l'unification allemande, la perspective de la constitution d'un pays de 80 millions d'habitants au

centre de l'Europe ne pouvait que bouleverser les équilibres existants. On se rappelle, d'autre part, qu'historiquement l'Allemagne n'a été unifiée que de 1870 à 1945. Au cours de cette période, elle a jeté le monde dans deux guerres mondiales. Si, aujourd'hui, l'Allemagne est paisible, de quoi peut être fait l'avenir proche ?

Comment interpréter la demande allemande de disposer d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, et la volonté de rétablir Berlin (symbole de la puissance passée allemande) comme capitale ? L'Allemagne n'allait-elle pas dominer l'Europe ? N'allait-on pas avoir une Europe allemande au lieu d'une Allemagne européenne ? Et comment la France pouvait-elle réagir à cette rupture d'équilibre ?

Celle-ci n'a, en fait, pas eu lieu jusqu'à présent parce qu'en matière

économique, la France est devenue aussi performante que l'Allemagne.

Par ailleurs, l'Allemagne, consciente des problèmes dans lesquels l'avait plongée sa volonté de domination passée, a continué à jouer la carte européenne, allant même jusqu'à abandonner le deutsche Mark, symbole d'une reconstruction économique, au profit de l'euro.

Au Kosovo, elle a pour la première fois participé à une guerre mais, cette fois-ci, du côté des démocraties.

Les intérêts nationaux français et allemands ne sont plus opposés. Le projet français d'une Europe forte ne peut se faire avec une Allemagne faible.

Des divergences peuvent toujours être possibles entre ces deux pays. La guerre ne l'est plus, tant leurs intérêts politiques, économiques et commerciaux sont liés. ●



■ François Mitterrand et Helmut Kohl se donnent la main à Verdun, symbole de l'amitié franco-allemande.

Affrontements interpuissances

Chine-Russie/Etats-Unis

Reconstitution d'alliance dissoute, c'est ce à quoi fait penser un scénario où la Russie et la Chine uniraient de nouveau leur sort pour lutter ensemble contre les États-Unis.

De 1949 (date de la Révolution chinoise) à 1961 (rupture sino-soviétique), Moscou et Pékin se trouvaient déjà ensemble sous la bannière communiste en lutte contre « l'impérialisme américain ». Cette alliance pourrait-elle se reconstituer ? L'envoyé spécial du président Eltsine dans les Balkans, pendant la guerre du Kosovo, M. Tchernomyrdine, n'a pas hésité à développer ce thème dans les journaux américains pour tenter de faire pression sur la Maison Blanche.

Danger de l'alliance. Une telle alliance aurait effectivement de quoi faire peur aux États-Unis, elle constituerait un bloc géographique immense, contrôlant la majeure partie de l'Eurasie. Elle se base sur le fait que Moscou et Pékin sont les deux plus grands États contestant aujourd'hui la supériorité américaine.

Tous deux sont des États nucléaires disposant chacun, par ailleurs, d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité et donc d'un

droit de veto. Dans la mesure où, séparément, ils sont trop faibles pour mettre en échec Washington, pourquoi, dès lors, ne pas unir leurs forces ? Le fait que la Russie soit devenue un régime capitaliste et que la Chine se proclame encore communiste ne constituant pas des obstacles considérables à cette alliance. Les deux ont, en fait, des régimes autoritaires et leurs intérêts géopolitiques peuvent les conduire à ne pas s'arrêter à ces différences.

Vers une reconstruction de l'alliance ? Plusieurs obstacles rendent cependant ce virage stratégique peu crédible. Le premier, et non le moindre, est que la rivalité sino-russe est probablement aussi forte que celle qui les oppose séparément aux États-Unis. Si la Chine a rompu en 1961 avec l'URSS, alors que les deux pays étaient communistes, ce n'est pas sans raison.

Les Chinois ne supportaient plus de subir le leadership d'une Union soviétique qui les avait peu aidés lors de leur révolution. Ils ne voulaient pas rester dans un camp communiste où ils ne pourraient qu'être les seconds par rapport à l'URSS, patrie du socialisme. Historiquement et culturellement, « l'empire du Milieu » se sentait supérieur aux Soviétiques. Des conflits frontaliers les opposaient. Malgré leur solidarité idéologique, les oppositions nationales qui plongent leurs racines dans l'Histoire ont prévalu. Les Chinois estiment toujours avoir été victimes des « traités inégaux » que la Russie leur a fait signer au XIX^e siècle et qui ont permis une avancée territoriale de la Russie au détriment de la Chine.

■ Rencontre Zemin-Eltsine.



La situation entre la Chine et la Russie a considérablement changé depuis 1961. À l'époque où l'URSS était une superpuissance, la Chine était encore un pays du tiers-monde.

Aujourd'hui, la Chine connaît un grand dynamisme économique, la Russie, pour sa part, subissant un marasme dont on ne voit pas la fin. La Chine a une croissance proche de 10 % depuis le début des années 80. Le PNB russe a chuté de moitié depuis l'écroulement de l'Union soviétique, en 1991. La Russie craint une pression démographique chinoise en Sibérie. Bref, c'est Pékin qui apparaît aujourd'hui leader, contrairement à la situation qui a prévalu de 1949 à 1981, constatation difficile à accepter pour le

nationalisme russe. Les Russes ne peuvent admettre de n'être que les adjoints de la Chine, pas plus que les auxiliaires de l'URSS. L'inégalité de situation de deux États rend donc difficile la reconstitution d'une alliance.

Il faudrait dès lors, pour que Pékin et Moscou scellent stratégiquement leur destin, qu'ils y soient contraints en pensant réellement que c'est la seule issue pour eux. Une politique ouvertement agressive ou méprisante des États-Unis à l'égard de ces deux pays en même temps pourrait conduire à une telle extrémité. S'ils peuvent choisir une relation privilégiée, tant la Chine que la Russie préféreront l'avoir avec les États-Unis qu'entre elles.

	ÉTATS-UNIS	RUSSIE	CHINE	CHINE + RUSSIE
Population (en millions)	271 648	147 707	124 3738	1 391 445
PIB (en milliards de \$)	7 434	356	906	1 262
Superficie (en km ²)	9 372 614	17 075 400	9 596 960	26 672 360
Dépenses militaires (en milliards de \$)	267,6	34	11	45
Armes nucléaires				
• Armes stratégiques	8 500	7 200	284	7 484
• Armes tactiques	7 000	6 000/13 000	150	6 150/13 150
TOTAL	15 500	13 200/20 200	434	13 634/20 634
Nombre d'ordinateurs (pour 1 000 hab.)	330	non connu	2	



Affrontements interpuissances

Grèce/Turquie

CHRONOLOGIE

29.05.1453

• Prise de Constantinople par les Ottomans.

1830

• Indépendance de la Grèce.

12.08.1920

• Traité de Sèvres : achèvement du démembrement de l'Empire ottoman. Les provinces de l'Anatolie de l'Ouest sont attribuées à la Grèce.

24.07.1923

• Traité de Lausanne : libération du territoire turc dans ses frontières actuelles (à l'exception de Sandjak d'Alexandrette).

1930

• Traité d'Ankara : réconciliation gréco-turque.

16.08.1960

• Proclamation de l'indépendance de Chypre.

15.07.1974

• Coup d'État organisé par la junte militaire grecque sur l'île de Chypre. Makarios est renversé pour rattacher Chypre à la Grèce.

20.07.1974

• Intervention de l'armée turque dans le Nord de l'île, opération de paix selon Ankara, invasion selon Athènes.

26.04.1978

• Ankara rejette l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye sur le contentieux qui l'oppose à la Grèce au sujet du plateau continental de la mer Egée.

15.11.1983

• Déclaration d'indépendance de la République turque de Chypre du Nord.

30.01.1988

• Les premiers ministres turc et grec se rencontrent à Davos : processus de rapprochement politico-diplomatique.

Fin janvier 1996

• Tensions entre la Grèce et la Turquie à propos de minuscules îlots de l'Égée orientale n'ayant strictement aucun intérêt stratégique.

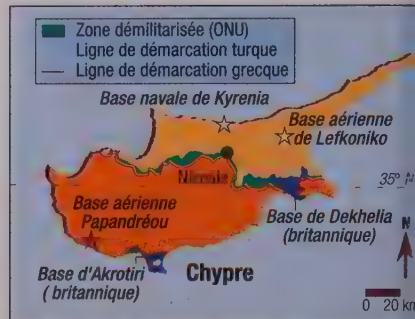
Bien qu'elles appartiennent toutes deux à l'OTAN, la Grèce et la Turquie ont déjà été en guerre en 1974. Régulièrement, la montée des tensions entre les deux pays fait craindre l'éruption d'un nouveau conflit.

Les difficultés de voisinage entre les deux Nations existent depuis la période d'occupation ottomane de la Grèce, qui se conclut par l'indépendance grecque en 1830. À l'époque

de la fin de l'Empire ottoman et de la guerre de libération nationale turque, menée par Mustafa Kemal Atatürk, les affrontements particulièrement violents et cruels entre les deux pays se soldèrent par des échanges de population massifs, de part et d'autre des détroits, au moment de la création de la Turquie républicaine.

De nouveaux points de discord sont apparus au sujet de l'île de Chypre, peuplée de Grecs et de Turcs, qui fut tour à tour la possession des Vénitiens, puis des Ottomans et enfin des Britanniques, de 1878 à 1960. À cette date, Chypre acquiert l'indépendance et son premier président élu, Mgr Makarios, s'engage à préserver les intérêts et les droits des deux communautés.

Malheureusement, dès 1964, des violences intercommunautaires surgissent et, en 1974, Makarios est renversé par un coup d'État fomenté par le « régime des colonels », alors au pouvoir à Athènes, dans le but de rat-



tacher Chypre à la Grèce. Aussitôt, les forces militaires turques débarquent dans le Nord de l'île ; les Chypriotes grecs refluent vers le Sud. De fait, l'île

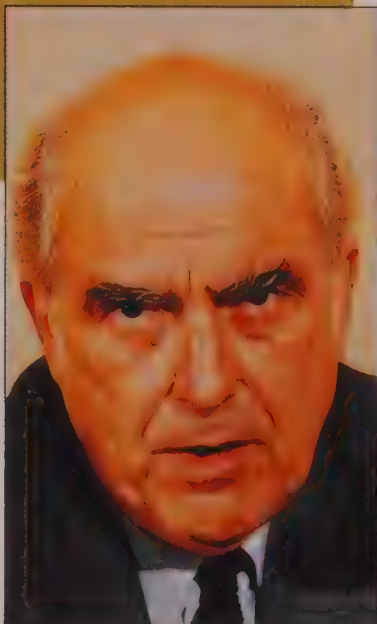


■ incidents à la frontière gréco-turque, à Chypre en août 1996.

• ANDRÉAS PAPANDREOU

Cet homme politique grec marqua la vie et les débats politiques de son pays pendant plus de trente ans. Après avoir passé de nombreuses années aux États-Unis, il devient député et ministre à Athènes, durant les années 60. Pendant la dictature des colonels, il dirige, en exil, une organisation qui prône la lutte armée. Revenu en Grèce en 1974, il fonde le PASOK – mouvement socialiste panhellénique – parti de gauche au discours tiers-mondiste, anti-occidental et nationaliste. Remportant les élections en 1981, 1985 et 1993, son discours et sa politique évoluent peu à peu vers des positions pro-européennes et, à la fin de sa carrière, ouvertement pro-améri-

caines. Toutefois, il ne perdra jamais les accents populistes et nationalistes qui feront de lui l'un des Grecs les plus intransigeants envers le voisin égéen. Impliqué dans de nombreux scandales et dans une liaison tumultueuse avec une hôtesse de l'air grecque, Papandréou n'en a pas moins été une personnalité charismatique, qui n'a malheureusement pas toujours su saisir les opportunités pour réduire les tensions avec la Turquie. ●



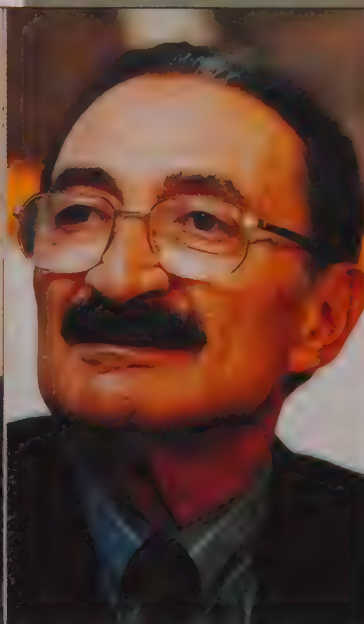
aérien ou encore la remilitarisation des îles orientales de la mer Egée sont autant de motifs de désaccords. Ce qui est parfaitement étonnant c'est que, au-delà des escarmouches verbales extrêmement fréquentes,

• BÜLENT ECEVİT

Débutant comme journaliste dans la presse proche des milieux kémalistes, il devient un des dirigeants du Parti républicain du peuple. Chef charismatique, porté par la vague de gauche des années 70, il impulse une ligne sociale-démocrate à son parti et devient premier ministre en 1973, en coalition avec les islamistes modérés. C'est à cette époque, en été 1974, qu'Ecevit ordonne l'intervention militaire à Chypre. Arrêté après le coup d'État de

septembre 1980, il passe trois mois en prison, en 1981, pour des articles dénonçant la répression des militaires. Revenu à la vie politique active à la fin de la décennie 80, il dirige le Parti démocratique de gauche et abandonne les thèmes sociaux-démocrates pour un discours à tendance nationaliste.

Cet homme, réputé pour sa rectitude, son intégrité et sa fermeté, qui fut auréolé par la capture du chef kurde Ocalan au mois de février 1999, voit son parti arriver en tête des élections générales du mois d'avril 1999. Ce qui lui permet d'être à nouveau premier ministre en coalition avec des nationalistes d'extrême droite et un troisième parti de la droite libérale. ●



rien ne semble vraiment évoluer et le maintien du statu quo est finalement la règle qui prévaut. Les rares gestes de bonne volonté que l'on peut épisodiquement percevoir se heurtent systématiquement à de nouvelles exi-

gences de la partie adverse, ce qui gèle un précaire équilibre.

Vers un conflit ? Aux contentieux évoqués s'ajoute l'attitude grecque d'obstruction à l'égard de la Turquie, à propos de la demande d'adhésion de cette dernière au sein de l'Union européenne. La volonté d'annihiler tout processus de rapprochement entre les institutions communautaires européennes et Ankara constitue un facteur supplémentaire de rivalité. Toutefois, et malgré tous ces motifs, une guerre entre les deux États est fort improbable, non seulement parce qu'ils sont l'un et l'autre membres de l'OTAN mais aussi parce que la volonté turque d'adhérer à l'Union européenne la dissuadera de tout dérapage. ●

• OMBRES DE MISSILES EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

La commande, à la Russie, d'une trentaine de missiles sol-air S-300, en janvier 1997, par le gouvernement chypriote grec, a soumis ce dernier à des critiques de la part de certains de ses alliés membres de l'OTAN. L'achat de ces missiles doit servir à renforcer la sécurité et l'indépendance de la partie grecque de l'île. La division de Chypre existe depuis 1974 et toutes les tentatives internationales pour mettre fin à la séparation des deux communautés chypriotes ont échoué. Le gouvernement de Nicosie, appuyé par Athènes, a voulu transformer l'affaire des missiles en une stratégie politique ayant pour but de relancer les négociations sur le statut de l'île. Mais ce que ni les Grecs ni les Chypriotes grecs n'ont saisi, c'est que ce ne sont pas les missiles en tant que tels qui dérangent Ankara, mais la présence d'avions grecs qui pourraient pénétrer loin

dans les terres anatoliennes, jusqu'à Ceyhan, là où la Turquie prévoit d'installer un terminal pétrolier pour les oléoducs de l'espace caspien. La décision grecque et chypriote grecque de déployer des missiles était erronée. Sur le plan militaire il est contre-productif, car la Turquie a renchéri au projet. Sur le plan juridique, la flotte aérienne grecque met à mal le traité de Garantie de 1960, auquel se réfère le gouvernement chypriote grec lorsqu'il proteste contre la présence militaire turque au Nord de l'île. Sur le plan économique, la crise des fusées nuit au tourisme (20 % du PIB de la partie chypriote grecque). Plus grave encore, la discussion autour des S-300 a permis aux courants nationalistes et militaristes de s'opposer à une solution politique du conflit chypriote. Le 29 décembre 1998, le président chypriote grec a annoncé avoir renoncé à déployer les S-300. ●

• BATAILLE POUR DES POUSSIÈRES D'ÎLOTS

La fin du mois de janvier 1996 a été chaude en mer Egée, où une dispute territoriale entre la Grèce et la Turquie a brièvement culminé avec l'intervention des commandos de la marine turque. Dans la nuit du 30 au 31 janvier, une vingtaine de ces soldats ont débarqué sur un minuscule îlot rocheux adjacent à l'île principale, ayant pour nom Imia pour les Grecs et Kardak pour les Turcs, dont la superficie ne dépasse pas celle d'un terrain de football et où Athènes avait auparavant déployé quelques militaires pour protéger le drapeau national. Durant deux jours, des chasses aériennes spectaculaires dans le ciel égéen ainsi que la ronde aquatique des navires de guerre aux abords de l'archipel ont créé une situation extrêmement tendue qu'un seul coup de feu risquait de faire exploser. Comment deux pays, pourtant membres de l'OTAN, peuvent-

ils en venir à s'affronter pour des îlots dont la seule utilité reconnue est de servir d'étape pique-nique aux touristes en croisière ? Cette crise montre essentiellement que les tensions entre Athènes et Ankara constituent toujours une poudrière dans l'une des régions les plus fragiles du monde, carrefour de tous les risques.

La résolution du conflit d'Imia-Kardak a aussi montré quels sont les pays qui comptent vraiment pour la Grèce et la Turquie. Lors de la « crise des rochers » c'est au moment où Bill Clinton et Richard Holbrooke s'en sont mêlés que les deux belligérants ont baissé les armes. Ce qui sous-entend que les Européens sont responsables par leur absence politique de la région. Aucune initiative n'est, en effet, venue de leur part pour tenter de mettre en œuvre ne serait-ce que des propositions pour sortir de cette crise. ●



Affrontements interpuissances

Israël/Pays musulmans

CHRONOLOGIE

14.05.1948

• Proclamation de l'État d'Israël. Refus des États arabes du plan de partage de l'ONU.

1948-1949

• Guerre de Palestine, victoire de l'État hébreu.

Octobre-novembre 1956

• Guerre d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne contre l'Égypte.

05.06.1967

• Israël attaque l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Guerre éclair des 6 jours, occupation israélienne du Golan, de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est.

06.10.1973

• Offensive des troupes égyptiennes et syriennes contre Israël. Guerre du Kippour.

19.21.11.1977

• Le président égyptien Anouar al-Sadate se rend à Jérusalem.

17.09.1978

• Signature des accords de Camp David entre Israël, l'Égypte et les États-Unis.

06.06.1982

• Invasion israélienne du Liban puis siège de Beyrouth.

30.10.1991

• Conférence de paix à Madrid, suivie le 3 novembre des 1^{res} négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes, y compris les Palestiniens.

10.09.1992

• Itzhak Rabin envisage un « retrait limité » du plateau du Golan en échange d'une « paix totale » avec la Syrie.

16.01.1994

• Sommet américano-syrien, qui relance les négociations entre Israël et la Syrie sur la base d'un retrait israélien du Golan.

26.1.1994

• Signature du traité de paix entre Israël et la Jordanie.

29.05.1996

• B. Netanyahou et sa coalition remportent les élections israéliennes. Gel du processus de paix.

Mai 1999

• Le travailliste Ehud Barak devient premier ministre d'Israël.

Depuis cinquante ans, le Moyen-Orient arabe est traversé de secousses cycliques et de nombreux conflits.

La principale cause de cette situation remonte à la création de l'État d'Israël, le 14 mai 1948. Vont suivre six guerres d'ampleur inégale mais qui verront à chaque fois s'opposer des forces armées arabes à celles d'Israël.

Fin du règne colonial. La guerre de Palestine (1948-1949) suit immédiatement la proclamation de l'État hébreu. Malgré l'alliance des armées de Transjordanie, de Syrie et d'Égypte, appuyées par des bataillons irakiens et libanais, les Israéliens parviennent à contenir leurs adversaires et à renverser la situation à leur avantage puisqu'ils agrandissent la part de territoire qui leur avait été octroyée par l'ONU. Sept ans plus tard, en 1956, les Israéliens profitent

de l'opération militaire franco-britannique contre l'Égypte de Nasser pour occuper le Sinaï. Mais les pressions internationales, la menace soviétique et le refus des États-Unis de soutenir les puissances européennes les contraignent à retirer leurs troupes, ce qui oblige les Israéliens à évacuer le Sinaï. L'échec politique de l'intervention sonne la fin des vieilles puissances coloniales dans la région et renforce le rôle des deux superpuissances.

Guerre éclair. Prenant prétexte de son encerclement par des États arabes de plus en plus agressifs, Israël initie un troisième conflit en 1967. C'est une véritable guerre éclair : en quelques heures, les aviations égyptienne, jordanienne et syrienne sont mises hors de combat. La péninsule du Sinaï, la Cisjordanie, la bande de Gaza ainsi qu'une grande partie du plateau du Golan sont occupés. Pour les Arabes, l'humiliation vient s'ajouter à la défaite.

Guerre du Kippour (1973). Cette quatrième guerre israélo-arabe apparaît comme la conséquence directe de la situation créée en 1967. Les dirigeants syriens et égyptiens

considèrent en effet que seuls les États-Unis peuvent faire pression sur Israël pour négocier son retrait des territoires occupés et que seule une nouvelle guerre peut influencer dans ce sens. Si d'un point de vue strictement militaire, le bilan final va plutôt à l'avantage des Israéliens, les succès arabes initiaux sont vécus par ces derniers comme une revanche sur les humiliations passées.

C'est en partie ce qui pousse le président égyptien Sadate à prendre la parole devant la Knesset – Parlement israélien – en novembre 1977, et à engager le processus qui va mener aux accords de Camp David, en septembre 1978, c'est-à-dire à une paix séparée israélo-égyptienne.

Non seulement ces accords isolent totalement l'Égypte au sein du monde arabe, mais ils ne parviennent en aucune façon à régler le point nodal des crises du Moyen-Orient, c'est-à-dire la question palestinienne.

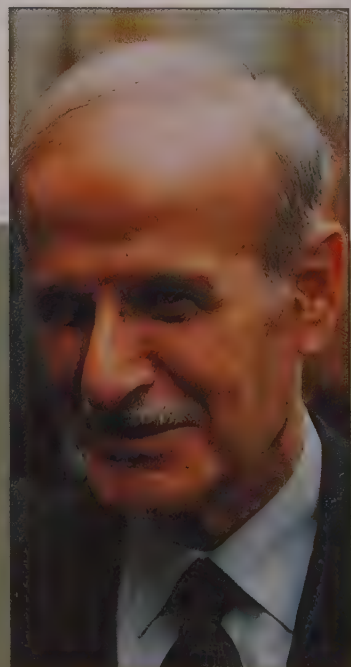
• HAFEZ AL-ASSAD

Né le 6 octobre 1930, Hafez al-Assad appartient à la minorité des alaouites – secte d'origine chiite – souvent considérée par les musulmans sunnites comme hétérodoxe, et dont on ne trouve de représentants qu'au Liban et surtout en Syrie, où ils constituent un peu plus de 10 % de la population. Parvenu à la présidence du Conseil en novembre 1970, il arrive à cumuler dans les mois qui suivent les fonctions de secrétaire général du parti au pouvoir, le Baas, puis de président de la République. En quelques années, il consolide un pouvoir devenu très autoritaire et s'appuie sur l'armée et les « brigades de défense ».

Il est à l'origine de toutes les grandes décisions régionales prises depuis 1970 : participation à la guerre d'octobre 1973, négociations avec Henri Kissinger en 1974-1975, intervention au Liban en 1976, refus des

accords de Camp David en 1978, négociations bilatérales avec Israël sur la lancée de la Conférence de Madrid en 1991.

Adversaire redoutable, doté d'une volonté de fer, d'un étonnant sens tactique et d'un total manque de scrupules, il sait aussi faire preuve de souplesse quand cela s'avère nécessaire. À l'intérieur de son pays, il a impitoyablement éliminé toute contestation, y compris dans le parti Baas et dans l'armée. La participation de la Syrie à la coalition anti-iranienne, en 1990-1991, a permis à Assad de sortir son pays de l'isolement, et de confirmer son hégémonie au Liban ainsi que son rôle d'interlocuteur central au Proche-Orient. Son principal objectif semble bien être de faire reconnaître la place de la Syrie dans le Proche-Orient de demain. Pour lui, cela signifie le retrait israélien du Golan, la reconnaissance du rôle de la Syrie au Liban et une aide économique accrue de la communauté internationale.



Malgré ses problèmes de santé, les questions de succession qui le hantent et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'un processus de paix global, Assad s'est fixé comme objectif un retour à la paix que la Syrie n'a pas connue depuis 1967.



La question palestinienne. C'est pour cette raison essentielle que les Israéliens engageront une nouvelle fois leurs forces armées en 1982, cette fois-ci au Liban, pour tenter d'éradiquer l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Malgré les pertes subies par cette dernière, l'objectif n'est pas atteint. Il faut attendre la fin de la guerre du Golfe pour qu'en octobre 1991 un « processus de paix » soit engagé sous l'égide américaine. Même si le premier ministre israélien refuse de négocier directement avec l'OLP, toutes les parties liées au conflit se retrouvent pour la première fois face à face. Cela aboutira aux accords

d'Oslo entre Palestiniens et Israéliens, en septembre 1993, et à la signature, en octobre 1994, d'un traité de paix israélo-jordanien.

Malheureusement, ce processus de paix, qui devait pouvoir s'étendre sur toute la région, marqua le pas durant le passage de Nétanyahou au poste de premier ministre. Cependant, la victoire de ses adversaires travaillistes aux élections législatives de mai 1999 permet d'espérer une nouvelle éclaircie dans le ciel moyen-oriental. En tout état de cause, il y a aujourd'hui bien peu de probabilités de voir éclater une nouvelle guerre israélo-arabe : les accords de paix signés entre Israël et Égypte ou la Jordanie



■ Enterrement du premier ministre israélien Yitzhak Rabin, lauréat du prix Nobel de la paix en 1994. Il fut assassiné le 4 novembre 1995 par Ygal Amir, étudiant en droit et militant d'extrême droite, qui fut condamné à la prison à perpétuité.

ne sont pas remis en question ; le mythe de l'unité arabe a éclaté, tout particulièrement depuis la guerre du Golfe ; enfin, la forte implication des

États-Unis dans la recherche déterminée d'un règlement du conflit israélo-palestinien reste le principal facteur de la stabilité régionale. ●

• D'IMPORTANTES CONTENTIEUX RESTENT À RÉGLER

Si le risque d'une nouvelle guerre entre Israël et les pays arabes semble écarté à court et moyen terme, d'importants dossiers restent encore à régler.

— L'occupation du sud du Liban : cette question concerne non seulement le Liban, mais aussi la Syrie qui, depuis son intervention militaire en 1976, lors de la guerre civile libanaise, est une véritable puissance « mandataire » à Beyrouth. Le sud du Liban reste le théâtre d'affrontements réguliers entre l'armée israélienne, l'armée du Sud Liban, force supplétive entraînée et financée par Tel-Aviv, et les milices du parti politique hezbollah. Ce dernier, littéralement le « Parti de Dieu », d'inspiration chiite et soutenu par l'Iran, n'accepte pas que le Sud Liban continue à être occupé par les Israéliens, d'où les nombreux tirs de roquettes contre les villes frontières israéliennes.

Ehud Barak, élu premier ministre israélien en mai 1999, s'est engagé à retirer ses troupes du Sud Liban d'ici un an. On peut donc espérer un règlement de cette question qui reste toutefois liée au fait d'assurer la sécurité sur la frontière septentrionale de l'État hébreu. La Syrie, de son côté, aurait tout à gagner du retrait israélien en apparaissant comme un acteur qui s'engage à assurer cette sécurité. Cela créerait un précédent significatif dans les négociations à propos du Golan. Ces éléments expliquent les réactions étonnamment mesurées du président syrien Hafez al-Assad face aux bombardements israéliens au Sud Liban et

à Beyrouth au cours des derniers jours de juin 1999.

— L'occupation du Golan : nom du plateau syrien au Nord-Est de l'État d'Israël, qui l'a occupé en 1967, puis annexé le 14 décembre 1981. L'Assemblée générale de l'ONU déclara comme « nulle et non avenue » cette annexion, le 17 décembre, à l'unanimité moins deux voix (Israël et États-Unis). L'enjeu du plateau est d'abord stratégique : il domine à 1 000 m d'altitude la plaine du Hauran en Syrie, la vallée de la Galilée en Israël et donne, du côté du Liban, sur l'anti-Liban et le Hermon. Son relief accidenté renforce encore son caractère de place forte. Le Golan est aussi un véritable château d'eau d'où sont issus les affluents orientaux du lac de Tibériade et du haut-Jourdain, qui fournissent à Israël près de 300 millions de mètres cubes d'eau par an.

Le Golan est au cœur des négociations israélo-syriennes qui se sont ouvertes à partir de la conférence de Madrid, en octobre 1991. Pour Damas, il s'agit de récupérer un territoire occupé et aucun compromis n'est possible concernant sa souveraineté sur le plateau. Pour Israël, les arguments stratégiques se combinent avec la volonté de conserver une zone riche en eau et le poids électoral de milliers de colons. Après bien des difficultés, les discussions reprennent à la fin de l'année 1995, mais la victoire de Nétanyahou aux élections de mai 1996 modifie une nouvelle fois la donne et c'est, depuis, le statu quo qui prévaut. ●



■ Palestiniens arrêtés par l'armée israélienne, le 14 mai 1998.

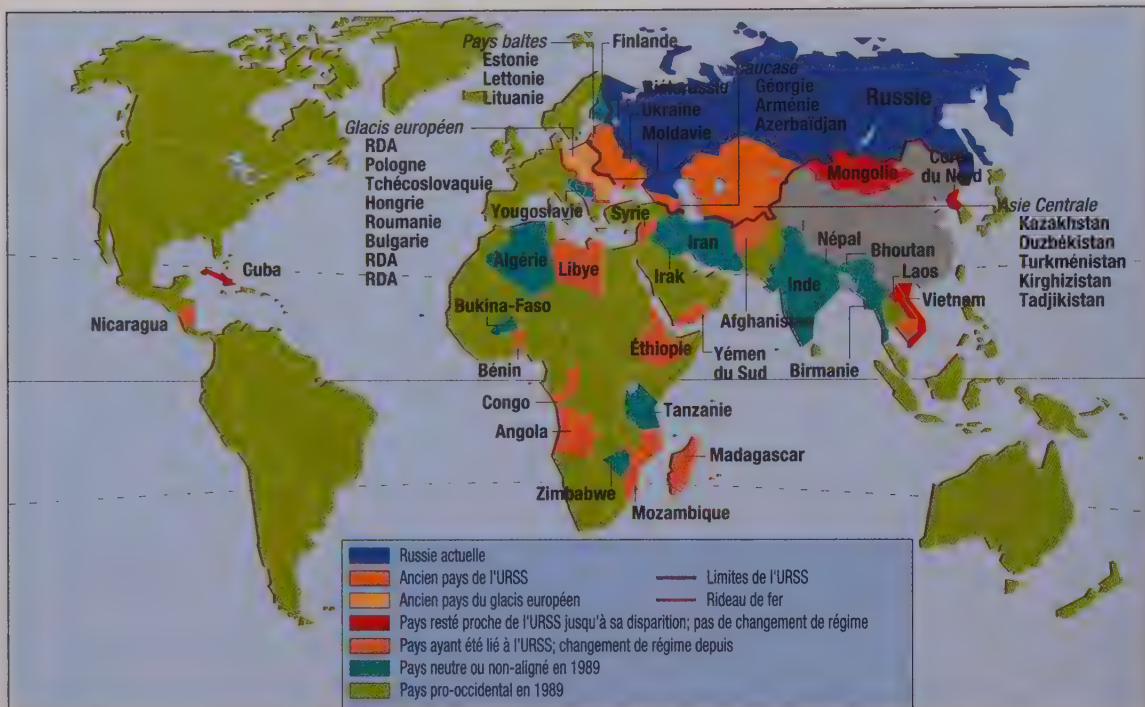


Affrontements interpuissances

La menace russe

L'Empire soviétique s'est disloqué à la surprise générale, et de façon pacifique. Mais la Russie demeure instable et imprévisible. Peut-elle à l'avenir redevenir une menace pour les autres pays ?

Dans les années 80, chacun s'accordait à présenter l'Union soviétique comme une superpuissance. Depuis 1945, elle avait patiemment rattrapé les États-Unis, avec lesquels elle s'était lancée dans une course à la domination mondiale ; ceci lui avait permis non seulement de contrôler l'ensemble de l'Europe de l'Est mais également de créer des alliances avec les pays latino-américains (Cuba, Nicaragua), asiatiques (Vietnam, Corée du Nord), africains (Angola, Mozambique) ou au Proche-Orient (Syrie, Libye). Le niveau de consommation de ses citoyens laissait certes à dési-



rer, mais elle avait égalé la puissance militaire américaine en terme d'armes nucléaires et les avait même dépassés pour ce qui est des armes conventionnelles telles que les chars.

La domination de l'URSS. Dans le monde occidental, l'URSS était présente comme la principale menace militaire. Cela venait de l'opposition idéologique entre les deux systèmes, et du fait que l'URSS avait

considérablement élargi sa position dans le monde grâce à sa puissance militaire. Elle faisait peur à beaucoup, et tout le monde s'accordait à lui reconnaître une force inégalable.

Dans les années 80, Gorbatchev comprend que le système soviétique est dans l'impasse. À vouloir assurer sa sécurité à tout prix, il n'a réussi qu'à effrayer le reste du monde. La priorité absolue donnée aux dépenses militaires l'a empêché

de prendre le virage de la révolution technologique.

Il lui faut donc rétablir des relations de confiance avec les pays occidentaux pour obtenir crédits et technologies et moderniser le pays.

Effondrement de l'Empire. Par souci d'économie, l'URSS a commencé à remettre en cause des alliances qui lui coûtaient chères dans le tiers-monde. Elle a ensuite,

• CHANTAGE À LA FAILLITE

Une ancienne responsable du Conseil international de sécurité américain déclarait, en février 1999, que « l'effondrement de l'économie russe constituait la plus grave menace pour la sécurité des États-Unis ». Elle lui autorise un droit de tirage permanent sur les prêteurs occidentaux qui veulent à tout prix (l'expression n'a jamais été aussi juste) ne pas assister à son effondrement. Cette superpuissance nucléaire, membre permanent au Conseil de sécurité, plus vaste État du monde, partage, avec l'Afghanistan, le Liberia, la Yougoslavie, le Congo, la Somalie et l'Irak, le triste privilège d'être incapable d'honorer sa dette au FMI. La dette totale s'élevait,

pour sa part, à 128 milliards de \$. La moitié des 1 500 banques russes sont en état de faillite. 60 % de l'économie du pays fonctionne sur des systèmes de trocs et de monnaie de substitution. Ajoutons que l'aide apportée à la Russie, entre 1991 et 1996, a représenté l'équivalent de 10 % de son PNB annuel, pour un résultat non pas nul mais négatif, puisque l'économie russe a continué de chuter. À titre de comparaison, une aide américaine accordée à l'Europe occidentale, au sortir de la Seconde Guerre mondiale qui a permis le redécollage économique du continent, a représenté moins de 2 % du PNB des pays bénéficiaires, entre 1947 et 1951. ●



■ Défilé militaire sur la place Rouge.

afin de montrer sa bonne foi aux pays occidentaux pour obtenir de l'aide économique et technologique, desserré son contrôle sur l'Europe de l'Est. L'organisation d'élections libres en Pologne et la chute du mur de Berlin en 1989, allaient faire perdre à Moscou le contrôle du glacis stratégique qu'elle s'était constitué après la Seconde Guerre mondiale par peur d'être de nouveau envahie.

En 1991, l'Union soviétique disloquée sous l'impulsion de Boris Eltsine dirigeait la République de Russie, la plus importante des quinze républiques formant l'Union soviétique. La Russie récupérerait la plupart des attributs de pouvoir de l'Union soviétique (siège de membre permanent du Conseil de sécurité, statut de puissance nucléaire). Elle restait le pays le plus peuplé (160 millions d'habitants). Eltsine abandonne le communisme et déclare vouloir intégrer le club des démocraties occidentales.

Mais la Russie allait entrer dans une période de chaos économique et politique. Son PNB est aujourd'hui inférieur de 50 % à ce qu'il était en 1991, mais elle demeure néanmoins un pays au potentiel énorme, qu'il s'agisse des matières premières dont elle regorge (bien qu'elle souffre d'une grave désorganisation, de mauvaise gestion des capitaux et de la trop grande importance de l'économie parallèle). Politiquement, malgré – ou à cause – de la présence de Boris Eltsine au pouvoir depuis huit ans, le régime n'apparaît pas vraiment s'améliorer. Le président est souvent absent pour des raisons de santé, et la déliquescence de l'État et de l'économie fait craindre en permanence qu'un pouvoir fort, hypernationalis-

te, s'installe et se montre de nouveau hostile au monde occidental, en le dénonçant comme la cause des malheurs actuels de la Russie. Pourtant, Moscou ne serait pas en mesure de faire peser une menace dans les pays occidentaux ni même sur les anciens pays du pacte de Varsovie. L'armée russe a eu le plus grand mal à mener une guerre en Tchétchénie sur le territoire de la République de Russie contre des miliciens mal armés. L'armée est désorganisée, les équipements ont vieilli et les militaires, autrefois chouchous du régime, sont démoralisés. Seules ses armes nucléaires constituent encore un pouvoir de nuisance relativement important, ce qui lui permet de pouvoir peser dans le règlement des grandes crises.

Situation actuelle. C'est désormais la Chine qui a la supériorité économique et sans doute militaire. L'OTAN s'est élargie à des anciens pays du pacte de Varsovie. On doit plus craindre aujourd'hui la faiblesse de la Russie que sa puissance. L'armée contrôle-t-elle encore les armes nucléaires ? Les scientifiques russes qui travaillaient sur leurs programmes ne peuvent-ils pas être tentés de partir à l'étranger pour travailler sur les programmes nucléaires d'autres pays ? La mafia n'est-elle pas en train de prendre une partie du pouvoir ?

La démocratie n'est pas encore tout à fait stabilisée en Russie. Il est certain que, dans les dix ou quinze prochaines années, la Russie ne sera pas en mesure de faire peser une quelconque menace. On reviendrait, par un rétablissement économique, à une politique de confrontation avec les autres pays. On peut au contraire penser que l'on veillera à

• BORIS ELTSINE

Boris Nikolaïevitch Eltsine est né à Sverdlovsk, en 1931. Son père était paysan et fut condamné au goulag en 1934.

Il entre tardivement au Parti communiste en 1961. Il plût aux patrons du fief militaro-industriel de Sverdlovsk et devint premier secrétaire de cette importante région, en 1976. Il profita de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev pour prendre la direction du secrétariat du parti pour Moscou, en 1985. Chargé par le maître du Kremlin de faire de la capitale le « phare » de la perestroïka, il engagea la lutte contre la corruption et les privilèges avec une fougue qui l'amena à transgresser les règles du parti, en dénonçant publiquement, en octobre 1987, les conservateurs.

Sacrifié par Gorbatchev, il se fit alors le défenseur des humbles contre les bureaucrates et les hommes d'appareil, utilisant pleinement les nouveaux espaces de pluralisme créés par la perestroïka.

Jouant dorénavant la carte de la Russie face à un Gorbatchev attaché à la rénovation de l'Union soviétique, il remporta



l'élection à la présidence de Russie en juin 1991. Il figura au premier plan de la résistance au coup d'État conservateur d'août 1991. Il mit alors le PC hors la loi et paracheva la désintégration de l'URSS. Il sera réélu en 1996. La reconnaissance que lui porte le monde occidental pour avoir abandonné le communisme lui fait pardonner ses dérives autoritaires et un comportement versatile dû à l'alcoolisme. Son état de santé l'éloigne désormais du Kremlin, où il revient de temps en temps pour faire régner la terreur parmi ses collaborateurs et changer, sans préavis, le gouvernement.

• OTAN/RUSSIE

Le 9 avril 1999, Boris Eltsine brandissait la menace d'une implication de la Russie dans la guerre entre l'OTAN et la Yougoslavie.

« J'ai dit à l'OTAN, aux Américains, aux Allemands : ne nous poussez pas aux hostilités, ou alors il y aura une guerre dans toute l'Europe, peut-être même une guerre mondiale. Et nous sommes contre », proclamait le président russe. Le matin même, il avait proféré une menace similaire : « La Russie ne s'engagera pas dans le conflit armé, sauf si les Américains nous y poussent. »

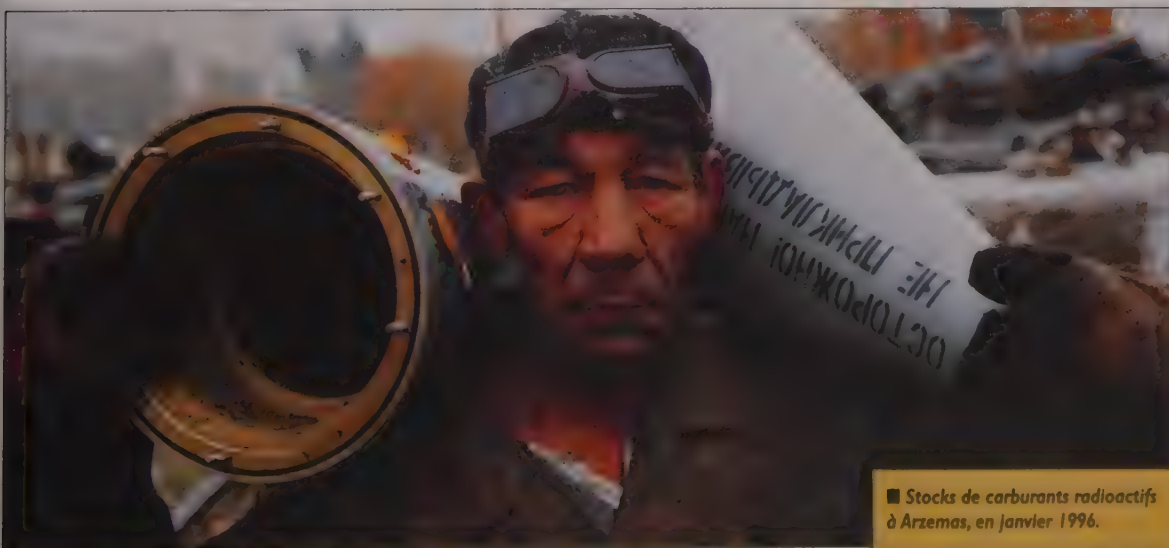
Dans la matinée, le président de la Douma, relatant son entrevue avec Eltsine, annonce que le chef de l'État « a donné l'ordre de pointer les missiles russes vers les pays de l'OTAN » participant aux frappes. Peu après, le chef de ces forces oppose un démenti.

En entrant dans une guerre nucléaire contre les États-Unis, la Russie en sortirait en lambeaux, ou plutôt n'en sortirait pas. De toute évidence, Eltsine se livrait là à un bluff grossier.

Toujours est-il que la Russie était promptement remise dans le jeu – d'autant plus facilement que, contrairement aux prévisions de l'OTAN, Milosevic ne cédait pas immédiatement et devenait l'intermédiaire diplomatique majeur en Yougoslavie et pour l'OTAN.

établir des relations cordiales avec les autres pays. Néanmoins, de par sa taille et du fait qu'elle ne pourra pas être intégrée dans l'Union européenne, la Russie demeurera un problème spécifique.

Le plus gros danger provenant de la Russie est le chaos, l'irresponsabilité criminelle dont fait preuve Eltsine pourrait s'avérer catastrophique, pour le moment, néanmoins, cela ne conduit pas à sanctionner la Russie mais, au contraire, à multiplier les aides qui lui sont octroyées. Plus Moscou se conduit mal, plus on lui porte secours.



■ Stocks de carburants radioactifs à Arzemas, en janvier 1996.



Les conflits actuels



Europe

Irlande

CHRONOLOGIE

5.7.10.1968

• Manifestations catholiques à Londonderry, violemment réprimées par la police. Début des violences inter-communautaires.

1970

• Naissance de l'IRA « provisoire ».

30.01.1972

• *Bloody sunday*. Manifestation à Londonderry réprimée dans le sang par la police, dont l'anniversaire sera chaque année l'occasion de nouvelles émeutes.

15.11.1985

• Accord de Hillsborough.

7.10.1993

• Présentation du plan Hume-Adams.

15.12.1993

• Déclaration de Downing Street.

31.08.1994

• Annonce par l'IRA d'une « cessation complète » de ses opérations militaires.

09.02.1996

• Attentat à Londres marquant la rupture de la trêve par l'IRA.

20.07.1997

• Nouveau cessez-le-feu de l'IRA.

10.04.1998

• Accord de Stormont, ratifié par référendum le 22 mai.

Le conflit nord-irlandais, avec ses 3 600 morts et 40 000 blessés en trente ans, reste le plus sanglant et le plus long que l'Europe occidentale ait connu.

Les 35 000 fusillades et 15 000 attentats recensés ont surtout touché des civils mais aussi des militaires, des magistrats et des politiciens. Les assassinats, les attentats à la voiture piégée, les incendies criminels, les enlèvements, les attaques à la grenade se sont succédés.

L'IRA. Cette violence a été le fait de groupes paramilitaires protestants et de groupements républicains tels que l'IRA provisoire (*Provisional Irish Republican Army*), l'organisation républicaine la plus puissante et la plus redoutée. Son but : obtenir une réunification rapide de l'Eire et de l'Ulster par la lutte armée. Préparée à une guerre de longue durée et organisée en structure militaire, elle a bénéficié, grâce à l'aide de pays étrangers (Libye, diaspora nord-américaine) de moyens importants (60 millions de francs par an) et d'un arsenal impressionnant (Sametex, lance-roquettes, lanceurs de missiles Sam 7, AK 47). Elle a mené une guérilla urbaine et rurale, en Ulster contre les troupes britanniques stationnées et les protestants, afin de rendre la province ingouvernable, et en Grande-Bretagne afin d'accroître la pression sur le gouvernement de Londres. Dorénavant, c'est sa branche politique, le Sinn Féin, dirigée par Gerry Adams, qui est sur le devant de la scène. Les paramilitaires protestants (*Ulster Defence Association*, *Ulster Volunteer Force*) ne sont pas moins redoutables, pratiquant une violence

• JOHN HUME

Né le 18 janvier 1937 dans le Bogside, ghetto catholique de Derry, il y côtoie la misère, l'exclusion et la discrimination, lot quotidien des catholiques pris au piège de la partition. Pourtant, il restera, tout au long de sa vie, un infatigable architecte de la paix en Irlande du Nord. C'est ce combat d'une vie qu'a reconnu le jury du Nobel en lui décernant le Nobel de la Paix en 1998. En effet, ce petit homme aux cheveux ébouriffés, chef du parti catholique modéré (*Social Democratic and Labour Party*) s'est inlassablement battu trente années durant pour la paix en Irlande du Nord. Partisan du dialogue et de la non-violence, il a lutté pour trouver une solution politique au conflit et associer l'ensemble des acteurs nord-irlandais au processus de paix. Longtemps considéré comme le seul interlocuteur nationaliste modéré respectable aux yeux du gouvernement britannique et des protestants unionistes, il n'hésitera pas à les affronter en insistant pour inclure le Sinn Féin (la branche politique de l'IRA) dans ce processus.

Persuadé que le terrorisme a retardé et non conduit à un règlement politique, il a toutefois compris que le Sinn Féin était une donnée essentielle de l'équation de la paix et a amorcé, dès 1988, des discussions avec son leader, Gerry Adams, qui aboutiront aux cessez-le-feu de l'IRA. Ayant ses entrées à la Maison Blanche, il est également l'artisan de l'implication croissante des États-Unis dans le règlement de la crise irlandaise. Considérant l'Europe comme le plus efficace mécanisme de résolution des conflits de notre temps, il mettra le même acharnement à convaincre ses collègues députés européens de l'importance de l'aide au développement économique de l'Irlande pour le processus de réconciliation. Député européen depuis 1979, et aux Communes depuis 1983, il est considéré comme le véritable architecte de l'accord du « Vendredi Saint ». Outre le Nobel de la Paix, la tournure des événements prise en Irlande du Nord consacre indéniablement le chemin emprunté par John Hume depuis 1968.

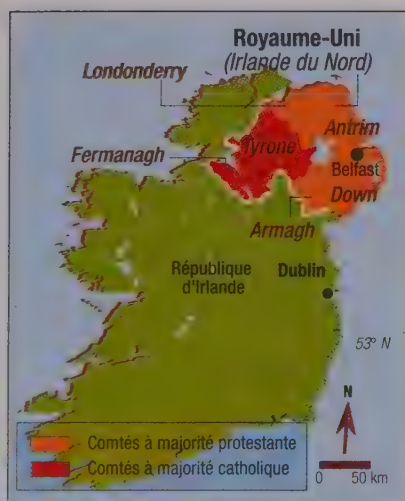


■ John Hume, Tony Blair, et Donald Trumble, à Belfast, Irlande du Nord, en janvier 1998.

sectaire et s'en prenant avec les mêmes méthodes au « front pan nationaliste » et catholique.

Origine du conflit. Ce conflit fait suite à l'opposition historique d'une majorité protestante et d'une minorité catholique. Cet antagonisme a d'abord été lié à la domination qu'exerçait, dans tous les domaines de la vie politique et économique, la majorité protestante sur la minorité catholique. Les premiers heurts surviennent en 1968, mais c'est à partir de 1970 que l'Irlande du Nord va s'enliser dans une guerre civile, la question de la réunification de l'île

se superposant aux premières revendications concernant l'égalité civique et sociale. Les catholiques sont en effet partisans du rattachement de l'Ulster à l'Eire, alors que les protestants le rejettent et veulent rester fidèles à la Couronne britannique. Il s'agit donc d'une question d'identité nationale entre des protestants unionistes et des catholiques nationalistes. Ce conflit, souvent présenté comme une guerre de religion est, en réalité, un conflit opposant deux communautés sur des clivages politiques et sociaux mais qui ont fondé leurs identités sur des facteurs religieux. Dans les





années 70-80, la lutte va se radicaliser, malgré de nombreuses tentatives de conciliation politique, et les actions terroristes resteront le lot quotidien de l'Irlande du Nord. Il en a été ainsi de l'échec, en 1985, de l'accord d'Hillsborough, qui prévoyait la reconnaissance de la souveraineté britannique sur l'Ulster et un droit de regard de Dublin sur le sort de la minorité catholique.

Dialogue. Ce n'est qu'au début des années 90 qu'un réel dialogue sera instauré, visant à faire stopper la violence et permettre aux deux communautés de cohabiter. Le tournant intervient fin 1993, avec le plan Hume-Adams par lequel le Sinn Féin préconise une cessation de « toute action armée, IRA comprise ». En même temps, l'IRA annonce qu'elle ne fera plus du retrait des forces britanniques un préalable au dialogue. La déclaration de *Downing Street* marque une nouvelle avancée dans les engagements pris par les gouvernements irlandais et anglais (Londres ne défend aucun intérêt propre en Ulster; Dublin renonce à sa revendication de rattachement de l'Ulster), et surtout par un appel conjoint à une cessation des violences par l'IRA, permettant de nouer des contacts en vue d'associer le Sinn Féin aux discussions en cours. Alors que les échecs des précédents pourparlers avaient prouvé que celui-ci était un élément essentiel de l'équation de paix, Londres avait jusqu'alors refusé de l'admettre à la

table des négociations tant que l'IRA n'aurait pas déposé les armes.

L'annonce par l'IRA, en août 1994, de la « cessation complète » de ses actions militaires (suivie en octobre par les paramilitaires protestants), dénoncée en 1995, puis réitérée, offrait une occasion, qui ne sera pas saisie, d'impliquer le Sinn Féin dans le processus envisagé par les gouvernements irlandais et britannique d'organiser des élections spéciales suivies de pourparlers. L'IRA reprendra alors ses attentats, avant de proclamer un nouveau cessez-le-feu, en juillet 1997, à la demande du Sinn Féin. Les premières discussions impliquant l'ensemble des participants au conflit aboutiront, le 10 avril 1998, à l'accord historique de Stormont ou du « vendredi saint », ratifié en mai par référendum. Il pose les principes d'une Irlande du Nord semi-autonome (création d'une assemblée et d'un gouvernement locaux) et organise un réel partage du pouvoir entre protestants et catholiques, relançant ainsi la perspective d'un règlement pacifique du conflit. Si des discussions s'engagent alors entre les modérés des deux bords, les extrémistes relanceront une vague d'attentats à l'été 1998 qui, au lieu de remettre en cause le processus de paix, contribuera à les marginaliser.

Une situation gelée. Depuis, la situation est bloquée. Les discussions sur le désarmement des milices, et en particulier celui de

l'IRA, qui fait obstacle à la participation du Sinn Féin à l'exécutif de la région et donc à l'application du règlement obtenue à Stormont, n'ont pas encore abouti. Même la promesse du Sinn Féin de désarmer son aile militaire, rompant avec trente ans de culture de lutte armée, n'a pas suffi. Si ce « changement sismique » dans le paysage politique nord-irlandais, comme l'a qualifié Tony Blair, n'a pas abouti à une entente, c'est que chaque parti

redoute les conséquences d'un accord avec son ennemi « historique » respectif. Le défi reste donc, dans chaque camp, de mettre d'accord des modérés, qui savent un compromis inéluctable, et des extrémistes, qui veulent que perdure un statu quo pourtant dépassé.

Il faudra certainement encore du temps pour surpasser la haine et la peur, éviter les morts et donner enfin naissance à une société réunifiée. ●



■ Attentat à la bombe, à Onagh, en Irlande du Nord, le 15 août 1998, qui tua 21 personnes.



Europe

Pays Basque

CHRONOLOGIE

31.07.1959

• Création de l'ETA.

20.12.1973

• Explosion à Madrid de la voiture de Luis Carrero Blanco, chef du gouvernement de Franco, marquant l'apparition de l'ETA sur la scène mondiale.

Octobre 1979

• Adoption du référendum sur le statut d'autonomie du Pays Basque.

01.12.1997

• Condamnation des 23 dirigeants d'Herri Batasuna.

12.07.1997

• Meurtre de Miguel Angel Blanco Garrido, membre du parti populaire. Marque un tournant dans la mobilisation de la société espagnole contre la violence.

12.09.1998

• Signature de la déclaration de « Lizarra » par Herri Batasuna et 22 autres partis ou organisations basques modérés.

17.09.1998

• Proclamation par l'ETA d'une trêve « unilatérale et illimitée » en vue « d'apporter (sa) contribution au nouveau scénario politique de dialogue ».

Mai 1999

• Ouverture de discussion entre le gouvernement et l'ETA.

Le nationalisme basque concerne à la fois la France et l'Espagne. C'est toutefois en Espagne que la lutte armée avec l'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna* – Pays Basque et liberté) s'est faite la plus radicale et la plus violente, avec 800 victimes en trente ans.

La France a été relativement épargnée car elle servit longtemps à l'ETA de zone de repli et ne connut, avant 1990, puis entre 1996 et 1998, que quelques attentats commis par le groupe Iparratarak.

Origines. Le nationalisme basque trouve son origine dans la prise de conscience d'une spécificité ethnique reposant sur une langue et sur la représentation d'une Nation basque. Cette notion de Nation basque, « envahie » par les Espagnols, pourtant sans fondement historique, se retrouve dans la revendication des séparatistes d'un État basque indépendant, regroupant les pays basques espagnol et français et la Navarre.

Ce nationalisme s'est renforcé et organisé sous le franquisme avec la création, en juillet 1959, de l'ETA, mouvement conçu pour mener une guérilla à la fois urbaine et rurale contre le pouvoir central espagnol. Inspirée du FLN algérien, cette organisation armée repose sur des unités militaires composées de commandos chargés de perpétrer des actions violentes (assassinats, enlèvements, attentats à l'explosif, le plus

• ARNOLDO OTEGI

Cet ancien membre de l'ETA reconverti dans la politique est considéré comme « l'étoile montante de l'indépendantisme basque ». Né à Elgoibar, en 1958, dans une famille socialiste, il rejoint dès l'âge de dix-neuf ans les rangs de l'ETA politico-militaire puis, après la dissolution de cette aile dissidente de l'organisation qui renonce à la lutte armée, se tourne vers l'ETA militaire. Il participe à plusieurs opérations et notamment à l'enlèvement, en 1979, d'un directeur de Michelin. Livré par la police française au gouvernement espagnol, il sera condamné à six ans de prison. Nouveau venu dans la vie politique basque, il fait son apparition en 1998 lors de la succession de l'ancienne direction d'Herri Batasuna, condamnée collectivement à la prison. Il symbolise la rupture avec la ligne la plus extrémiste du mouvement national de libération basque et a su très rapidement gagner la confiance de la direction de l'ETA, tout en s'imposant comme le leader des indépendantistes de gauche. Il est le principal dirigeant d'Herri Batasuna (HB), l'aile politique de l'ETA, mais aussi de la formation indépendantiste Euskal Herriarrok (EH), créé pour les élections au Parlement basque. Il a joué ces derniers mois, grâce à son sens politique et à



ses qualités de négociateur, un rôle essentiel dans la phase d'ouverture amorcée par l'ETA. Il est notamment l'un des artisans du rapprochement entre nationalistes basques, concrétisé par la déclaration de Lizarra qui a conduit l'ETA à la trêve après plus de trente ans de lutte armée. Il est également à l'origine de l'accord de gouvernement au Parlement basque entre sa formation (EH) composée de séparatistes radicaux proches de l'ETA, et les nationalistes modérés du Parti nationaliste basque (PNV). Il sera certainement l'un des acteurs incontournables du processus de paix engagé aux Pays Basque espagnol, et cela d'autant que son parti a encore connu une forte poussée lors des élections municipales du 13 juin dernier.

souvent à l'encontre de représentants de l'État).

L'impossible trêve. Si l'on ne peut résumer le nationalisme basque à l'ETA, le mouvement nationaliste n'ayant pas de réelle unité, ni même d'accord sur ses revendications, on peut toutefois lui octroyer le monopole de la lutte armée, qu'il est le seul à avoir revendiqué depuis sa création.

Radical dans sa lutte face à l'État espagnol, ni la fin du franquisme, ni le statut d'autonomie du Pays Basque de 1979 n'ont mis un frein à ses actions. Si l'on a cru, au début des années 90, que l'ETA, déstabilisée par de nombreuses arrestations, allait abandonner la lutte armée, il n'en a rien été. Ce n'est en effet qu'en septembre 1998 que l'organisation adoptera une trêve unilatérale.

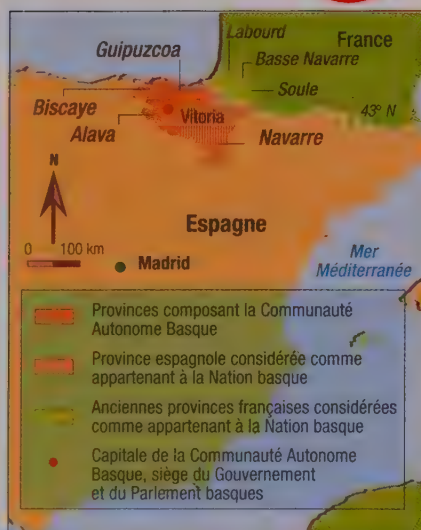
L'ETA et la politique. Depuis 1997, un certain nombre de processus au Pays Basque ont conduit l'ETA à emprunter la voie politique au détriment de la voie militaire :

– L'ETA a perdu ses appuis politiques les plus radicaux. La direction d'Herri Batasuna (HB), sa branche politique, a été condamnée, en décembre 1997, pour « collaboration avec une bande armée », et remplacée par une direction plus modérée.

– Le gouvernement Aznar lui a mené une lutte acharnée et les opérations policières ont affaibli ses structures militaires et ses réseaux de soutien.

– Mais c'est surtout le rejet de la violence par l'opinion publique qui l'a forcé à évoluer. La vague d'attentats contre des membres du parti populaire (six assassinats entre l'été 1997 et l'été 1998) et particulièrement celui de Miguel Angel Blanco Garrido en juillet 1997, ont fait descendre dans la rue plusieurs millions de personnes pour protester contre la violence, isolant encore d'avantage ceux qui soutenaient la violence politique.

Trêve unilatérale. Les partis nationalistes basques, conscients de cette évolution, vont alors appeler, en sep-



tembre 1998, dans la déclaration de « Lizarra », à un règlement négocié du conflit basque, accompagné d'une « absence permanente de toute expression de violence ». Inspiré du processus de paix nord-irlandais, il constitue un appel implicite à l'arrêt des violences par l'ETA. L'organisation armée saisit l'opportunité unique qui lui est offerte de rebondir et, sans renoncer à ses engagements (autodétermination, rattachement de la Navarre et du Pays Basque français), proclame, le 17 septembre, une trêve « unilatérale » et, pour la première fois, « illimitée », en vue « d'apporter (sa) contribution au nouveau scénario politique de dialogue ». La voie est donc ouverte pour un dialogue entre le gouvernement et l'organisation armée, même s'il ne se produit qu'en mai 1999. Si, entre-temps, le processus de paix est resté bloqué, chacun s'accusant d'immobilisme, il n'en reste pas moins que, pendant cette trêve, aucun assassinat n'a été commis (première année depuis 1971). Même la violence urbaine, qui avait perduré dans un premier temps, a fini par disparaître.

Situation actuelle. S'il semble que l'ETA ait dorénavant choisi la voie

politique pour s'exprimer à travers l'HB, elle n'a pas pour autant abandonné définitivement les armes. Des actions policières ont révélé qu'elle continuait à prélever l'impôt révolutionnaire et à entretenir ses infrastructures. Il serait toutefois étonnant que l'organisation rompe la trêve, car elle risquerait de perdre une partie de ses soutiens traditionnels qui ne comprendraient pas un tel revirement. Cela desservirait également l'HB qui s'est engagée à un règlement purement politique de la question basque et a condamné toute forme de violence. L'ETA n'y a pas intérêt puisque l'HB a largement bénéficié de l'impact positif de la trêve et, vu ses résultats aux élections régionales comme municipales, fortement progressé. Une progression qui lui permet de peser sur les choix opérés au Pays Basque, mais aussi de faire avancer les revendications nationalistes. Cette stratégie, validée par les résultats électoraux, amène le gouvernement à poursuivre les négociations avec l'ETA.

Quel futur ? Deux interrogations majeures demeurent toutefois pour l'avenir de la paix au Pays Basque :

– L'avenir des négociations entre le

■ Attentat meurtrier dans lequel Jose Ignacio Iruretagoiena, membre du PP, a trouvé la mort.



gouvernement et l'ETA. La marge de manœuvre du gouvernement est faible.

Il refuse de donner une contrepartie politique pour obtenir l'abandon de la violence et ne peut accorder un droit à l'autodétermination au Pays Basque sans déclencher dans d'autres régions (Catalogne, Galice) une réaction en chaîne qui conduirait à l'explosion du pays. Un geste de bonne volonté pourrait toutefois être donné par le rapprochement

des prisonniers de l'ETA du Pays Basque.

– L'avenir de la stratégie de paix de l'ETA. S'il est probable que la trêve se poursuive tant qu'elle se révélera plus rentable que les assassinats pour l'organisation, qu'en sera-t-il en cas de recul électoral de l'HB ? Il ne faut pas non plus négliger le risque de voir émerger une sorte d'ETA dissidente, qui regrouperait les opposants à la ligne pacifiste choisie par l'organisation. ●

■ Manifestation anti-violence du 12 juillet 1997.





Europe

OTAN/Yougoslavie

CHRONOLOGIE



Le mardi 23 mars 1999, peu après 23 h, l'Alliance atlantique ouvre une nouvelle page de son Histoire.

Pour son cinquantenaire, l'organisation militaire décide se lancer dans une opération aérienne hors de sa zone de compétence contre la République fédérale yougoslave.

À plusieurs titres, cette décision revêt un caractère particulier. Tout d'abord, elle crée un précédent en validant la possibilité d'intervention de ses forces au-delà de sa zone d'action en vertu de l'article 5 du traité de Washington; elle s'interpose dans une crise qui se développe à l'intérieur des frontières d'un pays souverain. Face au blocage du processus diplomatique de Rambouillet, et cela malgré les pressions exercées par les Européens, l'OTAN se pose en garant des valeurs, combattant le nationalisme et l'épuration ethnique, pierre angulaire de l'action de Slobodan Milosevic, élu démocra-

tiquement, mais agitant depuis dix ans le rêve d'une « Grande Serbie ».

Prise de conscience. Les traumatismes de la guerre en ex-Yougoslavie, les impuissances des Occidentaux, la découverte des exactions commises par l'armée fédérale, les milices paramilitaires et les forces de police, ainsi que la déportation de la population albano-phonie du Kosovo, province de la RFY considérée comme le berceau historique de la nation serbe, ont placé la communauté internationale devant ses responsabilités. Le retrait des forces serbes n'étant pas respecté, la menace de représailles militaires agitée par les résolutions successives de l'ONU n'étant plus suffisante, l'OTAN s'engage dans la phase opérationnelle de son action.

Montée du nationalisme. Face au front uni des puissances de l'Alliance, Slobodan Milosevic trouve plusieurs soutiens pour contrecarrer les objectifs de l'OTAN. La population belgradoise, touchée par les bombardements, loin de se désolidariser du régime, se soude autour de son président et un consensus national se réalise par le ralliement

d'opposants adversaires du pouvoir, mais fidèles à la Serbie. La rhétorique autour de la persécution du peuple serbe, les allégories sur la combativité des Serbes et le récit des pages glorieuses de la résistance nationale face aux Nazis contribuent également à unifier le pays autour du chef. La dimension religieuse participe aussi de ce renforcement du sentiment national, l'Église orthodoxe ayant appuyé et inspiré, elle aussi, la dérive nationaliste de Belgrade.

La fraternité du peuple orthodoxe s'exprime par la voix d'une Russie qui, il est vrai, avait été écartée du processus décisionnel du Conseil de sécurité. Boris Eltsine, aux prises avec une opinion publique résolument pro-serbe, n'ira-t-il pas jusqu'à envisager une possible Troisième Guerre mondiale ? Alors que la campagne aérienne permet de ne pas engager d'hommes sur le théâtre des opérations et d'éviter ainsi « un Vietnam des Balkans », contraire au concept du « zéro mort », Milosevic peut, la première vague des bombardements passée sans fléchissement majeur des positions serbes, espérer une lassitude des opinions publiques, propice à entamer la cohésion de l'Alliance.



■ Découverte de tombes par les soldats de la KFOR



■ Aleksinac bombardé par l'OTAN.



• SLOBODAN MILOSEVIC

pays, et du Kosovo. Un mois plus tard, le 28 juin, lors de la commémoration du 600^e anniversaire de la Bataille du champ des merles, haut lieu de l'identité serbe magnifiée par un discours de Slobodan Milosevic, ce sentiment national triomphe en rappelant les faits d'armes et le courage des Serbes à travers l'Histoire. La fédération de Yougoslavie vit dès lors ces derniers instants.

La crise yougoslave est l'exacte application de ce rêve d'une nation serbe homogène, et les victoires des milices serbes en Bosnie, armées par Belgrade, renforcent un peu plus sa position dominante dans son pays. Depuis dix ans, Milosevic use de la guerre, des déplacements de populations et de la politique du pire pour asseoir un pouvoir solitaire sur lequel les manifestations populaires ont peu de prises. Ses opposants directs se rallient même au pouvoir afin d'épouser la cause nationale serbe. En 1997, il est élu confortablement à la tête de la Fédération yougoslave. À la tête d'un appareil répressif fort, et contrôlant les médias, il lance, en 1998, ses troupes à la conquête du Kosovo. Conformément à cet objectif de rendre aux Serbes leurs terres, il vide le Kosovo de sa population albanaise par la force et la terreur, mises au service d'une seule obsession : l'épuration ethnique. Mis au ban des Nations, inculpé par le Tribunal pénal international, et chef militaire vaincu, le président de la RFY doit aujourd'hui gérer les conséquences, en politique intérieure, d'une capitulation militaire imposée par la communauté internationale.

des initiatives concrètes pour contribuer à l'émergence d'une véritable identité européenne de sécurité et de Défense (IESD).

L'OTAN n'en était pas néanmoins à sa première intervention en ex-Yougoslavie. Elle était intervenue de manière décisive dans le conflit bosniaque et avait participé au respect des zones d'exclusion d'espace aérien, recourant si nécessaire aux frappes aériennes. Des missions d'interposition et de sécurisation lui avaient été confiées en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre de l'IFOR, puis de la SFOR.

L'implication de l'OTAN dans la crise au Kosovo s'est donc déroulée progressivement et cela, dès le printemps 1998, en totale adéquation avec les résolutions adoptées au préalable par le Conseil de sécurité, en menaçant la RFY de frappes aériennes si les violences constatées contre la population du Kosovo ne cessaient pas.

L'option aérienne, si tant est qu'elle fut plus longue que prévu (soixante-seize jours), est néanmoins venue à bout des velléités de Belgrade sur le Kosovo, sans faire pour autant tomber le président serbe et ses affidés. Les frappes de l'OTAN, hormis quelques effets collatéraux dommageables ou d'erreurs de cibles tels que le bombardement de l'ambassade de Chine, ont largement endommagé le complexe militaire et militaro-industriel, ainsi que les voies stratégiques de communication du pays, pour contraindre Belgrade à renoncer.

L'entrée de la Kosovo Force (KFOR), dès le 10 juin 1999, dans la province du Kosovo, engage déjà l'avenir de Slobodan Milosevic. Mais certaines questions restent en suspens. Les Alliés se sont toujours refusés à envisager une partition du Kosovo, préférant l'option d'autonomie substantielle au sein de la RFY. La découverte des massacres et des charniers pose de façon abrupte la possibilité de cohabitation entre une communauté serbe largement minoritaire et une majorité albanaise, marquée par trois mois d'exode, et retrouvant ses habitations ravagées par les opérations « terres brûlées » conduites par les milices serbes. De plus, les premières manifestations contre le régime de Belgrade sont, plus qu'une opposition à Milosevic, l'expression d'un mécontentement d'une partie de la population à l'égard d'un chef de guerre qui essuie, pour la première fois depuis dix ans, un échec majeur dans son rêve de construire « la Grande Serbie ».

L'OTAN, installé au Kosovo, est aujourd'hui aux portes de Belgrade et un sentiment de sécurisation gagne les Balkans. Cette présence dans la région suscite de nouvelles ambitions et les scénarios de rupture ou de soulèvements se multiplient à l'encontre de la RFY. La Voïvodine et le Monténégro, dernières républiques fidèles à Belgrade depuis le démantèlement de la Yougoslavie de Tito, semblent aujourd'hui sensibles à ces inclinaisons naturelles.

Une défaite impossible. Cependant, la célébration, à Washington, du cinquantenaire de l'OTAN ne laissait aucune place à l'échec de l'opération ou à un succès mitigé. Si certains s'étaient interrogés quant à la pertinence de conserver une organisation militaire à vocation défensive victorieuse de son ennemi déclaré – le Pacte de Varsovie – la crise au Kosovo ouvrait des perspectives nouvelles pour les tenants d'une redéfinition des missions de l'Alliance, dans le cadre de la gestion des crises. L'ouverture d'un débat sur le nouveau concept stratégique du cadre d'action de l'OTAN, se trouvait ainsi posé in vivo par cette nouvelle menace serbe dans les Balkans. C'est pourquoi entre les débats relatifs à la légalité ou la légitimité d'une intervention, le contournement de l'ONU, seule

organisation habilitée à gérer les crises, l'opération des dix-neuf membres de l'Alliance allait soulever autant de questions fondamentales tournant autour de l'articulation du couple OTAN-ONU et sur la capacité des Européens à gérer des conflits sur leur propre continent sans faire appel aux États-Unis.

De toute évidence, l'impératif était d'imposer la crédibilité de l'Alliance atlantique dans la crise au Kosovo. En s'autosaisissant, l'OTAN s'est alors arrogé un mandat traditionnellement confié à l'ONU, posant de facto l'épineuse question des capacités d'adaptation d'un gouvernement international à un environnement géopolitique post-guerre froide. La France, avec d'autres, prend acte de cette exception, mais entend y remédier en réaffirmant la primauté du droit international et en prenant



Europe

Bosnie

CHRONOLOGIE

29.02.1992

• Musulmans et Croates bosniaques se prononcent par référendum pour l'indépendance de la Bosnie.

25.03.1993

• Signature du plan de paix Vance-Owen présenté le 2 janvier 1993 à Genève par les Musulmans et les Croates mais rejeté le 16 mai par les Serbes de Bosnie.

12.04.1993

• Déclenchement de l'opération de l'OTAN *Deny Flight* : respect des zones d'exclusion aérienne en Bosnie (octobre 1992).

05.06.1993

• Début de l'opération conjointe OTAN-UEO *Sharp Guard* : surveillance de l'embargo en Adriatique.

05.02.1994

• Explosion d'un obus sur le marché de Sarajevo (68 morts).

03.06.1995

• Création de la Force de réaction rapide (FRR) pour renforcer la Forpronu.

30.08.1995

• Opération *Deliberate* force de l'OTAN et de la FRR.

01.11.1995

• Ouverture aux États-Unis des négociations de paix de Dayton (Ohio).

Septembre 1998

• Élections générales – l'ultranationaliste Nikola Popalsen élu président de la République serbe avant d'être destitué par Carlos Westendorp.

La guerre de Bosnie a ramené l'horreur des massacres de populations civiles au cœur d'une Europe dont on pensait qu'elle ne connaîtrait plus la guerre. Elle est le symbole des déchirements ethniques.

La Bosnie-Herzégovine réunissait à échelle réduite toutes les conditions propices à un embrasement, provoquant plus de 200 000 morts

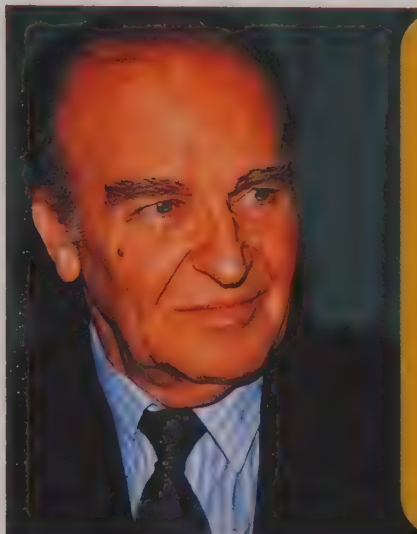
et jetant sur les routes près de 3 millions de personnes.

L'horreur. La dernière décennie de ce siècle allait ainsi proposer quotidiennement aux opinions publiques, et pendant plus de cinq ans, les images tragiques d'un État en pleine décomposition politique, où les antagonismes ethniques, les différences religieuses et les revendications territoriales seraient le prétexte aux massacres aveugles, à la purification ethnique ainsi qu'à la multiplication des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le drame bosniaque mettra en lumière l'impuissance d'une communauté internationale à faire cesser l'horreur et inadaptée à un monde en mutation, où les conflits inter-étatiques classiques cèdent désormais la place à des conflits infra-étatiques.

La Bosnie-Herzégovine. Elle est, plus encore que les cinq autres républiques de la Fédération yougoslave, le symbole de cette coexistence de populations aux origines diverses, multi-confessionnelles qui, sous la férule de Tito, ont appris à cohabiter, à partager le pouvoir par un système habile de présidence tournante. Ainsi, l'hétérogénéité du peuplement de la Bosnie-Herzégovine est encadrée et sa diversité utilisée comme un facteur d'équilibre gommant les dissensions entre communautés. Or, même si le modèle titiste s'est appliqué à se distinguer du communisme soviétique, force est de constater qu'à la fin des années 80, la Yougoslavie subit, comme l'URSS et ses satellites, les premiers effets de l'essoufflement d'un système centralisateur, que certaines Républiques yougoslaves contes-



■ Sarajevo assiégée.



Premier président de l'après-guerre et membre de la présidence collégiale de la république de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegovic, soixante-douze ans, incarne la résistance à Sarajevo, noyée sous un déluge de bombes et prise dans la spirale destructrice du conflit yougoslave. Défenseur d'une Bosnie unitaire et porte-parole de la communauté musulmane, il symbolise une Bosnie multiethnique et multiconfessionnelle, alors qu'il s'était auparavant signalé par des écrits teintés d'un nationalisme extrémiste. « Le patriarche musulman » sera pour l'opinion publique le plus humain

des chefs de guerre, jouant la carte de la victimisation. En acceptant les accords de Dayton, il soutient une solution pacifique mais doit faire son deuil de l'unité bosniaque. Aujourd'hui, à l'occasion de son troisième mandat, il contient encore, avec son statut de « père de la Nation », les dérives extrémistes qui se développent au sein de son propre parti et prône depuis un nationalisme modéré. À la tête d'un État composite, il doit, tout en respectant les particularismes de la Bosnie-Herzégovine, s'employer à favoriser une démarche politique unitaire et équilibrée.

tent de plus en plus. La fédération n'apparaît plus comme le modèle politique et économique pertinent et, en écho aux « désatellisations » des républiques d'Europe de l'Est, la menace sécessionniste à l'encontre de Belgrade, alimentée par la triple montée en puissance du nationalisme, de la crise économique et des disparités de richesse entre les Républiques, met un terme au mirage d'une Fédération yougoslave autogestionnaire.

Dynamique de décomposition.

La Bosnie, prédisposée de par la structuration de sa population à subir les déchirements les plus intenses, paiera durant trois années le plus lourd tribut humain pour cette désagrégation désormais inscrite dans le processus historique.

Entre 1992 et 1995, la Bosnie devient le principal théâtre d'affrontement du conflit yougoslave et les appétits des communautés serbes, croates ou musulmanes de cette République, devenue indépendante le 5 avril 1992, vont être attisés et instrumentalisés par ses voisins croates et serbes. Alors que le 2 mars 1992, Croates et Musulmans se prononcent pour l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, les Serbes de Bosnie, menés par leur leader politique Radovan Karadzic et leur chef militaire Ratko Mladic, annoncent la création d'une République bosno-serbe, dont le pouvoir central est localisé à Pale. Appuyée par le nationalisme de Belgrade, cette entité se lance dans la conquête des territoires serbes disséminés à travers la Bosnie-Herzégovine. L'ex-armée fédérale et les milices bosno-serbes, bras armé du pouvoir de Pale, mènent une guerre de position contre les Musulmans, puis contre les Croates en Bosnie occidentale et contrôlent ainsi 70 % du territoire.

Ces avancées obéissent aux règles de la guerre de conquête territoriale, motivée par le réflexe identitaire et garantie par le recours à l'élimination physique systématique. Dans la perspective de la création future d'un ensemble ethniquement homogène, donc pur, les Serbes de Bosnie imposent rapidement par la violence leurs conditions de négociation, en vue d'une partition territoriale avantageuse. Le nationalisme serbe du régime de Slobodan Milosevic atteint son apogée et trouve en Bosnie son expression la plus accomplie.

Retournement d'alliance. La lecture du conflit se complique cependant en raison d'un retournement d'alliance ; l'accord entre Serbes et Croates de Bosnie et l'éclatement de l'unité croato-musulmane, les deux anciens alliés s'entre-déchirant en Bosnie centrale, modifient définitivement l'équilibre du pays. Favorables au maintien de l'unité du pays, les Musulmans bosniaques se heurtent de plus en plus au projet de fédération et de partition implicite proposé par les Croato-bosniaques et imposé de facto par les Bosno-Serbes. L'armée bosniaque à majorité musulmane, renforcée par des volontaires musulmans afghans, pakistanais, iraniens, ou algériens, s'expose sur plusieurs fronts, et plie progressivement. La déroute de l'armée régulière, qui contrôlait 10 % du territoire, condamne les espoirs du président bosniaque Izetbegovic de maintenir désormais l'unité du pays. L'autonomie de l'entité croate de l'Herceg-Bosna en juillet 1992, puis son indépendance en août 1993, portent le coup fatal à cette ambition.

Partition ethnique et religieuse.

Enclave et corridor entre bombardements et pilonnages, entre cités assiégées et territoires vidés de leurs habitants, la Bosnie, véritable puzzle communautaire, glisse progressivement vers une logique de partition ethnique et religieuse jetant sur les routes un flot massif de réfugiés. Sur les chemins tortueux de la guerre, certains noms deviendront les symboles de l'horreur perpétrée aux portes des puissances européennes. L'imaginaire collectif retiendra Sarajevo, Srebrenica, Mostar, Bihac, Gorazde,

parmi le long cortège de noms de cités meurtries par les combats de rues et les attentats aveugles commis contre des victimes innocentes.

L'OTAN comme dernier recours.

Face à ce déchaînement de violence, la communauté internationale manifeste son incapacité à prévenir cet embrasement et à imposer différents plans de paix aux belligérants. La pusillanimité de la diplomatie européenne, en dépit des initiatives françaises, conjuguée à l'impuissance de l'ONU malgré l'envoi de Casques bleus, place l'OTAN, réticente, dans un premier temps, à s'ingérer dans un conflit auquel elle n'était pas préparée, ni adaptée, dans un rôle d'ultime recours. Cette irruption dans le jeu balkanique de l'Alliance atlantique renforce un peu plus l'hyperpuissance américaine et préfigure son statut difficilement contesté de « gendarme du monde ».

Afin de briser l'engrenage des violations des cessez-le-feu et le cycle des massacres sanglants, la menace militaire de l'OTAN se fait plus effective, donc plus dissuasive. La communauté internationale, sous l'impulsion de Washington, trouve, à partir de l'été 1995, les clés d'une issue au conflit et contraint Bosniaques musulmans, Croates et Serbes à s'entendre. Les accords de Dayton, du 21 novembre 1995, dégagent les futures grandes lignes du statut d'une Bosnie-Herzégovine souveraine et pacifiée, comprenant à parité géographique quasi-égale une Fédération croato-musulmane et une République serbe de Bosnie proche des plans de paix que les Américains avaient refusés. Les blessures restent cependant à vif

et la volonté des Occidentaux à ménager les susceptibilités des uns et des autres est illustrée par la timidité des premières condamnations, certains diront la minimisation des responsabilités, afin de ne pas fragiliser un accord si difficilement acquis. Ce contexte sensible imposera, au lendemain de la signature de l'accord de paix, la présence d'une force d'interposition, *Implementation Force* (IFOR), précédant l'installation d'une force de stabilisation (SFOR), deux opérations menées par l'OTAN.

Pression. Les découvertes macabres de charniers amplifient la pression d'une justice internationale, plus énergique pour autoriser la comparution de dirigeants politiques et d'officiers militaires devant le Tribunal pénal international (TPI) impliqués dans des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La reconstruction économique du pays et le retour à un processus démocratique sous surveillance de l'ONU, de l'OSCE et de l'OTAN reprennent tant bien que mal leurs droits. Si les élections générales de septembre 1998 confirment l'émergence d'un pôle démocratique solide dans la partie croato-musulmane, les observateurs ont regretté la permanence d'un courant ultranationaliste, sensible aux sirènes de Belgrade. En République serbe, dix mois après cette consultation électorale, et après la destitution, en mars 1999, de Nikola Popalsen, archétype de l'extrémisme bosno-serbe, les actuelles négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition entre modérés et nationalistes, en Republika Srpska, démontrent le chemin qu'il reste à parcourir pour rompre enfin avec les vieux démons.

Europe

Tchétchénie

CHRONOLOGIE

27.11.1991

• Proclamation de l'indépendance de la Tchétchénie.

11.12.1994

• Début des opérations russes en Tchétchénie.

06.02.1995

• Prise de Grozny par l'armée russe.

21.04.1996

• Décès de D. Douaev.

06.08.1996

• Reprise de Grozny par les Tchétchènes.

31.08.1996

• Signature de l'accord de paix entre Lebed et les autorités tchétchènes.

27.01.1997

• Élection d'A. Maskhadov à la présidence.

12.05.1997

• Signature d'un accord de paix entre B. Elstine et A. Maskhadov.

03.02.1999

• Instauration de la shari'a.

La guerre de Tchétchénie se caractérise par une lutte entre un pouvoir central et un pays qui désire reconquérir son indépendance, doublée d'une rivalité entre Tchétchènes.

La Tchétchénie actuelle est née de l'éclatement, en 1991, de l'ex-république soviétique tchétchéno-ingouche. Cette naissance marque également le début du conflit qui l'oppose à Moscou, bien qu'il s'inscrive dans une longue tradition de résistance. La société tchétchène,

bien qu'unie derrière une langue et un islam sunnite, connaît un fort climat de violence lié aux rivalités claniques.

Naissance de la revendication indépendantiste. Il faut la replacer au cœur de ces rivalités qui seront stimulées par la course au pouvoir créée par la déliquescence de l'URSS. Ce sont les événements de l'année 1991 qui lui donneront corps : le retour en Tchétchénie de Douaev qui, après une carrière dans l'armée Rouge, va rapidement prendre la tête du mouvement nationaliste ; son soutien à Elstine lors du putsch manqué de l'été 1991, qui lui permettra de prendre le pouvoir à Grozny aux dépens de la nomenklatura communiste ; les changements institutionnels liés à l'implosion de l'URSS, avec la séparation de l'Ingouchie et de la Tchétchénie, cette dernière proclamant unilatéralement son indépendance en novembre. Cette procla-

mation, ainsi que le refus de Grozny de signer en mars 1992 le traité de la Fédération de Russie, va faire naître les tensions avec Moscou. Les Russes ne peuvent accepter les visées indépendantistes de Grozny sans crainte pour l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie (peur de l'effet domino). Ils vont, après une tentative avortée d'intervention militaire, tenter de déstabiliser le régime tchétchène par un embargo économique, doublé d'une manipulation de son opposition. L'entente avec Douaev étant impossible, Moscou désire placer au pouvoir une personne plus conciliante, mais il n'existe, face à lui, qu'une opposition hétéroclite composée de pro-russes, des clans défavorisés par le régime et des opposants au régime.

Militarisation de l'opposition. Les services secrets russes vont contribuer à cette militarisation et au déplacement de son action du terrain politique au terrain militaire, plongeant, à partir de 1994, le pays dans la guerre civile. Toutefois, le rôle croissant de Moscou dans les actions violentes va donner un regain de popularité au président Douaev et fédérer derrière lui les russophobes. En décembre 1994, après l'échec des tentatives de déstabilisation de Douaev, Moscou envoie des troupes en Tchétchénie pour ce qui n'aurait dû être qu'une opération de police. Elles se heurtent à une très grande résistance des partisans de Douaev, transformant cette opération en véritable guerre. La seule prise de Grozny, à l'hiver 1994, a demandé aux Russes près d'un mois de combat, en dépit des moyens mis en œuvres. Les combats se poursuivront dans les montagnes où les forces russes, comme en Afghanistan, montreront leur inadaptation à la contre-guérilla, ne parvenant pas à casser le noyau de la résistance.

Malgré un premier cessez-le-feu en juillet 1995, les opérations de guérilla se poursuivront, ponctuées d'opérations plus vastes : raids ou prises d'otages dans des localités

■ Combats à Grozny, 1995.





russe (Boudennovsk) qui humilièrent les forces russes.

Vers des accords de paix. L'espoir de désorganisation de la résistance suscité par la mort de Doudaev, en mars 1996, sera rapidement déçu. De plus, l'approche de l'élection présidentielle russe va conduire Elstine à rechercher un succès diplomatique à défaut d'un succès militaire. Mais les négociations se révéleront un échec, et une reprise généralisée des hostilités surviendra en juillet 1996. Devant les victoires tchétchènes et la reprise de Grozny le 6 août, Moscou dépêche en urgence le général Lebed pour négocier un accord de paix qui sera signé le 31 août. Il prévoit le retrait des forces russes et le gel de la situation politique et juridique jusqu'au 31 décembre 2001. Ainsi, à l'issue de vingt et un mois de conflit et près de 100 000 morts, Moscou abandonne Grozny aux « rebelles » et retire son armée humiliée et brisée.

Situation actuelle. La Tchétchénie n'est pas pour autant pacifiée. Malgré le retrait des troupes fédérales, fin 1996, qui marque le terme officiel des hostilités, les relations entre Moscou et Grozny restent tendues. L'élection en janvier 1997 d'Aslan Maskhadov, pourtant modéré vis-à-vis de Moscou, n'a pas permis de faire avancer les négociations sur le statut du pays. La Tchétchénie souhaite une indépendance totale alors que Moscou n'est prête à accorder qu'une « autonomie élargie ». La Russie essaie d'accroître la dépendance économique de Grozny à son égard, misant sur ce moyen de pression pour ramener les autorités tchétchènes à la raison. Moscou, s'irritant des attaques chroniques contre ses troupes par des chefs de guerre échappant à tout contrôle et des enlèvements perpétrés sur son sol, n'hésite plus, depuis le début de l'année, à envoyer les troupes fédérales mener des opérations contre



■ Conférence de paix à Moscou, accords signés le 12 mai 1995.

les combattants indépendantistes en territoire Tchétchène. Plus la date butoir de 2001 approchera, plus les tensions risqueront d'être grandes, l'absence de stratégie caucasienne au Kremlin et les affrontements fréquents y contribuant.

Tensions. Les flambées de violences et les multiples prises d'otages (1 046 entre janvier 97 et juin 99), résultats des affrontements entre clans tchétchènes, déstabilisent la Tchétchénie même. Maskhadov, craignant de déclencher une nouvelle guerre civile dans un scénario à l'afghane, n'a pas voulu prendre de front les chefs de clans, laissant libre court à la corruption et aux actions de la mafia. Il est de plus en plus isolé et son principal souci semble être de rester au pouvoir et en vie (il a déjà échappé à deux attentats). Il a récemment tenté de rasseoir son autorité par un certain nombre d'initiatives, la création d'un conseil de sécurité nationale devant mettre un terme à l'insécurité qui empêche toute coopération sérieuse avec l'étranger. Coopération nécessaire pour rompre l'isolement imposé par Moscou et rendre une indépendance viable. Mais aussi des concessions vis-à-vis de l'opposition islamique qui conteste de plus en plus son pouvoir, lui reprochant de ne pas mener à terme la transformation du pays en république islamiste, et poussant à une radicalisation reli-

gieuse du régime. Après avoir affirmé qu'il mènerait à bien cette transformation, il a instauré la *shari'a* sur tout le territoire. La réaction modérée de Moscou à cette proclamation montre son impuissance à peser sur l'avenir du territoire, bien que cette évolution porte en germe le risque de développement d'un islamisme

calqué sur le modèle afghan. La situation en Tchétchénie prouve que son avenir est encore bien incertain et qu'il lui reste de nombreux défis à relever pour parvenir à une indépendance viable.

• ASLAN MASKHADOV

Né en 1951, Aslan Maskhadov est l'actuel président de la Tchétchénie. Militaire formé à l'Académie militaire de Leningrad, il servit en Hongrie, puis en Lituanie, avant de rentrer dans son pays en 1992 pour former l'armée de la République autoproclamée indépendante, dont il devient général. Il est pendant toute la guerre contre la Russie le chef d'état-major des forces séparatistes. Habile stratège, c'est lui qui mène la bataille pour la reconquête de la capitale en août 1996 et qui contraint Moscou à accepter les accords de paix. Il a aussi pris part aux négociations de paix et signé les accords avec le général Lebed, en 1996. Il est devenu, la même année, premier ministre et ministre de la Défense du gouvernement de coalition, poste qu'il occupera jusqu'à son élection à la présidence de la République, le 27 janvier 1997. Élu largement grâce à son statut de commandant en chef des forces tchétchènes victorieuses de l'armée russe, il n'a pourtant jamais réussi à



asseoir son pouvoir. Lors de son élection, il donnait l'image d'un sage à l'expérience rassurante, tant pour les Tchétchènes que pour les Russes qui pensaient pouvoir trouver avec lui un compromis sur le statut de la république. Coincé entre les pressions de Moscou, qui lui demande de renoncer à l'indépendance, et les chefs de guerre séparatistes, qui réclament un partage du pouvoir, il apparaît de plus en plus isolé dans son pays où sa vie est menacée (il a échappé à deux tentatives d'assassinat) et incarne un pouvoir central en mal d'autorité. Il a pris récemment une série de mesures afin d'essayer de

Europe

Géorgie

CHRONOLOGIE

09.04.1991

• Succès du référendum pour l'indépendance de la Géorgie (99%) – Zviad Gamsakhourdia devient Président.

1989-1993

• Guerre civile en Ossétie du Sud.

1992-1994

• Guerre civile en Abkhazie.

Janvier 1992

• Coup d'État militaire. Le pays se trouve gouverné par un conseil militaire.

07.03.1992

• Chevardnadze succède au conseil militaire puis est élu président de la République géorgienne le 11 octobre.

1993

• Adhésion de la Géorgie à la CEI – L'Abkhazie se sépare de la Géorgie – 31 décembre : Zviad Gamsakhourdia retrouvé mort (suicide ou assassinat ?) – Depuis 1992, des observateurs militaires de l'ONU et une force de maintien de la paix russe sont installés en Abkhazie.

14.05.1994

• Accords de cessez-le-feu entre la Géorgie et l'Abkhazie.

29.08.1994

• Attentat à la voiture piégée contre Chevardnadze.

1995

• Adoption de la nouvelle Constitution (24 août) – 5 novembre, élections législatives et présidentielles. Chevardnadze entame un nouveau mandat le 5 novembre.

04.01.1998

• Chevardnadze échappe à un nouvel attentat au lance-grenades – mai 1998 : résurgence du conflit en Abkhazie.

Juillet 1998

• Prolongation du mandat de la Mission d'observation des Nations unies en Géorgie (MONUG) jusqu'en janvier 1999.

10.07.1999

• Départ du dernier garde-frontières russe. La Géorgie marque un peu plus son indépendance à l'égard de la Russie.

La Géorgie, jeune République caucasienne, appartient à l'ensemble des nouvelles démocraties issues de l'ancien bloc soviétique.

Depuis son indépendance, en avril 1991, elle connaît des secousses internes qui fragilisent encore les bases d'un État souverain naissant. Traversée par les courants séparatistes, rongée par la corruption étatique et par le poids d'une économie mafieuse, exposée aux secousses financières et soumise aux attitudes équivoques du grand voisin russe, Tbilissi a pour l'instant remis certaines de ses ambitions et tente aujourd'hui de panser les plaies d'un ultra-nationalisme coupable du réveil identitaire des minorités abkhazes, ossètes et adjars.

La difficile construction de l'unité.

C'est sur fond de guerres civiles que le jeune État géorgien tente de construire son unité et d'asseoir son statut de puissance régionale. Accédant à l'indépendance sous le mandat de Zviad Gamsakhourdia, porte-étendard d'un nationalisme autoritaire et exacerbé après l'ère soviétique, le pays s'est engagé sur des voies chaotiques, en embrasant l'ensemble du territoire national, et en favorisant la résurgence de réveils identitaires qui, à ce jour, ne sont pas totalement résorbés. Ouvrant ainsi son territoire à plusieurs fronts de rébellion en Ossétie du Sud et en Abkhazie, la Géorgie s'est également offerte aux velléités interventionnistes et aux manipulations. Alors que ce pays, peuplé de 5,4 millions d'habitants, est composé à 70 % de Géorgiens, ce sont les deux ethnies les moins impor-

• EDOUARD CHEVARDNADZE

Ronald Reagan déclarait : « grâce à lui, le stéréotype du dictateur géorgien a été détruit. » Si cet hommage, adressé au ministre des Affaires étrangères de Mikhael Gorbatchev, est à ranger parmi les figures imposées de la rhétorique diplomatique, il reflète néanmoins l'image lisse que laissera Edouard Chevardnadze en tant que chef de la diplomatie soviétique, chargé de porter la bonne parole de la perestroïka et de la glasnost, deux idées annonciatrices de l'écroulement du système communiste. Depuis 1992, c'est essentiellement ce passé soviétique, et ce rôle de serviteur zélé de Moscou, répréhensible aux yeux du citoyen géorgien moyen, que l'actuel président de la Géorgie tente de gommer. Né en 1928, Edouard Chevardnadze, comme nombre d'apparatchiks de la nomenclature soviétique, franchira les étapes de la hiérarchie soviétique et obtiendra ainsi les postes clés qui le mèneront jusqu'au sommet du pouvoir à Moscou. Il sera successivement directeur d'un groupe du Komsomols, ministre géorgien de l'intérieur et premier secrétaire du Parti communiste géorgien de 1972 à 1985. En juillet 1985, Mikhael Gorbatchev le nomme au portefeuille stratégique de ministre des Affaires étrangères, tenu depuis près de quarante ans par l'immuable Andreï Gromyko. À ce poste, il tissera des liens étroits et amicaux avec ses homologues occidentaux et symbolisera la politique d'ouverture du Kremlin. Mais le putsch avorté d'août 1991 et l'apparition de Boris Eltsine donnent le coup de grâce à l'épopée de Gorbatchev et à un système communiste à bout de souffle.

Comptant sur les relations qu'il a su nouer avec les chancelleries internationales, il nourrit un instant l'ambition de se porter candidat au poste de secrétaire général des Nations unies. Mais la présence d'un nouveau locataire anti-soviétique au Kremlin lui donne peu d'espoir sur ses chances d'accéder à ce poste prestigieux. Habile stratège et observateur attentif des évolutions de sa Géorgie natale, il laisse son opposant historique, Zviad Gamsakhourdia, s'en-



■ Attentat contre Chevardnadze, ancien ministre des Affaires étrangères soviétiques, le 4 janvier 1998.

liser sur les voies du nationalisme autoritaire et s'aliéner la population. Un coup d'État militaire, qu'il ne condamne pas explicitement, servira le destin présidentiel d'Edouard Chevardnadze. Appelé comme l'homme providentiel d'un pays en pleine déroute économique, et confronté aux séparatismes ossète et abkhaze, il se rappelle au bon souvenir de l'Occident pour s'assurer une légitimité internationale et un soutien politique et économique pour son jeune État. Les deux tentatives d'attentat dont il est victime, en 1995 et 1998, renforcent sa prééminence sur la vie politique géorgienne, au risque de faire passer au second plan un bilan politique intérieur plus contrasté.

Si la lutte contre la corruption, et la pacification du pays par la recherche d'une solution de type fédéraliste président à son action, d'aucuns considèrent encore Edouard Chevardnadze comme un supposé de Moscou, incapable de se défaire de ses tropismes d'antan. Le 10 juillet 1999, le dernier garde-frontières russe quittait la Géorgie. Le pays assure ainsi, pour la première fois depuis son indépendance, la maîtrise de l'ensemble de son territoire. Cette souveraineté retrouvée pourrait être un argument de campagne non négligeable pour l'actuel président lors de la prochaine élection présidentielle prévue en l'an 2000.

tantes, avec 164 000 Ossètes et 95 000 Abkhazes, qui vont faire basculer le pays et chanceler l'équilibre de la Géorgie.

Questions de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Si les exigences d'indé-

pendance de l'Ossétie du Sud et sa demande de rattachement à l'Ossétie du Nord, relevant de la Fédération russe, sont aujourd'hui moins aiguës, un statut autonome dans un ensemble géorgien apparaît comme une solution acceptable par tous. La

question abkhaze demeure, a contrario, plus difficile dans la recherche d'un règlement politique pacifique et équilibré. En sécession depuis 1993, malgré les accords de cessez-le-feu signés à Moscou le 14 mai 1994, et en dépit de l'envoi de forces d'interposition de la CEI dans une zone de sécurité conduite par les militaires russes, et de l'établissement d'une mission d'observation des Nations unies (MONUG), cette ancienne République autonome soviétique reste le théâtre d'échanges de tirs et d'incidents fréquents entre séparatistes abkhazes et géorgiens. Ces conflits pèsent lourdement sur les populations et la répartition ethnique. Depuis 1992, on dénombre plus de 300 000 réfugiés et personnes déplacées ; on évalue les pertes humaines à 100 000 morts.

Vers un fédéralisme géorgien. Cependant, la Géorgie, parrainée dans la recherche d'une solution par le Groupe des amis du secrétaire général de l'ONU coordonné par la France, tente, aujourd'hui, d'imaginer un fédéralisme permettant le respect

de chacune des identités, dans un ensemble géorgien pacifié et stable.

À cet égard, la personnalité et le rôle d'Edouard Chevardnadze, ancien ministre des Affaires étrangères soviétique, et réélu président de la République, sont un gage de retour à la paix. Sous son impulsion, l'État est passé, en effet, d'une conception nationaliste à une démarche plus constructive, en proposant les perspectives d'un fédéralisme géorgien. Le président Chevardnadze, rompu au jeu de la diplomatie, compose difficilement (il a échappé à deux tentatives d'attentats) avec les différents acteurs, en prenant en compte les paramètres précédemment exposés pour remettre sur pied le pays. Il a favorisé un train de réformes, tant sur le plan politique que sur le plan économique et financier. La Géorgie s'est ainsi engagée dans un processus de démocratisation de ses institutions : elle a adopté, en 1995, une nouvelle Constitution, inscrivant le pluralisme politique dans la vie citoyenne et a aboli la peine de mort, en juillet 1997. Les libertés d'expression et de cultes

sont aujourd'hui garanties. Le 27 avril dernier, le pays est devenu membre du Conseil de l'Europe.

Économie. Forte de cette reconnaissance politique, la Géorgie prétend également relancer une économie exsangue en s'appuyant sur un positionnement géostratégique des plus favorables. Au cœur du Caucase, au carrefour des routes pétrolières entre mer Noire et mer Caspienne, force est de constater que le pays bénéficie d'arguments probants pour gagner la confiance des investisseurs, et assurer la stabilité de l'économie nationale en assainissant les instruments financiers.

Le commerce des hydrocarbures place la Géorgie à l'intersection d'un ensemble de données politiques, commerciales et donc géostratégiques qui intéressent naturellement des puissances tierces. Ainsi en est-il de la Russie, qui, par sa proximité régionale et son tropisme pour le contrôle de son « étranger proche », entend bénéficier d'un droit de regard. De même pour les États-Unis, qui exercent, par la distribution



d'une manne financière non négligeable, leur rôle de puissance intéressée par la pacification d'une zone stratégique. Ainsi, les tracés d'oléoducs entre la mer Caspienne et le Caucase et l'installation de compagnies font l'objet d'attentions particulières, voire de pressions auxquelles Tbilissi reste encore exposé. La Russie et la Géorgie se livrent à un véritable « jeu de dupes », cette dernière jugeant contraire à ses propres perspectives d'évolution politique et économique au sein de la Transcaucasie une quelconque mainmise de Moscou, qui contesterait sa souveraineté, et serait un frein pour gagner une crédibilité au sein du concert des Nations.

Une volonté d'affirmation. Ces ambitions restent cependant modestes à double titre. D'une part, la présence russe dans le cadre des éléments internes à la Géorgie demeure une réalité quotidienne et, d'autre part, elle a adhéré, le 3 décembre 1993, à la communauté des États Indépendants (CEI). En adoptant, par ailleurs, un traité de sécurité collective, la Géorgie s'est replacée dans la sphère d'influence de Moscou. Cependant, la multiplication des initiatives à l'égard de l'OTAN, dans le cadre du Conseil du partenariat euro-atlantique (CPEA), montre un État désireux de s'adapter progressivement aux normes militaires de l'Alliance atlantique, en privilégiant un certain nombre d'échanges. Cette recherche de partenariat n'est pas une initiative isolée, elle s'inscrit dans la logique du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) de faire entendre, au sein de la CEI, une diversité constructive. À cet égard, la prise de position des quatre puissances refusant, le 2 avril 1999, de parapher, avec la Russie et les autres États membres de la CEI, un texte condamnant la campagne aérienne menée par les forces de l'OTAN contre le régime de Slobodan Milosevic, manifeste l'esprit d'autonomie que la Géorgie entend faire valoir. Sa participation, quoique symbolique, à la KFOR depuis juin 1999, renforce plus encore cette volonté de s'affirmer sur la scène régionale et internationale. ●



■ La guerre civile qui sévit en Ossétie fit des milliers de morts.

Europe

Daghestan

CHRONOLOGIE

Août 1859

• Annexion définitive du Daghestan par la Russie.

Mai 1991

• Déclaration de souveraineté de la République du Daghestan.

Décembre 1993

• Adoption de la constitution fédérale.

Mai 1995

• Adoption d'une nouvelle Constitution.

Mai 1998

• Prise d'assaut du Conseil d'État (pouvoir exécutif) par des combattants islamistes.

Août 1999

• Proclamation d'un « État islamique indépendant » par des islamistes tchéchènes et daghestanais.

13 août 1999

• Début des opérations militaires contre les indépendantistes islamistes.

Pays aux trente-deux langues, le Daghestan occupe une place particulière dans un Caucase pourtant très diversifié.

Bordé par la Russie, la Tchétchénie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, il occupe une position vitale sur les bords de la Caspienne et sur le trajet de l'oléoduc reliant l'Azerbaïdjan à la mer Noire via la Russie.

Enjeu géostratégique pour Moscou, le Daghestan n'a pu conquérir son autonomie. Bien qu'ayant proclamé sa souveraineté en 1991, son degré de dépendance vis-à-vis de la Russie ne s'est en réalité pas modifié.

La dissolution de l'URSS et surtout la guerre en Tchétchénie ont provoqué une sévère dégradation de la situation économique du pays au cours de ces dernières années, au point que le Daghestan est devenu l'une des régions les plus pauvres de la Russie. La guerre l'a en effet coupé des deux voisins dont il dépendait le plus : la Tchétchénie et l'Azerbaïdjan. En outre, sa principale voie de communication, entre la mer Noire et la Caspienne, a été fermée. Pour ces raisons, le Daghestan est devenu la plaque tournante de tous les trafics et les groupes mafieux se sont installés au cœur du pouvoir.

Politique. Le Daghestan a opté pour une solution adaptée à la multiethnicité qui le caractérise. Le pouvoir exécutif est exercé par un Conseil d'État de quatorze membres représentant les principaux groupes ethniques, ce qui empêche l'un d'entre eux d'accaparer le pouvoir au détriment des autres.

Création d'un territoire islamique séparé. Historiquement lié à la Tchétchénie, le Daghestan ne l'a pourtant pas suivie dans la dernière de ses guerres contre les Russes, bien qu'il ait une petite, mais dynamique, communauté tchéchène.

À l'avenir, l'émergence et la structuration d'un « courant islamiste », unificateur potentiel de ces groupes ethniques, peut prendre une importance décisive. C'est ce qu'ont compris les principaux protagonistes régionaux. Les Russes ont renforcé leur présence militaire au Daghestan pour tenter de l'isoler de la Tchétchénie. Les Tchétchènes, pour leur part, appuient politiquement et militairement les groupes islamistes susceptibles de distendre les liens avec Moscou.

Ainsi, en mai 1998, des manifestants ont pris d'assaut le Conseil d'État, plantant le drapeau vert islamiste sur son toit. Dans les provinces méridionales, les « wahha-

• CHAMIL BASSAÏEV

C'est sous la direction de Chamil Bassaïev que 1 000 combattants musulmans ont proclamé un « État islamique indépendant » au Daghestan, en août 1999. Héros de la guerre d'indépendance de la Tchétchénie voisine contre Moscou (décembre 1994-août 1996), il s'est aussi battu en Abkhazie (Géorgie) aux côtés des séparatistes. Lors de la guerre de Tchétchénie, il a mené, en juin 1995, un raid spectaculaire en territoire russe, à Boudiennovsk. En août 1996, il est à la tête des combattants qui ont reconquis la capitale tchéchène, Grozny, forçant la Russie à signer des accords de paix. La guerre finie, Chamil Bassaïev s'est lancé dans la politique. Lors de l'élection présidentielle en Tchétchénie de janvier 1997, il a dû s'incliner devant l'ancien chef de l'état-major tchéchène, Aslan Maskhadov. Brièvement premier ministre, de janvier à juillet 1998, Chamil Bassaïev a ensuite pris la tête du « Congrès des peuples de Tchétchénie et du Daghestan », pour « libérer et unifier » la région.

• LE RÔLE DE L'ISLAM

L'islam est un paramètre essentiel dans la vie politique locale et a joué un rôle historique essentiel. C'est en effet sous l'égide de confréries soufies que le Daghestan – ainsi que la Tchétchénie – a organisé la résistance à la colonisation russe au XIX^e siècle. L'imam Chamil a, pendant des années, incarné le symbole de l'opposition à l'envahisseur. Au mois d'octobre 1997 a eu lieu l'inauguration de la grande mosquée de la capitale, financée par la Turquie, qui est à ce jour la plus importante de tout le Caucase du Nord. En 1988, on comptait vingt-sept mosquées au Daghestan, on en dénombre près de 1 700 en 1998. 80 % des pèlerins de la Mecque venant de la Russie sont originaires du Daghestan. Dans un contexte de désarroi moral, de désorganisation économique, de mainmise de la mafia sur d'importants secteurs de la société, la référence à l'islam apparaît comme un recours à un système de valeurs qui assure le lien avec les générations précédentes et l'éthique des ancêtres. On peut ainsi imaginer que l'islam devienne un élément unificateur au sein du Daghestan.

bites », secte musulmane d'inspiration saoudienne, ont proclamé un « territoire islamique séparé ». C'est à la lumière de ces éléments que les événements d'août 1999 prennent toute leur importance. Un groupe de combattants islamistes tchéchènes et daghestanais, mené par Chamil Bassaïev, a proclamé la création d'un État isla-

mique indépendant et déclare vouloir se battre jusqu'à ce que les Russes quittent le territoire daghestanais. Malgré les déclarations bravaches des officiers et responsables politiques russes, se vantant de régler l'affaire en quelques jours, nous sommes probablement au début d'un conflit qui risque d'être long.



■ Des soldats russes et des volontaires daghestanais prennent position à Botlik, le 15 août 1999.

Moyen-Orient

Iran

CHRONOLOGIE

Décembre 1906

- Adoption de la première Constitution.

Mars 1951

- Mossadegh premier ministre, le Parlement vote la nationalisation du pétrole.

Août 1953

- Coup d'État organisé par la CIA contre Mossadegh.

Juin 1963

- Arrestation de l'ayatollah Khomeyni, répression contre les manifestations dans tout l'Iran.

Octobre 1964

- Déclaration de Khomeyni contre le statut des militaires américains en Iran. Il se réfugie en Irak.

Janvier 1978

- Début du cycle des manifestations à la suite de la publication d'un article insultant contre Khomeyni.

Février 1979

- Retour triomphal de Khomeyni en Iran.

1980-1988

- Guerre Iran-Irak (300 000 à 400 000 morts iraniens).

Juin 1989

- Mort de Khomeyni.

Mai 1997

- Élection de Khatémi à la présidence de la République.

Au xx^e siècle, l'Iran apparaît comme un laboratoire de l'Histoire régionale.

Dans ce laboratoire s'enchaînent la première Révolution constitutionnelle du Moyen-Orient en 1906, la première nationalisation d'une compagnie pétrolière en 1951, la première Révolution islamique en 1979 et la mise en place de la plus importante théocratie du siècle.

Occidentalisation économique. C'est au cours des années 50 que l'Iran passe peu à peu sous l'influence des États-Unis. Les années 60 et 70 confirment le caractère dictatorial du régime et l'engagement du pays sur la voie de l'occidentalisation économique. Dans les campagnes, c'est la « Révolution blanche » qui suscitera les émeutes de 1963, au cours desquelles émergera Khomeyni. Les projets industriels, eux, connaissent une accélération à la suite de la hausse des prix du pétrole de 1973, mais c'est surtout la constitution militaire qui va transformer l'Iran en « gendarme du Golfe ».

Au contraire des progrès économiques, la situation sociale se dégrade considérablement. Unique force survivante de la répression politique, le clergé chi'ite est le seul à même de canaliser l'aspiration à la dignité et à la liberté. Après des mois de manifestations de plus en plus massives, le shah est obligé de s'exiler, le 16 janvier 1979. Le 1^{er} février, l'ayatollah rentre à Téhéran, accueilli par une foule de 4 millions de personnes.

La guerre déclenchée par l'Irak - 1980-1988, laisse le pays exsangue. La mort du guide de la Révolution en juin 1989 marque une phase nouvelle.

Dix ans après, les problèmes s'accumulent. Aucune réforme économique n'a été menée et la dette est officiellement évaluée à 23 milliards de \$. Le mécontentement social s'est manifesté au cours d'émeutes toutes sévèrement réprimées. Accusé de terrorisme, le régime est, en outre, très isolé sur la scène internationale, d'autant qu'il est soupçonné de chercher à se doter de l'arme nucléaire. Les États-Unis, qui ont imposé un embargo sur leur commerce avec l'Iran, ont adopté, en juillet 1996, malgré l'opposition des Européens favorables à un dialogue avec Téhéran, une loi menaçant de sanctions les sociétés étrangères

qui aideraient au développement du secteur pétrolier iranien.

L'élection du réformateur Khatémi à la présidence de la République, en mai 1997, laisse entrevoir quelques espoirs quant à la libéralisation du système politique, mais la résistance des conservateurs l'empêche pour le moment de répondre aux aspirations du pays.

• LE CHI'ISME

En Iran, le chi'isme est religion d'État depuis le xvi^e siècle. La Révolution islamique en Iran et la prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeyni représentent une victoire du chi'isme, dont les appels ont toutefois rencontré peu d'écho dans un monde islamique dominé par la sunna. Principale branche dissidente de l'islam, le chi'isme organise environ 10 % des musulmans du monde. Il s'est constitué autour de la question de la succession du prophète Mahomet. Ali, cousin et gendre du prophète, est son quatrième successeur, mais déposé par une révolte, il meurt assassiné. La Shia, le « parti » d'Ali, défendit les droits de ses descendants contre les califes. Ils sont les « légitimistes » de l'islam. La place des imams, les successeurs d'Ali, est centrale pour les Chi'ites, car ils poursuivent le cycle des prophètes qui est clos avec Mahomet.

• RUHOLLÂH KHOMEYNI

Né en 1902, il fait ses études à Qom, important centre théologique du chi'isme. Ayant acquis le titre d'ayatollah, il devient l'un des religieux les plus respectés du pays, et c'est à partir de 1962 qu'il va déployer un activisme politique inlassable.

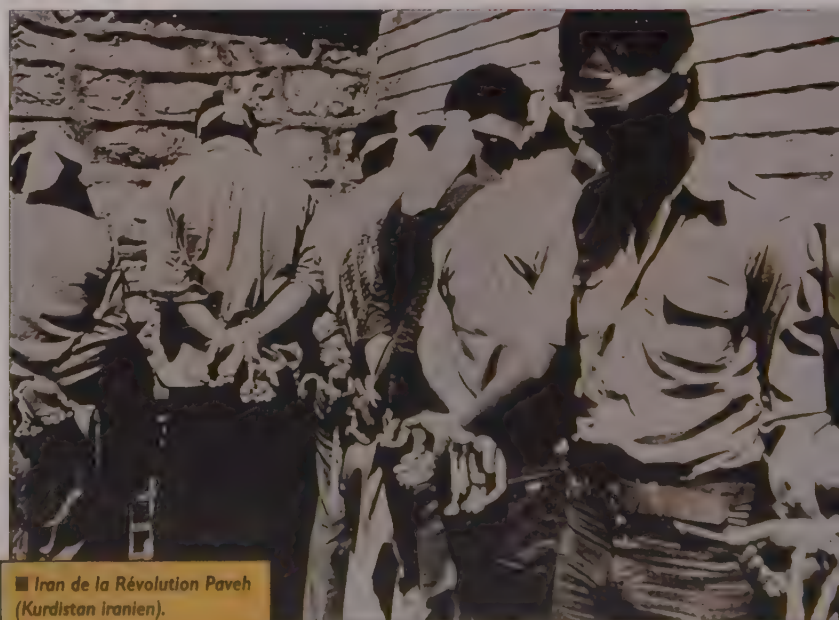
Opposant à la réforme agraire lancée par le Shah, qui lèse les intérêts des dignitaires chi'ites, il joue un grand rôle dans les émeutes de juin 1963, ce qui lui vaudra son emprisonnement. En 1964, il est expulsé d'Iran et se réfugie à Najaf, en Irak. Il y séjourne jusqu'en octobre 1978, date à laquelle il est déclaré persona non grata et se dirige vers la France. Devenu le plus haut dignitaire religieux, il est un symbole pour des millions

d'Iraniens qui se soulèvent contre la dictature du Shah. Il revient triomphalement à Téhéran, le 1^{er} février 1979.

Peu à peu, il s'affirme ainsi en maître absolu du pays mais la base du régime se rétrécit.

La prolongation de la guerre Iran-Irak lui aliène de nombreuses sympathies et c'est seulement en juillet 1988 que l'Iran accepte enfin un cessez-le-feu, épreuve que le « guide de la Révolution » compare à un poison qu'il est obligé de boire.

Sa mort, le 3 juin 1989, laisse l'Iran dans une situation d'affaiblissement économique et politique inquiétant. L'ayatollah Khomeyni aura été finalement plus un homme de rejet que de projet.



■ Iran de la Révolution Pavée (Kurdistan iranien).



Moyen-Orient

La question palestinienne

CHRONOLOGIE

29.11.1947

• L'Assemblée générale de l'ONU adopte le plan de partage de la Palestine.

14.05.1948

• Proclamation de l'État d'Israël. Les États arabes refusent le plan de partage.

1948-1949

• Guerre de Palestine, victoire de l'État hébreu.

29.05.1964

• Création de l'OLP.

Février 1969

• Yasser Arafat devient président de l'OLP.

Septembre 1970

• Affrontements sanglants entre l'OLP et l'armée jordanienne : Septembre noir.

13.11.1974

• Discours de Y. Arafat à l'Assemblée générale de l'ONU. Reconnaissance du droit des Palestiniens à l'indépendance et à l'autodétermination.

Décembre 1987

• À Gaza, puis en Cisjordanie, développement de l'intifada, soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël.

Novembre 1988

• L'OLP proclame l'État de Palestine et condamne le terrorisme.

13.09.1993

• Signature par l'OLP et le gouvernement israélien à la Maison Blanche de la Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne.

01.07.1994

• Retour de Y. Arafat à Gaza.

20.01.1996

• Y. Arafat élu président de l'Autorité palestinienne – Ses partisans emportent les deux tiers des 80 sièges au Conseil d'autonomie.

24.04.1996

• Réuni pour la 1^{re} fois en Palestine, à Gaza, le Conseil national palestinien élimine de sa charte tous les articles mettant en cause le droit à l'existence de l'État d'Israël.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants sionistes adressent deux demandes aux Britanniques, mandataires de la Société des Nations, puis de l'ONU, sur la Palestine : faire de cette dernière un État juif et autoriser l'entrée de 100 000 immigrants.

À la suite de longues négociations, un plan de partage de la Palestine, attribuant 55 % du territoire aux Juifs, alors qu'ils ne représentent que 30 % de la population, est adopté par l'ONU le 29 novembre 1947.

Partage entre Israël et la Palestine. L'État d'Israël est proclamé le 14 mai 1948. Dès le lendemain, de violents combats opposent les forces armées sionistes et palestiniennes. Ces dernières, pourtant appuyées par des bataillons de plusieurs États arabes, sont rapidement défaits. L'État hébreu voit son territoire agrandi d'un tiers par rapport à ce qui avait été prévu lors du traité de partage. A contrario, l'État palestinien ne voit pas le jour et presque la moitié des Palestiniens – 725 000 selon l'ONU – quittent leurs lieux de résidence et deviennent des réfugiés. En décembre 1948, l'ONU adopte une résolution demandant que les réfugiés soient autorisés à rentrer chez eux ou indemnisés. Elle ne sera jamais appliquée. Cette première guerre crée les conditions des suivantes : 1956, 1967, 1973, 1982 sont autant de dates qui marquent l'histoire de ce conflit dramatique.



• YASSER ARAFAT

aux régimes arabes. Cette doctrine formulée à l'époque du panarabisme triomphant est presque une hérésie.

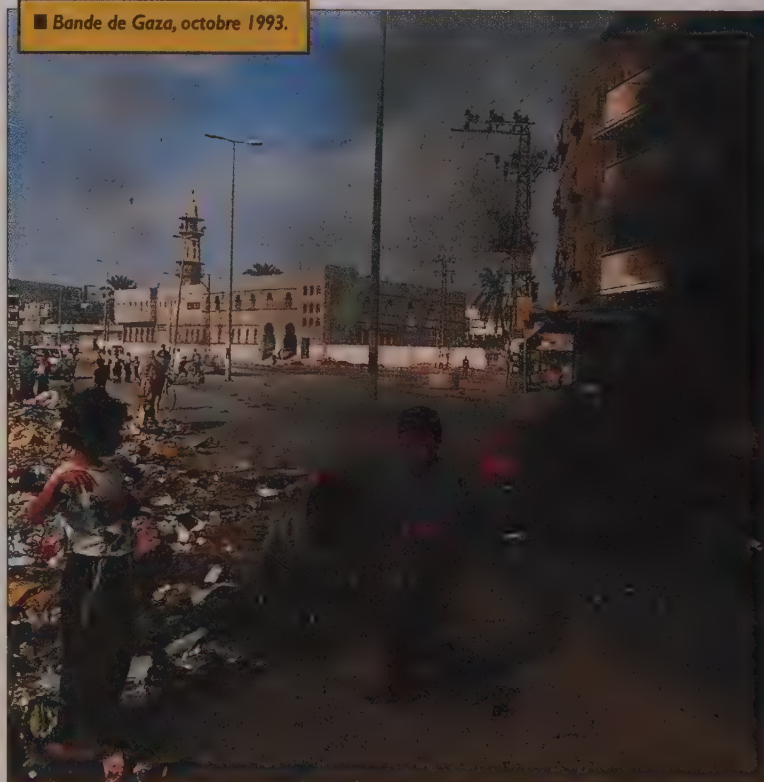
La première opération militaire du Fath contre Israël a lieu le 1^{er} janvier 1965, mais ce n'est qu'après la nouvelle défaite arabe de 1967 que les combattants du Fath, les fedayins, vont devenir le centre de la mobilisation palestinienne.

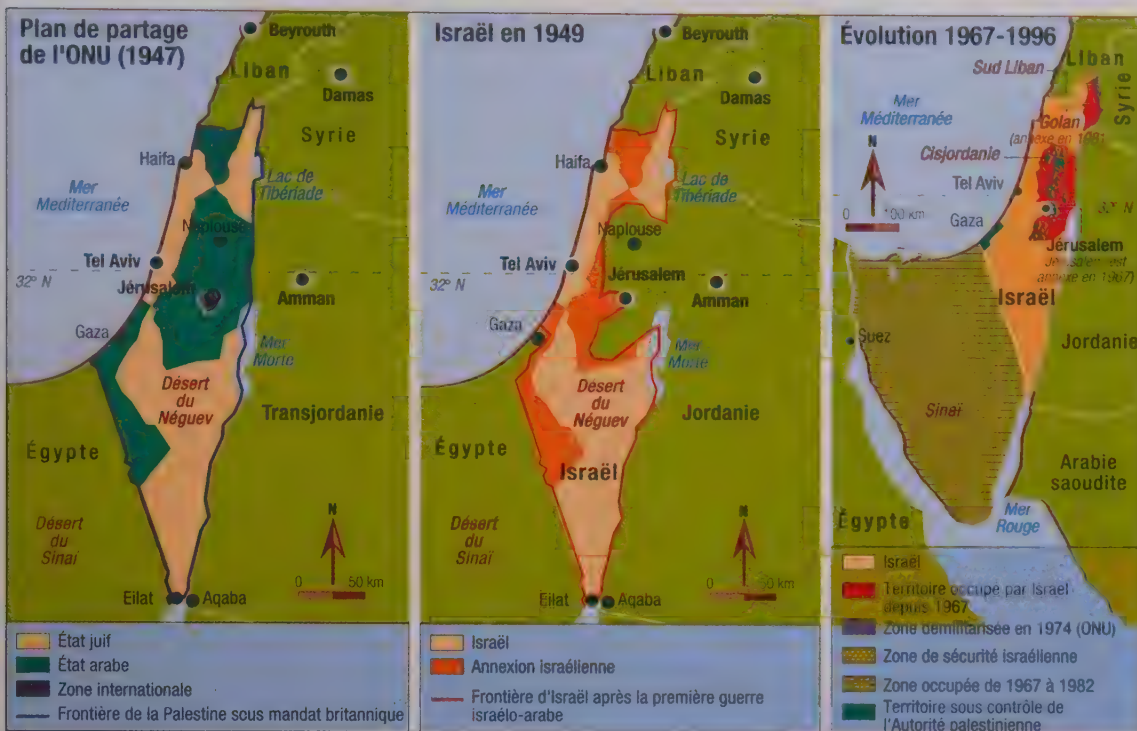
Grâce à leurs succès, Arafat est élu président de l'Organisation de libération de la Palestine en février 1969. À partir de cette date et jusqu'à la signature des accords d'Oslo, en 1993, sa vie se confond avec celle de l'OLP.

La mise en œuvre des accords sur l'« auto gouvernement » palestinien marque un tournant important dans la vie de Yasser Arafat. Lui, dont on dit qu'il ne passait jamais deux nuits au même endroit, rentre à Gaza le 1^{er} juillet 1994. Il est élu président de l'Autorité palestinienne au suffrage universel, le 20 janvier 1996, et conserve la présidence du comité exécutif de l'OLP. Sa place dans l'Histoire dépend désormais du résultat du pari fait en 1993.

Né en août 1929, il est lié par son père à la puissante famille palestinienne d'Al Hussein qui joue un grand rôle politique à Jérusalem à l'époque du mandat britannique. En 1948, il abandonne l'université du Caire pour participer aux combats en Palestine. Désarmé par les troupes arabes qui pénètrent dans le pays après la proclamation de l'État d'Israël, il n'oubliera jamais cette humiliation. C'est en 1959 qu'il fonde le Fath – mot forgé à partir des initiales arabes de Mouvement de libération nationale – qui considère que la libération de la Palestine est avant tout l'affaire des Palestiniens et ne saurait être confiée

■ Bande de Gaza, octobre 1993.





Pourquoi ces conflits ? Trois questions se posent sans cesse : le partage de la terre, la création d'un État palestinien, le retour des réfugiés.

C'est probablement la guerre des Six jours, en juin 1967, qui aura les conséquences les plus graves. L'écrasante victoire israélienne est, en effet, non seulement profondément déstabilisante pour les régimes arabes, mais est aussi une rupture dans la politique israélienne, l'État hébreu cessant dès lors de se réclamer de la légitimité internationale conférée par l'ONU. De nouveau, les Palestiniens sont les premières victimes puisque la Cisjordanie et la bande de Gaza sont occupées par les Israéliens, malgré la résolution 242 de l'ONU qui, en novembre 1967, proclame « l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la guerre ».

Les Palestiniens, sous l'impulsion de Yasser Arafat, décident de relancer et d'approfondir la lutte armée ; détournements d'avions et attentats se succèdent.

Ayant installé leurs infrastructures politiques et militaires au Liban, les Palestiniens vont de nouveau être directement confrontés à l'armée israélienne, en 1982, lorsqu'elle envahit le pays du Cèdre et opère une percée jusqu'à Beyrouth. Après plusieurs semaines de combat et de siège, Arafat et ses hommes sont contraints de quitter le Liban vers la Tunisie. Le but initial d'Israël – la destruction totale et définitive de l'OLP – n'est toutefois pas atteint.

Les forces vives de l'appareil militaire de l'OLP étant éloignées de leur principal terrain d'opérations, c'est de l'intérieur des territoires

LE PROCESSUS DE PAIX

L'une des conséquences paradoxales de la guerre du Golfe est d'avoir engendré ce qu'on appelle communément le « processus de paix » entre Israël et ses voisins arabes, au premier rang desquels se trouvent les Palestiniens. Les accords d'Oslo, signés le 13 septembre 1993 à Washington, sous l'égide des États-Unis entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, ont donné lieu à une extraordinaire mobilisation médiatique, sans commune mesure.

Dès le début, d'importants retards se manifestent dans la mise en œuvre des accords, principalement du fait des dirigeants travaillistes israéliens alors au pouvoir, qui ne cessent de répéter que la sécurité d'Israël est prioritaire sur toute autre considération. Ces mois de retard sont ponctués de violence qui contribue à éfrayer la confiance des opinions favorables au processus de paix. Un des principaux obstacles dans la voie de la paix est l'existence de quelque 150 colonies juives installées dans les territoires occupés.

On est donc bien loin de « l'esprit d'Oslo » quand, le 1er juillet 1994, Yasser Arafat pose le pied sur la terre de Palestine à Gaza, bande de terre ruinée par vingt-sept années d'occupation militaire et où le chômage touche près de 60 % de la population active. Politiquement très affaibli et confronté à l'intransigeance de Rabin, le vieux chef palestinien est sans cesse contraint aux reculades. C'est dans ce contexte que les accords dits d'Oslo II sont signés, le 28 septembre 1995, près d'un an et demi après la date initialement prévue. Il s'agit essentiellement de planifier l'évacuation des principales localités de Cisjordanie et d'organiser l'élection d'un Conseil palestinien de l'autonomie.

occupés que va venir une nouvelle étape du combat des Palestiniens. À partir de décembre 1987, l'Intifada, c'est-à-dire le « soulèvement », plus massif et plus déterminé qu'aucun mouvement antérieur, va modifier le paysage politique proche-oriental. Malgré la dureté de la répression, l'Intifada va se prolonger jusqu'à l'amorce du processus de paix qui fait suite à la guerre du Golfe de 1990-1991. C'est en septembre 1993, à Washington, qu'un accord est signé entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, posant le principe d'un accord intérimaire d'autonomie. Le moment est historique, mais la mise en œuvre des accords prend du retard et de rudes coups sont portés aux espoirs nés du processus de paix. Ces espoirs sont aujourd'hui bien loin et le chemin à parcourir semble encore très long pour parvenir à une paix durable et équitable dans la région.

Le bilan est bien maigre pour les Palestiniens : outre les 70 % de la bande de Gaza, l'Autorité palestinienne ne contrôle réellement que 3 % du territoire de la Cisjordanie et 20 % de sa population. La situation est encore aggravée par les bouclages à répétition des enclaves autonomes qui empêchent les Palestiniens de venir travailler sur les territoires sous contrôle israélien.

On ne peut s'étonner, dans ces conditions, de la résurgence des actions armées des islamistes radicaux qui ont ravivé les surenchères de la droite israélienne la plus extrême et abouti à l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995. Les erreurs de son successeur Shimon Peres entraînent une déstabilisation du gouvernement travailliste israélien et sa défaite, le 29 mai 1996, face à une coalition dirigée par Benjamin Netanyahu, regroupant la droite, l'extrême droite et des partis religieux intégristes.

Depuis lors, les initiatives prises par ce dernier, sa rigide intolérance lors des rencontres avec Yasser Arafat et son apparente imperméabilité aux résolutions de l'ONU ou aux pressions des États-Unis ont totalement bloqué le processus de paix. Netanyahu, qui avait promis « la paix dans la sécurité » lors de sa campagne électorale, n'arrive à fournir ni l'une ni l'autre et se trouve par ailleurs responsable d'une dégradation rapide et générale des relations israélo-arabes, qui avaient pourtant connu une réelle embellie ces dernières années. La « conjonction défective » de Netanyahu lors des élections législatives de mars 1999 ramène quelques espoirs, mais les objectifs de son successeur, Ehud Barak, sont encore mal définis.



■ Rencontre entre Yitzhak Rabin, représentant d'Israël et Yasser Arafat, président de l'OLP, présidée par le président américain Bill Clinton.

Moyen-Orient

La question kurde

CHRONOLOGIE

XIX^e siècle

• Révolte des émirs kurdes contre l'Empire ottoman qui tente de mettre un terme à leur autonomie.

10.08.1920

• Traité de Sèvres : partage de l'Empire ottoman et volonté d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants.

24.07.1923

• Traité de Lausanne : sanctionne la légitimité du pouvoir kémaliste sur l'ensemble de la Turquie actuelle.

13.01.1946

• Proclamation de la République kurde à Mahabad, en Iran ; immédiatement écrasée.

11.03.1970

• Accord kurdo-irakien sur l'autonomie du Kurdistan. L'URSS soutient l'Irak et l'Iran aide les Kurdes irakiens.

5.03.1975

• Accord entre le schah d'Iran et Saddam Hussein. L'Iran obtient gain de cause sur les différends frontaliers qui l'opposent à l'Irak et retire son appui aux Kurdes.

1984

• Mouvement de guérilla du PKK en Turquie : 30 000 morts.

Mars 1988

• En Irak, utilisation d'armes chimiques contre les populations kurdes. Exodes des Kurdes irakiens : 15 000 vers l'Iran, 60 000 vers la Turquie.

Mars 1991

• Soulèvements au Kurdistan d'Irak après la défaite de Saddam Hussein. Répression, exode massif et mise en place d'une zone de sécurité dans le Nord de l'Irak, au nord du 36^e parallèle.

Mai 1992

• Élection d'un Parlement au Kurdistan d'Irak.

Septembre 1998

• Réconciliation des deux principaux partis politiques kurdes d'Irak sous l'égide de Washington.

Février 1999

• Arrestation d'Öcalan au Kenya par les services spéciaux turcs.

Il aura fallu les contrecoups tragiques de la deuxième guerre du Golfe pour que l'opinion publique se souvienne du problème kurde.

Environ 25 millions de Kurdes vivent en effet écartelés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et quelques États de l'ex-Union soviétique.

Les aspirations des Kurdes sont ponctuées, depuis plus d'un siècle, par les espoirs déçus et les occasions manquées. Le traité de Sèvres qui, en 1920, leur reconnaissait le

droit à l'autonomie et, éventuellement, à l'indépendance, ne fut jamais appliqué.

Depuis, ils ont pris les armes en Irak, en Iran et en Turquie pour obtenir la reconnaissance de leurs droits et de leur indépendance. Pourtant, loin de tirer profit des rivalités entre États, ils ont, le plus souvent, été utilisés par les États de la région au gré de leurs intérêts.

Une indépendance difficile à accepter. C'est ainsi qu'en Irak, après la remise en cause par le gouvernement des accords d'autonomie signés en mars 1970, les Kurdes se soulèvent, avec le soutien de l'Iran du shah, avant d'être sacrifiés sur l'autel du rapprochement irako-iranien formalisé par les accords d'Alger de mars 1975.

De même, durant la guerre entre l'Irak et l'Iran de 1980 à 1988, les Kurdes des deux pays sont utilisés par les belligérants pour affaiblir l'ad-

versaire. À la fin du conflit, ils sont confrontés à une dure répression en Irak où Saddam Hussein n'hésitera pas à utiliser contre eux les bombardements chimiques.

En Iran, où ils se sont soulevés en 1979, leur combat pour l'autonomie a été écrasé par les gardiens de la Révolution de Khomeiny. En Turquie, la question kurde a fait l'objet d'un véritable tabou depuis la fondation de la République, en 1923 : durant des années, les Kurdes n'avaient pas d'existence légale et n'avaient pas le droit de parler leur langue. Malgré un début d'ouverture en 1991, le dialogue n'est pas parvenu à s'engager entre les gouvernements successifs et les nationalistes kurdes. La lutte armée, engagée par le PKK depuis le mois d'août 1984, cristallise la question kurde en Turquie et la population du Sud-Est anatolien est plus que jamais prise au piège d'un cycle sans issue de terrorisme et de répression.

La guerre du Golfe. Tous ces exemples montrent que la lutte armée reste l'expression dominante de l'opposition kurde et que la négociation et la diplomatie sont peu, ou pas, utilisées. Les mouvements kurdes se sont cantonnés, dans la région moyen-orientale, à collaborer avec différents États et mouvements politiques au-delà de leurs frontières.

• ABDULLAH ÖCALAN, CHEF SANS PARTAGE

Abdullah Öcalan, dit « Apo », cinquantenaire, a dirigé pendant près de quinze ans le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Leader charismatique des indépendantistes kurdes, il est considéré par les autorités turques comme un « meurtrier sanguinaire » chef d'une « organisation terroriste », ce qui est aussi l'avis de responsables d'autres pays dont les États-Unis, la France ou l'Allemagne. Abdullah Öcalan a régné sans partage, depuis la création, en 1978, de ce groupe d'obédience marxiste-léniniste. Installé au Liban sous la protection de Damas ; il décide, en août 1984, de déclencher la lutte armée. Cette guerre fit plus de 30 000 morts et 3 millions de déplacés parmi les civils pris en étau entre la terreur du PKK et les ratisages de l'armée. Sous une très forte pression d'Ankara, appuyée de menaces militaires, « Apo » est expulsé, en octobre 1998, de Syrie où il résidait depuis de nombreuses années avec la bénédiction du chef

d'État Hafez El Assad. Après un séjour à Rome et un périple à travers l'Europe, où il tenta en vain d'obtenir l'asile politique, il est capturé, le 15 février, au Kenya, par les services spéciaux turcs. Son procès débute à la fin du mois de mai 1999 et il encourt la peine de mort.



C'est au lendemain de la Première Guerre mondiale, lors de la Conférence de Paris, qui statue sur le sort des États et des Empires vaincus, que le Kurdistan fait son entrée dans l'Histoire diplomatique. En effet, le premier ministre britannique fait adopter une résolution dans laquelle il est mentionné que l'Arménie, la Syrie, la Mesopotamie, la Palestine, l'Arabie et le Kurdistan devront être entièrement disjointes de l'Empire turc, pour punir ce dernier des exactions commises lors de la guerre.

Il faudra toutefois des mois de négociations, et d'hésitations, pour statuer sur la question du Kurdistan. Il est en effet notifié dans le traité de Sèvres du 10 août 1920 que les Alliés devront définir, dans les six mois suivant la ratification du traité, un territoire avec un statut d'autonomie pour les Kurdes et que ces derniers, dans un délai d'un an à partir de la ratification, devront s'adresser à la Société des Nations pour réclamer leur indépendance sur ce territoire. Le traité de Sèvres met donc ses signataires dans la situation inédite d'avoir à définir d'abord un territoire et d'appeler ensuite son propriétaire à se manifester.

Le traité de Sèvres ne sera en réalité jamais ratifié et le mouvement national turc, dirigé par Mustafa Kemal, prendra le dessus, contrôlant, dès la fin de l'année 1920, le territoire affecté par le traité au virtuel État kurde.



■ Réfugiés kurdes à Uludere, à la frontière irako-russe, en avril 1991.

Cette collaboration a permis à certains des acteurs de sortir de leur isolement, mais elle a aussi facilité leur manipulation. Pour un État, fournir des armes, de l'argent et un soutien politique à un mouvement, c'est en effet s'en faire un allié, y compris contre d'autres Kurdes. C'est pourquoi une stratégie commune aux divers mouvements kurdes devient de plus en plus improbable.

La guerre du Golfe, en ébranlant le statu quo dans la région, a permis aux formations kurdes d'émerger comme acteurs régionaux bien qu'elle ait aggravé leurs rivalités. En outre, si les formations kurdes d'Irak sont désormais admises comme interlocuteurs sur le plan international, il n'en va pas de même pour celles d'Iran et de Turquie, qui ont toujours du mal à dépasser le jeu régional des alliances, et qui restent

tributaires de stratégies militaires. Pour leur part, les États de la région, d'esprit unitaire et uniformisant, se sont révélés incapables de promouvoir une véritable citoyenneté et d'accepter une pluralité à la fois ethnique, religieuse et politique.

L'impossibilité d'un règlement politique. Un enseignement majeur se dégage ainsi de l'Histoire des soixante-dix dernières années de

cette région : sans un règlement politique équitable de la question kurde, il n'y aura, dans aucun des États se partageant les populations kurdes, ni paix ni stabilité ni démocratie réelles.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'avenir des mouvements kurdes semble davantage dépendre de l'évolution politique de leur environnement que des décisions de leurs dirigeants.



■ Kurde blessé par une arme chimique.

• QUELQUES DONNÉES SUR LES KURDES

Les Kurdes sont environ 25 millions. Outre la zone centrale de peuplement visible sur la carte, on trouve d'importantes populations kurdes dans des métropoles urbaines comme Istanbul, Téhéran ou Damas. Pour autant qu'on puisse l'évaluer en l'absence de véritables statistiques, les Kurdes des quatre pays principaux seraient répartis de la manière suivante :

- Turquie : 12 millions
- Iran : 6 millions
- Irak : 4 millions
- Syrie : 1 million
- Ex-URSS, surtout dans les Républiques caucasiennes

- La diaspora kurde en Europe de l'Ouest est évaluée à 800 000 personnes.

Les Kurdes descendent de populations pastorales établies depuis des millénaires dans la région. Ils parlent des langues différentes, mais toutes rattachées au groupe iranien. Elles s'écrivent en caractères arabes en Irak, en Iran et en Syrie, en caractères latins en Turquie, en caractères cyrilliques en ex-URSS. L'islamisation des Kurdes a commencé assez tôt mais elle s'est faite lentement. La grande majorité d'entre eux est sunnite, mais il existe également des shi'ites et des alevis, ainsi que quelques chrétiens.

Moyen-Orient

Irak

CHRONOLOGIE

- 1932**
 - Indépendance de l'Irak.
- 14.07.1958**
 - Renversement de la monarchie.
- Juillet 1968**
 - Le parti Baas s'empare du pouvoir.
- Novembre 1969**
 - Saddam Hussein vice-président du Conseil de commandement de la Révolution (CCR).
- Septembre 1980**
 - L'Irak envahit l'Iran.
- Août 1988**
 - Cessez-le-feu avec l'Iran.
- 02.08.1990**
 - Invasion du Koweït et début de la crise du Golfe.
- 17.01.1991**
 - Opération « Tempête du désert ». Les forces coalisées bombardent l'Irak et le Koweït.
- 03.04.1991**
 - Résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU fixant un cessez-le-feu définitif et imposant à l'Irak l'élimination de toutes ses armes de destruction massive.
- 05.04.1991**
 - Adoption de la résolution 688 qui condamne la répression des populations civiles irakiennes et appelle à une aide humanitaire.
- 14.04.1995**
 - L'ONU adopte la résolution 986, dite, « Pétrole contre nourriture », autorisant Bagdad à procéder à des ventes limitées de pétrole. Refus de Bagdad (qui accepte en 1996).
- Septembre 1998**
 - Signature de l'accord de Washington entre les partis kurdes d'Irak : formation d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaires kurdes.
- 31.12.1998**
 - Signature par Clinton de l'Irak Liberation Act : fonds de soutien de 97 millions de \$ à l'opposition irakienne. L'Irak rompt totalement la coopération avec la commission de l'ONU chargée du désarmement.

C'est seulement en 1932 que l'Irak accède à l'indépendance, non sans avoir signé un traité d'alliance avec la Grande-Bretagne qui conserve la haute main sur les décisions du pays.

Avec la proclamation de la République, en 1958, le pays entre dans une période de turbulences politiques ponctuées par des coups d'État. Dix ans plus tard, le parti Baas parvient au pouvoir. Grâce à la manne pétrolière – nationalisation du pétrole en 1972 – la légitimité et les moyens du nouveau régime vont être renforcés : entre 1972 et 1974 les recettes de l'or noir passent de 575 millions de \$ à 5,7 milliards par an. Pourtant, le pari du développement sera perdu et, en 1980, l'Irak dépend du pétrole pour plus de 99 % de ses exportations.

La terreur. Saddam Hussein, assurant tous les pouvoirs, instaure une terreur sans précédent et observe avec inquiétude les bouleversements qui secouent son voisin iranien et qui ont un fort impact parmi les chi'ites représentant plus de 50 % de la population irakienne. C'est pourquoi, en septembre 1980, il lance ses troupes à l'assaut de l'Iran pour tenter d'en finir avec la « Révolution islamique ».

Malgré son puissant armement et la complaisance internationale dont elle bénéficie dans son agression, l'armée irakienne doit bientôt battre en retraite. La guerre durera huit ans et laissera les deux adversaires totalement exsangues.

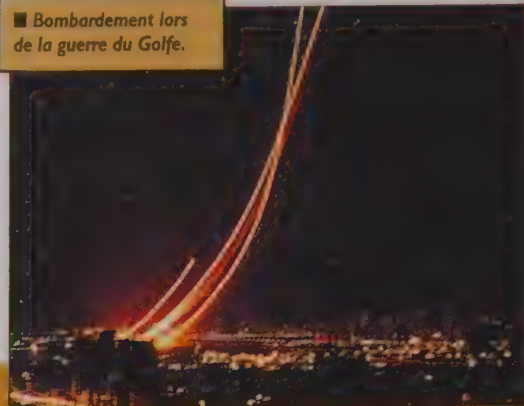
Assaut du Koweït (août 1990). Saddam Hussein espérait par cet

• SADDAM HUSSEIN

Né en avril 1937, Saddam Hussein domine son pays depuis maintenant une trentaine d'années et se confond avec son Histoire. C'est à partir de 1968 qu'il va connaître une irrésistible ascension : par l'élimination violente de ses rivaux, Saddam Hussein assure définitivement son pouvoir à la fin de 1971 et règne sans partage à partir de 1979. Il prend toutes les décisions qui marquent l'Histoire de l'Irak : de la nationalisation du pétrole à l'attaque contre l'Iran, puis l'invasion du Koweït. Son pouvoir, appuyé sur un régime totalitaire et un culte de la personnalité obsédant, révèle en fait un piètre politique. Rendue possible par la com-

plaisance dont bénéficie Saddam Hussein en Occident, la guerre irako-iranienne confirme une formidable militarisation du pays, mais le laisse exsangue et ruiné. Pour tenter de sortir de la crise, Saddam Hussein se lance dans une nouvelle aventure en envahissant le Koweït en août 1990. Incapable d'anticiper l'ampleur de la réaction américaine, il laisse échapper toutes les possibilités de régler pacifiquement la crise du Golfe qui se transforme en guerre puis en défaite cuisante. Son pouvoir, qui s'appuie de plus en plus sur des membres de sa famille et de sa tribu des Takritis, est totalement imperméable à toute possibilité de réformes.

■ Bombardement lors de la guerre du Golfe.

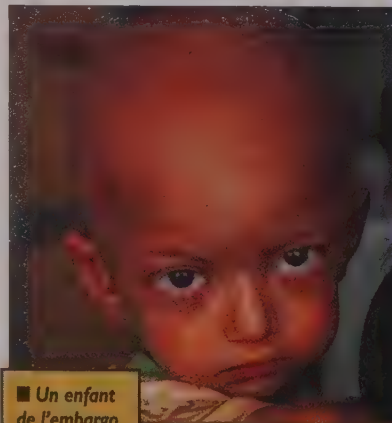


assaut retrouver l'argent nécessaire à l'époungement de sa dette : le résultat sera terrible et désastreux. Le pays et ses infrastructures sont ramenés des années en arrière. L'insurrection chi'ite dans le Sud du pays au printemps 1991 a été écrasée dans le sang et, au Nord, les partisans kurdes ont pris le contrôle des principales villes.

Intervention américaine. L'instauration par les alliés de zones d'exclusion au nord du 36° parallèle et au sud du 32° confirme la volonté des Américains de maintenir la pression à l'encontre de Saddam Hussein. Par ailleurs, si l'embargo rigoureux imposé au pays n'arrive pas à briser le régime, il réussit par

contre à affamer la population qui vit dans des conditions de plus en plus précaires.

L'accord « Pétrole contre nourriture » initié par l'ONU et accepté par l'Irak, en mai 1996, permet à Bagdad d'exporter pour 2 milliards de \$ de pétrole tous les six mois et d'acheter de la nourriture avec la partie de cette somme qui n'est pas confisquée pour le fonctionnement des diverses agences des Nations unies et pour le remboursement des victimes de la guerre du Golfe. Quant à la levée de l'embargo, il est en réalité soumis au bon vouloir des États-Unis qui interprètent très librement les résolutions de l'ONU et posent sans cesse de nouvelles conditions.



■ Un enfant de l'embargo.



Moyen-Orient

Arménie / Azerbaïdjan

CHRONOLOGIE

Mai 1918

• Création des Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan, après la défaite de l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale.

Décembre 1922

• La Transcaucasie – dont font partie l'Arménie et l'Azerbaïdjan – est une des républiques constitutives de l'URSS.

1988

• Début du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh.

Septembre -

Octobre 1991

• L'Arménie et l'Azerbaïdjan proclament leur indépendance.

Novembre 1991

• Suspension de l'autonomie du Haut-Karabakh par les autorités azerbaïdjanaises.

Décembre 1991

• Un référendum organisé au Haut-Karabakh plébiscite l'indépendance à 99 % des voix.

Décembre 1991 -

Printemps 1994

• Phase la plus violente des combats.

Juillet 1994

• Accord de paix tripartite signé sous l'égide conjointe de la Russie et de l'OSCE.

Novembre 1998

• Suite à l'échec des précédents, le groupe de Minsk propose aux dirigeants du Haut-Karabakh un nouveau plan de paix.

L'un des plus graves conflits qui se soit développé dans la région caucasienne, depuis la chute du système communiste, est celui qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan.

C'est le devenir du Haut-Karabakh qui déstabilise le plus profondément le Caucase du Sud. Cette enclave, qui a reçu de Moscou un statut d'autonomie en 1923, a été rattachée à l'Azerbaïdjan alors que sa population est majoritairement arménienne. Le conflit armé a même débordé le Haut-Karabakh, lors de l'occupation, par les Arméniens, durant les six premiers mois de 1993, d'environ 20 % du territoire azerbaïdjanais, provoquant ainsi l'exode de près d'1 million de réfugiés, en dépit des condamnations du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'enclave du Haut-Karabakh. Elle est considérée, par les Azerbaïdjanais, comme partie intégrante de leur territoire. Son annexion par l'Arménie leur paraît d'autant moins acceptable qu'eux-mêmes n'ont jamais pu obtenir un statut d'autonomie pour les régions de Zanguezour et de

Karagoyoun en Arménie, majoritairement peuplées d'Azerbaïdjanais. Après des massacres dans plusieurs centres urbains, le scénario arménien était clair pour les Azerbaïdjanais : vider le Haut-Karabakh de sa population azérie et réclamer un référendum pour l'autodétermination, ce qui équivalait bien entendu au rattachement de cette région à l'Arménie. Ce plan s'est en bonne partie réalisé, puisque les Azerbaïdjanais ont été chassés du Haut-Karabakh et un corridor a été établi entre cette enclave et l'Arménie.

Toutefois, le rattachement pur et simple n'a pu être mené à son terme, car il aurait constitué la première révision des frontières de l'ex-Union soviétique et, créant un précédent, aurait risqué de poser des problèmes insolubles.

Un conflit gelé. La Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe – CSCE (devenue OSCE) – a organisé une conférence internationale de paix sur le Haut-Karabakh, créant à cette fin le groupe de Minsk, dont font partie, outre les deux États belligérants, la Russie, l'Allemagne, les États-Unis, la France, la Turquie, l'Italie, la République tchèque, la Suède et la Biélorussie. Jusqu'alors, les résultats tangibles sont assez minces.

Au printemps 1996, quelques timides progrès ont été toutefois enregistrés et ont permis de formaliser un certain nombre de principes : intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, retour des réfugiés, autonomie maximale pour le Haut-Karabakh. Les présidents arménien et azerbaïdjanais, Ter-Petrosian et Aliiev, semblaient prêts à quelques concessions mutuelles, malheureusement la dynamique de paix est vite retombée. Les Arméniens les plus radicaux ont obtenu la démission de Ter-Petrosian, en février 1998, et ont fait savoir qu'ils n'accepteront aucune condition préalable à la reprise des négociations. En mars 1998, c'est un « dur », Robert Kotcharian, qui était élu à la présidence. Depuis, le processus est gelé.

• RÔLE DES PUISSANCES RÉGIONALES

La Russie. Les livraisons illégales d'armes effectuées clandestinement par la Russie à l'Arménie entre 1992 et 1996, de l'ordre de 1 milliard de \$, ont fait pièce aux déclarations de neutralité affichées par Moscou.

La Russie soutient en réalité l'Arménie, pour conserver un pied en Transcaucasie et éviter que de nouvelles routes pétrolières ne viennent concurrencer la voie russe d'acheminement des hydrocarbures.

La Turquie. Tentant d'exercer une influence dans la région, mais handicapée par l'absence d'une contiguïté immédiate avec l'aire turcophone et d'Asie Centrale, la Turquie, qui n'a de voisinage direct qu'avec le Nakhitchevan, enclave azerbaïdjanaise, accorde à l'Azerbaïdjan une place privilégiée dans sa diplomatie régionale. Elle s'est toutefois toujours gardée de lui fournir une aide militaire contre l'Arménie.

L'Iran. Dans les rapports de l'Azerbaïdjan avec l'Iran, le problème réside dans le dessein, parfois exprimé, de réaliser le « grand Azerbaïdjan », c'est-à-dire la réunification avec la partie méridionale, et donc iranienne, de l'Azerbaïdjan. Cela explique la politique discrètement pro-arménienne de Téhéran. Malgré cette tendance, l'Iran tient officiellement à sa neutralité, et reconnaît même la justesse de certaines revendications azerbaïdjanaises.

• UN BILAN PROVISOIRE CATASTROPHIQUE

Azerbaïdjan.

- Pour une population de 7,8 millions d'individus, près de 14 000 km² occupés par les Arméniens, soit près de 20 % de la superficie totale du pays.
- 20 000 morts, 50 000 blessés ou invalides.
- 4 000 prisonniers.
- 1 million de réfugiés.
- forte instabilité politique.

Arménie.

- Pour une population de 3,5 millions d'individus
- 5 000 morts
- 10 000 blessés ou invalides
- Une économie ruinée



■ Juin 1993, Bakou, Azerbaïdjan.



Asie

Afghanistan

CHRONOLOGIE

1973

• Un coup d'État met fin à la monarchie et instaure la république. Le roi Zaher s'exile.

Avril 1978

• Un régime pro-soviétique s'installe à Kaboul.

Décembre 1979

• Les forces armées soviétiques interviennent en Afghanistan provoquant l'émergence d'un mouvement de résistance qui s'organise au nom de l'islam.

1989

• Départ des troupes soviétiques d'Afghanistan, les différentes factions moudjahidines s'affrontent alors pour le pouvoir.

Été 1994

• Les « étudiants en religion », les tålebs, font leur entrée sur la scène afghane. Ils prennent rapidement le contrôle de la partie pach-toune du pays.

Septembre 1996

• Les tålebs conquièrent la capitale afghane, Kaboul.

Mai 1997

• Les tålebs font mouvement vers le nord du pays. Après quelques succès, les factions afghanes adverses leur infligent plusieurs revers.

Août 1998

• Les tålebs s'emparent de Mazar-e Charif, dernière grande ville encore aux mains de l'opposition. Ils seront rendus responsables du massacre de milliers de civils afghans ainsi que de l'assassinat de diplomates et d'un journaliste iranien. Montée de la tension avec l'Iran. Ils contrôlent alors 80 % du pays.

Indépendant très tardivement (1921), l'Afghanistan n'a vécu qu'à travers la guerre : contre les étrangers (Anglais, Russes) ou entre les différents clans et ethnies.

En adoptant un régime communiste qui, à la fin des années 70, allait remettre en cause les éléments constitutifs de la société afghane traditionnelle, le pays a connu une profonde déstabilisation qui a généré des troubles intérieurs importants.

L'intervention soviétique de l'année 1979 allait donner lieu à l'émergence d'un mouvement de résistance afghane contre un occupant à la fois étranger et non musulman, donc hérétique. La guerre de résistance contre les forces soviétiques allait se transformer en *jihad*, guerre sainte, pour la première fois de la période contemporaine. C'est aussi à cette occasion que l'Empire soviétique allait rencontrer des difficultés qu'il n'avait pas envisagées en lançant ses opérations :

- L'utilisation de la religion allait permettre d'avoir pour la première fois une audience qu'il n'avait jamais eue, il devenait difficile aux autorités d'engager des soldats de confession musulmane dans les opérations.
- Le coût financier de l'ensemble de la guerre d'Afghanistan a très vraisemblablement contribué à la dégradation de la situation intérieure en URSS qui allait amener à la dislocation de l'Empire.
- Le coût, à la fois humain et psychologique, des dix ans d'opérations a créé en URSS un syndrome équivalent à celui du Vietnam pour les Américains.
- La guerre a également contribué à augmenter la diffusion de la drogue



et à développer les activités mafieuses dans l'Empire soviétique.

Répercussion internationale. Après la chute du régime du schah en Iran, les États-Unis et leurs alliés voyaient avec beaucoup d'inquiétude les Soviétiques prendre position en Afghanistan, à portée du détroit d'Ormuz et du golfe Arabo-Persique et de ses richesses en hydrocarbures. Les implications géostratégiques (ouverture, notamment, de nouvelles voies d'accès vers la mer) qui en découlaient étaient trop importantes pour les États-Unis et les autres pays de la région pour qu'ils ne fassent rien. C'est la raison pour laquelle les moudjahidines afghans ont pu bénéficier, dans le courant des années 80, d'une aide internationale conséquente qui leur

a notamment permis de s'approvisionner en matériels et munitions (dont les fameux missiles portables Stinger qui allaient décimer les hélicoptères soviétiques).

Après le départ des forces soviétiques en 1989, l'Afghanistan a perdu de son « importance stratégique » et l'intérêt qu'il avait suscité auprès des médias et de la communauté internationale s'est aussitôt éteint (si ce n'est quelques dépêches faisant état de la volonté des services américains de récupérer les missiles qu'ils avaient laissé sur place). Abandonnées à elles-mêmes face à un chef d'État toujours communiste, les différentes factions afghanes se sont de nouveau déchirées pour le pouvoir et le contrôle des différentes ressources (dont la drogue) auxquelles elles avaient eu accès



■ Ahmed Shah Massoud, le « lion du Panshir », tadjik, au passé guerrier ancien, personnalité toujours importante de la crise afghane, il est l'un des pivots de l'alliance contre les tålebs.

■ Soldats tålebs.



pendant la période de guerre contre les Soviétiques.

Guerre civile. C'en était fini de la « guerre de libération », on passait désormais à une « guerre civile » qui allait provoquer un nouvel éclatement du pays selon des territoires contrôlés par les différents commandants. L'éclatement de l'URSS en 1991 allait à son tour se répercuter sur l'Afghanistan en provoquant, non seulement l'effondrement du régime communiste afghan, mais surtout la disparition de la structure étatique élaborée au XIX^e siècle ainsi que la fin de la domination pachtoune, accentuant les tensions entre ethnies, le pouvoir passant

provisoirement aux mains de la minorité tadjike. Les tålebs, étudiants en religion, majoritairement pachtouns, font leur apparition sur la scène afghane en 1994, en entreprenant une vaste opération de conquête du pays qui vise, d'après eux, à moraliser la conduite de l'ensemble des acteurs et ramener la paix. Il apparaît cependant rapidement que leur stratégie traduit un changement d'orientation du Pakistan. Les autorités pakistanaises avaient, en effet, pendant toute la période de guerre contre les Soviétiques, soutenu Gulbuddin Hekmatyar, le chef du Hezb-i-Islami, Pachtoun comme l'essentiel des élites pakistanaises. Deux éléments vont modifier leur point de vue. Les

prises de positions anti-américaines d'Hekmatyar lors de la guerre du Golfe allaient lui aliéner la plupart de ses alliés extérieurs, très inféodés à Washington. De plus, une modification des rapports de force sur la scène pakistanaise allait permettre aux parrains pakistanais des tålebs (incarnés par le Jamiat-e-Ulema Islam de Fazl-ur Rehman, puissant ministre de l'Intérieur en 1994 et proche de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto) de supplanter les mentors traditionnels de Gulbuddin Hekmatyar (le Jamiat-i-Islami et l'ISI/Inter Services Intelligence, les services de renseignements pakistanais).

Les tålebs parviennent aisément à s'emparer des zones pachtounes, mais rencontrent des difficultés au fur et à mesure qu'ils prennent le contrôle de territoires minoritairement pachtouns, surtout à partir de la prise de Kaboul (fin septembre 1996) et lors du déclenchement d'opérations dans les zones périphériques du pays, le long des frontières avec l'Iran, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Le mouvement se radicalise, il devient évident qu'il est désormais un acteur durable.

À partir de 1996, les tålebs, qui rencontrent toujours une forte opposition de la part des autres factions afghanes, cherchent à se faire reconnaître comme seuls gouvernants légitimes. Les combats se

• POIDS DE LA DROGUE DANS LE CONFLIT

La drogue (production et commercialisation du pavot servant à faire de l'opium et de l'héroïne) a servi aux différentes factions afghanes de source de financement pour se procurer des armes et des munitions dans la lutte contre les Soviétiques. Bien qu'ayant fait l'objet de différentes condamnations de la part des tålebs, la culture du pavot se poursuit. L'Afghanistan est devenu un des principaux pays producteurs de pavot et de produits dérivés, au plus grand profit des tålebs. Le fort développement du trafic de drogue dans les pays proches (sous-continent Indien, Asie centrale) ne fait qu'encourager cette production. ●

poursuivent et sont marqués par des renversements d'alliances continuels. Les implications extérieures de la part des républiques d'Asie centrale, de la Russie, de l'Iran, ou du Pakistan, ne simplifient en rien la situation intérieure, chaque faction étant susceptible de trouver auprès de certains appuis extérieurs l'aide nécessaire.

D'autres facteurs viennent à leur tour compliquer la situation intérieure : l'importance de la drogue pour l'économie du pays, l'impossibilité de mettre en œuvre les différents projets d'oléoducs et de gazoducs tant que le conflit se poursuit et la question des réfugiés (Iran-Pakistan) toujours pas résolue. ●

• LES TÅLEBS

Il s'agit à l'origine d'un mouvement d'étudiants en religion, faisant leurs études dans les réseaux de madrasas (écoles religieuses) et implantés au Pakistan. Selon une tradition bien établie, nombre d'Afghans, et principalement des Pachtouns, bénéficient de la possibilité d'aller suivre des études en théologie du côté pakistanais de la frontière. Ces étudiants se regroupent au sein d'un mouvement politico-militaire à partir de fin 1993 et basculent dans la lutte armée à l'été 1993, sous la direction du mollah Mohammad Omar Akhunzadah, figure emblématique du mouvement, dont il est le fondateur et le dirigeant. Après avoir incarné une vision très pure de l'islam, les tålebs, une fois parvenus au pouvoir, font preuve d'un pragmatisme qui les amène notamment à reprendre à leur profit les activités du trafic de drogue. Le mouvement semble être la proie de dissensions importantes entre ceux qui ne sont pas opposés à une alliance avec le Pakistan et ceux qui y sont résolument hostiles. ●



■ Les soldats tålebs ont connu un fort coup de projecteur quand les États-Unis ont cherché à se saisir d'Ossama bin Laden qui a fini par trouver refuge en Afghanistan.

Asie

Cambodge

CHRONOLOGIE

1975

• Les Khmers rouges prennent Phnom Penh, qu'ils vident en une nuit de ses habitants. Le procédé est repris une ville après l'autre.

1978

• Installation des Vietnamiens au Cambodge.

1979

• Reconnaissance réaffirmée par l'ONU du régime du Kampuchéa démocratique de Pol Pot. Création du FNLKP, de Son Sann.

1981

• Création du Funcinpec, de Sihanouk.

1982

• FNLKP, Funcinpec et Khmers rouges forment le GCKD (Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique).

1989

• Fin du retrait unilatéral des forces vietnamiennes.

1993

• Proclamation de la Constitution, restauration de la monarchie.

06.07.1994

• Mise hors la loi des Khmers rouges par le Parlement.

1996

• Défection de Ieng Sary, l'ancien n° 2 du mouvement et beau-frère de Pol Pot. Les régions de Phnom Malai et Pailin tombent aux mains des Khmers rouges.

Juillet 1997

• Mort de Pol Pot.

Printemps 1998

• Défaite d'Anlong Veng. Défection massive de cadres subalternes et de chefs d'unité. En mars, plusieurs unités se retournent contre Ta Mok, héritier présumé de Pol Pot.

Octobre 1998

• Offensive khmers rouges depuis Anlong Veng dans le Benteay Meanchey pour s'y tailler une zone autonome.

25.12.1998

• Khieu Samphan et Nuon Chea rencontrent Hun Sen à Phnom Penh.

06.03.1999

• Arrestation de Ta Mok, surnommé « le boucher ».

Les Khmers rouges, ou comment tisser sa toile et ressortir tête haute d'une aventure meurtrière.

Une génération durant, les Khmers rouges (communistes cambodgiens) auront marqué l'Histoire du Cambodge. Près de vingt ans après leur prise de pouvoir à Phnom Penh et le début de leur utopie meurtrière, le pays retrouve une Constitution et restaure la monarchie. Le PDK (Parti du Kampuchéa démocratique) ne disparaît pas pour autant de l'échiquier khmer. Au cours d'une partie se jouant désormais sur un terrain plus économique et social que militaire, les Khmers rouges font fi de cette étiquette de bouchers qui leur a si longtemps collé à la peau.

Corruption. Il est difficile, aujourd'hui, de parler de lutte franche entre le PDK et le gouvernement. Les différentes mouvances de « puissants » ne présentent pas véritablement de fracture ouverte. Elles se caractérisent par des intérêts entremêlés, contradictoires ou concordants. Sur le papier, les dernières élections ont porté officiellement au pouvoir le PPC, le Parti du peuple cambodgien, appelé aussi Prachéachon de Hun Sen et le Funcinpec (Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif) du prince Ranariddh. Selon une logique occidentale, le PDK se met lui-même à l'écart d'un processus démocratique (boycott des premières élections en 1993) et devrait donc être mis au ban de la politique cambodgienne. La réalité khmère est toute autre.

Le pouvoir s'analyse plus en termes d'accès à la rente que de service public. Pendant de longs mois, du fait de la direction bicéphale du pays (Funcinpec-Prachéachon),

le pouvoir politique est paralysé par des joutes de neutralisation réciproque entre politiciens des deux bords. Après le règne des « seigneurs de la guerre », les « seigneurs de la paix » (politiciens ou affairistes) font la loi, avec pour souci de préserver les avantages acquis, et pour mode principal d'action la corruption. Un tel cadre est aisément pénétré par quiconque se plie à ces règles élémentaires d'appât du gain et, si besoin est, de financement d'unités d'élite ou de milices privées. Dans ce contexte, les Khmers rouges ont intérêt à s'insérer dans les coulisses du pouvoir.

Reconversion. L'effondrement du mouvement ne signifie pas la chute de ses ténors. Deux dates clés, 1996 et 1998, marquent un effondrement militaire récent du PDK. Mais ce déclin est tout relatif. D'une part, les Khmers rouges ont toujours estimé la chose militaire secondaire, l'idéologie étant, elle, la pierre d'angle et le moteur du mouvement. Aussi peuvent-ils toujours se réfugier dans le sanctuaire du nationalisme, qui a toujours été étroitement associé à l'idéologie du père fondateur, Pol Pot. D'autre part, les réflexes de survie, naturels chez tout combattant, sont des plus efficaces dans un pays essentiellement dominé par un système de clans. Il n'est dès lors pas étonnant de rencontrer de nombreux Khmers rouges en tête d'affiche des puissants du Cambodge actuel. Tous les domaines sont investis : la pensée intellectuelle (cinq intellectuels du mouvement ont ainsi rallié le gouvernement), les milieux politiques (Hun Sen le premier, Khieu Samphan, avec son parti, le PSK, parti de la solidarité nationale) ; l'administration, l'armée (neuf chefs, désignés en 1985 par Pol Pot pour prendre la direction des Khmers rouges, ont ainsi rejoint les hauts rangs de l'armée gouvernementale), les affaires (Ieng Sary, par exemple, ne s'est pas contenté d'une nouvelle virginité politique, il se refait également le porte-monnaie, avec l'au-

■ Pol Pot en 1973.



torisation de vendre 75 millions de dollars de « son » bois et la reconnaissance de son complet contrôle de la zone de Pailin).

Bien plus, une ligne khmer rouge a su se placer en véritable arbitre des tenants officiels du pouvoir politique. Ieng Sary, pour ne citer que lui, a su se refaire une virginité malgré son passé de khmer rouge, en doublant sa reddition négociée de la création d'un nouveau parti politique, le DNUM (mouvement démocratique national uni), lui permettant de participer à la « réconciliation nationale ». Le PDK n'est d'ailleurs pas le seul à déplacer la lutte du terrain de guérilla au terrain politique. Le Funcinpec, par exemple, avait suivi exactement ce chemin. Le contexte du Cambodge actuel est donc celui d'une immersion réussie des Khmers rouges dans la société civile.

Jugement. Quel que soit le sens de l'Histoire, il ne faut pas oublier que la permanence d'un « problème Khmers rouges » sert aussi les intérêts de Hun Sen. Sur le plan interne, les pratiques autoritaires du Prachéachon, parfois brutales, s'en trouvent en effet légitimées. Sur le plan international, le premier ministre peut ainsi arguer périodi-

quement de sa résolution à régler définitivement le dit problème, ce qui lui permet de donner régulièrement des gages internationaux de sa bonne volonté. L'accroissement, ces trois dernières années, de la pression de l'armée gouvernementale sur les derniers bastions khmers rouges participe de cette logique. Une question demeure toutefois en suspens : la mutation des Khmers rouges dans leur adaptation au nouveau contexte politique et géopolitique, tant régional qu'international, ne remet-elle pas en cause la validité d'une lutte visant à éliminer des « sanctuaires traditionnels » du mouvement ? Ne conviendrait-il pas désormais de s'attacher à déloger les Khmers rouges des activités mafieuses, criminelles et autres ?

En réalité, le sort des Khmers rouges semble dépendre de la combinaison de trois facteurs : aspects juridiques cambodgiens, intérêts des élites et poids relatif des différents clans. La spécificité khmère engendrera, là encore, un traitement particulier d'un génocide dont les auteurs sont parfaitement identifiés. Contrairement à la conception classique (le préalable de la justice est indispensable à l'instauration de la paix), Hun Sen, et nombre de Cambodgiens placent la paix comme le prélude nécessaire à la justice. Le filet : la politique d'incitation à la défection, en échange d'une impunité de fait donnée par le gouvernement. Dès lors, la décision de juger ou non les Khmers rouges relève du seul équilibre des forces en présence au Cambodge, équilibre par essence éminemment fluctuant.

Pour l'heure, les États-Unis, partisans d'un jugement international (toutefois limité à la période 1975-1978), pourraient avoir marqué un

point en liant le retour de leur aide (suspendue en juillet 1997) à un tel jugement. D'aucuns estiment qu'Hun Sen aurait bien reçu le message, au point de revenir, le 7 avril dernier, sur sa ferme opposition à toute internationalisation de l'affaire ; d'autres soulignent qu'il est surtout familier des gages internationaux servant sa cause. L'analyse de la situation permet de douter d'un éventuel jugement des Khmers rouges, et encore moins de leur mouvement.

Réticence au jugement. Le pouvoir actuel (Hun Sen et son clan) milite à l'encontre d'un jugement, même interne (ce que justifierait pourtant la souveraineté de l'État). Le spectre d'une déstabilisation du pays (le jugement de certains conduisant d'autres de leurs frères d'armes à reprendre alors la lutte) est régulièrement avancé. De plus, les Khmers rouges, et notamment la trentaine de chefs concernés, bénéficient de plusieurs atouts pour une reconnaissance de leur impunité, à la fois définitive et internationalement acceptée :

- L'implication de pays tiers : le PDK ayant été ouvertement soutenu par les États-Unis et la Chine, rejoints, dans les années 80, par, entre autres, le Royaume-Uni, la Thaïlande, et Singapour, tout jugement devrait les prendre en compte.

- L'hypocrisie de la communauté internationale qui réclame un jugement international : la limite proposée par l'ONU (jugement de la seule période 1975-1978) exclut le rôle essentiel des puissances étrangères, tant dans l'ascension de Pol Pot que dans leur fort soutien des années 80, coïncidence permettant aux pays tiers de ne pas être mis en cause par des révélations de Ta Mok ou Khieu Samphan.

- Le précédent britannico-irlandais : le gouvernement britannique s'est prononcé en faveur de l'impunité de guérilleros en amnistiant certains membres de l'IRA (Irlande du Nord), droit d'amnistie qui ne peut être refusée au gouvernement cambodgien.

Un risque toujours présent. Modèle du genre, le PDK est sans doute l'un des rares mouvements de guérilla à avoir réussi à changer de terrain sans pour autant que ses « barons rouges » en ressortent perdants. D'une guerre traditionnelle, mue par une idéologie qu'ils conduisaient à leur profit, ils ont su, en effet, se reconvertir en deux étapes souvent concomitantes : se blanchir et s'immiscer dans le réseau, les clans, les coulisses du pouvoir et les postes clés de la société civile. En ce sens, conclure à la mort du mouvement comme le fait Hun Sen (« Il n'y a plus de rebelles khmers rouges, ni chefs, ni troupes (...) le Cambodge est un territoire uni sous un gouvernement, sans séparatistes ni rebelles, pour la première fois depuis trente ans ») est peut-être hâtif. Si le PDK semble aujourd'hui écorné, il demeure que les chefs sont toujours là, bien que « passés dans le civil » ; les troupes aussi, souvent délaissées et versant alors dans le banditisme et la criminalité qui leur assurent un statut qu'elles n'ont plus. Un retour ne peut être exclu : déjà dans les années 80, le mouvement avait essuyé de sérieux revers estimés mortels qui n'empêchèrent ni une résurrection de quelques années, ni la réformation, autour de certains Khmers, de groupes armés prêts à reprendre leurs anciennes possessions (tels que les secteurs de Pailin et Beantay Menchay). ●

• LES 12 PLAIES KHMERS ROUGES

- Une disparition presque achevée des élites depuis les purges de 1975-1978, des cadres mal adaptés au nouveau contexte, une relève quasi inexistante (pas même 3% des enfants entrant dans le primaire ressortent du secondaire avec un diplôme)
- La mise au ban de la société de la classe paysanne (plus de quatre Cambodgiens sur cinq) : démunie matériellement après les ravages destructeurs de la période Khmers rouges, formée à la résistance passive, elle souffre aujourd'hui du profond désintérêt du gouvernement à son égard, des rivalités partisans et des excès des forces de sécurité. Le clivage entre le « Cambodge utile » et le « Cambodge marginal » est d'autant plus ressenti que les seuls à se placer encore à son écoute sont bien souvent les Khmers rouges.
- Des populations irrémédiablement déracinées dans leur propre pays : les déplacés se comptent en dizaines de milliers (en sus du million de Cambodgiens qui auraient été éliminés sous Pol Pot).
- Une jeunesse sacrifiée par la sous-alimentation : selon l'ONU, la moitié des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés ou en arrêt de croissance.
- Des réflexes de survie s'opposant à une réunification de la société : l'intérêt communautaire, même familial, disparaît souvent derrière les réflexes d'accumuler des biens, justifiés par un subconscient redoutant une nouvelle crise.
- Une capitale déboussolée : vidée en 1975, elle se repeuple aujourd'hui, avec notamment une foule croissante de marginaux, les réfugiés qui n'ont pu se réinsérer dans les campagnes.
- Une violence au quotidien : la criminalité est endémique (assassinats, banditisme se développant à une allure vertigineuse à Phnom Penh...) ; les Farc (Forces armées royales cambodgiennes) et la police, oubliant qu'elles sont le bras armé d'un État de droit, et se sachant agir en toute impunité, n'hésitent souvent pas à recourir au racket, à l'enrôlement forcé, à la répression brutale.
- Une corruption si généralisée et importante qu'elle décourage les investisseurs les plus téméraires.
- Des autorités faisant du milieu urbain (qui est aussi celui des affaires) leur sanctuaire, au détriment du Cambodge « marginal ».
- Une logique de potentats clientélistes, de la part des leaders politico-militaires, n'hésitant pas à former des milices privées à leur solde.
- Des infrastructures dévastées par plus de vingt-cinq ans de destruction ou de non-entretien.
- Des ravages records causés par les mines : quelque trente victimes par jour, durant de longues années encore, compte tenu du nombre des engins (aujourd'hui, de 4 à 7 millions de mines). ●

■ 3 millions de Cambodgiens furent victimes de Pol Pot.



Asie

Timor oriental

CHRONOLOGIE

1974

• Montée en puissance du Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental (FRETILIN).

août 1975

• L'administration portugaise se retire de Dili.

5 décembre 1975

• Dix jours après la proclamation d'une république indépendante du Timor oriental par le FRETILIN, l'armée indonésienne envahit le territoire. Le Timor oriental devient la 27^e province jamais reconnue par l'ONU. Seule l'Australie la reconnaît en 1978.

12 novembre 1991

• L'armée indonésienne tire sur une foule de manifestants pro-indépendantistes. Bilan : 200 morts.

1992

• Le FRETILIN change de tactique et donne la priorité à la lutte armée après la capture de son chef historique, Xanana Gusmao.

1996

• José Ramos Horta, vice-président de la représentation externe du conseil national de la résistance timoraise et Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo reçoivent le Prix Nobel de la Paix.

1997

• Mort suspecte de David Alex, n°2 de la FALINTIL (bras armé du FRETILIN).

21 mai 1998

• Démission du général président indonésien Suharto. Yusuf Habibie lui succède.

Juillet 1998

• Pour la première fois, les 2 principaux dirigeants de l'opposition, Megawati Sukarnoputri et Abdurrahman Wahid, se prononcent en faveur d'un référendum sur l'indépendance du Timor oriental. Djakarta annonce le retrait de 1 000 soldats du territoire occupé (seuls 400 s'en vont).

1999 devrait être une date clé pour les Timorais, appelés à se prononcer sur l'autonomie au sein de l'Indonésie ou l'indépendance du territoire, envahi en 1975 et annexé l'année suivante par Djakarta.

La partie orientale du Timor, colonisée par les Portugais jusqu'en 1975, puis annexée de force par l'Indonésie, qui en fait sa vingt-septième province, pourrait ainsi entrer dans une nouvelle phase de pacification introuvable depuis un quart de siècle. Après avoir été exclusivement politico-diplomatique-militaires, les défis seront surtout économiques, anéantissant peut-être l'indépendantisme, et notamment leur chantre déjà vacillant, le FRETILIN.

La terreur. Depuis vingt-cinq ans, la conduite de Djakarta conjugue sur le terrain répression (violences, viols, enlèvements, destructions de villages, intimidations par la terreur), et « génocide culturel » (destruction des structures sociales et des traditions timoraises). Sur le plan international, le bras de fer se joue à l'ONU, aux États-Unis, où les lobbies pro et anti-indépendantistes s'affrontent, ainsi qu'en Afrique du Sud et en Europe.

Le FRETILIN. Or, sous l'impulsion d'un petit noyau d'intellectuels indépendantistes (« cathos de gauche » et communistes) bénéficiant du soutien de nombreuses ONG australiennes et asiatiques, du Portugal (à la tribune de l'ONU notamment), des petites églises catholiques d'Asie (l'île de Timor est à 90 % catholique)

• XANANA GUSMAO

Àgé de cinquante-trois ans, ce leader charismatique, qui prône la réconciliation avec l'église catholique, a de très grandes chances de devenir le futur chef du Timor oriental et de participer ainsi à la reconstruction de son pays. Condamné, en 1993, à la réclusion criminelle à perpétuité pour « complot contre l'État et possession d'armes à feu », Xanana Gusmao a été libéré, le 7 septembre, de sa résidence surveillée de Djakarta.

De son vrai nom José Alejandro Gusmao, Xanana Gusmao est né le 20 juin 1946 au nord de l'île du Timor, à Manatuto.

En 1974, il devient un militant politique au sein de l'Associação Social Democrática Timor, nouvelle formation politique indépendantiste, rebaptisée FRETILIN l'année suivante, au début du processus de décolonisation.

Après la mort de Nicolaus Lohbato, en 1979, il devient le chef des guérilleros.

En 1989, il modifie la tactique du FRETILIN et cherche à implanter le mouvement chez les jeunes des grandes villes du Timor oriental.

Il réussit à échapper aux autorités indonésiennes pendant treize ans mais il est finalement capturé en 1992.

Son portrait a été brandi dans les rues de Dili au cours des quelques journées de liberté qui ont précédé la consultation populaire organisée par les Nations unies. Son engagement en faveur de la cause du Timor oriental lui a valu la reconnaissance et l'estime de la communauté internationale. Le président sud-africain, Nelson Mandela, auquel il a été souvent comparé, a exceptionnellement obtenu le droit de pouvoir le rencontrer en 1997.

Aujourd'hui, il est devenu une figure incontournable dans la recherche d'un règlement pacifique de la question du Timor oriental.

et du clergé local (dont Mgr Belo, évêque de Dili), le Front révolutionnaire pour un Timor-Est indépendant (FRETILIN) parvient, en avril 1998, à mobiliser de nombreux acteurs au niveau politique autour d'un projet de Constitution pour le Timor. Quelques mois plus tard, les autorités gouvernementales profitent de la chute de Suharto pour proposer un plan déjà en soute, extirpant l'« épine timoraise » : l'octroi – contre la reconnaissance de la souveraineté de Djakarta sur l'île – d'un statut spécial d'autonomie pour la province, l'amnistie des partisans du FRETILIN et la libération des prisonniers politiques, y compris de Jose Alexandre Gusmao. Un coup cruel est ainsi porté au FRETILIN. Après avoir perdu ses combattants, depuis le début des années 90 (la branche armée serait réduite à moins de 200 hommes), après avoir souffert d'une pénurie d'armes et de l'instabilité de sa direction depuis les arrestations presque concomitantes de Gusmao et de son successeur, da Corta, en 1992 et 1993, le mouve-

ment perd ses points d'avance dans le bras de fer diplomatique. La désunion s'installe entre indépendantistes, autonomistes prêts à accepter le plan Habibie, intégrationnistes et partisans d'un référendum définitif après une période transitoire de dix à quinze ans.

La perspective du référendum

n'empêche pas Djakarta de poursuivre son traitement par la force et la terreur de la question timoraise : harcèlements, intimidations et attaques des milices pro-intégrationnistes atteignent même les Nations unies. Djakarta utilise également la pression économique : toute indépendance politique impliquerait de trouver une indépendance économique improbable, faute de moyens (équipements, transports, communications, entretien des infrastructures) malgré la présence de ressources naturelles abondantes en café et en marbre. L'Indonésie, tout comme l'Australie (seul pays à ne pas avoir reconnu l'indépendance du Timor oriental), craignent de perdre

• MILICES ANTI-INDEPENDANTISTES

– *Matu Hidup Demi Integrasi*, « Vivre ou mourir avec l'intégration », connu sous le nom de Mahidi, il est responsable de plusieurs

MASSACRES

– *Besi Merah Putih*, « Le Fer rouge et blanc », à l'origine du massacre à Liquisa, en avril 1999.

– *Aitarak*, « Epine », dont le chef, Eurico Guterres a proclamé : « Si le Timor oriental vote pour l'indépendance, il se retrouvera dans une mer de sang. »

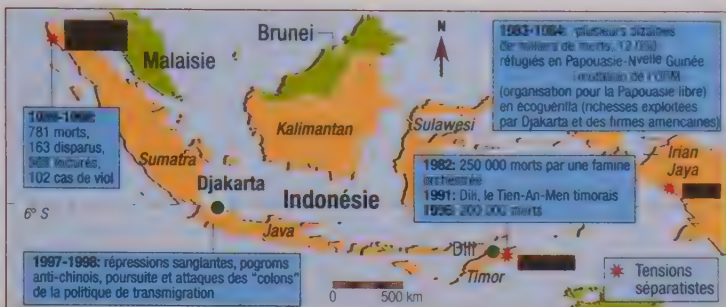
– *Kelompok Naga Merah*, « Le Groupe du dragon rouge », des milices para-militaires qui travaillaient aux côtés de l'armée indonésienne.

– *Pemuda Pancasila*, « La Jeunesse Pancasila », des milices d'extrême droite qui entretenaient des liens étroits avec les services secrets indonésiens.

Source : Amnesty International, Human Rights Watch, la BBC.

l'accès au gaz naturel et au pétrole qui gisent probablement dans la mer timoraise. Djakarta, qui ne cédera pas le Timor oriental facilement, redoute la présence d'un pays hostile dans la région et craint la multiplication de mouvements d'indépendance.

Le référendum du 30 août. Il s'est soldé par une victoire du non à 78 % des votes. Ce résultat, qui doit se traduire à terme par l'indépendance du Timor oriental, fait renaître l'espoir. Cependant, deux mois vont séparer ce vote de sa ratification par l'Assemblée suprême nationale indonésienne, qui ouvrira la voie à l'indépendan-



ce. Cette période de transition sera décisive. Le processus engagé par le président Habibie est bien plus rapide que le plan envisagé en 1992 par le FRETILIN.

Entre temps, les milices anti-indépendantistes ont fait régner la terreur. Quelque 15 000 à 20 000 troupes indonésiennes étaient amassées au Timor oriental au moment même de la déclaration du résultat du référendum. Le 1^{er} septembre, les actes de violences se sont multipliés. Les organisations humanitaires et la presse ont dû être évacuées. Le CICR dénonce une opération de « nettoyage ethnique », avec un transfert forcé de 60 000 Timorais. La communauté internationale critique l'armée de Djakarta, complice par sa non-intervention, de ces exactions. L'ONU dénonce une opération préméditée pour annuler les résultats du référendum par la déportation de 200 000 à 300 000 timorais, soit le tiers de la population. Les anti-indépendantistes parlent de vote truqué. Les Nations unies, qui supervisaient le vote, sont accusées de prendre parti pour l'indépendance du Timor oriental. En effet, il ne s'agit

pas de leur première intervention dans la région : neuf résolutions de l'assemblée générale et cinq résolutions du conseil de sécurité ont été votées contre l'Indonésie pour invasion et occupation du territoire timorais. La première résolution, en 1975, reconnaissait « le droit inaliénable du peuple Timorais à l'auto-détermination », et les résolutions de l'assemblée générale qui ont suivi rejetaient l'annexion par l'Indonésie du Timor oriental.

Les pressions internationales sur Djakarta pour restaurer l'ordre ont été nombreuses. L'envoi d'une force internationale n'a été possible que parce que l'Indonésie en fait la demande, et que le conseil de sécurité a voté une résolution à l'unanimité, ce qui impliquait le vote de la Chine qui est, à priori, opposée à toute intervention dans un État souverain. Le FMI et la Banque mondiale excluent toute suspension de leur aide économique et financière à l'Indonésie, car elles craignent une déstabilisation politique du pays.

Bien que porteur d'espoir, le référendum n'a donc pas définitivement réglé la question timoraise.

■ Les résolutions de l'ONU rejetaient l'annexion par l'Indonésie du Timor oriental. Combatants indépendantistes.



• PRIX NOBEL POUR LA PAIX 1996

Carlos Filipe Ximenes Belo, évêque du Timor oriental, est le guide spirituel de 700 000 timorais catholiques. Il a constamment prêché pour la non-violence et le dialogue avec les autorités indonésiennes. Il fut évacué du Timor oriental lors des violences, qui ont suivi le référendum du 30 août, à Dili.

José Ramos Horta, vice-président du Conseil national de résistance timoraise, a été banni du territoire indonésien en 1970, pour avoir répandu des allégations subversives contre le régime portugais. De ses lieux d'exile en Australie et aux États-Unis, il est devenu l'un des plus durs critiques du régime autoritaire de l'ex-président Suharto.

• PETITE CHRONOLOGIE DU RÉFÉRENDUM DE 1999

Sous l'égide des Nations unies, les habitants du Timor oriental ont été appelés par référendum à se prononcer pour ou contre l'autonomie au sein de l'Indonésie. En cas de réponse négative, le Timor oriental accéderait à l'indépendance. La large victoire des partisans de l'indépendance a entraîné une vague de pillages, de massacres et de terreur perpétrés par les milices pro-indonésiennes.

27 janvier. Le ministre des Affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, annonce que le gouvernement demande au parlement d'envisager l'indépendance du Timor oriental en cas de rejet de l'autonomie.

5 mai. Le Portugal et l'Indonésie parviennent à un accord pour laisser à l'ONU le soin d'organiser un scrutin d'auto-détermination.

14 août. Des violences éclatent dès le début du référendum. Les milices pro-indonésiennes menacent de rejeter le résultat du scrutin s'il est favorable à l'indépendance.

30 août. 98,6 % des électeurs se rendent dans les bureaux de vote, soit 432 000 personnes. Un employé local de la mission de l'ONU est tué.

3 septembre. L'ONU retire son personnel de Maliana en raison de l'insécurité que font régner les milices indonésiennes.

4 septembre. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, annonce le résultat du référendum : le non à l'autonomie l'emporte à 78,5 %.

5 septembre. Regain de violence à Dili, abandonnée par les forces de l'ordre indonésiennes aux milices qui vidant la capitale de sa population, triée puis chargée dans des camions militaires sous la menace des fusils.

6 septembre. Attaque du siège du CICR où plus de 2 000 personnes sont réfugiées.

7 septembre. Les autorités indonésiennes décrètent l'état d'urgence au Timor oriental.

15 septembre. L'ONU autorise l'envoi d'une force multinationale. Les 7 000 hommes qui la composent sont placés sous commandement australien.

22 septembre. La force multinationale débarque à Dili.

28 septembre. L'armée indonésienne transfère ses pouvoirs au Timor oriental à la force multinationale.

29 septembre. La Commission des droits de l'homme de l'ONU forme une commission d'enquête internationale sur les crimes et les exactions commis au Timor oriental par des milices pro-indonésiennes.

30 septembre. L'ONU accélère la mise en place d'une administration provisoire au Timor oriental.

Asie

Birmanie

CHRONOLOGIE

Septembre 1988

• Écrasement des manifestations démocratiques; prise de pouvoir du SLORC.

1990

• La NLD emporte les élections que le SLORC annule. Depuis : intimidations, détentions, assignations à domicile, disparitions à l'encontre de la NLD.

1995

• KNU : dissidence de la faction bouddhiste; Rangoun s'empare de Manerplaw, « capitale » karen.

1989-1996

• Accords de cessez-le-feu entre Rangoun et 17 groupes ethniques, sans la KNU.

Janvier 1997

• 15 mouvements ethniques, rassemblés par la KNU, appellent au changement politique.

Novembre 1997

• Le SLORC devient SPDC (State Peace and Development Council).

1997

• Adhésion de la Birmanie à l'Asean : fin de l'isolement diplomatique.

Fin 1998

• Création par le SPDC des escadrons d'exécution *Sa Thon Lon Guerilla Retaliation* (les « Pantalons courts »).

31.01.1999

• 50^e anniversaire de l'insurrection karen. 93 000 réfugiés karens le long de la frontière thaïlanno-birmane (une majorité serait loyale à Bo Mya).

Guérillas ethniques, oppositions « démocratiques », main de fer de la junte, surréalisme économique : la vie compte décidément peu au pays de l'Irrawady.

Depuis plus d'un demi-siècle, dans cette fédération aux quatorze États et 135 groupes ethniques, de « sales guerres » opposent un pouvoir central aux mains de la minorité birmane à une nébuleuse de mouvements insurrectionnels, dont la célébrité dépend de plus en plus de la conjonction de leur empire économique et des intérêts économiques et stratégiques de puissances tierces (Chine et Taiwan, Thaïlande, États-Unis...). Parmi toutes les forces d'opposition armée, la KNU (Union nationale karen) apparaît comme un mouvement de dissidence « modèle » qui, malgré des hauts et des bas, demeure une pièce importante de l'échiquier birman.

La lutte entre la junte et la KNU se focalise sur la revendication d'une identité karen spécifique et sur l'accès à une rente hydraulique et gazière (édification d'une série de barrages sur la Saloueen et la Moei ;

Motivée à ses débuts par la revendication d'un État karen, le Kawthoolei (« le pays pour lequel il faut se battre », ou « le pays fleuri »), l'insurrection karen est atypique. Les principes de fonctionnement y sont pour beaucoup : une profonde indépendance d'action (pas de « tuteur » étranger), des exigences éthiques lui interdisant toute compromission dans le trafic de drogue dans un pays où l'héroïne et les méthamphétamines constituent le premier secteur économique, un discours modéré et pro-occidental et un anti-communisme affirmé. La composition de cette « armée de l'ombre »

• DISSIDENCE « MODÈLE »

(40 000 hommes) est aussi hors du commun : des chefs compétents et plutôt intègres (Bo Mya, Maung Maung), une identité chrétienne (pour l'essentiel, adventistes du Septième jour) ouvertement revendiquée bien que quelque peu exagérée. Mais tous ces éléments se retournent contre le mouvement au début des années 90 : pénurie chronique d'armes en l'absence d'aide étrangère sérieuse, dépendance excessive vis-à-vis de la Thaïlande, propension à la scission reposant sur des clivages générationnels et religieux (une hiérarchie à plus de 90 % chrétienne dirige des combattants à plus de 70 % bouddhistes).

construction du gazoduc devant relier les champs off-shore du golfe du Martaban aux sites industriels de la région de Bangkok). Si Rangoun juge la lutte politique « en passe d'être réglée », le combat autour de la manne économique est, lui, crucial pour les deux parties en mal de devises. Pour le pouvoir, ces ressources permettraient de pallier le long déclin de l'économie : inflation officielle de 40 % en ville (mais de 2 000 à 8 000 % depuis 1988 pour les produits de première nécessité) ; chute de plus de 70 % des investissements étrangers, sous la triple pression de la crise asiatique, des sanctions économiques, et de l'imprévisibilité de la junte, chute des recettes touristiques, grave crise énergétique.

Instauration de la terreur. La position privilégiée de la KNU à la frontière thaïlanno-birmane, là où devrait tomber cette manne, explique que la junte, face aux divers mouvements de rébellion, se concentre tout particulièrement sur la dissidence karen. Dans ce cadre, la vaste offensive de saison sèche, début 1999, s'apparente, aux yeux des observateurs, à de la « purification ethnique ». Abandonnant (temporairement du moins) les offensives militaires, la Tatmataw (l'armée birmane) recourt depuis la mi-1998, et de façon de plus en plus intensive, à une « terrorisation » des

karens : politique de terre brûlée et déploiement des escadrons de la mort, déplacements forcés de population (à un rythme parfois mensuel), enrôlement des villageois dans le travail obligatoire ou en tant que « détecteurs » de mines en avant des troupes birmanes, poursuite de la vaste campagne engagée, il y a un an, de destruction des camps de réfugiés installés à la frontière.

• OBJECTIFS DE LA BIRMANIE

Dans ce contexte, les offensives accrues de l'armée birmane en 1997-1998 (de plus en plus nombreuse, massivement rééquipée et encadrée par des Chinois, elle absorbe à elle seule plus du tiers du budget birman), et la marginalisation politique du mouvement (le SLORC réussit à signer des accords de paix séparés avec une quinzaine de mouvements) affaiblissent sensiblement le poids politico-militaire de la KNU.

Aussi se tourne-t-elle désormais vers des objectifs plus politico-économiques que militaires : recherche de garanties politiques concernant le futur cadre institutionnel, éventuelle participation à la future rente gazière, tentative pour apparaître comme la pierre angulaire du rassemblement ethnique soutenant le changement politique et reconnaissant en cela la primauté de la NLD d'Aung San Suu Kyi.





■ Mannerplaw : QG de l'armée karen, frontière Thaïlande-Birmanie.

Communication à l'étranger.

Le SPDC tend à minimiser le rôle de la dissidence et de la « gêne » karen, pour mettre en exergue trois évolutions notables de la scène birmane au cours des dix-huit derniers mois :

- La focalisation de la junte sur la « rébellion démocratique », selon les techniques éprouvées de la lutte contre les mouvements ethniques : répressions dans le sang des récalci-

trants, arrestations arbitraires d'opposants, intimidations de villages entiers, travaux forcés...

- Le large soutien des deux voisins les plus avides de contrats. La Chine apporte un appui militaire massif à Rangoun (depuis la suppression du mouvement démocratique, elle aurait fourni à l'armée de 1 à 2 milliards de dollars d'équipement, et formé et encadré une armée qui

serait passée de 180 000 à 450 000 hommes), tout en s'assurant une présence croissante dans le pays (l'immigration récente chinoise dans le Nord dépasserait le million de personnes). De son côté, la Thaïlande sacrifie le sort des réfugiés et opposants birmans sur l'autel de Maamon : contrats d'exploitation de ressources naturelles birmanes (bois, pêche, gaz naturel), accords en vue de l'exploitation de la Salouen, de la Moei, du golfe de Martaban...

- La « résurrection » de l'UWSA (United Wa State Army, 20 000 militants armés) sur la scène insurrectionnelle « active » : le cessez-le-feu de 1989 entre l'USWA et la junte qui donnait à ce mouvement – jugé n°1 des narco-trafiquants dans le monde – l'immunité pour ses activités de production et de commercialisation de drogues, serait en passe de tomber.

Certes, le poids de la KNU s'avère bien moindre que par le passé. Mais en dépit des soubresauts récents qui en perturbent le fonctionnement et l'efficacité, de ses récents reculs militaires et de la politique de harcèlement de Rangoun, aucun signe de son extinction ne pointe à l'horizon. Cette pérennité envers et contre tout tient notamment à deux atouts : la capacité d'adaptation de la KNU, même si elle peut sembler tardive (elle tend à devenir un mouvement de soutien à l'opposition

politique et démocratique en Birmanie), la durabilité d'une lutte séparatiste « propre », indépendante du fléau de la drogue et autres trafics internationaux illicites.

Ce rôle de premier plan ne doit cependant pas masquer tout l'éventail de la résistance à la dictature du SLORC puis du SPDC :

- Les narco-factions et leur porte-drapeau du MTA (Mong Tai Army, de Khun Sa), de la SSA (Shan State Army), du PCB (Parti communiste birman) éclaté en multiples factions.

- La nébuleuse des rébellions ethniques : karennis, kayans, môns, kachins, rohingyas...

- L'opposition armée « birmane » (ABSDF notamment).

- Les mouvements démocratiques, aujourd'hui cible n°1 du régime.

Bilan. Ce demi-siècle de luttes sanglantes entre le pouvoir central et le camp des rebelles de toutes obédiences est difficile à évaluer. Le total des victimes directes et indirectes (insalubrité et malnutrition ; prisonniers politiques – plus d'un millier – ; travailleurs forcés – environ 800 000 –, à la solde des combattants) avoisinerait 10 000 morts par an, soit près d'un demi-million de victimes depuis 1947. À cela s'ajoutent les déplacés internes (au moins 1 million) et les réfugiés ethniques, estimés à 500 000 personnes, début 1999.



■ Armée karen à la frontière Thaïlande-Birmanie.

Asie

Sri Lanka

CHRONOLOGIE

1983

• Début de la révolte des Tamouls. Le LTTE déclenche une guerre civile.

1987-1990

• Intervention des forces armées indiennes, finalement tenues en échec par le LTTE.

1994

• Élection de Mme Chandrika Kumaratunga comme présidente.

1995

• Accord de cessez-le-feu conclu en janvier entre les autorités et les Tigres, mais rompu dès le mois d'avril – En décembre, les troupes gouvernementales prennent le contrôle de la péninsule de Jaffna, fief du LTTE.

1997-1998

• Accord conclu entre le chef de l'État, Mme Kumaratunga, et le chef de l'opposition (Ranil Wickramasinghe de l'United National Party) – Reprise du dialogue pour les réformes institutionnelles. Les Tigres refusent de participer aux négociations.

Avril 1998

• Extension de l'état d'urgence, jusqu'alors seulement appliqué à Colombo et dans les zones de combats, au reste du pays.

Depuis l'indépendance de l'île, en 1948, la question tamoule conditionne la stabilité du pays.

En 1982-83, elle prend le tour radical qui caractérise sa situation actuelle : une guerre civile ayant déjà fait 50 000 morts.

Population tamoule. Des deux composantes de la population tamoule du Sri Lanka (Centre, Nord et Est), c'est celle établie au Nord et à l'Est de l'île qui, en exigeant une indépendance absolue au sein d'un État tamoul, l'Eelam, pour conserver l'ensemble des avantages acquis pendant la colonisation britannique, qui a conduit au déclenchement de l'engrenage de violence qui ensanglante le pays depuis près de vingt ans. La cause indépendantiste est incarnée par le LTTE, (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*), qui, au cours des années 80, a procédé à l'élimination des formations politiques tamoules modérées et s'est lancé dans de vastes opérations de guérilla contre les forces gouvernementales. Il a pu bénéficier (officiellement jusqu'en 1991) de

l'assistance de Tamouls vivant au Tamil Nadu, en Inde, et s'appuie sur une organisation de type marxiste-léniniste classique, qui lui permet d'assurer un maillage serré de la population et de contrôler la diaspora tamoule établie à l'étranger. Le LTTE livre à l'armée sri lankaise une guérilla classique, en zone urbaine (agglomération de Jaffna) ou rurale (jungles de l'Est du pays).

Méfais de la guerre civile. Elle oblitère toute possibilité de retour à la paix et tout développement économique du pays. Elle empêche également la présidente sri lankaise, Mme Kumaratunga, de mettre en œuvre les réformes proposées en 1995 (une révision constitutionnelle accordant l'autonomie aux Tamouls) faute d'obtenir un consensus politique suffisant. Le conflit demeure donc dans l'impasse. Les forces armées cherchent, depuis 1995, à reprendre le contrôle de la péninsule de Jaffna afin de la relier au reste de l'île. Les opérations lancées dans ce sens se sont révélées très coûteuses (tant d'un point de vue financier qu'humain) et contre-productives (les forces armées ne parvenant pas à consolider leurs conquêtes). À la fin de l'année 1998, la présidente se déclarait malgré tout favorable à des négociations de paix avec le LTTE, les deux parties ne parvenant toute-

• OPÉRATIONS SUICIDES

Les opérations des Tigres sont régulièrement ponctuées d'attentats-suicides très spectaculaires, frappant la capitale, Colombo, ou visant des personnalités de premier plan : le premier ministre indien Rajiv Gandhi en mai 1991, le ministre de la Défense sri lankais en mars 1991, de hauts responsables militaires, des ministres...

Le plus souvent, ces opérations sont exécutées par de jeunes militantes, moins suspectes, a priori, aux yeux des forces de sécurité. Ces volontaires appartiennent à une unité spéciale du LTTE, les Black Tigers.

fois pas à s'entendre sur les conditions préalables à ces négociations.

Vers la fin du LTTE? Le mouvement du LTTE est loin de faire l'unanimité parmi la population tamoule du Nord de l'île, particulièrement éprouvée par le conflit et aspirant à un retour à la paix. Cette paix ne pourra toutefois avoir lieu sans l'arrêt de la guerre civile et sans un certain consensus politique. Différents facteurs militent pour une amélioration de la situation sur le terrain : la détermination de Mme Kumaratunga à parvenir à un règlement de cette crise et le recul des opposants au projet d'une approche fédérale, ainsi que le manque de soutien dont bénéficie le LTTE et les apparents problèmes de recrutement en son sein semblent montrer un changement de stratégie de la part des forces armées gouvernementales. Toutefois, les conditions posées pourraient empêcher toute concrétisation de ces projets.



■ Attentat suicide à Colombo.

• VELLUPILAI PRABHAKARA

À 45 ans, le « suprémo » (chef suprême du LTTE) est un adepte du recours à la violence à des fins politiques depuis près d'un quart de siècle. Il entre en effet dans la « carrière » d'activiste révolutionnaire en assassinant, en juillet 1975, le maire de Jaffna. Depuis lors, policiers, militaires, responsables sri lankais, rivaux tamouls se sont accumulés sur son tableau de chasse. Il a été rendu responsable de la rupture de l'accord de cessez-le-feu conclu, au mois de janvier 1995, avec les autorités sri lankaises et son nom figure désormais sur la liste des organisations terroristes et de leurs dirigeants, établis chaque année par le Département d'État américain.

Asie

Tadjikistan

CHRONOLOGIE

Septembre 1991

• Le Tadjikistan proclame son indépendance. L'état d'urgence est décrété. Après la dissolution de l'URSS (décembre), adhésion à la communauté des États indépendants (CEI).

1992

• Guerre civile entre conservateurs communistes et islamistes. Le gouvernement (tenu par la faction kouliabi) est aidé de Moscou, tandis qu'une partie de l'opposition armée bénéficie de bases en Afghanistan.

Novembre 1994

• Emomali Rakhmonov élu président de la République – Nouvelle Constitution du pays approuvée par référendum.

1996

• L'opposition armée basée en Afghanistan lance une série d'opérations victorieuses.

Septembre 1996

• Prise de Kaboul par les talébs et changement de donne au Tadjikistan – Moscou redoute un éventuel rapprochement entre les talébs, et l'opposition tadjike accepte la médiation offerte par le commandant Massoud.

Décembre 1996

• Signature d'un accord de paix entre le président tadjik et le chef de l'opposition tadjike unifiée.

Février 1997

• Création de la « commission pour la réconciliation nationale » – amnistie générale.

Juillet 1997

• Accord de paix entre les autorités et l'opposition islamiste tadjike à Moscou – Retour de réfugiés d'Afghanistan, libération de prisonniers.

Le conflit qui ensanglante le Tadjikistan depuis mai 1992 constitue, à ce jour, l'épisode le plus meurtrier de la recomposition de l'Asie centrale post-soviétique.

Ce n'est pas un hasard si cette guerre civile (qui a fait plus de 50 000 morts) a affecté un pays particulièrement fragile, où tentent de coexister plusieurs factions ethnico-régionalistes rivales, comme les Leninabadis, les Kouliabis, les Gharimis, ou les Pamiris, qui s'affrontent pour le contrôle du pouvoir. Le maintien des communistes au pouvoir (recrutant essentiellement parmi les clans des Leninabadis et des Kouliabis) malgré la victoire des islamo-démocrates (principalement des Gharimis et des Pamiris) est à l'origine des troubles qui secouent le pays depuis 1992. Dans son combat pour rester en place, le régime ex-communiste a bénéficié de l'aide de la Russie et de l'Ouzbékistan. Mais la poursuite du conflit en Afghanistan et les possibilités pour l'opposition islamo-démocrate d'y chercher refuge et assistance auprès des forces proches du commandant Massoud, ont permis à l'opposition tadjike armée de préserver ses capacités d'action contre les forces gouvernementales. La principale composante politico-militaire de la coalition islamo-démocrate est le Parti de la renaissance islamique (PRI).

Une situation bloquée. La forte instabilité politique qui caractérise le Tadjikistan, et les nombreux incidents armés qui continuent de s'y dérouler entre les différents clans, empêchent l'amélioration de la situation économique du pays (les deux-tiers de la population vivent en

■ Les forces gouvernementales du Tadjikistan reprennent le contrôle.



dessous du seuil de pauvreté). Ils favorisent aussi l'essor du trafic de drogue ainsi qu'une augmentation des crimes et des affrontements entre bandes rivales. Le Tadjikistan est également la proie d'une très importante corruption qui empêche tout assainissement de la vie politique et économique. L'instabilité politique et le refus des membres de l'opposition, mais aussi des chefs de guerre pro-gouvernementaux, d'accepter la mise en œuvre de l'accord de paix de juillet 1997 compromettent les perspectives de stabilisation du pays. On assiste à une multiplication des actions violentes (affrontements, attentats, enlèvements – en novembre 1997, notamment, deux Français travaillant pour le programme européen d'assistance aux pays de l'ex-URSS et le HCR sont enlevés à Douchambé) qui auraient pour objectif d'empêcher la mise en œuvre effective de l'accord de paix. D'autre part, la mise à l'écart de la

composante ouzbeke de l'opposition, lors des négociations de paix, fait également peser la menace d'une tension à caractère ethnique entre communautés tadjike et ouzbeke. ●

• ACCORD DE PAIX DE 1997

Cet accord de paix, négocié sous l'égide de l'ONU et de plusieurs pays observateurs, prévoit notamment la formation d'un nouveau gouvernement, la répartition équilibrée des postes de responsabilité au sein du gouvernement et de la haute fonction publique, la tenue de nouvelles élections, l'intégration des combattants de l'opposition au sein des forces armées régulières. Mais son application se heurte à différents obstacles, si bien qu'il demeure toujours lettre morte et qu'une partie de l'opposition refuse de le cautionner. Les élections, prévues en juillet 1998, n'ont pas eu lieu, alors que le climat de méfiance entre les camps en présence demeure toujours très vif. ●



Asie

Chine/Taiwan

CHRONOLOGIE

- 1895
 - Taïwan cédé au Japon.
- 1912
 - République de Chine.
- 1928
 - Chiang Kai-shek élu président.
- 1937
 - Guerre sino-japonaise.
- 1945
 - Défaite du Japon, Taïwan rendu à la Chine.
- 1949
 - Prise du pouvoir par les communistes – Fuite à Taïwan.
- 1955
 - Traité de Défense entre les États-Unis et la république de Chine à Taïwan.
- 1971
 - Pékin prend la place de Taïwan à l'ONU.
- 1975
 - Mort de Tchang Kai-shek. Chiang Ching-kuo lui succède, ère de libéralisation du régime.
- 1979
 - Normalisation des relations diplomatiques République de Chine/États-Unis.
- 1981
 - Réunification selon la formule « un pays, deux systèmes ».
- 1987
 - Levée de la loi martiale maintenue à Taïwan depuis 1949.
- 1988
 - Lee Teng-hui succède à Chiang Ching-kuo.
- 1991
 - Fin officielle de « l'état de guerre contre la rébellion communiste ».
- 1991
 - Élections législatives libres à Taïwan.
- 1995
 - Manœuvres d'intimidation au large de Taïwan.
- 1996
 - Deuxième série de manœuvres.
- 1997
 - Hong Kong réintégré.
- 1999
 - Macao réintégré à la RPC. Refus de la réunification sans démocratisation de la RPC.

Pour Pékin, la reconquête de l'île de Taïwan est une « cause sacrée » qui ne peut être abandonnée.

Le nationalisme a, en effet, toujours constitué l'un des fondements du pouvoir des autorités communistes installées en République populaire de Chine depuis 1949.

Le parti communiste a toujours été présenté comme le seul à être animé d'une véritable volonté de « défendre la patrie », alors que le Guomindang de Tchang Kai-shek, au pouvoir dans toute la Chine avant de se réfugier à Taïwan en 1949, était présenté comme un parti-traitre, prêt à brader les intérêts nationaux.

En ce sens, les réformistes au pouvoir à Pékin depuis 1979 ne peuvent se permettre d'abandonner une cause qui constitue l'un des derniers fondements idéologiques de leur autorité. Le peuple chinois, éduqué dans le culte de la grandeur de la « Chine éternelle », qui a aujourd'hui remplacé celui de Mao Zedong, semble particulièrement sensible à cette cause.

Vers une réunification de la Patrie.

À l'époque de Mao Zedong, le sous-développement de la RPC et l'extrême faiblesse de ses moyens militaires, lui interdisaient tout espoir de pouvoir un jour « reconquérir Taïwan ». Mais, depuis que le succès de la politique de réforme économique, lancée par Deng Xiaoping en 1979, lui a fourni de nouveaux moyens, cet objectif apparaît plus accessible, et le pouvoir en place à Pékin a fixé un calendrier précis pour « réunifier la Patrie ».

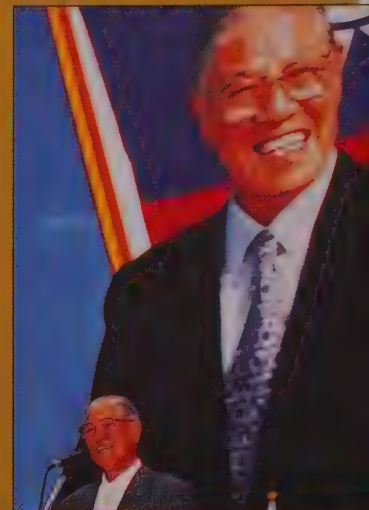
Première étape, au début des années 80, Deng Xiaoping lance l'idée d'une « absorption pacifique » de tous les territoires chinois, fondée sur le principe « un pays, deux systèmes », sensé conserver à chaque entité toutes les caractéristiques de

• LEE TENG-HUI

Lee Teng-hui est aujourd'hui le premier président de la République élu démocratiquement au suffrage universel dans l'ensemble de la Chine. Contrairement aux autorités de la RPC et de Singapour, il considère que les aspirations démocratiques sont universelles et refuse de se réfugier dans un autoritarisme fondé sur des principes confucianistes dépassés.

Lee Teng-hui est né à Taïwan en 1923, alors que l'île était une colonie japonaise. Il a fait ses études pendant la guerre, au Japon, à l'université impériale de Kyoto, puis aux États-Unis, où il fut diplômé de l'université de Cornell. Lee Teng-hui a gardé des liens très étroits avec le Japon, pays dont il parle couramment la langue. Son arrivée au pouvoir, à la mort du président Chiang Ching-kuo, a marqué un tournant dans la vie politique taïwanaise. Pour la première fois un Taïwanais, qui ne faisait pas partie de « l'élite », qui était arrivée sur l'île en 1949 avec Tchang Kai-shek, accédait aux plus hautes fonctions. Il a ensuite poursuivi et approfondi le processus de démocratisation inauguré par son prédécesseur. En 1996, Lee Teng-hui est élu président

de la république de Chine, avec 54 % des suffrages. À la veille de son élection, les autorités chinoises avaient organisé des manœuvres militaires avec tirs de missiles de très grande envergure au large des côtes taïwanaises pour tenter, sans succès, de dissuader la population de choisir un homme symbolisant des principes totalement différents de ceux défendus par le régime communiste en place à Pékin.



son mode de vie. Deuxième étape, selon ce principe, l'ancienne colonie britannique de Hong Kong a été rendue à la Chine, le 1^{er} juillet 1997. Macao, dernière colonie portugaise déjà largement passée sous contrôle de Pékin, est également redevenue chinoise en 1999.

Taiwan constitue la prochaine étape de ce processus qui devrait s'achever, dans l'esprit des autorités chinoises, avec la prise de contrôle

totale de toute la mer de Chine méridionale et orientale. Ainsi, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, la Chine aurait retrouvé les frontières les plus vastes de l'Empire, celles qui existaient à l'époque de la dynastie – mandchoue – des Qing.

Persuasion. Pour Pékin, elle serait évidemment préférable – car bien moins coûteuse – à l'usage de la force. Mais le problème reste que ni





■ À la veille de l'élection de Lee Teng-hui, en 1996, les autorités chinoises organisèrent des tirs de missiles, au large des côtes taïwanaises, afin de dissuader la population de choisir un homme symbolisant des principes différents de ceux défendus par le régime communiste de Pékin.

la population taïwanaise ni les autorités ne sont persuadées de l'intérêt d'abandonner leur régime démocratique pour réintégrer le dernier des grands pays fondé sur le principe de la dictature du prolétariat. Dans le cas de Hong Kong et de Macao, la question de l'avis de la population ne s'était pas posée, puisque leur sort avait été directement décidé entre la Chine et les anciennes autorités coloniales. Pékin avait d'ailleurs toujours rejeté totalement l'idée d'une consultation de la population par référendum. C'est ce qui a fait que, à l'inverse du sens contemporain de l'Histoire, qui a abouti, en Europe, à la chute du mur de Berlin, des entités beaucoup plus libres en dépit d'un régime colonial, se soient vues réintégrées à un système politique beaucoup plus fermé.

Mais pour Pékin, la « réunification pacifique » ne constitue qu'un élément de sa stratégie de reconquête

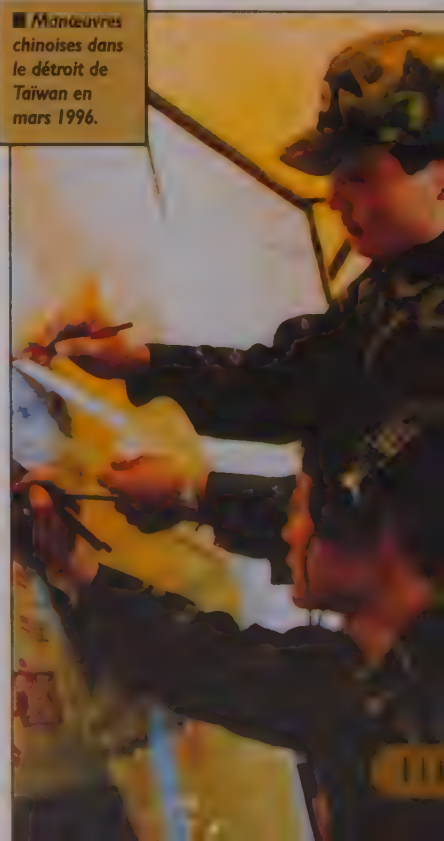
et non un principe fondamental. Les autorités chinoises refusent donc de renoncer, comme l'exige Taïwan en préambule à toute discussion, à un éventuel recours à la force.

Moyens militaires. Bien sûr, la Chine dispose de moyens beaucoup plus importants : des millions d'hommes, des milliers d'avions, des centaines de bateaux. Mais ces forces, encore très largement composées de vieux éléments datant des années 50 et 60, sont, de loin, très inférieures aux forces taïwanaises, qui bénéficient des fournitures d'armes occidentales, américaines pour l'essentiel, mais aussi françaises. La reconquête de Taïwan serait donc très difficile et très coûteuse en hommes et en matériel. Le blocus de l'île, un moment envisagé par les stratèges chinois, serait également difficile à imposer sans escalade et il n'est pas certain qu'il suffirait à faire céder

une population fière de ses droits et qui a déjà prouvé sa détermination. Il reste à Pékin le recours aux missiles et au chantage nucléaire, auxquels les stratèges chinois, qui se considèrent dans une situation de « guerre prolongée » avec Taïwan, ont recours d'une manière voilée. Mais l'éventualité d'une intervention américaine ne peut être écartée.

La zone du détroit de Taïwan reste l'une des plus tendues de la planète et, comme dans le reste de l'ancien bloc communiste, l'apaisement viendra de l'évolution du régime chinois. Dans les années 60, Tchang Kai-chek avait renoncé à l'utopie de la « reconquête du continent » par la force, mais il n'est pas impossible que le modèle démocratique de la « belle île » de Formose, comme l'avaient appelée les navigateurs portugais, réussisse un jour la reconquête pacifique du géant chinois. ●

■ Manœuvres chinoises dans le détroit de Taïwan en mars 1996.





Asie

Tibet

CHRONOLOGIE

1578

• Le 1^{er} dalaï-lama est « reconnu » par les autorités religieuses tibétaines.

1641

• Le 5^e dalaï-lama se voit reconnaître les pleins pouvoirs temporels sur le Tibet et s'installe à Lhassa.

1720

• Les dalaï-lamas se reconnaissent comme « vassaux » de l'empereur de Chine.

1913

• Accord de Simla sur la partition du Tibet.

Octobre 1950

• Les forces chinoises entrent au Tibet pour régler la succession du 9^e panchen-lama.

1951

• Tibet administrativement incorporé à la République populaire de Chine. L'autorité du dalaï-lama reste formellement reconnue sous contrôle des autorités chinoises.

1959

• Tentative de soulèvement violemment réprimée – Le dalaï-lama s'enfuit en Inde où il établit à Dharamsala le gouvernement tibétain en exil.

1964

• Le panchen-lama est placé en résidence surveillée à Pékin.

1965

• Le Tibet devient une région autonome de la République populaire de Chine.

1989

• Loi martiale imposée dans la province.

1989

• Décès du 10^e panchen-Lama.

1995

• Le dalaï-lama reconnaît la réincarnation du 11^e panchen-Lama.

1995

• L'enfant de 6 ans est arrêté par les autorités chinoises qui en désignent un autre comme réincarnation du panchen-Lama.

1999

• Les autorités chinoises tentent d'imposer à Shigatse le 11^e panchen-lama que personne n'a jamais été autorisé à rencontrer.

Le Tibet vit une ère culturelle qui repose sur un bouddhisme tibétain, ou lamaïsme, dont l'influence s'étend au Bhoutan, au Sikkim, à la Mongolie et jusqu'en Sibérie.

• LE DALAI-LAMA

Tenzin Gyatso est né à Taksen, au Tibet, en 1935. En 1940, il a été « reconnu » comme la réincarnation du bouddha Avalokiteçvara et est devenu le 14^e dalaï-lama.

À leur mort, en effet, selon les croyances d'un bouddhisme tibétain fortement imprégné de shamanisme, les dalaï-lamas et les panchen-lamas se réincarnent en un enfant nouveau-né qui doit ensuite être « reconnu » après de longues procédures de divination. À la suite de l'entrée des communistes au Tibet en 1950, après plusieurs mois de résistance, le dalaï-lama a pu conserver pendant quelques années la reconnaissance formelle de son autorité. Mais, rapidement, ses pouvoirs spirituels et temporels sont entrés en concurrence avec ceux d'un parti communiste chinois aux tendances fortement centralisatrices.

En 1959, après la répression violente des soulèvements qui secouaient le Tibet depuis plusieurs années, le dalaï-lama s'est enfui avec plusieurs milliers de ses disciples et il a trouvé refuge en Inde où il a constitué, à Dharamsala, le gouvernement tibétain en exil.

Depuis, son autorité sur le peuple tibétain ne s'est pas démentie et nombre de ses portraits circulent sous le manteau au Tibet. Son autorité spirituelle et son audience politique se sont également considérablement élargies dans la communauté internationale et, en 1989, le prix Nobel de la paix lui a été attribué. ●

Aujourd'hui incorporée à la République populaire de Chine, la population de la « région autonome du Tibet » n'accepte toujours pas l'autorité de Pékin.

Les autorités chinoises considèrent que le Tibet fait partie de l'Empire chinois depuis la dynastie des Tang, au VII^e siècle de notre ère, lorsqu'une princesse chinoise épousa le roi du Tibet Srongtsen Gampo.

En réalité, culturellement, l'influence indienne est beaucoup plus importante, grâce au bouddhisme qui s'est répandu au Tibet à partir du

VIII^e siècle. Progressivement, les autorités religieuses des grands monastères tibétains ont pris une importance considérable et le Tibet est devenu une véritable théocratie. Dès le XIII^e siècle, Khubilaï Khan, l'empereur mongol converti au bouddhisme tibétain qui régnait alors sur la Chine, a reconnu l'autorité des lamas. Mais ça n'est qu'au XVI^e siècle que le premier « dalaï-lama » sera désigné.

Accord de Simla. Au XVIII^e siècle, les lamas se reconnaissaient comme « vassaux » de l'empereur de Chine.



Mais à la chute de la dynastie mandchoue, en 1911, les Chinois, dont l'autorité ne s'était d'ailleurs jamais véritablement exercée sur une région éloignée du centre et très difficile d'accès, sont chassés du Tibet.

En 1913, un accord est signé à Simla entre les représentants de l'Empire britannique, ceux du gouvernement chinois et les autorités tibétaines reconnaissant, sur le modèle de la Mongolie, la partition du Tibet entre un Tibet extérieur indépendant et un Tibet intérieur intégré à la Chine.

Mais la Chine n'a jamais ratifié cet accord et, dès que les autorités chinoises en ont eu le pouvoir, elles ont repris le contrôle du Tibet. À la suite de la prise du pouvoir par les communistes, en 1949, après un an de résistance armée, les forces chinoises sont entrées au Tibet. Après quelques années de relative autonomie, les autorités centrales ont tenté d'imposer au Tibet un contrôle politique plus pesant. La réforme agraire et la confiscation des terres appartenant aux monastères a été accélérée. Dès le milieu des années 50, l'émigration chinoise

a également été fortement encouragée. Au mois de mars 1959, une tentative de soulèvement a eu lieu, après plusieurs années d'agitation. À la suite de sa répression très violente, le dalaï-lama, qui refusait de mettre son autorité temporelle au service du gouvernement chinois, a choisi de s'exiler, alors que le panchen-lama, autorité spirituelle, restait en Chine. Lorsque la guerre sino-indienne éclate, en 1962, le Tibet devient également pour Pékin un enjeu stratégique majeur.

Révolution culturelle. À partir de 1966, avec la Révolution culturelle, toute activité religieuse est interdite, des milliers de temples sont détruits et la répression s'accroît. Alors que plus de 3 800 moines résidaient au monastère de Tashi Lhunpo, avant la Révolution culturelle, ils ne seront plus que quelques centaines en 1976, lorsque les activités religieuses sont à nouveau autorisées, après la mort de Mao Zedong.

La politique de réformes lancée par Deng Xiaoping, en 1979, n'a pas entraîné de véritable amélioration de la situation au Tibet. La popula-

Le 28 janvier 1989, alors que le Tibet était secoué par les émeutes et les manifestations, le 10^e panchen-lama, « Océan de sagesse », décédait d'une crise cardiaque. Le panchen-lama disposait dans l'ancienne théocratie tibétaine d'une autorité spirituelle contrairement au dalaï-lama qui disposait également de l'autorité temporelle.

À l'inverse du dalaï-lama, le panchen-lama avait choisi de rester au Tibet pour tenter d'améliorer la situation de son peuple, en collaborant avec les autorités chinoises. Mais, de 1964 à 1982, il fut retenu à Pékin en résidence surveillée et, par la suite, il ne reçut jamais l'autorisation de s'installer définitivement au Tibet. Six ans après sa mort, suivant la tradition, le dalaï-lama fut « reconnu », après consultation secrète avec les moines du monastère de Tashi Lhunpo, dont le panchen-lama est l'autorité suprême, comme étant la 11^e réincarnation du panchen-lama. Refusant cet « acte d'autorité illégale », le gouvernement chinois enleva le jeune enfant pour le placer, suppose-t-on, en

résidence surveillée à Pékin. Le 11^e panchen-lama est donc aujourd'hui le plus jeune prisonnier politique de la planète. Le gouvernement chinois a également désigné en 1995 sa propre réincarnation du dalaï-lama, Losang Qamba, un jeune Tibétain aujourd'hui âgé de neuf ans. Il est vrai que traditionnellement, le choix hautement politique des panchen-lamas et des dalaï-lamas a souvent provoqué de graves divisions.

Au mois de juin 1999, les autorités chinoises ont rapatrié sous forte escorte « leur » dalaï-lama de Pékin, où il résidait, au Tibet, afin de l'installer dans ses fonctions à la tête du Tashi Lhunpo. Le supérieur de ce monastère, qui avait refusé de collaborer avec Pékin, est aujourd'hui emprisonné.

De fortes pressions s'exercent sur les moines pour qu'ils fassent acte d'allégeance au nouveau panchen-lama désigné par Pékin. Mais, dans les rues de Shigatse, il semble que, pour les pèlerins, seul compte l'enfant toujours détenu dans la capitale.

tion d'origine chinoise a profité de l'ouverture économique et voit son poids démographique s'accroître régulièrement. À partir de la fin des années 80, l'agitation s'est aggravée, entraînant une reprise de la représen-

sion, d'autant plus sévère que les autorités chinoises s'inquiètent de l'audience croissante du dalaï-lama sur la scène internationale, symbolisée par le prix Nobel de la paix qui lui a été attribué en 1989.

■ Le Potala à Lhassa.



Asie

Iles Spratleys

CHRONOLOGIE

1816

• Le roi du Vietnam affirme sa souveraineté sur les Paracel.

1933

• L'administration coloniale française occupe 9 îlots dans les Spratleys.

1954

• La France cède les Paracel au Vietnam.

1974

• La République populaire de Chine s'empare de l'archipel des Paracel.

1988

• La République populaire de Chine s'empare de plusieurs îlots occupés par le Vietnam dans les Spratleys.

1992

• Fermeture des bases américaines de Clark et de Subic Bay aux Philippines.

1992

• L'Assemblée populaire nationale de Chine adopte une nouvelle loi sur la souveraineté maritime qui inclut toute la mer de Chine méridionale dans le territoire chinois.

1995

• La République populaire de Chine s'empare de Mischief reef dans les Spratleys, revendiqué par les Philippines.

1996

• Lors du sommet de l'ARF (Asean Regional Forum) les pays d'Asie du Sud-Est et la Chine déclarent que les questions de souveraineté en mer de Chine méridionale doivent être résolues « sans recours à la force ».

1999

• Des incidents violents opposent des bâtiments de la marine philippine à des « pêcheurs chinois » au large de Scarborough shoal situé sur le plateau continental philippin.

1999

• Les Philippines accusent la Malaisie d'avoir construit des installations militaires sur un îlot occupé par Kuala Lumpur mais revendiqué par les Philippines.

Jusqu'à la fin des années 70, aucun pays de la région ne semblait se soucier d'affirmer ses droits sur les centaines d'îlots à peine affleurants et inhabités qui parsèment la mer de Chine méridionale.

L'Asie du Sud-Est n'était pas encore sortie du sous-développement et le Vietnam était sur le point de passer aux mains des communistes, quand, dès 1974, la Chine, profitant de la faiblesse du Vietnam du Sud, s'empara de l'archipel des Paracel. Depuis cette date, la progression de la République populaire de Chine en mer de Chine méridionale ne s'est jamais interrompue.

Sept pays se disputent à des titres divers la souveraineté sur les 190 îlots de l'archipel des Spratleys, en mer de Chine méridionale. Mais, seuls la Chine et Taïwan – qui, en la matière se trouve d'accord avec Pékin – ainsi que le Vietnam, revendiquent la totalité des territoires situés en mer de Chine méridionale. La Chine appuie ses revendications sur la présence ancienne de pêcheurs chinois et, pour étayer ses revendications, la marine chinoise repêche parfois dans la zone, qui constitue depuis toujours le seul point de passage des navires marchands entre l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Nord-Est, un vestige antique, signe de la présence chinoise.

En 1992, l'Assemblée populaire nationale de Chine a officiellement incorporé l'ensemble de la mer de Chine méridionale au territoire national. Depuis 1993, l'une des missions de la marine chinoise est de reconquérir et de protéger les droits de la Chine dans « l'océan du Sud »



■ Plusieurs pays, étrangers à la zone, et sans revendications en mer de Chine méridionale, y ont des intérêts majeurs à défendre.

(nan yang). Les cartes chinoises s'étendent désormais jusqu'à l'extrême limite des eaux territoriales indonésiennes, au large de l'archipel des Natunas dont les ressources en gaz naturel sont exploitées par l'Indonésie.

Les ressources potentielles en gaz naturel et en hydrocarbure expliquent en partie l'intérêt manifesté par nombre de pays de la région pour la mer de Chine méridionale depuis la fin des années 70. Mais, si Pékin est loin d'être indifférent à ces ressources, dont la certitude n'est d'ailleurs pas acquise, ses motivations principales semblent se situer à un autre niveau.

Pour la RPC, la mer de Chine méridionale fait partie de ces territoires dont la Chine a été spoliée par les puissances étrangères au cours des âges. Après avoir récupéré les anciennes colonies britannique et portugaise de Hong-Kong et de Macao, la Chine, après s'être lancée à la reconquête pacifique ou non de Taïwan, affirmerait sa souveraineté sur l'ensemble de la mer de Chine méridionale, ce qui parachèverait la mission de réunification du territoire national que les autorités actuelles se sont fixée. Et cela permettrait surtout à Pékin de s'imposer comme la seule véritable grande puissance en Asie.

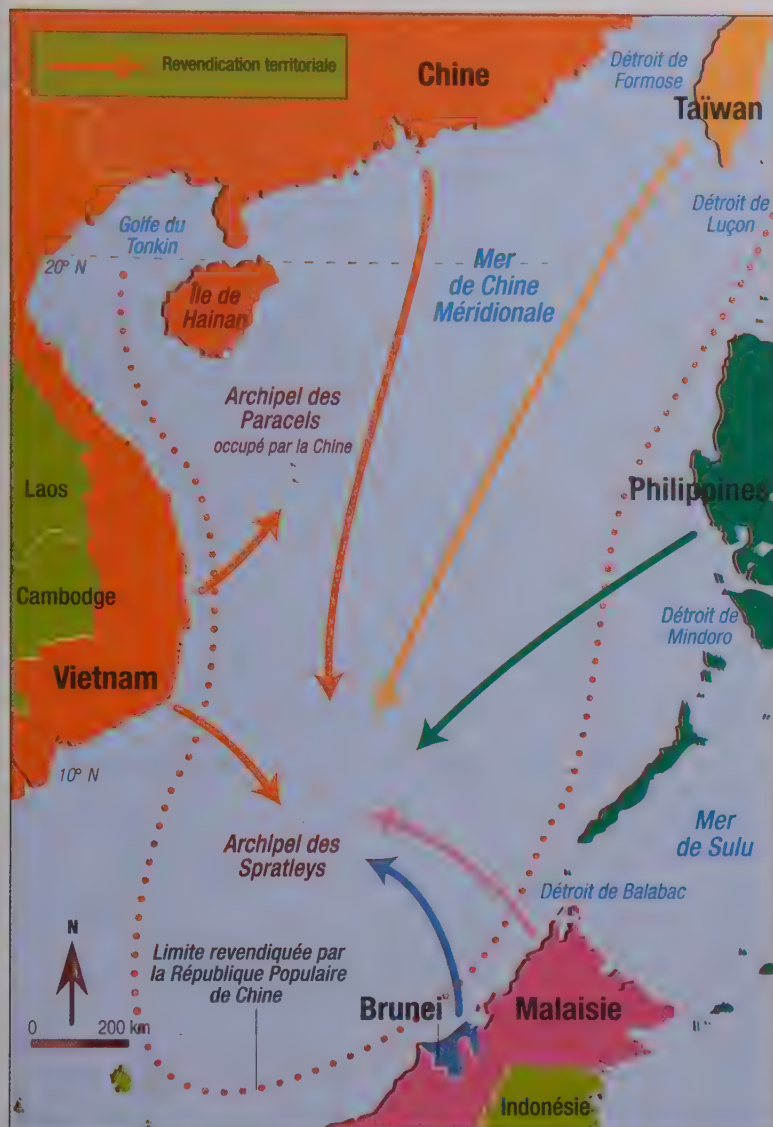
En contrôlant la mer de Chine méridionale, Pékin contrôlerait en effet l'ensemble des voies de navigation qui la traversent, et qui sont vitales pour l'économie du Japon, de la Corée, de Taïwan et des pays d'Asie du Sud-Est. 80 % des ressources énergétiques importées par le Japon transitent, par exemple, par la mer de Chine méridionale.

L'essentiel du trafic marchand d'une région qui dépend énormément des exportations transite également par cette zone.

La tactique chinoise, pour atteindre cet objectif, est celle du grignotage, adaptée à ses moyens encore limités, mais qui lui permet de poursuivre son avance sans jamais reculer. L'affirmation de la présence chinoise s'accomplit d'ailleurs de diverses manières, par l'envoi de « pêcheurs » dans les zones contestées, par l'organisation d'actes de piraterie qui déstabilisent la sécurité du trafic maritime, par l'arraisonnement de navires étrangers accusés de contrebande.

La Chine n'a pas les moyens d'engager une véritable bataille pour la possession immédiate de l'ensemble de la zone, ses moyens de projection maritime sont en effet encore très limités. Par ailleurs, Pékin veut absolument éviter une éventuelle implication américaine, qui réduirait ses chances à néant. Jusqu'à présent, le niveau des conflits s'est toujours limité à de simples escarmouches, ni la marine vietnamienne ni la marine philippine ne disposant des capacités de s'opposer aux forces chinoises.

Mais l'affirmation des ambitions chinoises dans la région a contribué à ressouder les pays de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est asiatique) qui ont adopté à plusieurs reprises, en dépit de leurs propres différends, des positions communes pour dénoncer les avancées chinoises et demander que la question ne soit pas résolue par la force. Pour la première fois, la RPC, qui a toujours cherché à privilégier les négociations bilatérales, s'est retrouvée



COMPARAISON DES FORCES MARITIMES

PAYS	DESTROYERS	FREGATES	SOUS-MARINS	AUTRES BÂTIMENTS	TROUPES DE MARINE
République populaire de Chine	18	36	61	1 100	5 000
Taiwan	18	18	4	157	30 000
Vietnam		7		100	30 000
Indonésie		17	2	113	12 000
Malaisie		4		50	
Philippines		1		83	
Brunei				15	

face à un front uni dont elle devait tenir compte. Mais la grave crise économique que l'Asie du Sud-Est a traversé, à partir de l'été 1997, pourrait contribuer à affaiblir à nouveau les positions des pays de la région.

Directement soumises aux offensives chinoises depuis 1995, les Philippines, après avoir voulu fermer les bases américaines sur leur territoire à la suite de la chute du président Marcos, sont à nouveau désireuses de compenser leur faiblesse militaire en renforçant leurs liens de sécurité avec les États-Unis, par la réactualisation du traité de Défense mutuelle de 1951.

Les risques d'internationalisation du conflit ne sont donc pas négligeables. La capacité d'engagement des États-Unis et leur présence à long terme dans la région

se mesurera à l'aune de leur capacité à défendre la liberté de circulation en mer. En ce sens, ils ne peuvent accepter que la RPC puisse imposer son contrôle sur un aussi vaste espace maritime, en violation de toutes les règles de droit international. Si le conflit prenait de l'ampleur, les risques d'intervention de la VII^e flotte ne sont donc pas négligeables, ainsi que ceux d'une escalade du conflit entre les États-Unis et la République populaire de Chine.

Le Japon est le deuxième grand pays extérieur à la zone qui y possède des intérêts primordiaux bien qu'indirects. Pour les stratèges japonais, les menaces qui pèsent sur la liberté de circulation sont d'ores et déjà considérées comme majeures. Ainsi, par exemple, les navires japonais transportant les stocks de déchets radioactifs retraités en France ne transitent jamais par la mer de Chine méridionale, considérée comme « zone à risque ». Mais les forces d'auto-défense japonaises ne possèdent aucun moyen de projection de force qui leur permette d'envisager une action militaire d'envergure en mer de Chine méridionale, quand bien même la volonté politique d'intervenir existerait. Là encore, seule la présence américaine peut jouer un rôle dissuasif.

La mer de Chine méridionale constitue donc l'une des zones les plus volatiles du globe, où des conflits qui restent pour le moment de faible intensité pourraient entraîner une escalade à laquelle les puissances majeures de la région, États-Unis en tête, ne pourraient rester indifférentes. ●

■ La pêche occupe une place importante dans l'île, comme dans beaucoup d'autres.



Asie

Iles Kouriles

CHRONOLOGIE

1775

• Accord entre l'empereur de Russie et l'empereur du Japon, la Russie accepte d'échanger l'archipel des Kouriles contre l'île de Sakhaline.

1905

• 1^{re} guerre russo-japonaise.

1905

• Restitution du sud de l'île de Sakhaline au Japon.

1945

• Accords secrets de Yalta qui garantissent à l'URSS le droit d'occupation des îles kouriles.

1945

• Entrée en guerre de la Russie dans le Pacifique. Les îles Kouriles sont occupées par l'Armée rouge.

1951

• Traité de paix de San Francisco. Le Japon renonce à toute prétention sur Sakhaline mais pas sur les Kouriles. La Russie refuse de signer le traité de paix.

1972

• Les États-Unis acceptent de rendre Okinawa.

1992

• Moscou et Tokyo acceptent de publier un document sur l'Histoire des problèmes territoriaux entre la Russie et le Japon.

1997

• Le premier ministre Hashimoto propose de distinguer la question de l'aide au développement à la Russie de celle des îles Kouriles.

1998

• 2^e rencontre informelle entre le premier ministre japonais et Boris Eltsine à Kanawa, au Japon.

Depuis 1945, à cause du statut de Habomai, Shikotan, Kunashiri et Etorofu (Iturup en Russe), quatre îles situées au nord d'Hokkaidô, le Japon et la Russie, n'ayant pas signé de traité de paix, sont techniquement toujours en guerre.

Au XVIII^e siècle, la Russie avait accepté d'abandonner toute revendication de souveraineté sur les îles Kouriles en échange de la reconnaissance de sa propre souveraineté sur l'île de Sakhaline. Mais, en 1945, à la suite de la défaite du Japon dans la guerre du Pacifique, l'URSS put, avec l'accord des États-Unis, s'emparer des îles Kouriles que la Russie de Boris Eltsine occupe toujours.

Une question taboue. Après la mort de Staline en 1953, si Nikita Khrouchtchev avait, un temps, semblé prêt à une certaine ouverture au moins sur deux des îles les plus méridionales de l'archipel, Brejnev, en revanche, refusa toujours d'aborder la question. Pourtant, depuis la fin de la guerre froide, les occasions de résoudre ce conflit se sont maintes fois présentées. Avec la fin de l'URSS et l'arrivée au pouvoir de Boris Eltsine, le Japon crût un moment que la question des Kouriles pourrait évoluer rapidement. La Russie, appauvrie, cherchait à s'ancrer à l'Est, auprès d'une zone Asie-Pacifique en plein développement, dont le Japon constituait le leader incontesté puisqu'il était le seul à avoir les moyens de financer le développement des infrastructures indispensables au décollage écono-

mique de la Russie. C'est dans toute la zone d'Extrême-Orient russe, abandonnée du Centre, que les attentes étaient les plus fortes. Le Japon, riche en capitaux mais très pauvre en énergie et en matières premières, se situe aux portes de cette zone particulièrement riche dans ces deux domaines. Un certain nombre de projets ont déjà vu le jour, en particulier pour l'exploitation du pétrole de Sakhaline, et de nombreux liens ont également été tissés à un niveau plus modeste.

Le Japon en tête. Le Japon est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la région, et la principale ressource des îles Kouriles vient des ventes de poisson à l'archipel. L'immense majorité des habitants des îles Kouriles déclarent d'ailleurs, à chaque sondage sur la question, qu'ils souhaiteraient être rattachés au Japon qui leur donne un soutien économique que Moscou n'a pas les moyens de fournir.

Toutefois, si le Centre n'a pas les moyens « d'entretenir les Kouriles », le contrôle de l'archipel, qui ferme la mer d'Okhotsk, n'est pas négligeable

stratégiquement pour la Russie de l'après guerre froide. C'est en effet dans la mer d'Okhotsk, à Vladivostok, seul port libre dont dispose encore la Russie après l'éclatement de l'URSS, qu'est basée toute la flotte russe, y compris celle des sous-marins nucléaires, qui constitue l'un des derniers éléments relativement fiable de la force de dissuasion russe. Mais les revendications japonaises, qui ne portent aujourd'hui que sur quatre îles d'un archipel qui en compte plus de trente, n'est pas de nature à bouleverser cet équilibre. Les prochains scénarios de crise dans la région pourraient voir le Japon et la Russie alliés face à une troisième puissance.

Tentatives pour un traité de paix.

Le Japon a également fait preuve d'une certaine ouverture sur la question des îles Kouriles, appelées officiellement dans l'archipel « territoire du Nord ». La question du statut d'Etorofu, la plus grande et la plus habitée des îles de l'archipel pourrait ainsi être laissée de côté. Le gouvernement japonais a également proposé de prendre en charge le

■ Boris Eltsine et le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto à Kaasnyark.





■ Les îles d'Hokkaidô et des Kouriles.



développement des îles, moyennant une reconnaissance formelle de la souveraineté de Tokyo, qui n'entraînerait toutefois pas de modification administrative avant une longue « période de transition ». Alors que le gouvernement japonais refusait d'augmenter son aide économique à la Russie et d'encourager les investissements japonais tant que la question territoriale ne serait pas résolue, depuis 1993, Tokyo se montre plus ouvert et a proposé de découpler le développement des relations économiques de la question territoriale. En 1997, le président Boris Eltsine a suscité de nouveaux espoirs en déclarant que le Japon et la Russie feraient tout leur possible pour qu'un traité de paix puisse être signé « avant l'an 2000 », année des prochaines élections présidentielles en Russie.

Enjeux. Mais, en dépit de ces signes de bonne volonté de part et d'autre, il est peu probable que la question des îles Kouriles puisse être si rapidement résolue. Les enjeux se situent en effet bien au-delà de la simple querelle diplomatique car ils touchent à de très délicats équilibres internes que ni un président russe affaibli par la maladie et les revers économiques ni un premier ministre japonais sans grand pouvoir ne peuvent bouleverser si facilement.

Quelques mois après sa prise de pouvoir, Boris Eltsine aurait sans doute pu se permettre de résoudre les questions territoriales mais, très vite, la montée en puissance de la réaction nationaliste au sein du parlement russe (la Douma) lui a interdit toute initiative en ce domaine. La question territoriale est devenue un enjeu de politique interne entre les partisans des réformes, souvent plus

favorables au riche Japon, et les nationalistes les plus intransigeants, plus proches de la République populaire de Chine que d'un Japon allié de l'ancien ennemi américain. Pour ce dernier courant, il serait « anti-constitutionnel » de « brader les terres nourries du sang des soldats russes ». Et peu importe que, contrairement à la situation qui prévalait en Allemagne sur le front occidental, les soldats russes n'aient pas eu à verser une goutte de sang pour s'emparer des îles Kouriles.

Mais, au Japon aussi les souvenirs de la guerre restent alimentés par les éléments les plus nationalistes, qui ont toujours fait pression sur les gouvernements successifs pour que

la question territoriale des îles Kouriles ainsi que les 600 000 soldats japonais faits prisonniers par l'Armée rouge en 1945 (dont plus de 10 % ont péri dans les camps de Sibérie ne soient pas oubliés).

La question des Kouriles constitue donc bien un conflit d'un autre âge, dont la logique aujourd'hui nous échappe. Elle ne se trouvera sans doute jamais à la source d'un nouveau conflit entre le Japon et la Russie, qui partagent aujourd'hui nombre de valeurs, mais elle ne pourra être résolue que par deux chefs de gouvernement qui disposeront d'un poids suffisant pour avoir le courage de tirer un trait définitif sur le passé.

• UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

Depuis 1945, plus aucun Japonais ne réside dans l'archipel des îles Kouriles, qui se situe dans le prolongement de la grande île japonaise de Hokkaidô. Inhospitaliers, les îlots volcaniques sont battus des vents et généralement couverts de brumes froides. Le sommet le plus élevé est un volcan en activité et les tremblements de terre sont fréquents. En 1995, les effets d'un tremblement de terre particulièrement meurtrier, qui a eu lieu à Sakhaline, se sont fait sentir jusque dans l'archipel des Kouriles et Tokyo a proposé son aide. La principale préoccupation des habitants des Kouriles est aujourd'hui la pêche dont l'industrie est exportée vers le Japon.

Asie

Cachemire

CHRONOLOGIE

15.08.1947

• Indépendance et partition de l'Inde et du Pakistan. Le maharadja Hari Singh, chef hindou du Cachemire musulman, choisit d'intégrer l'Union indienne.

02.11.1947

• L'armée pakistanaise entre au Cachemire.

01.01.1949

• Cessez-le-feu au Cachemire et fin de la première guerre indo-pakistanaise. La ligne de cessez-le-feu entérine la division du Cachemire entre l'Azad Kasmir pakistanais au Nord et l'État indien de Jammu et Cachemire au Sud.

25.01.1957

• État de Jammu et Cachemire annexé à l'Union indienne.

05.08-22.09.1965

• Le Pakistan tente de s'emparer du Cachemire, deuxième guerre indo-pakistanaise.

03.07.1972

• Le Pakistan reconnaît la ligne de cessez-le-feu au Cachemire rebaptisée « ligne de contrôle actuel » (*Actual line of Control*).

Janvier 1990

• Administration de l'État de Jammu et Cachemire passe sous autorité directe de la présidence indienne.

06.12.1992

• Démolition de la mosquée de Babur – importantes émeutes entre hindous et musulmans en Inde.

23.02.1994

• Le Parlement indien rejette l'autonomie de l'État de Jammu et Cachemire.

1996

• Gouvernement pro-indien élu au Cachemire.

21.02.1999

• Déclaration de Lahore entre les premiers ministres indien et pakistanais : l'Inde reconnaît « l'importance de la question du Cachemire ».

Mai 1999

• Combats entre des éléments infiltrés au Cachemire soutenus par l'armée pakistanaise et les forces indiennes.

Le Cachemire, peuplé de 5 millions d'habitants très majoritairement musulmans, a déjà été la cause de deux guerres entre l'Inde et le Pakistan, en 1948 puis en 1965.

Depuis cinquante-deux ans, les escarmouches n'ont jamais cessé le long de la ligne qui sépare l'État du Jammu et Cachemire, incorporé à l'Inde, et l'Azad Cachemire pakistanais. Sur des champs de bataille situés à près de 5 000 m d'altitude, dans des conditions difficiles, chaque printemps voient une recrudescence des conflits entre les forces pakistanaïses et indiennes, le long de la ligne de contrôle définie en 1949.

Cause sacrée. En mai 1999, ces combats printaniers ont toutefois atteint une nouvelle intensité. Plusieurs centaines de « combattants de la liberté », soutenus par l'armée pakistanaise, se sont infiltrés au Cachemire indien, et New Delhi a dû avoir recours à d'importants moyens pour tenter de reprendre le territoire occupé. Fragile, le gouvernement pakistanais doit donner des gages aux mouvements islamistes radicaux qui contrôlent de larges portions du pays, le long de la frontière commune avec l'Afghanistan. Pour ces mouvements, le Cachemire est devenu une cause sacrée, une nouvelle guerre sainte qui interdit toute solution de compromis. Le Pakistan craint de voir son influence se réduire encore si la question du Cachemire était résolue. Tous ces éléments militent en faveur d'une poursuite du conflit. L'enjeu de celui-ci dépasse la simple dimension territoriale. Fondé sur l'appartenance religieuse, le Pakistan n'a jamais accepté que le Cachemire choisisse, en

• NAWAZ SHARIF

Nommé premier ministre en 1996, Nawaz Sharif avait suscité l'espoir d'un renouveau de la vie politique pakistanaise. Contrairement à Benazir Bhutto, il n'est pas issu des milieux de grands féodaux, mais appartient à la bourgeoisie urbaine plus éclairée. Très vite, Nawaz Sharif s'est lancé dans une fuite en avant, destinée à lui gagner le soutien des mouvements islamistes radicaux, dont l'influence s'accroît. En 1998, son gouvernement a fait adopter un projet de loi qui fait de la *shari'a* (loi islamique) la loi fondamentale du pays. « Pour servir Allah et rendre le Pakistan invincible », il a fait procéder, au mois de mai 1999, à la suite de l'Inde, à des essais nucléaires. Nawaz Sharif apparaît aujourd'hui comme de plus en plus isolé. Sur la scène intérieure, la sur-enchère islamiste se poursuit et les militaires supportent mal d'être écartés du

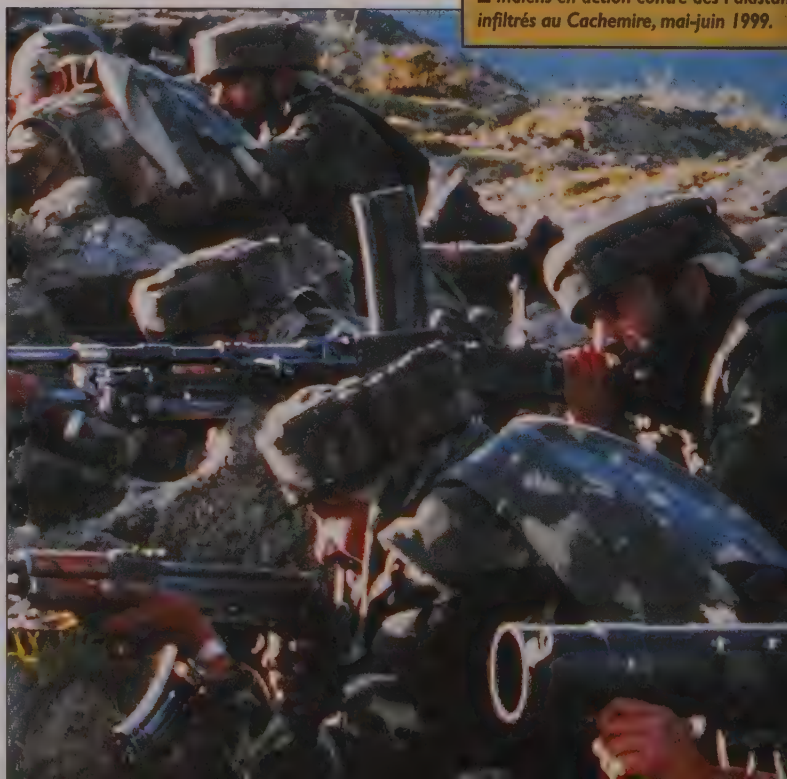


pouvoir. Sur la scène internationale, alors que la survie du Pakistan dépend de l'aide extérieure, il s'aliène le peu de crédit qui lui restait dans le monde occidental, notamment par son soutien sans faille aux talibans en Afghanistan. Ces derniers sont aujourd'hui les seuls à soutenir l'action du Pakistan au Cachemire. Maître d'une nouvelle puissance nucléaire, Sharif semble prisonnier de la stratégie aventuriste dans laquelle il s'est lancé.

1947, d'être rattaché à l'Union indienne. L'Inde, où vivent plus de 120 millions de musulmans, craint la montée des particularismes régionaux et religieux et ne peut accepter d'abandonner le Cachemire, symbole de sa diversité et de sa laïcité. Le conflit du Cachemire a causé, depuis

1947, plusieurs dizaines de milliers de morts, mais il ne pourra sans doute pas être résolu avant que l'Inde et le Pakistan ne se soient vraiment lancés sur la voie d'un véritable développement économique et politique.

■ Indiens en action contre des Pakistanais infiltrés au Cachemire, mai-juin 1999.



Asie

Philippines

CHRONOLOGIE

1969

• Création de la NPA, bras armé du parti communiste philippin.

1973

• Création du NDF, *National Democratic Front*, relais politique de la NPA.

1985-1988

• Sévères purges. Les effectifs de la NPA montent jusqu'à 25 000 hommes.

1988

• Réforme agraire de Cory Aquino.

1989

• Création d'un Conseil national de réconciliation et de développement (sélection des candidats à l'amnistie, aide à leur retour à la vie civile).

Années 80 90

• Conflits internes à la NPA, nombreux succès des forces de sécurité; tensions entre tenants et opposants à la ligne maoïste de Sison. Le déclin du mouvement est entamé.

1992

• Arrivée au pouvoir de Ramos. Politique d'unification et de réconciliation nationale (dialogue et amnistie, force en réponse à la violence).

1994

• Amnistie de 1 000 guérilleros communistes et musulmans, la 1^{re} depuis 1989. Création d'une commission nationale d'amnistie (examen des demandes).

1998

• Joseph « Erap » Estrada arrive au pouvoir.

11.04.1999

• La NPA relâche le major Roberto Bernal après 48 jours de captivité dans la province de Sorsogon.

07.05.1999

• Retour à la loi de 6239 rebelles de la NPA et du MNLF. La plupart rendent les armes.

Fin des années 90

• La NPA est réduite à quelque 6 000 hommes.

En mars 1999, la NPA (New People's Army) fête ses trente ans de guérilla contre le gouvernement philippin.

En même temps, le FMI salue l'excellent comportement des Philippines dans la tourmente de la crise asiatique, et place ce pays parmi les meilleurs et les plus prometteurs en Asie, en termes de croissance économique, mais aussi de stabilité politique.

Dans ce pays morcelé (douze langues – dont l'anglais, la langue des échanges – 7 100 îles – dont seulement 900 habitées – 95 % de la population sur une dizaine d'îles sans réseau de communication suffisant), les mouvements de rébellion ont prospéré sur le lit des discriminations socio-économiques.

Au triptyque de la violence politique (rébellions militaire, musulmane et communiste) correspondait celui des inégalités : des officiers frustrés dans leur avancement et leur rémunération face à une hiérarchie corrompue ; un Sud-philippin déployant complexe obsidional et sentiment de discrimination socio-économique ; un monde agricole régi par un système injuste d'exploitation de la terre. Mais, depuis le début des années 90, les politiques de main tendue et de développements économique et social, la lassitude des combattants et l'éclosion de multiples querelles idéologiques tendent à résorber les accès de violence liés aux insurrections militaires et musulmanes, et participent ainsi à la stabilisation politique et économique du pays.

Vers le grand banditisme. Son fonds de commerce, les inégalités agraires, explique la rémanence du mouvement et l'intérêt sans cesse renouvelé des autorités à traiter

cette rébellion. Là où l'agriculture emploie un travailleur sur deux, la masse paysanne constitue, en effet, le balancier par excellence sur lequel se jouent les luttes politiques. Dans ce cadre, l'arrivée de Joseph « Erap » Estrada au pouvoir, au cours de l'été 1999, modifie les cartes. Longtemps, la NPA fonctionna et bâtit son aura et ses succès sur sa stratégie « Robin des Bois ».

À la fin des années 80, l'abandon de cette tactique et d'innombrables dissensions limitent l'efficacité et l'emprise de la NPA. À son grand dam, dix ans plus tard, Estrada arrive au pouvoir sur un slogan clé et envié (*Erap para sa mahirap*, « Erap est pour les pauvres »). La poursuite de la politique de dialogue et de main tendue fragilise chaque jour un mouvement de plus qui, sous la pression des amnisties, se délite.

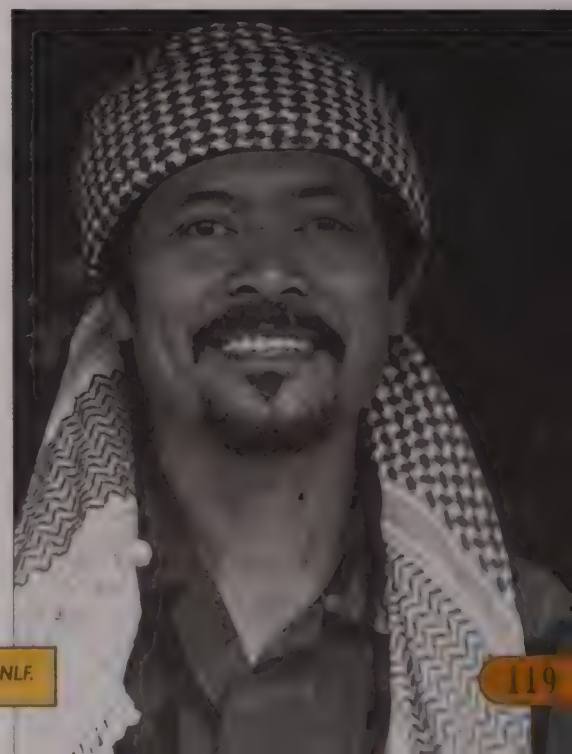
Tous ces éléments expliquent et favorisent un tournant des militants vers le grand banditisme, plus lucratif à court et moyen terme. Enfin, dans cette réduction, lente mais progressive, des foyers de contestation armée par les forces gouvernementales, la concurrence, notamment médiatique, de la rébellion musulmane s'avère cruelle. Seuls quelques coups de main sporadiques semblent encore assurer à la NPA une certaine présence nationale et internationale. C'est probablement là l'un des seuls fruits de l'enlèvement récent de trois militaires – dont un général –, relâchés au printemps 1999 face à la fermeté du gouvernement.

Bilan. Aujourd'hui, et malgré une période de gloire et d'espérance, le bilan de la rébellion communiste n'est guère reluisant : les effectifs ont fondu de trois-quarts ces dix dernières années. La survie est également difficile

■ U.S. Navy cruiser USS Philippine.



car, bien que les impôts révolutionnaires complètent les subsides caritatifs qui viennent notamment d'Australie, de Nouvelle-Zélande ou des États-Unis, la lutte avec Manille a coûté la vie à 40 000 personnes, sans pour autant atteindre les objectifs de la NPA. Le seul espoir réside dans l'immobilisme de l'administration Estrada pour ce qui est des mesures concrètes de la lutte contre la pauvreté. Encore cela ne fait-il que soutenir un semblant d'existence et d'unité – par un discours revendicatif des leaders en exil aux Pays-Bas –, sans véritablement cacher la nature des combattants, qui relève désormais plus du banditisme et de la petite et grande criminalité que du monde des visionnaires politico-militaires. ●



■ Nur Misuari, leader MNLF.

Asie

Bangladesh

CHRONOLOGIE

1973

• Création du Shanti Bahini, bras armé de la cause chakma.

À partir de 1986

• 60 000 réfugiés dans les États indiens voisins (Mizoram et Tripura).

Novembre 1992

• Cessez-le-feu reconductible tous les 3 mois.

Mai 1993

• Accord de rapatriement des réfugiés signé avec l'Inde.

Décembre 1997

• Accord Shanti Bahini/gouvernement de l'Awami League.

Depuis mai 1998

• Violences sporadiques entre Bengalis et Chakmas.

3 000 armes légères pour retrouver une souveraineté chakma...

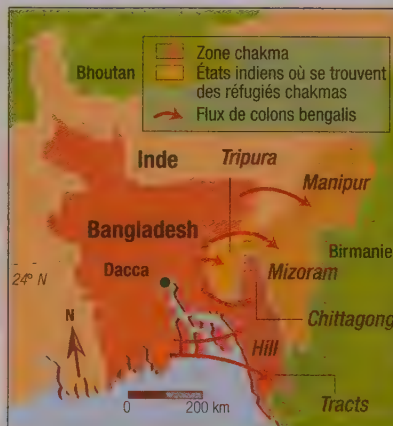
Durant plus de vingt-cinq ans, dans ce pays surpeuplé où plus de cinquante tribus coexistent, avec une population à 85 % bengalie, des insurrections répondent à l'implantation forcée de paysans bengalis dans les CHT (Chittagong Hill Tracts). Parmi elles, le Shanti Bahini (« paix par les armes ») défend la cause de la tribu bouddhiste des Chakmas.

La tribu chakma au centre du conflit. Le JSS-SB (Jana Sanghati Samity-Shanti Bahini) ne se lance dans la lutte armée qu'à partir de 1976. En 1979, le parlement de Dhaka déclare la région zone de conflits (CHT : Excluded Area Bill). Les opérations rebelles s'intensifient. La survie de la tribu chakma est désormais devenue un véritable enjeu de ce conflit.

Ses terres, sa spécificité linguistique (dialecte tibéto-birman) et religieuse (bouddhistes dans un pays musulman), l'ancienneté de son

organisation politique souveraine expliquent la focalisation du gouvernement sur le JSS-SB. Une quasi « purification tribale » est entamée : stricte censure des activités chakmas, bannissement des étrangers et des journalistes, massacres et exactions conjointes armée/colons, en 1985-86. La vigueur de la résistance (multiplication des attaques contre les forces de l'ordre, exactions contre les villages bengalis), son repli dans le Tripura et le Mizoram indiens où les camps lui servent de sanctuaire humanitaire et de vivier de combattants, conduisent les deux parties à reconnaître l'impasse militaire.

Après un cessez-le-feu en 1992, reconductible tous les trois mois, un processus de paix est mis en œuvre en 1997 (accord JSS-SB/Awami League, parti au pouvoir). Au programme : large autonomie des régions des minorités, retrait de l'armée, départ des colons musulmans, rapatriement des réfugiés, restitution des terres. La cause ne semble pas éteinte pour autant, faute de sécurité, de conditions socio-économiques viables, et d'adhésion des colons. La reprise de violences sporadiques, depuis plus d'un an, entre Chakmas et Bengalis, pourrait conduire à la reprise d'une lutte qui a déjà fait 15 000 morts chez les colons et « bouté » hors de ses terres plus d'un quart de la population chakma (5 000 morts, 60 000 réfugiés en Inde).



• MATURATION D'UNE DISSIDENCE TRANSFRONTALIÈRE

Pendant plus de quatre siècles, des chefs chakmas gouvernent, dans une sorte de confédération, la région des CHT, aux confins de l'Inde. Le Pakistan, puis le Bangladesh, mettent fin à cette souveraineté (1947, 1971).

Ce n'est que deux ans plus tard que l'organisation politique indépendantiste PC-JSS se dote d'une branche armée, le Shanti Bahini. Pour but, comme dans le Nord-Est de l'Inde, l'autonomie des CHT et le retrait des colons bengalis musulmans. Depuis le début des années 80, d'ailleurs, la lutte contre les colons bengalis au Tripura indien trouve un certain appui auprès du JSS-SB, qui accueille les combattants de la TNV, défendant la cause séparatiste tripuri (ils en sont à peu près le seul soutien extérieur).

Née pour une bonne part de « l'immigration bengalie » (les CHT sont désormais peuplées à plus de 60 % par des Bengalis musulmans), la rébellion JSS-SB engendre elle aussi d'importantes migrations. À partir de 1986, 60 000 tri-

baux fuient les combats. En majorité chakmas, ils vont surtout vers le Tripura, les autres, vers le Mizoram. Les différents rapatriements tentés depuis ne remportent guère de succès, faute de sécurité et de moyens de subsistance. De plus, ces réfugiés Chakmas avaient déjà de nombreux cousins installés en Inde depuis les années 60 (surtout en Arunachal Pradesh). Il faut toutefois attendre la fin des années 80 pour qu'apparaisse une coalition transfrontalière des insurrections tribales. Des Chakmas des CHT et du Mizoram indiens auraient alors rejoint onze autres tribus montagnardes du Mizoram, des CHT bangladaises et des Arakan Hills birmanes au sein de la HTLO (Hill Tribal Liberation Organization).

Leur objectif, à l'instar du JSS-SB, est de libérer leurs zones de la pression démographique bengali et birmane, puis de les unifier dans un État indépendant. Pour l'heure, ni JSS-SB ni HTLO, bien que non éteints, ne font vraiment parler d'eux.

■ Enfants esclaves.



Afrique

Djibouti

CHRONOLOGIE

27.06.1977

• Indépendance de Djibouti.

Novembre 1991

• Début de la guerre civile.

Décembre 1994

• Signature des accords de paix avec le FRUD.

Mai 1998

• Ouverture du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

1999

• Élection d'Ismaël Omar Guelleh à la présidence de la république.



La République de Djibouti a longtemps été considérée comme un îlot de stabilité dans la Corne de l'Afrique.

Elle est néanmoins confrontée à un double antagonisme ethnique et clanique qui oppose d'une part les populations afars aux populations somalies, et d'autre part les clans somalis entre eux. Si le premier antagonisme est historique, le second est beaucoup plus récent.

Opposition Afars/Somalis. Une fraction des Somalis, les Issas mamassans, se sont emparés d'une grande partie des rouages politiques et financiers du pays, suscitant l'animosité des autres clans Issas et provo-

quant de multiples tensions. À cela s'est ajouté l'essor d'une agitation insurrectionnelle au sein de la minorité afare, engendrant un véritable climat de guerre civile au début de la décennie 90. Les frustrations ressenties par les populations afares sont apparues au grand jour à partir de 1991, avec le déclenchement, dans le Nord du pays, d'un mouvement de lutte armée, le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). Cette rébellion devait prendre fin en 1994, avec la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et le FRUD, ce dernier devenant l'un des quatre partis politiques autorisés par la Constitution. Cependant, la signature de cet accord n'a pas solutionné l'ensemble des problèmes auxquels se trouve confronté Djibouti. L'ensemble des rebelles afars n'a pas déposé les armes, et une partie d'entre eux a poursuivi la lutte jusqu'à ce jour.

L'effort de guerre consenti pour lutter contre le FRUD a ruiné l'économie de Djibouti, aggravant un chômage endémique qui touche une grande partie de la jeunesse locale. Dans ces circonstances, le président Gouled, qui dirigeait le pays depuis l'indépendance, s'est retiré après vingt-deux ans de pouvoir. Il a cédé sa place, le 8 mai 1999, à Ismaël Omar Guelleh, son ancien chef de cabinet, au terme d'un scrutin qui s'est déroulé dans le calme. Mais ce passage de flambeau est contesté par l'opposition, qui dénonce les conditions de l'élection du nouveau chef de l'État. Ils accusent le pouvoir de s'être emparé du contrôle des

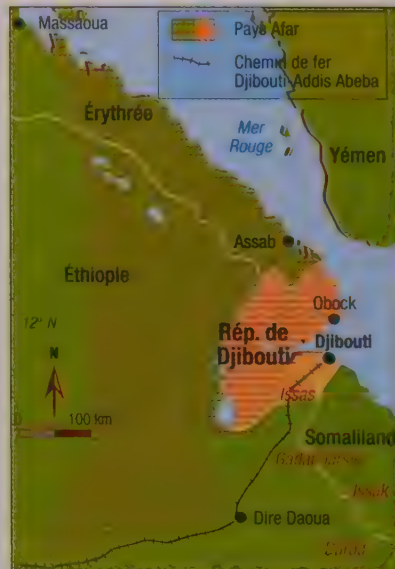
■ Armée française à Djibouti, la présence de près de 3 000 soldats français constitue un facteur de stabilisation.



partis d'opposition en favorisant des scissions en leur sein afin d'installer à leur tête des marionnettes inféodées au régime.

Conflits entre clans Somalis. Dans ce contexte, la principale menace à laquelle doit faire face le nouveau président consiste, non pas en une relance des opérations des rebelles afars, mais plutôt dans des actions menées par les opposants somalis. Ceux-ci, mécontents de son élection, pourraient recourir à la voie des armes pour faire entendre leur mécontentement. Enfin, le président Guelleh va devoir gérer l'épineux dossier de la démobilisation des forces armées et des forces de police, qui pourrait entraîner de nombreuses contestations dans un pays où l'État demeure le principal employeur.

De plus, l'Éthiopie et l'Érythrée, ses deux principaux voisins, sont en guerre. L'Érythrée, qui accuse déjà le



petit État de favoriser Addis-Abeba en acceptant le transit des marchandises (y compris le matériel militaire) à destination de l'Éthiopie, décidait d'apporter son soutien aux rebelles afars et/ou somalis.

• DJIBOUTI

Djibouti est une ville portuaire d'où part la ligne de chemin de fer vers l'Éthiopie. L'essentiel de la population et des infrastructures économiques se trouve concentré dans la capitale et le Sud du pays (région que traverse la voie ferrée). C'est pourquoi la rébellion afare peut maintenir une petite activité dans les zones désertiques du Nord, sans pour autant perturber le fonctionne-

ment du « pays utile ». Tant que les actions des rebelles afars ne s'étendent pas au Sud du pays et dans la capitale, les dirigeants djiboutiens ne sont pas inquiets. Mais, inversement, si des Somalis tentaient des actions de guérilla, ils les mèneraient dans ce « pays utile », et auraient un retentissement beaucoup plus grand, gênant fortement le régime.

• DÉFIS DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Ismaël Omar Guelleh se retrouve devant une situation délicate. En effet, il doit désormais tenir ses promesses électorales et relancer le développement économique du pays, et ce, alors même que les aspirations des populations sont énormes et que la jeunesse est très largement touchée par le chômage. Pour cela, il doit compter avec les exigences des bailleurs de fonds et du Fonds monétaire

international. Il doit aussi parvenir à maintenir les équilibres ethniques et claniques, afin d'éviter que certains groupes somalis ne soient tentés par le recours aux armes pour exprimer leur mécontentement ou leurs revendications. Ce n'est qu'en tenant compte de ces deux problèmes fondamentaux qu'il parviendra à maintenir une réelle stabilité dans le pays, nécessaire à son développement.

Afrique

Liberia

CHRONOLOGIE

12.04.1980

• Arrivée au pouvoir du sergent Samuel Doe.

Octobre 1985

• La loi civile est rétablie avec les élections.

Janvier 1986

• Nouvelle Constitution. Doe reste au pouvoir.

Fin décembre 1989

• Début de l'insurrection du NPLF de Charles Taylor.

Été 1990

• Déploiement de l'Ecomog – Repli du NPLF.

Fin août 1990 – automne 1996

• Multiplication des factions – Balkanisation du pays – Drames humanitaires – L'accord d'Abuja II, le 17 août 1996, amorce le retour vers la paix.

Septembre 1990

• Le gouvernement constitutionnel prend fin à la mort de Samuel Doe, assassiné par les forces rebelles – Guerre civile – Établissement de la force africaine occidentale du maintien de la paix.

Août 1995

• Traité de paix rompu à Abuja, Nigeria, par les 16 membres de la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest. Ils établissent un Conseil d'État intérimaire.

16.04.1996

• Cessez-le-feu, des luttes sporadiques continuent, les leaders américains et africains remettent sur pied le processus de paix pour empêcher le retour de la guerre civile.

19.07.1997

• Élection présidentielle – Victoire de Charles Taylor – Relative stabilisation de la situation.

De la fin de l'année 1989 à 1997, le Liberia a été le théâtre d'un conflit qui a fait plus de 150 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés.

La conquête du pouvoir a été au cœur des stratégies mises en œuvres par les différents seigneurs de guerre, fronts armés, groupes ethniques, États et multinationales qui se sont affrontés sur ce théâtre, quitte à déborder régulièrement sur les pays voisins, et plus particulièrement en Sierra Leone (voir Chap. Sierra Leone).

Samuel Doe. Dominé depuis l'indépendance par les élites côtières américano-libériennes – descendants des anciens esclaves libérés ayant fondé le pays en 1847 –, le pouvoir est revenu, à partir de 1980, à la suite d'un coup d'État sanglant, à Samuel Doe, sous-officier de l'armée, dont la politique, tout au long de la décennie 80, allait être de privilégier son ethnie, les Krahns, au détriment des autres groupes ethniques.

Sa mauvaise gestion du pays, son autoritarisme, son incapacité à évoluer vers la démocratie allaient provoquer l'apparition, en décembre 1989, dans le Nord-Est du pays, d'un mouvement de lutte armé, le NPLF (*National Patriotic Front of Liberia*), dirigé par Charles Taylor et recrutant principalement parmi les ethnies Gyo et Mano.

Le mouvement rebelle conquiert rapidement la majeure partie du pays et est à deux doigts de s'emparer de Monrovia, la capitale, en août 1990.

Une force africaine. Mais le Nigeria, très hostile à Taylor, obtient des pays d'Afrique de l'Ouest le déploiement d'une force africaine de maintien de la paix, l'Ecomog, com-

posée essentiellement de soldats nigériens. Ceux-ci bloquent la progression des combattants du NPLF à Monrovia et les repoussent à l'intérieur du pays. Dès lors, la guerre va se prolonger pendant sept ans, se régionaliser (un clivage ne tardant pas à s'instaurer entre pays ouest-africains anglophones et francophones, ces derniers, à l'exception de la Guinée, soutenant Taylor) et se complexifier sur le terrain.

Près d'une dizaine de factions armées, ou milices (ULIMO, AFL, LPC, LDF...), vont apparaître au gré de scissions, ou à l'instigation de certains États (cas de l'ULIMO créé par le Nigeria). Le conflit initial (lutte du NPLF contre le gouvernement) va céder la place à une situation anarchique, une guerre de prédation dans laquelle une multitude de seigneurs de guerre, à la tête de bandes armées, vont s'entre-déchirer et semer la terreur dans tout le pays, ravageant l'économie, détruisant toutes les infrastructures, et massacrant à tour de bras.

Pour les chefs de factions, l'objectif ne va plus être de s'emparer du pouvoir, mais de faire en sorte de prolonger le chaos en cours pour profiter de la guerre et des opportunités qu'elle offre en matière de pillages, de trafics, de détournements de l'aide humanitaire, d'exactions contre les populations, de constitution de fiefs échappant au

contrôle d'un État central qui n'existe plus.

Lassitude. Au terme de six années de massacres ponctuées par une quinzaine d'accords de paix, généralement violés aussitôt signés, un sentiment de lassitude va gagner l'ensemble des acteurs. Une baisse signi-

• L'ECOMOG

L'Ecomog (*Ecomog Monitoring Group*) constitue le bras armé de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique occidentale). Cette force a été créée au printemps 1990, à l'instigation du Nigeria, pour être déployée à Monrovia, dans le but officiel de ramener la paix au Libéria, mais surtout d'empêcher une victoire de Taylor.

Du fait de son hostilité envers le NPLF et du poids du Nigeria en son sein (monopole du commandement, fourniture de l'essentiel des troupes), la force de maintien de la paix africaine va être reléguée au simple rang de faction armée, participant aux combats et subissant d'importantes pertes. Elle retrouve son rôle d'interposition en 1997, grâce au déploiement de plusieurs contingents francophones censés contrebalancer l'omnipotence nigérienne. L'Ecomog joue alors un rôle positif dans les opérations de sortie de crise (démobilisation des combattants, récupération de l'armement, retour des réfugiés, organisation d'élections).

• CHARLES GHANKAY TAYLOR (N. 29 JANVIER 1948)

Descendant d'esclaves américains et d'origine gyo, une ethnie libérienne, il étudie l'économie aux États-Unis, puis occupe un poste de haut-fonctionnaire au Liberia, sous le régime de Samuel Doe, avant de s'enfuir rapidement aux États-Unis.

En novembre 1985, il tente de faire chuter le régime de Doe, sous les ordres du général Quiwonkpa. Cet échec le renvoie sur la route de l'exil. Il voyage essentiellement en Afrique occidentale et tisse de nombreux liens qui lui permettent de prendre la tête de l'opposition au régime de Doe. Il crée ainsi le Front national

patriotique du Liberia (NPLF) qu'il dirige d'une main de maître.

C'est lui qui lance l'insurrection contre le régime en place ; il contrôle une grande partie du pays sans toutefois pouvoir conquérir le pouvoir définitivement. Il doit alors affronter l'Ecomog, force soutenue par des pays africains voisins, qui veulent éviter une intervention de l'ONU.

Il réussit à s'imposer au Liberia en remportant, par une écrasante majorité, l'élection présidentielle le 19 juillet 1997. Actuellement, il est toujours Président du Liberia.





■ Soldats nigériens de l'Ecomog, mis en place pour tenter de maintenir la paix contre les attaques de Charles Taylor, dirigeant du NPLF, jusqu'en juillet 1997, où il fut élu président.

ficative des combats devient perceptible à partir de septembre 1996, ce qui va permettre d'organiser – dans des conditions relativement acceptables vu l'état du pays – des élections qui aboutiront à la victoire de Taylor, en juillet 1997. Mais la transformation du chef de guerre

en chef d'État s'avère délicate. L'après-guerre a été ponctuée de poussées de fièvre, parfois sanglantes, entre le nouveau régime et ses anciens adversaires, alors que la situation à l'échelle régionale est loin d'être stabilisée.

La guerre qui se poursuit en Sierra

Leone donne l'occasion à plusieurs anciens belligérants du conflit libérien de continuer à régler leurs comptes. En dépit d'une nette diminution du niveau de violence au Liberia depuis fin 1996, il est à craindre que la partie n'y soit pas encore totalement achevée. Une rechute ne peut être exclue. À la fin de la guerre civile et après l'élection de Charles Taylor à la présidence du Liberia, le pays n'était pas devenu stable pour autant.

Le gouvernement en place a dû faire face à des factions rebelles, probablement soutenues par des pays limitrophes. L'Ecomog, par exemple, tient toujours les points stratégiques de la capitale, Monrovia.

Ainsi, le Liberia ne connaît pas encore la paix, d'autant plus que des heurts sanglants ont éclaté en 1999 à la frontière de la Guinée et du Liberia. Ce dernier accuse des rebelles basés en Guinée d'avoir attaqué le pays en avril et en août ; la Guinée, quant à elle, a dénoncé

des attaques du Liberia. Cette région africaine est déstabilisée depuis longtemps, en proie à de multiples conflits inter-étatiques (cf. le rôle du Liberia dans le conflit en Sierra Leone) et guerres inter-ethniques.

Le 16 septembre 1999, huit chefs d'États ouest-africains se sont réunis au Nigeria afin d'entamer des pourparlers visant à mettre un terme à ces attaques frontalières. Charles Taylor espère que cette conférence amènera la paix dans la région : « C'est dans l'intérêt de tous nos frères de la sous-région de coexister pacifiquement, afin d'assurer le développement à nos populations. Nous n'avons plus le choix. » On parle, néanmoins, de mettre en place un mécanisme de maintien de la paix.

Il semble ainsi difficile de conclure que la paix au Liberia soit réellement assurée. Le pays devra, en outre, affronter son passé et ses victimes, et envisager une reconstruction indispensable à son développement.

• BILAN DE LA GUERRE CIVILE

La guerre civile au Liberia a engendré une véritable catastrophe tant sur le plan humain qu'économique.

Il est évident que le bilan humain est plus dramatique, mais la dégradation de la situation économique du pays, qui bénéficiait pourtant d'un potentiel conséquent, aura aussi des répercussions désastreuses sur le plan humanitaire. On peut dénombrer de 150 000 à 200 000 morts au cours des sept années de guerre civile ; rien qu'entre décembre 1989 et août 1990, il y eut 15 000 victimes.

Les réfugiés représenteraient une population de 550 000 personnes, certains avancent même le chiffre d'un million, et 700 000 indivi-

us auraient été déplacés. Le Liberia compte actuellement 3 millions d'habitants.

Outre les massacres, le pays connut les atrocités qui accompagnent systématiquement une guerre civile : travaux forcés, abus sexuels, pillages ou destructions de villages.

S'y ajoute un désastreux bilan économique. Tout, au Liberia, est à reconstruire : une grande partie du pays a été dévastée – en proie à des factions rivales, zone de non-droit – ainsi que les infrastructures modernes, qu'elles soient économiques ou sociales (le taux de scolarisation serait d'à peine 25 %), la monnaie s'est effondrée, la dette extérieure aggravée (elle atteindrait 2 milliards de \$).



Afrique

Algérie

CHRONOLOGIE

5.07.1830

• Prise d'Alger par les troupes françaises.

8.05.1945

• Violente répression dans le Constantinois à Sétif et Guelma. 103 morts parmi les Européens, plusieurs milliers parmi les Algériens musulmans.

01.11.1954

• Début de la guerre d'Algérie et proclamation du Front de libération nationale (FLN).

01.07.1962

• L'accession de l'Algérie à l'indépendance est votée par 5 975 581 voix pour le « oui », 16 534 pour le « non ».

Septembre 1963

• Instauration du régime de parti unique, le FLN.

1971

• Nationalisation des oléoducs, du gaz naturel et de 51 % des avoirs des sociétés pétrolières françaises (Elf et CFP).

Octobre 1988

• Émeutes à Alger, le centre commercial est saccagé. Un bilan officiel fait état de 800 morts en six jours. Le président algérien promet des réformes politiques.

1989

• Adoption d'une nouvelle constitution qui ouvre la voie au multipartisme. Légalisation du Front islamique du salut (FIS).

12.06.1990

• Le FIS remporte les élections locales et la majorité des grandes villes.

26.12.1991

• Premier tour des élections législatives. Le FIS remporte 188 sièges, alors que le deuxième parti n'en gagne que 25.

Janvier 1992

• Le président Chadli Bendjedid est contraint à la démission par l'armée, création d'un haut conseil d'État (HCE), annulation des élections législatives. Début de la vague de attentats.

Conquête en 1830, par les troupes françaises, l'Algérie connaît une colonisation de peuplement : de nombreux immigrants s'y installent et la République française y pratique une politique d'assimilation et de développement.

Ce phénomène explique en grande partie qu'à la différence des autres pays du Maghreb, la décolonisation ait été particulièrement violente en Algérie.

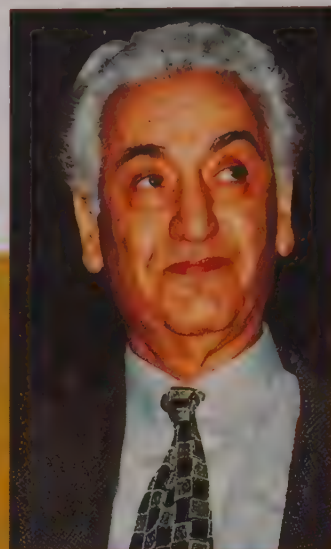
La guerre d'indépendance, 1954-1962, suscita même une vague de réprobation quasi mondiale à l'encontre de la France. Cette période douloureuse favorisa la constitution d'un fort sentiment national algérien et posa la lutte armée en principe fondateur, conception qui pèsera lourdement sur l'avenir de l'Algérie.

L'indépendance acquise, le Front de libération nationale (FLN), érigé en parti unique, instaure un régime autoritaire à tendance socialiste qui, malgré l'instabilité politique du pays, entreprit une « révolution agraire », la nationalisation des secteurs minier et pétrolier, ainsi qu'un ambitieux programme scolaire. L'Algérie s'impliqua par ailleurs fortement dans les questions internationales, accueillant même, en 1973, le quatrième sommet des pays non alignés.

Une première rupture s'opère dans le système lorsqu'au mois d'octobre 1988, durant presque une semaine, les symboles de l'État-FLN brûlent au cours de manifestations

• HOCINE AÏT AHMED ET LES FORCES SOCIALISTES

À u printemps 1990, à la veille des premières élections municipales pluralistes de l'Algérie indépendante, toutes les formations politiques démontrent leur force. Sorti de vingt-six ans de clandestinité, un parti, le Front des forces socialistes (FFS), dirigé par Hocine Aït Ahmed, sera à l'origine, les 31 mai, puis le 26 décembre 1990 et le 2 janvier 1992, de gigantesques rassemblements revendiquant démocratie et pluralisme linguistique et clamant ce qui deviendra le leitmotiv-programme de ce parti : « Ni État policier ni République intégriste. » Cet ancrage dans la population vient de loin et est historiquement lié à la personnalité de son leader, Hocine Aït Ahmed. Ce rebelle est l'un des derniers survivants des « fils de la Toussaint », un des neuf hommes qui déclenchèrent la lutte pour l'indépendance, le 1^{er} novembre 1954. Natif de Kabylie, il jouit d'une popularité sans égale. L'homme a été de tous les combats, avant comme après l'indépendance. Arrêté par les Français en 1956, libéré en 1962, au lendemain du cessez-le-feu, élu député à la première Assemblée constituante, opposant au président Ben Bella et au système de parti unique dès 1962, Aït Ahmed se retrouve acculé un an plus tard à une résistance armée en Kabylie, qui sera paradoxalement l'acte fondateur du FFS, dont pourtant tout le combat s'articulera autour de la revendication démocratique et de l'impératif de « paix civile ». Arrêté, condamné à mort et gracié, il est contraint à l'exil. Ce n'est qu'en 1989 que cet opposant de toujours peut rentrer en Algérie. Les retrouvailles seront brèves puisque, dès 1992, il retrouve le chemin d'un semi-exil. Seul à être perçu,



y compris par ses détracteurs, comme ne s'étant jamais sali les mains avec le pouvoir, il continue de voir dans l'exercice des libertés démocratiques et des élections transparentes la voie la plus sûre pour un réel changement de régime.

Le FFS pouvait espérer mobiliser et organiser une partie de la « majorité silencieuse » en vue de l'émergence d'une hypothétique troisième voie. C'est par exemple ce qui est tenté en janvier 1995, à Rome, lorsque sept partis de l'opposition, après une semaine de débats, parviennent à élaborer en commun une plate-forme pour une solution politique et pacifique à la crise. Tous les partis signataires étaient animés de la même volonté politique malgré leurs divergences : rétablir la paix pour permettre ensuite l'expression de la souveraineté populaire.

L'échec des propositions qui sont l'expression du verrouillage du champ politique algérien et la bipolarisation de la violence ont considérablement réduit les marges de manœuvre du FFS. Les présidentielles du mois d'avril 1999, au cours desquelles six des sept candidats, dont Hocine Aït Ahmed, se sont retirés de la compétition électorale quelques jours avant le scrutin, laissent à penser que les questions essentielles sont encore loin d'être réglées.

très massives. En quelques jours, une lame de fond, qui n'épargne aucune grande ville du pays, met à nu vingt-six ans d'erreurs de gestion et fait plonger dans la plus brutale répression un régime pourtant très attentif à son image de marque. Ces émeutes au cours desquelles l'armée – en réalité véritable détenteur du pouvoir – a tiré sur la foule, pour la première fois depuis l'indépendance, firent 800 morts. Mais surtout, et

c'est sans doute le véritable sens de ces manifestations, un régime à bout de souffle se retrouve seul face à la société qui fait irruption sur la scène politique, bien au-delà de tout ce qu'il pouvait redouter. Enfin, ces événements donnent l'occasion aux islamistes d'acquiescer une véritable légitimité au détriment de toutes les autres forces, et surtout de s'imposer comme les seuls intermédiaires entre la rue et le pouvoir.



■ Un groupe armé a attaqué, dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre 1997, le village de Bentalha, près de Baraki (à 10 km au sud d'Alger). Selon les autorités algériennes, il n'y eut que 85 morts et près de 67 blessés. Des dizaines de corps ont été enterrés par familles, le mardi 23 septembre 1997 dans l'après-midi, dans le cimetière de Sidi Rezine, à quelques kilomètres de Bentalha.

Cette crise d'octobre 1988 va obliger le pouvoir à opérer une – fausse – sortie du régime autoritaire : nouvelle Constitution et acceptation du multipartisme. Cela fournit l'occasion d'une montée en puissance au Front islamique du salut (FIS), créé en février 1989, qui sort victorieux aux municipales de 1990, et triomphe lors des législatives de 1991-1992. L'armée en décidera autrement en interrompant le processus électoral entre les deux tours et en instaurant un régime d'exception.

Guerre civile. Depuis maintenant presque huit ans, l'Algérie se trouve plongée dans un cycle de violences et de soubresauts dont la cruauté suscite le désespoir du peuple algérien. Si cette guerre se perpétue, c'est probablement parce qu'un certain nombre d'acteurs sociaux et politiques y ont intérêt.

Pour comprendre l'Algérie, il faut dépasser le simple antagonisme idéologique entre les islamistes et les militaires et admettre qu'il est par trop simpliste d'attribuer les mas-

• LES ORIGINES DU FRONT ISLAMIQUE DU SALUT (FIS)

C'est le 18 février 1989 que le FIS est proclamé à Alger, avec pour principaux dirigeants Abassi Madani et Ali Benhadj. Le 14 septembre de la même année, le mouvement est légalisé. C'est une grande nouveauté : pour la première fois, un pays arabe et musulman autorise un parti qui a pour fondement l'islam et pour objectif annoncé l'instauration d'un État islamique. En fait, le mouvement islamiste en Algérie a une longue histoire derrière lui et a été encouragé dans son développement par la mise en œuvre d'un fondamentalisme d'État.

Dans les années 70, le régime algérien décide en effet l'arabisation de l'enseignement et l'islamisation de la société par une série de mesures : application du repos obligatoire le vendredi au lieu du dimanche, interdiction de la vente de boissons alcoolisées, Islam comme religion d'État dans la charte nationale de 1976, fonctionnarisation des prédicateurs de mosquées construites par centaines. Peu à peu, les étudiants des filières arabisées, frustrés par le manque de débouchés et par l'insuffisance de leur formation, tendront une oreille

attentive aux revendications qui valorisent la culture arabo-musulmane. L'islamisme politique partira ainsi des universités, dans les années 80.

Diverses interprétations ont été avancées pour tenter de comprendre le succès du FIS. Est-ce le fait que ce parti est issu des couches sociales déclassées des périphéries des villes ? Cette image très répandue ne résiste pas à l'analyse lorsque l'on constate une large adhésion des couches moyennes et de certains lettrés. Un autre débat s'est engagé sur la dimension spirituelle du mouvement, présenté comme menant la « guerre sainte » (le Djihad) contre l'Occident. Là aussi, l'analyse doit être nuancée, lorsque l'on sait que les islamistes sont partisans de l'économie de marché et veulent utiliser les techniques et le savoir-faire de l'Occident pour le fonctionnement de leur société.

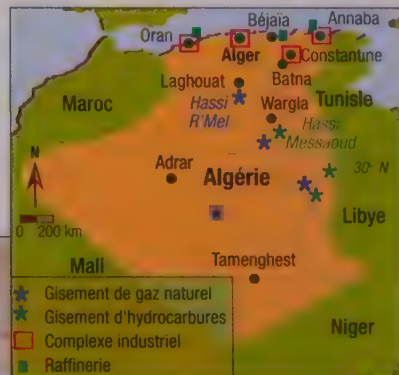
Il faut donc éviter les schématisations simplificatrices pour comprendre les origines du FIS et ne pas réduire l'islamisme politique aux seuls attentats et massacres dont certains de ses membres se sont rendus coupables. ●

sacres à la seule responsabilité des groupes islamistes.

Le pouvoir mise désormais sur l'intégration des groupes islamistes politiques dans le système d'autant que les plus radicaux d'entre eux, devant l'échec de leur stratégie de prise de pouvoir par la violence, connaissent une série de scissions depuis plus de trois ans et sont affaiblis.

L'élection de Bouteflika, au mois d'avril 1999, et sa décision depuis lors de libérer plusieurs milliers d'is-

lamistes, contrepartie tardive du dépôt des armes par l'Armée islamique du salut, bras armé du FIS, en octobre 1997, après un accord secret avec l'armée, constitue indéniablement un geste de détente. ●



■ 19 personnes furent massacrées, le 30 août 1997, sur les hauteurs de Miramar, dans la daïra de Bologhine. Après les massacres de Rais, Sidi, Youssef et Miramar, les Algérois sont devenus plus vigilants et solidaires.



Afrique

Burundi

CHRONOLOGIE

Juin 1993

- Le président Buyoya (Tutsi) rend le pouvoir après des élections démocratiques.

Octobre 1993

- Assassinat du président Ndayaye (Hutu), démocratiquement élu.

06.04.1994

- Mort du président Ntaryamira (Hutu) dans l'attentat contre l'avion du président rwandais Habyarimana - Sylvestre Ntibantunganya (Hutu) devient président du Burundi.

25.07.1996

- Coup d'État du Major Pierre Buyoya (Tutsi) - Sanctions économiques contre le pays.

23.01.1999

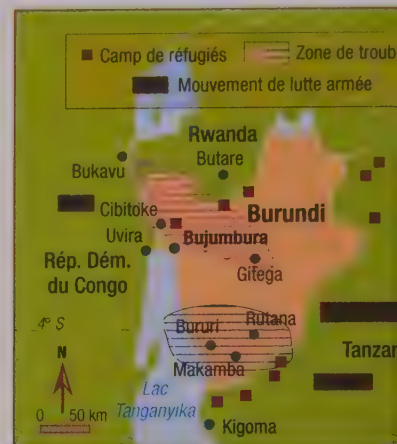
- Levée des sanctions économiques contre le Burundi.

Au Burundi, comme au Rwanda, le fondement de la crise prend sa source dans l'antagonisme entre Tutsi et Hutu qui a généré de nombreux massacres depuis le début des années 60.

Les Tutsi, minoritaires (15 à 18 % de la population), ne veulent pas laisser le pouvoir aux Hutu sans garantie pour leur sécurité. Inversement, les Hutu accusent la minorité tutsi

d'avoir accaparé le pouvoir et de contrôler les forces armées, composées à près de 90 % de Tutsi. Contrairement au Rwanda, il n'y a pas eu de génocide majeur, comme lors des tueries du printemps 1994, mais la situation est sans doute plus perverse.

Historique. Depuis les années 60, l'Histoire du Burundi est ponctuée par une succession de massacres de grande ampleur, téléguidés par certaines factions extrémistes du pouvoir tutsi, qui ont fait, à intervalles réguliers, des dizaines de milliers de victimes, principalement parmi la majorité hutu. Mais l'absence d'une tragédie à grande échelle n'a incité que très tardivement la communauté internationale à s'investir dans le dossier burundais, à partir seulement de 1994, afin d'éviter une dérive à la rwandaise. Néanmoins, cette absence de génocide permet



aujourd'hui, dans le cadre des discussions de réconciliation interburundaise, de maintenir un réel dialogue, y compris entre représentants de mouvements radicaux tutsi et hutu. Ces discussions, qui se tiennent à Arusha en Tanzanie, ont pour but de parvenir à un accord de paix et de gouvernement entre les différents mouvements politiques et de mettre fin à la violence engendrée autant par l'activisme de différentes factions rebelles hutu que par les exactions commises par l'armée à dominante tutsi.

Vers le chemin de la paix. En dépit de réels progrès, l'équilibre ethnique au sein des forces armées et le partage du pouvoir politique entre les deux ethnies demeurent les deux points cruciaux qui bloquent la signature d'un accord. À cela s'ajoute la nécessité de trouver une solution concernant le sort des 270 000 réfugiés burundais (principalement hutu) établis en Tanzanie.

Une étape importante sur le chemin de la paix a été franchie, le 23 janvier 1999, lorsque les dirigeants des pays riverains du Burundi ont décidé de lever les sanctions économiques qu'ils avaient imposées au Burundi, depuis le 31 juillet 1996, au lendemain du coup d'État du Major Buyoya. Cet embargo, promulgué, entre autre, par les présidents ougandais, kenyan, tanzanien et rwandais, visait à contraindre le régime du président Buyoya à entamer le dialogue avec les mouvements de rébellion hutu. Touchant à de nombreux produits de première nécessité (le carburant notamment), aussi bien que les lignes aériennes du pays, cette mesure a beaucoup affaibli l'économie burundaise, déjà bien malmenée par des années de crises et de guerre civile.



■ Ngara, Tanzanie, un camp de réfugiés burundais, mai 1994.

LA PRÉSENCE BURUNDAISE EN RDC

Depuis la levée de l'embargo, les incidents se sont multipliés entre les forces armées burundaises et les rebelles des deux principaux mouvements combattants hutu, le Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU) et les Forces pour la défense de la démocratie (FDD). Ces deux mouvements profitent de l'enclavement du pays pour se réfugier à l'extérieur, une fois leurs opérations menées. Si les membres du PALIPEHUTU trouvent refuge au sein des camps de réfugiés burundais établis en Tanzanie, les rebelles des FDD obtiennent quelque assistance en RDC, à la fois auprès des populations locales, hostiles à la domination tutsi, des rebelles mai-mai et des autorités congolaises. Depuis le début de l'année 1999, ces mouvements semblent avoir changé de stratégie en cherchant désormais à réduire les capacités économiques du pays. Ainsi, les grandes sociétés d'État, les infrastructures électriques, etc. sont devenues des cibles

privé. Ils cherchent dorénavant à accroître le mécontentement des populations. Si ces dernières n'ont pas l'impression de ressentir les progrès dus à la levée de l'embargo, elles pourraient rapidement exprimer leur mécontentement et réduire ainsi le gain politique obtenu par le président Buyoya. Enfin, ces groupes rebelles, qui représentent à eux deux probablement près de 800 combattants, maintiennent une pression importante sur les autorités gouvernementales en vue de devenir des partenaires incontournables du dialogue national. Mais leur intransigence politique les condamne probablement à se cantonner dans la lutte armée. Ainsi, dans des déclarations faites à la presse, ils ont annoncé leur intention de mener des actions contre la capitale, Bujumbura : une telle attitude ne peut, pour le moment, que les exclure des négociations qui se tiennent à Arusha.



■ Le Major Pierre Buyoya.

La levée de l'embargo marque un tournant politique important. En obtenant la suspension des sanctions qui pesaient sur son pays, le président Buyoya a renforcé sa légitimité. Cette action est une reconnaissance, de la part des États riverains, de la bonne conduite du régime burundais. Celui-ci n'a pas hésité à entamer des discussions, voire une certaine forme de partenariat, avec les mouvements d'opposition hutu. Surtout, Buyoya s'est engagé dans un réel processus de négociation. La suspension des sanctions, demandée depuis de nombreux mois par la communauté internationale, avait jusqu'alors été refusée par les Tanzaniens et les Ougandais, en raison, pour les premiers, d'une certaine sympathie à l'égard des Hutu, et pour les seconds, d'une aversion à l'encontre du président Buyoya, auquel ils ont toujours préféré un autre dirigeant tutsi, Bagaza (qui fut d'ailleurs renversé en 1987 par le Major Buyoya). Mais la baisse de la tension intercommunautaire étant à mettre au crédit du président Buyoya, il apparaissait normal d'émettre un signe positif en direction de son régime, en levant l'embargo.

Néanmoins, à l'intérieur du pays, les branches militaires des principaux mouvements de rébellion hutu, exclues des discussions de paix d'Arusha, poursuivent leurs actions. Ces formations, le Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU) et les Forces pour la défense de la démocratie (FDD), disposent de

véritables « sanctuaires humanitaires » dans les camps de réfugiés hutu installés en Tanzanie, à partir desquels ils effectuent de multiples exactions en territoire burundais.

Arusha. En dépit de ce contexte troublé, les pourparlers de paix d'Arusha tentent de dégager une formule permettant d'assurer la sécurité de tous et une représentation équitable, aussi bien pour la majorité hutu que pour la minorité tutsi. Mais, pendant la négociation, les tueries continuent : la guerre civile, qui a fait près de 150 000 victimes depuis 1993, semble ne pas devoir cesser. En fait, tant que les branches armées des mouvements rebelles ne seront pas étroitement associées aux pourparlers de paix, la lutte armée se poursuivra. Malgré la suspension des sanctions économiques, la position du président Buyoya demeure très fragile. Elle reste menacée par tous les mouvements radicaux, tutsi et hutu, qui pourraient, de par leur extrémisme, compromettre le dialogue interburundais.

Toutefois, une lueur d'espoir s'est dégagée lors des dernières discussions d'Arusha. Les dix-huit partenaires du dialogue pour la paix se sont, pour la première fois, regroupés au sein de trois coalitions, laissant augurer d'une amélioration du dialogue entre les deux communautés et d'une accélération de la mise au point d'un texte commun acceptable par tous. Mais les obstacles abondent encore sur le chemin de la paix.

L'HISTOIRE DU BURUNDI, UNE SUCCESSION DE COUPS D'ÉTAT ET DE MASSACRES

L'Histoire du Burundi peut se résumer à la farouche volonté de la minorité tutsi de se protéger, voire plus simplement de dominer coûte que coûte la majorité hutu, laquelle aspire à diriger le pays, en se basant sur le simple principe démocratique permettant aux plus nombreux de détenir le pouvoir. Surtout, rien n'est plus parlant pour retracer et comprendre la sanglante Histoire du Burundi contemporain que de faire une courte énumération des principaux événements qui ont marqué le pays depuis l'indépendance.

1961 : assassinat du premier ministre.

1965 : assassinat du premier ministre et massacre ethnique.

1969 : massacre ethnique.

1972 : assassinat du roi Ntare.

1973 : massacre ethnique.

1976 : massacre ethnique.

1984 : massacre ethnique.

1987 : coup d'État.

1988 : massacre ethnique.

1991 : massacre ethnique.

1993 : assassinat du président et massacre ethnique.

1994 : assassinat du président.

1996 : coup d'État.

Par massacre ethnique, il faut comprendre des dizaines, parfois des centaines de milliers de morts, en grande majorité des civils hutu exécutés par l'armée burundaise.

LA RÉBELLION HUTU

La participation non reconnue, mais largement dénoncée par les observateurs, de soldats burundais aux côtés des rebelles congolais, en lutte contre le régime de Laurent Désiré Kabila, ne semble plus faire de doute. Selon les estimations, l'armée burundaise aurait engagé de 1 000 à 2 000 hommes en RDC. Ceux-ci auraient officiellement pour mission de contrôler les rives du lac Tanganyika, afin d'assurer la protection de la frontière burundaise. En fait, cette présence plaide surtout en faveur de la théorie de l'existence d'un rapprochement entre Bujumbura et les régimes rwandais et ougandais. Il est d'ailleurs probable que ce soutien aux rebelles manipulés par Kigali et Kampala ait été monnayé en échange de la

levée de l'embargo économique. Grâce à ce soutien aux rebelles congolais du RDC, le chef de l'État burundais dispose d'une plus grande marge de manœuvre face à l'aile radicale de la communauté tutsi (proche des Rwandais), qui estimait qu'il avait fait trop de concessions aux Hutu. Inversement, le président Buyoya se doit de nier la présence de ses troupes en territoire congolais, afin de ne pas exacerber la position des opposants hutu.

Dorénavant, Buyoya doit mener à son terme la période de transition politique et ramener la paix dans son pays car, s'il échoue, cette aventure extérieure ne lui sera pardonnée ni par certains États riverains ni par la communauté hutu.

Afrique

Congo-Brazzaville

CHRONOLOGIE

Février - Juin 1991

• Conférence nationale - Ouverture du régime Sassou-Nguesso - Multipartisme.

Août 1992

• Élections présidentielles - Victoire de Pascal Lissouba (61,32 % des voix).

Juin 1993 - Été 1994

• 1^{re} guerre civile - Lissouba conserve le pouvoir.

Juin - Octobre 1997

• 2^e guerre civile - Retour de Sassou-Nguesso au pouvoir.

1998 1999

• Persistance de foyers de rébellion - Sévère répression par les forces de sécurité - Violations graves des droits de l'homme.



La spirale de violence dans laquelle est entraîné le Congo-Brazzaville, depuis le début des années 90, concentre nombre d'ingrédients très caractéristiques des conflits actuels en Afrique.

Ces ingrédients peuvent être des rivalités personnelles exacerbées ; un État déliquéscent, totalement colonisé par les factions qui se sont succédées au pouvoir ; une tentative ratée de transition démocratique ; la diffusion lente mais implacable du « poison ethnique » au sein de la société ; une forte odeur de pétrole et enfin, le jeu pervers de nombreux acteurs non-congolais (pays voisins, puissances extra-africaines, sociétés multinationales, mercenaires, ou encore intermédiaires douteux).

Situation avant le conflit. La décennie semblait avoir débuté sous

les meilleurs auspices. Dans la foulée du fameux discours de la Baule, le Congo-Brazzaville, doté alors d'un régime populaire progressiste et se prétendant marxisant, s'engage dans la voie du multipartisme et de la démocratie. Sous la pression de la France, le président Denis Sassou-Nguesso, au pouvoir depuis 1979, accepte d'organiser, de février à juin 1991, une « conférence nationale » chargée de préparer la transition démocratique du pays. Il joue pleinement le jeu face aux « forces du changement ». Des élections sont organisées, à l'été 1992. Libres et honnêtes, elles aboutissent à la défaite du président au profit de Pascal Lissouba. Le Congo, comme le Bénin ou Madagascar à la même époque, offre un exemple réussi de changement pacifique à la tête de l'État, un régime autoritaire acceptant de s'effacer au profit d'un nouveau pouvoir issu des urnes.

Guerre civile. Mais la réussite allait être de courte durée. Si Sassou-Nguesso est revenu au pouvoir cinq ans plus tard, ce n'est pas grâce aux bulletins de vote, comme ses homologues béninois Kérékou, ou malgache Ratsiraka, ramenés aux affaires à la suite d'une nouvelle alternance électorale. Dans le cas de Sassou-Nguesso, ce retour résulte de deux guerres civiles ayant ravagé Brazzaville, ensanglanté tout le pays, réactivé des haines ethniques désormais difficilement canalissables, et provoqué des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. Triste bilan, comparé aux perspectives qui semblaient s'offrir au pays dans les années 1991 et 1992.

Les raisons de cet échec sont multiples. L'attitude de la classe politique congolaise, qui n'a pas su, aux moments cruciaux, se départir de mauvaises habitudes, explique, pour une bonne part, la descente aux enfers du pays. De plus, la transition démocratique n'a pas permis l'émergence de nouvelles élites dirigeantes. À la suite des élections de 1992, le pouvoir est revenu à Pascal Lissouba, qui fut premier ministre, de 1964 à 1967. Devenu président, ce dernier

devait se complaire dans des jeux politiques à court terme : refus de tenir ses promesses électorales, changement d'alliance politique, mensonge, trahison, instabilité gouvernementale, népotisme, corruption, mise en coupe réglée de l'État par ses partisans.

Présidence de Lissouba. Sous sa présidence, un jeu triangulaire, politico-ethnique, se met en place :

- La mouvance présidentielle regroupe ses fidèles, essentiellement originaires du Nibolek (région du Niari, de la Bouenza, et de la Lekoumou).

- Le Parti congolais des Travailleurs, ancien parti unique à dominante nordiste (ethnie mbochi), dirigé par Sassou-Nguesso, qui avait appelé à voter en faveur de Lissouba au second tour de la présidentielle d'août 1992, avant d'être floué par le nouvel élu qui refuse de tenir les engagements pris à l'égard du président sortant.

- Le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) de Bernard Kolelas, Lari originaire du Pool, région située à proximité de Brazzaville, et qui incarne alors l'opposition la plus déterminée au nouveau régime.

L'entrée dans le conflit. Un climat délétère s'instaure, au début de l'année 1993, entre ces trois blocs, à l'approche des législatives. Au gré des manœuvres du président Lissouba, l'opposition de Kolelas se

• UN PÉTROLE COULEUR DE SANG

Comme trop souvent en Afrique, l'abondance de matières premières concentrées dans certains pays fait le malheur de leurs populations. C'est particulièrement le cas au Congo, où ont été découverts, dans le courant des années 70, de très importants gisements pétroliers offshore. Cette manne pétrolière a suscité la convoitise de nombreuses compagnies, entraînant une sévère concurrence franco-américaine, dans laquelle presque tous les coups ont été permis, y compris le financement de différentes factions engagées dans les guerres civiles successives qui ont dévasté le pays. Après de multiples péripéties, la société française Elf a pu conserver sa primauté au Congo, raflant en prime la direction de l'exploitation du gigantesque gisement de N'Kossa, dans le golfe de Guinée, dont les réserves sont estimées à 60 millions de tonnes.

radicalise jusqu'au lancement d'une campagne de désobéissance en juin 1993. Chacun des blocs donne naissance à des milices dont le recrutement est essentiellement à base ethnique : Zoulous puis Cocoyes au service de Lissouba ; Ninjas, fidèles à Kolelas et Cobras, partisans de Sassou. Les incidents se multiplient à partir du 7 juin, alors que les propos va-t-en-guerre prolifèrent dans chaque camp.

Le pays bascule véritablement dans la guerre civile à l'automne. Cette « première » guerre civile dure jusqu'à l'été 1994. Elle se limite à Brazzaville et oppose essentiellement les Zoulous aux Ninjas, c'est-à-dire les gens du Nibolek aux Laris du Pool. Les Cobras de Sassou demeurent relativement neutres, laissant les bel-



■ Rue de Brazzaville.

ligérants s'affaiblir mutuellement. L'agglomération de Brazzaville passe sous la coupe de jeunes miliciens d'obédiences diverses, plus ou moins contrôlés par leur parti d'origine, pour qui la vie d'autrui ne vaut pas grand-chose. La ville se balkanise en fiefs ethniques homogènes, bastions laris, nibolek ou mbochi. Les adversaires mènent une guerre totale, sans se soucier des « effets collatéraux » affectant la population civile. À la fin de 1994, un début de retour à la normale s'esquisse. Signe de détente, Kolelas devient maire de Brazzaville. En une douzaine de mois, les combats ont fait environ 2 000 victimes et dévasté des quartiers entiers de la ville. Si les combats ont cessé, la paix est loin d'être rétablie. Le retour à la normale est conditionné par le désarmement de quelques 10 000 miliciens devant être intégrés aux forces de sécurité bien que rien ne soit prévu pour leur grande majorité. Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui tentent de survivre en se « recyclant » dans le banditisme. Disposant d'armes de guerre, ils constituent un sérieux obstacle au processus de sortie de crise.

Deuxième guerre civile. Dans ce contexte difficile, le président Lissouba réussit à louvoyer, tant bien que mal, entre les obstacles au cours des années 1996 et 1997. Mais de nouveaux nuages s'accumulent à partir du début 1997, alors que se profile l'élection présidentielle, prévue pour l'été. Comme en 1993, le climat préélectoral se dégrade très sensiblement. Dans le jeu à trois qui se perpétue, la crise qui s'annonce s'articule désormais autour du clivage entre Lissouba et Sassou-Nguesso, tous deux candidats affichés à la présidentielle, Kolelas demeurant dans un premier temps en retrait. Dans

un contexte régional troublé (renversement par Kabila du régime Mobutu, au Zaïre, à la mi-mai), la rivalité électorale va rapidement se transformer en hostilités militaires. Après une succession d'incidents dans le Nord du pays, fief de Sassou, la seconde guerre civile congolaise débute le 5 juin 1997, lorsque les forces de sécurité fidèles à Lissouba attaquent le domicile de Sassou à Brazzaville, dans le but de liquider ce dernier, ou du moins d'interrompre le processus électoral. Chacun des trois blocs politico-ethniques remobilise ses milices. Brazzaville est de nouveau pillée et dévastée. Les ressortissants étrangers sont évacués d'urgence par l'armée française (opération Pélican). Par rapport à la guerre de 1993-1994, les combats affectent cette fois les provinces, tandis que les belligérants mettent en œuvre des équipements de plus en plus lourds. Grâce à son contrôle sur la rente pétrolière, Lissouba offre à ses troupes des hélicoptères de combat, pilotés par des mercenaires ukrainiens. Pilonnages intensifs, bombardements aveugles, massacres ethniques, exactions en tous genres se multiplient dans chaque camp. En septembre, Lissouba obtient le ralliement de son vieil opposant, Kolelas, lequel engage ses Ninjas contre les Cobras de Sassou. Les forces de Sassou, mieux organisées et commandées par d'anciens officiers de l'armée congolaise, résistent à l'alliance Lissouba/Kolelas. Elles obtiennent un avantage majeur, en octobre, lorsque l'armée angolaise entre dans la partie en leur faveur.

Luanda accuse en effet Lissouba de soutenir trop ouvertement l'UNITA, le mouvement rebelle angolais. L'intervention des troupes angolaises permet aux partisans de Sassou de s'emparer de Pointe-Noire, la capitale économique du pays. Dès lors, les choses vont très vite et les forces de Sassou prennent l'avantage à Brazzaville. Lissouba et Kolelas s'enfuient à l'étranger, laissant leurs forces derrière eux et Sassou-Nguesso se fait proclamer président, le 25 octobre 1997. Les combats auront fait près de 10 000 morts tout au long de l'été.

Nouveau régime. Mais le succès militaire de Sassou ne signifie nullement la fin de la tragédie congolaise. Bien au contraire, le pire reste à venir. Le nouveau régime va avoir le plus grand mal à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire congolais. Des poches de résistance persistent dans le Nibolek et en

pays lari, à partir desquelles Ninjas et Zoulous vont, à intervalle régulier, lancer des raids contre Brazzaville, démontrant la fragilité du régime Sassou. À ces attaques, le régime va répondre par des opérations de ratissage très meurtrières, se transformant trop souvent en chasse ouverte au Lari, avec son cortège d'exécutions sommaires, de liquidations arbitraires et de graves violations des droits de l'Homme. Cette répression, particulièrement brutale aurait fait des dizaines de milliers de victimes, Amnesty International avançant même, au printemps 1999, une estimation de 50 000 morts depuis le début de 1998, soit pratiquement quatre fois plus que le bilan cumulé des deux guerres civiles de 1993-94 et de l'été 1997. Une troisième guerre civile en quelque sorte, peu visible, peu spectaculaire, mais terriblement meurtrière.



■ Plate-forme d'exploitation du groupe Elf à N'Koua.



■ Mal 1997, Congo-Brazzaville.

Afrique

Sénégal

CHRONOLOGIE

Début des années 80

• Éveil du sentiment sécessionniste sous l'impulsion de l'abbé Diamacoune.

Décembre 1983

• Condamnation de l'abbé Diamacoune à 5 ans de prison – Déclenchement de la lutte armée par le MFDC

31 mai 1991

• 1^{er} accord de cessez-le-feu. Le « front Nord » cesse les hostilités.

6 juin 1998

• Tentative de putsch contre le président Vieira en Guinée-Bissau – Intervention sénégalaise – Imbrication de plus en plus étroite des deux crises.

7 mai 1999

• Victoire de la junte militaire à Bissau – Relance des combats en Casamance.

Souvent présenté comme un modèle de stabilité et de démocratie en Afrique de l'Ouest, le Sénégal est le théâtre, depuis près de vingt ans, d'une rébellion de nature sécessionniste qui affecte la Casamance.

Longtemps considéré comme une crise limitée, n'affectant qu'une petite partie périphérique du territoire sénégalais, ce conflit a progressivement changé d'échelle au cours des dernières années. Il a acquis une dimension régionale de plus en plus complexe, débordant en Gambie et surtout en Guinée-Bissau. De même, l'activité militaire n'a cessé de croître, tant par la quantité des combattants engagés par les rebelles

séparatistes et les forces de sécurité sénégalaise, que par la qualité des armements mis en œuvre.

Casamance et Sénégal. En raison de l'arbitraire du tracé des frontières établies durant la période coloniale, la Casamance est isolée du reste du territoire sénégalais. Bordée, au nord, par la Gambie et au sud, par la Guinée-Bissau, la province se singularise par le fait que ses limites sont à près de 90 % des frontières internationales. Cette particularité géographique, combinée à une spécificité ethnique (peuplement à base de Diolas, de Mandingues et de Peuls) et religieuse (importants îlots de christianisme), distingue sensiblement la Casamance du reste du Sénégal, davantage marqué par le monde sahélien et la culture musulmane. Il en résulte un fort sentiment identitaire, particulièrement développé chez les Diolas de Basse et Moyenne Casamance. Ce sentiment devait alimenter, dès les années 40, un discours régionaliste affirmé, remettant en cause le rattachement de la province au Sénégal. Au fil du temps, cette sensibilité casamançaise n'allait cesser de s'exacerber pour donner naissance, au début des années 80, à une mouvance ouvertement sécessionniste, dont la principale figure allait être l'abbé Augustin Diamacoune Senghor (voir encadré).

Flux migratoire. Une radicalisation du discours identitaire se produit à partir de 1981. Elle peut s'analyser comme une réaction contre la manière dont Dakar gère la province, certains Casamançais parlant alors de « colonialisme intérieur ». Ces critiques sont alimentées par l'arrivée d'un nombre croissant de « nordistes » (ethnies toucouleur, wolof, sérère...), attirés par les richesses de la province (riz, arachide, noix de cajou, bois, mais aussi pêche et bientôt pétrole off-shore, sans oublier un fort potentiel touristique). Inquiets des importants bouleversements socio-économiques provoqués par ces flux migratoires,

• ABBÉ REBELLE ET DRÔLE DE PAROISSIEN

Né en 1928, en pays diola, Augustin Diamacoune Senghor possède une double personnalité pour le moins paradoxale : abbé catholique des plus traditionnels, ancien curé de la cathédrale de Ziguinchor, et leader charismatique du mouvement casamançais, en tant que précurseur de la cause séparatiste et secrétaire général du MFDC. Ce double visage ne pouvait lui valoir que de nombreux ennuis, à la fois avec sa hiérarchie, les autorités sénégalaises, mais aussi les durs du mouvement sécessionniste. Si ses rapports avec Rome ont parfois été délicats au cours des années 80, ils se sont sensiblement améliorés depuis le début des années 90, au gré des prises de positions modérées tenues par l'abbé en faveur de la paix et d'une solution négociée. Son accolade avec le Pape Jean Paul II lors de son séjour au Sénégal en

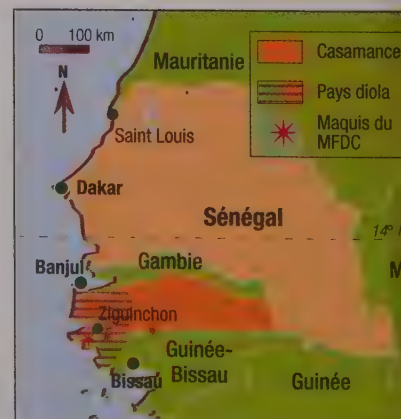
témoigne. Ses relations avec Dakar ont longtemps été crispées, l'abbé étant incarcéré à plusieurs reprises (de décembre 1983 à décembre 1987, de juin 1990 à mai 1991), avant d'être placé durant plusieurs années en résidence surveillée à Ziguinchor. Théoriquement libre de ses mouvements depuis 1995, l'abbé Diamacoune n'a quasiment pas quitté cette ville, perdant de ce fait le contact avec les chefs militaires du MFDC. Cet isolement physique avec le bras armé de la rébellion devait entraîner une contestation de plus en plus vive de son leadership par les nouvelles générations sécessionnistes qui trouvaient ses prises de positions trop timorées. Ce dernier, en tant que père spirituel de la cause séparatiste demeure néanmoins incontournable dans tout projet de résolution du conflit.

redoutant le pillage des richesses de la province ainsi que leur marginalisation en cours, de nombreux Diolas deviennent réceptifs aux discours revendicatifs tenus par l'abbé Diamacoune. L'action de ce dernier est relayée, à partir de la fin de 1981, par le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Les tensions montent tout au long des années 1981 et 1982, aboutissant à l'arrestation de l'abbé Diamacoune, fin 1982. Son procès, en décembre 1983, donne lieu à de nouveaux accrochages et le MFDC déclenche l'esquisse d'une insurrection armée.

Alternance. Depuis cette date, la Casamance oscille entre phases de lutte armée et d'accalmie. Dakar a alternativement privilégié la politique de la carotte et du bâton : renforcement du dispositif de sécurité, engagement de l'armée dans la répression, emprisonnement de centaines de sympathisants de la cause séparatiste, exactions graves contre la population civile d'un côté ; actions de développement de la région, nomination de Casamançais à des postes de responsabilités, amnisties d'activistes du MFDC, remise en liberté de l'abbé Diamacoune ; et

tentatives de négociations de l'autre. Dans un contexte général de « paix armée », la province a connu des poussées de fièvre meurtrières : à la fin de 1986, en décembre 1988, en 1990, au début de 1995, à l'été 1997, au printemps 1999..., alourdissant un bilan qui atteint désormais le millier de morts.

Épicentre du conflit. Il se situe dans la région de Ziguinchor et le long des zones frontalières avec la Guinée-Bissau. Les Diolas, dont l'aire de peuplement s'étend en Gambie et en Guinée-Bissau, fournissent la majorité des combattants du MFDC, même si des membres d'autres ethnies casamançaises, en





■ En février 1998, entre les hélicoptères et les satellites de l'exercice militaire, la vie quotidienne continue à Bakel, où les femmes lavent leur linge dans la brousse et les hommes transportent leurs marchandises sur des chariots tirés par des ânes.

particulier des Peuls, ont rallié la cause séparatiste. Le MFDC bénéficie de soutiens dans les pays voisins, en particulier en Guinée-Bissau, et selon certaines rumeurs, d'aides en provenance de Mauritanie et de Libye. Il tire, en outre, d'importants revenus du contrôle qu'il exerce sur la culture du cannabis, particulièrement développée en Casamance.

La recherche d'une solution négociée se heurte, côté sénégalais, à un clivage habituel entre partisans d'une solution « tout militaire », pariant sur l'éradication totale du MFDC, nombreux dans les rangs de l'armée, et tenants d'une solution négociée, prêts à reconnaître certains aspects de la spécificité casamançaise. Pour sortir de la crise, ces derniers privilégient le développement économique et une décentralisation accrue de la région, voire l'adoption d'un statut spécial. Mais les divisions sont encore plus nombreuses au sein du MFDC, dont la direction est éclatée en différentes factions affichant le plus souvent des discours contradictoires. Dans ces conditions, il est très difficile pour les autorités de Dakar de disposer d'interlocuteurs vraiment représentatifs. À tel point que l'une de leurs principales préoccupations, avant même de rouvrir des négociations avec le

MFDC, consiste à faciliter la réunification du mouvement, afin que celui-ci harmonise ses positions et ne parle plus que d'une seule voix.

Contestation du pouvoir. Le leadership historique de l'abbé Diamacoune est de plus en plus contesté par des chefs de la branche militaire ou des cadres plus jeunes, installés à l'étranger (en Europe, en Gambie). Résidant à Ziguinchor sous étroite surveillance du pouvoir sénégalais, il n'a plus de contact physique avec les maquis depuis plusieurs années, si bien que ses discours en faveur d'une solution négociée ne trouvent que peu d'écho au sein de la base combattante du MFDC. D'autant que la branche armée est elle-même divisée en deux fronts : le front Nord, basé en Gambie et qui a signé, en 1993, une trêve avec Dakar, et le front Sud, qui dispose de bases arrière en Guinée-Bissau et qui est sorti renforcé par la crise qu'a connu ce petit pays en 1998 (voir encadré).

L'imbrication croissante entre le conflit séparatiste en Casamance et la crise politique qu'a connue la Guinée-Bissau, depuis juin 1998, constitue un tournant majeur du

dossier casamançais : celui-ci est désormais en passe de s'internationaliser, tandis que les belligérants engagent désormais, de part et d'autre, des moyens humains et matériels de plus en plus lourds. Dans ce contexte troublé, la relance d'éventuelles négociations de paix ne signifierait pas pour autant le

retour à la stabilité. La province est en effet en proie à une vague d'insécurité découlant de la profusion d'armes à feu qui y circulent, de la culture de la violence qui tend à s'y enraciner et de la multiplication d'actes criminels de la part d'anciens séparatistes reconvertis dans le banditisme.

• GUINÉE-BISSAU : UN VOISIN À PROBLÈME

En raison de sa proximité géographique, la Guinée-Bissau a toujours été impliquée dans la crise casamançaise, d'autant que l'aire de peuplement de l'ethnie diola s'étend de part et d'autre de la frontière, particulièrement poreuse. Dès le début du conflit, le territoire bissau-guinéen a servi de base arrière au MFDC et de refuge aux milliers de civils fuyant les combats. Les Sénégalais se sont fréquemment inquiétés des complicités dont les rebelles pouvaient bénéficier de la part de certains responsables de Bissau. Dakar a ainsi consacré beaucoup d'efforts diplomatiques pour obtenir le soutien du régime du président Vieira contre le MFDC.

Aussi, lorsque Vieira a été victime d'une tentative de putsch militaire, en juin 1998, exécutée par certains officiers suspectés d'être impliqués dans un trafic d'armes au profit du MFDC, les autorités sénégalaises n'ont pas tardé à lui porter secours. Un corps expédi-

tionnaire, renforcé par des éléments guinéens, fut rapidement déployé à Bissau (opération Gabou), sauvant de justesse le régime Vieira. De violents combats ont opposé durant plusieurs mois les forces sénégalaises aux putschistes, épaulés par des rebelles casamançais. Confrontés à une impasse militaire, les belligérants devaient finalement privilégier une solution négociée, en signant le 1^{er} novembre 1998 l'accord d'Abuja que les deux camps allaient rechigner à appliquer. En mai 1999, un nouveau coup de force permit à la junte putschiste de se débarrasser définitivement du président Vieira. Il s'agit d'un grave revers pour le Sénégal car le nouveau régime en place à Bissau est très favorable aux rebelles casamançais. Cette nouvelle donne s'est traduite par un renforcement des moyens militaires aux mains du MFDC et une relance inquiétante des activités militaires à partir du printemps 1999.

Afrique

Sierra Leone

CHRONOLOGIE

Mars 1991

• Création du RUF avec le soutien du NPFL de Charles Taylor – Début des hostilités dans le Nord-Ouest du pays.

29.04.1992

• Coup d'État – Renversement du président Momoh – Instauration d'une junte militaire dirigée par Valentine Strasser.

16.01.1996

• Coup d'État pacifique – Arrivée au pouvoir du général Julius Maada Bio qui annonce la poursuite du processus démocratique.

15.03.1996

• Elections présidentielles – Victoire d'Ahmad Tejan Kabbah.

30.11.1996

• Accord de paix d'Abidjan entre le président Kabbah et le RUF.

25.05.1997

• Coup d'État – Instauration d'une junte militaire (AFRC) dirigé par le commandant Johnny Paul Koroma.

Décembre 1997

12.02.1998

• 1^{re} bataille de Freetown – Reprise de la ville par l'Ecomog – Rétablissement du président Kabbah dans ses fonctions le 10 mars. Les rebelles restent actifs dans tout le pays.

Décembre 1998 -

Janvier 1999

• 2^e bataille de Freetown – Série de revers de l'Ecomog – Occupation temporaire de la capitale par les rebelles du 6 au 12 janvier – Dégâts considérables – Les combats se poursuivent en province.

18.05.1999

• Accord de cessez-le-feu de Lomé – Libération de Foday Sankoh. – Rien ne semble réglé.

Ce conflit illustre bien le phénomène de crise de l'État en Afrique.

Depuis mars 1991, dans ce petit État de 4,6 millions d'habitants situé sur le golfe de Guinée, une guerre oppose un pouvoir exécutif faible, à l'identité changeante au gré de putschs militaires et d'élections imparfaites, à une guérilla atypique, sanguinaire, dont les références nébuleuses mêlent culture africaine et rhétorique marxisante, le RUF (Revolutionary United Front), dirigé par Foday Sankoh.

Un pays de richesse. La lutte entre ces deux camps, très hétérogènes, se focalise sur le contrôle du pouvoir et de la rente étatique, mais avant tout sur celui des importantes richesses minières que recèle le sous-sol du pays : bauxite, rutile, titane et surtout diamant, dont l'exploitation suscite bien des convoitises. Le pays est le sixième producteur de diamant et les pierres sierra-leonaises sont parmi les plus pures au monde. La manne diamantifère est estimée à plus de 300 millions de \$ par an (1,8 milliard de F), en additionnant ventes légales et contrebande.

Bataille de Freetown. Le RUF, considéré à son début comme un « produit dérivé » de la guerre civi-

le au Liberia était alors souvent présenté comme une émanation du NPFL de Charles Taylor (voir ch. Liberia) ; c'est pourquoi le conflit sierra-leonais s'est progressivement émancipé de cette origine libérienne. Pour preuve, le fait que les plus sanglants épisodes de cette guerre civile se soient déroulés depuis la fin de 1997, date à laquelle la situation – en comparaison –, s'était relativement normalisée à Monrovia. Freetown, jusqu'alors épargnée par les combats, a été ravagée à deux reprises (février 1998, janvier 1999) par d'intenses combats opposant les forces rebelles aux troupes africaines de l'Ecomog. La seconde « bataille de Freetown », durant laquelle la rébellion a contrôlé l'essentiel de la capi-



■ Un pays riche en diamants.



■ Ces hommes furent mutilés par les rebelles comme 3 000 à 4 000 autres personnes.



tale durant près de deux semaines, à la suite d'une attaque surprise, a été particulièrement dévastatrice. Les pertes humaines se sont élevées au moins à 6 300 morts (auxquels il convient d'ajouter des milliers de disparus, dont plus de 2 000 enfants selon l'UNICEF, pour la plupart enlevés par les rebelles). Les dégâts matériels ont été considérables : près de 20 % des logements ont été détruits, 150 à 300 000 personnes ont été déplacées et de nombreux édifices publics ont été dévastés.

Une élection difficile. Le pouvoir est aux mains du président Ahmad Tejan Kabbah, élu en mars 1996 au terme d'élections controversées (1,5 million d'électeurs enregistrés sur un total de 4 millions, du fait de l'insécurité découlant de la guerre civile et de la modicité des moyens à la disposition des autorités sierra-leonaises). Sa présidence a été mise entre parenthèses, du 25 mai 1997 au 12 février 1998, période durant laquelle une junte militaire, l'AFRC (*Armed Forces Revolutionary Council*), s'est provisoirement emparée du pouvoir puis s'est alliée avec le RUF, avant d'être renversée par l'action de l'armée nigériane, qui allait permettre le retour au pouvoir du président Kabbah.

Le conflit sierra-leonais est caractérisé par l'émergence d'une multitude d'acteurs armés qui participent, dans un camp ou un autre, ou pour leur propre compte, à la déferlante de violence que connaît le pays depuis près d'une décennie. Aux rebelles du RUF et aux partisans de l'ancienne junte de l'AFRC, il convient d'ajouter :

– Les miliciens kamajors (principalement d'ethnie mende, fidèles au président Kabbah).

– Les soldats africains (essentiellement nigériens et guinéens) de l'Ecomog, la force de maintien de la paix déployée sous l'égide de la CEDEAO, qui tente de consolider le régime Kabbah.

– Des mercenaires anglo-saxons et ex-soviétiques, qu'il s'agisse de salariés de sociétés de sécurité privées (*Executive Outcomes*, *Sandline*, *MPRI*, *PEA...*) travaillant pour le compte du gouvernement et de l'Ecomog, ou d'aventuriers free lance, ukrainiens, libériens, burkinabés, combattant dans les rangs rebelles pour quelques carats.

– D'innombrables sobels, mi-soldats, mi-rebelles, parcourant le pays en bandes constituées et pillant et tuant sans vergogne.

– Des milliers d'enfants soldats (*bush kids*), rafiés par les uns ou par les autres, abondamment drogués et conditionnés pour en faire d'efficaces petits tueurs sans états d'âme.

Le déroulement du conflit s'apparente à un sanglant match nul, qu'aucun camp ne semble en mesure d'emporter. Les seules certitudes reposent sur l'identité des vrais perdants de ce conflit apparemment sans fin : les populations civiles. Victimes directes des hostilités, qu'il s'agisse des bombardements aveugles des uns (dévastation de nombreux quartiers de Freetown par l'aviation et l'artillerie nigériane fin 1997, puis en janvier 1999, exécutions extrajudiciaires de présumés rebelles) ou des cruautés commises par les autres (massacres et amputations – nez, oreilles, doigts, mains, pieds – sur des

• FODDAY SANKOH : LE « CAPORAL ILLUMINÉ »

Rien ne semblait prédisposer cet ancien caporal de l'armée sierra-léonaise à prendre la tête d'une des plus curieuses guérillas d'Afrique. Né en 1935, son existence bascule en 1971, lorsqu'il est emprisonné à la suite d'une des multiples tentatives de coups d'État qui agitent, à intervalle régulier, le pays. Libéré en 1977, il entame un long exil à travers l'Afrique sahélienne et séjourne un temps en Libye. C'est au cours de ces années d'errance qu'il croise la route d'un autre paria appelé à devenir, durant la décennie 90, un redoutable seigneur de guerre, le Libérien Charles Taylor. Lorsque ce dernier prend les armes, fin 1989, dans l'espoir de s'emparer du pouvoir à Monrovia, Sankoh figure parmi ses premiers compagnons d'armes. Quand Taylor cherche à ouvrir, fin 1990, un second front le long de la frontière sierra-léonaise, afin de contrer l'intervention de l'Ecomog et du Nigeria, il confie cette tâche à son camarade Sankoh. Celui-ci crée le RUF début 1991, dans la région diamantifère de Kailahun. Pendant plus de cinq années, ses hommes vont mettre à feu et à sang la majeure partie du pays et Sankoh va demeurer un personnage invisible, ne sortant jamais de son maquis, ne s'exprimant qu'extrêmement rarement à la radio, alimentant de multiples rumeurs (y compris sur son existence réelle). Il n'apparaît au grand jour qu'au printemps 1996, lorsqu'il arrive en Côte d'Ivoire pour entamer de longues négociations qui aboutiront à l'accord d'Abidjan de novembre 1996. Le mystérieux chef du RUF se révèle être un sexagénaire corpulent, avide de luxe et de confort, protégé par une escorte d'amazones à sa dévotion, à mille lieux de l'image du gué-

rrillero austère et spartiate qui prévalait de lui jusqu'alors. Après un bref retour au maquis, fin 1996, Sankoh saisit la première occasion pour retrouver le luxe des palaces modernes et entame une grande tournée en Afrique mais se fait arrêter au Nigeria, début 1997. Sa détention à Lagos le met entre parenthèses au moment où la partie s'anime en Sierra Leone : dérapage du processus de paix d'Abidjan, putsch militaire du 25 mai 1997, alliance entre la junte militaire (AFRC) et le RUF, intervention de l'Ecomog, 1^{re} bataille de Freetown, éviction de la junte et retour du président Kabbah dans les fourgons de l'armée nigériane. De sa cellule, Sankoh n'a plus de prise sur les événements, alors qu'une nouvelle génération, emmenée par Sam Bockarie « Mosquito », un ancien coiffeur de trente-cinq ans, arrive à la tête du RUF.

En juillet 1998, les Nigériens extraditent Sankoh vers la Sierra Leone. L'occasion aurait été belle pour le président Kabbah de faire un geste en faveur de la réconciliation nationale, en amnistiant l'ancien chef rebelle, afin d'obtenir du RUF qu'il négocie à nouveau. Au lieu de cela, Kabbah privilégie un juridisme pointilleux : Sankoh passe en jugement et est condamné à mort en octobre 1998. Ce verdict radicalise le RUF qui reprend l'initiative à la fin de l'automne (2^e bataille début janvier 1999). Lors de leur éphémère conquête de la capitale, les rebelles libèrent de nombreux prisonniers, sauf Sankoh, transféré en catastrophe sur un navire de guerre nigérian. Sa libération va devenir une des principales exigences des rebelles tout au long du printemps 1999. Elle est obtenue le 28 mai 1999.

gens tirés au sort à l'occasion de tombolas macabres qui constituent une spécialité du RUF), les civils subissent, en outre, les conséquences de l'effondrement de l'État et de la destruction des principales infrastructures sanitaires, routières, et éducatives du pays. Aux 30 000 morts de la guerre, il faut ajouter un chiffre équivalent de victimes « indirectes », en butte aux famines et aux maladies. À ce sinistre bilan, s'ajoutent de 3 000 à 4 000 mutilés, près de 450 000 réfugiés à l'étranger (principalement en Guinée et au Liberia) et plus de 700 000 déplacés à l'intérieur du pays.

Internationalisation du conflit. Les derniers mois ont été caracté-

sés par une internationalisation progressive du conflit. Si le régime du président Kabbah peut compter sur l'engagement croissant du Nigeria (10 000 hommes) et de ses alliés de l'Ecomog (Ghana, 1 000 hommes – Guinée, 1 000 hommes – Mali, 420 hommes – Gambie, 100 hommes), soutenus par la Grande-Bretagne et les États-Unis, la rébellion, de mieux en mieux armée, semble bénéficier du soutien de certains responsables libériens et burkinabés, et de financements en provenance de Libye et de certains acteurs de l'économie diamantifère. En dépit d'un nouvel accord de cessez-le-feu signé à Lomé, le 18 mai 1999, le chemin de la paix semble encore bien long et parsemé de multiples obstacles.



Afrique

Soudan

CHRONOLOGIE

19.12.1955

• Indépendance du pays. Début de la première guerre civile entre le Nord et le Sud du pays.

Mars 1972

• Accords d'Addis-Abéba entre le gouvernement et les Sudistes sur l'autonomie des trois provinces du Sud réunies en une seule qui met fin à la guerre civile.

1983

• Reprise de la guerre civile et création de la SPLA (Sudanese People's liberation Army), dirigée par le colonel John Garang.

30.06.1989

• Coup d'État militaire du général Bechir et mise en place d'un régime islamiste.

1995

• Émergence de la NDA (Alliance nationale démocratique) qui regroupe les mouvements d'opposants nordistes alliés aux Sudistes de la SPLA.



animiste au Sud, qui se livrent une bataille acharnée. Depuis l'indépendance, la nation soudanaise cherche à définir son identité, mais quatre coups d'État (1958, 1969, 1985 et 1989) et deux guerres civiles ont ruiné le pays, sans parvenir à dégager une solution à cet antagonisme. Actuellement, le Nord connaît un sous-développement économique tandis que le Sud est en proie aux combats et exactions des forces armées et rebelles.

La guerre au Sud-Soudan coûte 300 millions de \$ par an et a fait près de 2 millions de victimes depuis 1955. Elle a dévasté l'économie d'un pays qui était présenté lors de son indépendance comme le futur « grenier à blé du monde arabe ». Deux causes majeures sont à l'origine de l'impossible unité soudanaise : le statut des provinces du sud du pays et l'application de la *shari'a* (la loi islamique) à l'ensemble des populations soudanaises. Avec l'arrivée au pouvoir de la dictature militaire du général Bechir, c'est le totalitarisme religieux islamique qui s'est imposé au pays. Dès lors, aucune solution ne semble envisageable pour la rébellion sudiste.

Le coup d'État mené par le général Omar Hassan el-Béchir, en juin 1989, a porté au pouvoir le Front national islamique (FNI) dirigé par Hassan al-Tourabi. Après avoir apporté son soutien aux rebelles érythréens et éthiopiens contre le régime du colonel Mengistu, les autorités soudanaises ont dû faire face, à partir de 1994, à un retournement de situation, avec la constitution d'une coalition d'États riverains du Soudan (Éthiopie, Érythrée, Ouganda, Égypte) qui se sont alliés contre le régime de Khartoum.

Les menaces du régime islamique. La politique de ces États s'explique par la menace que le régime islamiste soudanais fait peser sur son environnement régional. En effet, le régime du général Béchir est considéré comme rendant cet État infréquen-

table, accusé de soutenir des mouvements terroristes et d'avoir commandité la tentative d'attentat contre le président égyptien Hosni Moubarak à Addis-Abéba, le 26 juin 1995. Le pays est inscrit sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme.

Les craintes américaines. Les relations entretenues par les dirigeants soudanais avec Oussama Ben Laden ont amené les forces américaines à bombardier, durant l'été 1998, en pleine ville de Khartoum, l'usine d'Al Shifa, suspectée de fabriquer des produits chimiques, en représailles contre les deux attentats ayant frappé les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam. Car ce que redoutent avant tout Washington et ses alliés africains, c'est la capaci-

té du Soudan à soutenir des mouvements de rébellion ou des mouvements de fondamentalistes islamiques, qu'ils considèrent comme l'une des principales menaces pesant sur la stabilité de l'Afrique orientale. C'est ainsi que les islamistes soudanais soutiennent les Tabligh ougandais, les extrémistes somalis et oromos éthiopiens, la Gamaa islamiya égyptienne ou certains chefs de guerre somaliens. Ces mouvements, s'ils ne sont pas en mesure de s'emparer du pouvoir, font régner une véritable insécurité dans certaines régions.

La position de l'Égypte. Dans cette situation, l'Égypte est, elle, restée partagée entre sa défiance vis-à-vis du régime islamiste et sa volonté de ne pas rompre définitivement ses relations avec Khartoum. Le Caire



■ L'usine de el Shifa, bombardée en août 1998 par les Américains.

Depuis son indépendance, le Soudan n'est pas parvenu à résoudre les contradictions léguées par sa géographie et aggravées par son histoire.

Le Soudan, plus vaste État d'Afrique (2 505 813 km²) est un pays déchiré par une guerre civile qui n'en finit pas. Ni les autorités, ni l'opposition ne semblent capables de contrôler pleinement le pays et ses frontières. Ce pays est divisé en deux mondes ethnique et religieux : arabo-musulman au Nord et africain, chrétien et

LE PEUPLE DANS LA BATAILLE, LES MILICES DES FDP

Calquée sur le principe des pasdars iraniens, cette force est née en 1990, de la volonté du régime de disposer d'une « garde prétorienne » capable de faire contrepoids aux forces armées jugées peu sûres.

Disposant de 70 000 hommes, elle est le reflet de la volonté gouvernementale de disposer d'un peuple en armes. En fait, largement fanatisés, ses membres, qui ne reçoivent qu'un entraînement militaire très sommaire, sont utilisés principalement dans le Sud pour mener à bien des tâches que ne veulent pas effectuer les forces armées (montée en première ligne, reconnaissance des objectifs pouvant être minés, etc.). ●



■ Hassan El Tourabi, l'idéologue du régime.

va, en effet, être amené à renégocier le partage du débit des eaux du Nil avec le gouvernement soudanais, enjeu qui constitue une priorité géostratégique pour les Égyptiens.

L'enjeu de l'eau. Derrière la lutte que se livrent plusieurs pays de la région, se trouve aussi l'enjeu de l'eau (voir p. 22-23). Dans cette perspective, les Soudanais détiennent un

moyen de pression sur Le Caire. Les deux voisins du Soudan les plus hostiles au régime islamiste restent l'Ouganda et l'Érythrée qui apportent leur soutien aux rebelles et plus particulièrement aux forces de l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLA), du colonel John Garang.

Pour pallier les nombreuses difficultés qu'il rencontre, le gouverne-

ment de Khartoum tente de donner au pays une unité religieuse qui passe par une politique d'islamisation systématique et forcée.

L'évolution. Mais, depuis la fin de l'année 1998, et malgré son soutien affiché au terrorisme — ce qui devait lui valoir d'être la cible, en août 1998, de bombardements américains — le régime soudanais semble en passe de connaître une évolution significative. Il a misé sur deux facteurs déterminants qui semblent se concrétiser, l'un économique, le pétrole, et l'autre politique, les rivalités ethniques existant au sein des populations sudistes. Il est ainsi parvenu à diviser les populations sudistes afin de réduire les capacités de la rébellion. Et, depuis janvier 1999, après avoir restauré un semblant de multipartisme, le régime soudanais s'emploie à favoriser un dialogue entre le Nord et le Sud qui n'a pour seul but que de parvenir à une « somalisation » du Sud-Soudan, pour permettre au régime de Khartoum de se stabiliser et d'accroître son influence, tout en divisant l'opposition. Cette nouvelle option politique va d'ailleurs poser des problèmes quasi-insurmontables dont, entre autre, la délimitation administrative du sud du pays, les modalités d'organisation d'un référendum et le partage du pouvoir entre les Sudistes. Mais, surtout depuis l'été 1998, les autorités soudanaises bénéficient du bouleversement régional provoqué par l'ouverture des hostilités entre l'Éthiopie et l'Érythrée qui a amené ces deux États (très hostiles au régime soudanais) à modifier leur politique vis-à-vis du Soudan. Désormais, l'opposition soudanaise ne peut plus compter sur un soutien effectif des forces érythréennes et éthiopiennes, ni même ougandaïses (les troupes de Kampala étant engagées aux côtés des rebelles en République démocratique du Congo).

À l'été 1999, la situation semble plus favorable que jamais au régime soudanais. La politique de dialogue avec l'opposition et un semblant de multipartisme qui pourrait rapidement exclure les anciens opposants de la scène politique risquent d'engendrer des tensions, voire une explosion de l'Alliance nationale démocratique. Pire, cette politique pourrait parvenir au ralliement des opposants nordistes à l'exclusion des Sudistes. Dans tous les cas, la

situation actuelle reflète les difficultés que rencontre l'opposition et plus particulièrement celles de l'Armée populaire de libération des peuples du Soudan du colonel Garang. Face à cela, les rebelles sudistes ont annoncé que les sites d'exploitation pétrolière sont devenus un enjeu stratégique, dont le sabotage porterait un coup sévère au régime, en pénalisant le futur développement économique du pays.

Conflit sans issue. Le conflit soudanais semble sans issue, l'ensemble des belligérants ne pouvant parvenir à un accord. La réalité prime, pour le moment, sur tout autre facteur : le Soudan n'est qu'un État hétérogène composé de populations que plusieurs siècles d'animosité ou de haine ne peuvent réconcilier. Même si l'opposition nordiste acceptait de se ranger aux côtés du régime actuel (ce qui n'est pas certain), la rébellion sudiste maintiendrait, et encore pour longtemps, l'instabilité dans le sud du pays, contraignant les autorités gouvernementales à ruiner l'économie soudanaise au profit de l'effort de guerre. ●

ARMÉE DE LIBÉRATION DES PEUPLES DU SOUDAN

Cette formation, créée en 1990 par des officiers exilés, a pris de l'ampleur en 1995 quand elle servit de base de regroupement à des mouvements d'opposants. Son originalité et son aspect novateur tiennent dans le fait qu'elle est le premier forum au sein duquel se sont regroupés des rebelles sudistes et nordistes, y compris des ennemis d'autrefois (le Colonel Garang, chef de la SPLA et l'ancien premier ministre soudanais Sadek el-Mahdi). Sa création a permis de synchroniser les actions rebelles dans le nord et le sud du Soudan. Néanmoins, les « alliés » connaissent certaines dissensions et le mouvement traverse une crise due aux difficultés que traverse la SPLA et au dialogue qui s'est instauré, depuis le début de 1999, entre Sadek el-Mahdi et son beau-frère, Hassan Tourabi, dans la perspective d'une démocratisation du régime. Les opposants nordistes ne veulent pas être marginalisés de la vie politique soudanaise au moment où le processus constitutionnel autorise, de nouveau, les partis politiques (interdits depuis 1989). Les Sudistes qui, eux, ne font aucune confiance au régime, considèrent les atterroissements des dirigeants nordistes comme une preuve de leur duplicité et de leur absence de conscience nationale, leur vision du Soudan semblant s'arrêter au nord du pays. ●



Afrique

Ouganda

CHRONOLOGIE

1962

• Indépendance du pays.

1986

• Prise du pouvoir de Yoweri Kaguta Museveni.

1989

• Reddition d'Alice Lakwena, chef historique du *Holly Spirit Movement*.

1994

• Apparition de la *Lord Resistance Army*.

1998

• Intervention militaire ougandaise en RDC aux côtés des rebelles congolais.

Situé au cœur de l'Afrique, l'Ouganda est à la fois un point de contact et une zone de confrontation entre différentes cultures (nilotique, bantoue et soudanaise) et religions (protestante, catholique et musulmane).

La colonisation britannique a modifié les structures traditionnelles de cette région, assurant, à l'aube de l'indépendance, la primauté politique et économique aux protestants ougandais, au détriment des autres ethnies. Cette situation devait entraîner, en réaction, l'essor de nombreux partis politiques à base religieuse et ethnique qui furent à l'origine de près de vingt-cinq ans de guerres civiles successives, parmi les plus meurtrières qu'ait connu le continent africain. L'Ouganda a été l'archétype de l'État africain mal décolonisé, placé sous la coupe d'un dictateur sanglant (Idi Amin Dada) ou de politiciens dépassés par les événements (Milton Obote, Tito Okello). De 1981 à 1986, une énième

guerre civile devait faire plus de 300 000 victimes et aboutir à l'arrivée au pouvoir de Yoweri Museveni, un Hima du Sud du pays.

La Lord Resistance Army. Son régime devait ramener une relative stabilité dans le pays en imposant un système de parti unique et une gestion autoritaire des affaires, suscitant cependant de nombreuses oppositions, dont certaines vont basculer dans la lutte armée. Un mouvement retient plus particulièrement l'attention, par ses méthodes barbares et son cheminement intellectuel atypique : la *Lord Resistance Army* (LRA). Implantée dans le Nord de l'Ouganda, en pays acholi, la LRA n'est que l'avatar d'un précédent mouvement des plus étonnants : le *Holly Spirit Movement*. Combinant références chrétiennes et rites africains traditionnels, ce mouvement a été créé en 1986 par une prêtresse acholi, Alice Auma, possédée par l'esprit *Lakwena*, « messager » en acholi. Prônant la lutte armée contre les populations bantoues et le pouvoir « sudiste » de Museveni, elle allait regrouper autour d'elle des milliers de « combattants du Seigneur », persuadés d'être invulnérables aux balles censées se transformer en eau à leur contact. Après quelques succès initiaux, cette rébellion devait être écrasée par l'armée ougandaise, en novembre 1987, Alice Lakwena se réfugiant au Kenya. Mais le mouvement allait être relancé à partir de 1994, sous le nom de LRA, par Joseph Kony, avec l'aide du Soudan. Le paradoxe de voir un régime fondamentaliste musulman soutenir une rébellion d'inspiration vaguement chrétienne s'explique par la nature conflictuelle des relations entre Khartoum et Kampala, l'Ouganda soutenant la rébellion soudanaise de John Garang, la SPLA. De fait, les deux pays, par mouvements interposés de luttes armées, se livrent une guerre larvée le long de leur frontière commune.

Les autres mouvements. La LRA a connu un certain essor depuis 1995,



■ Le président ougandais Yoweri Museveni.



• UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE BASÉE SUR LA FORCE

Souvent qualifié de « Bismarck de l'Afrique des Grands Lacs », Museveni pratique, depuis le début des années 90, une politique extérieure volontariste basée sur le recours à la force et faisant peu de cas des normes diplomatiques classiques. Tour à tour, il s'est engagé en faveur de la SPLA contre le régime islamiste soudanais, a soutenu le FPR rwandais contre le régime du président hutu Habyarimana, a créé, avec les Rwandais, l'AFDL afin de renverser le régime

du président Mobutu au Zaïre, avant de recourir de nouveau à de telles pratiques en lançant une nouvelle rébellion congolaise, cette fois contre le régime de Kabila. Mais les difficultés rencontrées dans cette dernière entreprise, l'internationalisation du conflit, sa durée et son coût, très lourd pour l'économie ougandaise, incitent de nombreux observateurs à considérer qu'il pourrait s'agir de la « guerre de trop » pour le régime Museveni.

en s'alliant, sous l'égide des autorités soudanaises, avec les rebelles du *Western Nile Bank Front* (WNBF), composé de musulmans acholis nostalgiques du régime du sanguinaire Idi Amin Dada. Plus à l'ouest, un autre mouvement, l'ADF (*Allied Democratic Front*), s'est également développé depuis 1995. Souhaitant démanteler des bases rebelles au Kivu, le président Museveni s'est engagé, à l'été 1998, dans une nouvelle aventure militaire en RDC, en compagnie des Rwandais, dans le double but de renverser le régime de Kabila mais surtout de sécuriser les zones frontalières, mais l'expérience s'est avérée peu concluante. L'armée ougandaise s'est enlisée dans le borborygme congolais tandis

que se produisait une très nette détérioration des conditions de sécurité à l'intérieur du territoire ougandais : vague d'attentats terroristes frappant les grandes villes ; recrudescence de différents mouvements de rébellion et série d'incursions de Hutu rwandais, responsables du massacre de huit touristes anglo-saxons dans le parc naturel de Bwindi, en mars 1999. Autant de coups portés à l'image du pays qui tente de se présenter comme un modèle de stabilité et de bonne gouvernance aux yeux de la communauté internationale, de moins en moins dupe des conséquences de l'aventurisme militaire du président Museveni.

■ Le 7 mars 1999, ce camion de touristes fut pillé et brûlé par des Hutus dans le parc National de Bwindi, en Ouganda.



Afrique

Sahara occidental

CHRONOLOGIE

1934
• Le pays passe sous contrôle de l'Espagne.

10.05.1973
• Création du front Polisario.

16.10.1975
• La Cour internationale de justice de la Haye recommande le recours à l'autodétermination.

06.11.1975
• Début de la « Marche verte » initiée par le roi du Maroc, Hassan II.

Novembre 1975
• Accord de Madrid qui stipule le partage du Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie.

27.02.1976
• Le front Polisario proclame la « République arabe sahraouie démocratique » avec l'appui de l'Algérie.

16.05.1988
• Normalisation des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc après 12 ans de rupture.

Septembre 1991
• Cessez-le-feu entre le front Polisario et le Maroc.

10.12.1995
• Vote de l'ONU sur la nécessité d'un référendum d'autodétermination.

Novembre 1997
• Accord de Houston, sous l'égide du secrétaire d'État américain, censé ouvrir la voie à un règlement définitif.

07.12.1998
• Date programmée pour la tenue du référendum d'autodétermination, repoussé finalement à une date non déterminée.

Zone désertique de 280 000 km² restée à l'écart des grands courants de peuplement, le Sahara occidental voit quelques Portugais s'établir sur ses côtes au XVI^e siècle.

En 1900 et 1904, la France, présente en Algérie et en Mauritanie, signe des accords avec l'Espagne, lui laissant les mains libres sur le territoire que Madrid contrôle à partir de 1934. En 1963, sont mis en exploitation de riches gisements de phosphates.

Les partisans sahraouis de l'indépendance fondent, en 1973, le Front de libération de Sagniet et Hamra et Rio de Oro (Polisario) alors que le Maroc et la Mauritanie envisagent un partage (inégal) du territoire, encore espagnol en 1974. La Cour internationale de justice recommande, en octobre 1975, le recours à l'autodétermination, tout en reconnaissant les liens d'allégeance traditionnels des tribus sahraouies avec le Maroc.

C'est alors que le roi du Maroc lance, début novembre 1975, plus de 300 000 civils vers le sud, pour la célèbre « Marche verte » et signe, le 14 novembre, à Madrid, quelques jours avant la mort de Franco, un accord de dévolution du territoire au Maroc, à la Mauritanie et aux assemblées traditionnelles sahraouies. Le 10 décembre, l'ONU affirme la nécessité d'un référendum d'autodétermination.

Le Polisario. Aidé par l'Algérie et la Libye, le Polisario mène la guérilla contre ses voisins. Le président mauritanien renonce, en 1979, aux prétentions de son pays sur le Sahara. Le Polisario peut alors concentrer ses opérations contre les

Forces armées royales du Maroc, à partir de bases en territoire algérien ou mauritanien. À partir de 1980, les Marocains retournent progressivement la situation en construisant sept murs de terre qui, de 1981 à 1987, achèvent le bouclage de l'essentiel du territoire sahraoui.

Les Sahraouis tentent alors de consolider sur le plan diplomatique une situation devenue difficile sur le terrain. Ayant proclamé, le 27 février 1976, la République arabe sahraouie démocratique (RASD), ils en obtiennent la reconnaissance par plus de soixante-dix États et l'admission à l'organisation de l'unité africaine, en 1984. Le secrétaire général de l'ONU fait accepter par les deux parties un plan, en août 1988, entériné ensuite par le Conseil de sécurité : cessez-le-feu, établissement de listes électorales sur la base des recensements espagnols et scrutin d'autodétermination. Mais les modalités, notamment celle de la présence des troupes et de l'administration marocaine, ainsi que l'établissement des listes électorales, demeurent problématiques.

Plus de vingt-cinq ans après la première action armée du 20 mai 1973 contre un poste espagnol, le conflit reste ouvert et 165 000 réfugiés survivent dans les camps entourant Tindouf.

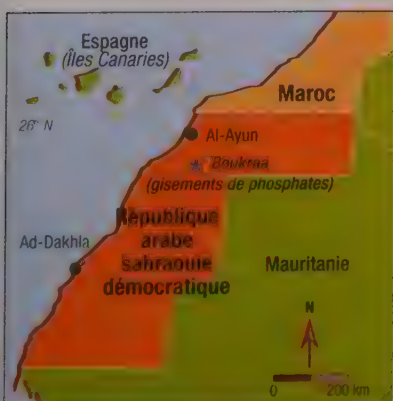
QUESTION DU RÉFÉRENDUM

Le recensement des populations sahraouies, organisé par la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) bute sur les procédures d'identification des populations appelées à voter. La querelle porte sur la composition du corps électoral : le Maroc entend faire enregistrer par la Minurso 64 000 personnes supplémentaires dont le front Polisario ne veut pas entendre parler car elles n'appartiennent pas à des tribus sahraouies.

Ni le Maroc ni le Polisario ne sont en situation de transiger. Depuis la « Marche verte » de 1975, le régime marocain a fait de la récupération des « provinces du Sud » une de ses priorités, avec la bénédiction de tous les partis politiques. Des sommes très importantes ont été investies pour le développement économique du Sahara occidental. C'est cette politique, l'avenir de la monarchie, et la stabilité d'un pays de près de 30 millions d'habitants, qui sont à la merci d'un référendum auquel devraient participer environ 100 000 électeurs. Rabat n'acceptera d'y participer que s'il est certain de l'emporter. Ce ne sera pas le cas si les Marocains n'arrivent pas à élargir le corps électoral aux 64 000 Sahraouis contestés. Les dirigeants du Polisario le savent.

Les deux camps ne trouveront pas d'issue honorable s'ils ne font pas preuve de réalisme. Les Marocains doivent se faire à l'idée qu'il existe une identité sahraouie forgée par la lutte contre les Forces armées royales et les années d'exil dans les camps du Sud algérien.

Pour qu'un référendum ait une chance sérieuse d'aboutir à un règlement du conflit, il faut que les deux parties appellent à voter « oui » à la question qui sera posée. ●



■ Militaires polisario en 1977.

Afrique

Rép. démocratique du Congo

CHRONOLOGIE

1965

• Le général Mobutu renverse le régime du président Kasavubu.

1971

• Proclamation de la République du Zaïre, instauration d'un parti unique.

1990

• Autorisation du multipartisme.

Printemps 1997

• Renversement du maréchal Mobutu – Proclamation de la République démocratique du Congo par Laurent Désiré Kabila.

Automne 1998

• Nouvelle guerre civile dans l'Est du pays. Les rébellions cherchent à renverser le régime.

Le Congo ex-belge, devenu au fil des années le Zaïre, puis la République démocratique du Congo (RDC), constitue l'archétype de l'État africain postcolonial à la dérive.

L'avenir radieux théoriquement promis à cette future grande puissance africaine n'a débouché que sur une succession de ratages, d'errements, de violences et de souffrances. L'instabilité y est devenue chronique, la gabegie permanente, le chaos récurrent, et la survie une nécessité quotidienne pour la population. Le pays a été gravement marqué par une colonisation belge qui y a laissé des séquelles indélébiles; par trente années de mobutisme ayant abouti à la déliquescence de l'État et à l'essor du mal-développement; ainsi que par une « fausse alternan-

ce » ayant substitué à un despote vieillissant (Mobutu) un ancien seigneur de guerre de second ordre, mi-guérillero, mi-trafiquant (Kabila), propulsé en l'espace de quelques mois à la tête d'un pays-continent, objet de toutes les convoitises.

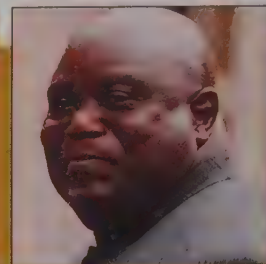
Historique. Depuis son indépendance, obtenue en 1960 dans des conditions dramatiques, sur fond de sécession katangaise et de différentes insurrections, l'ex-Zaïre a donné le sentiment de subir une perpétuelle descente aux enfers, au cours de laquelle il s'est transformé en champ de bataille pour nombre d'États, mouvements de lutte armée ou entreprises multinationales aux stratégies antagonistes (Angola, Ouganda, Rwanda, Afrique du Sud, SPLA, UNITA, sociétés minières...).

La situation de crise que connaît la RDC est tout autant imputable au gâchis prévalant dans le pays qu'à l'accumulation de conflits qui ensanglantent la région des Grands lacs et dont la plupart débordent en territoire congolais, au premier rang desquels l'antagonisme Tutsi-Hutu. Mais les agissements d'acteurs étrangers ne doivent pas occulter les nombreuses vulnérabilités internes découlant principalement de la faiblesse récurrente d'un pouvoir central confronté à des régions périphériques, souvent riches (Kasaï, Katanga, Kivu) et régulièrement parcourues par des velléités d'émancipation ou de sécession.

L'installation d'un nouveau régime en 1997, en dépit des immenses promesses que cet événement a suscité, n'a rien bouleversé, bien au contraire. Le régime du président Kabila s'est engagé dans une politique similaire à celle de son prédécesseur, interdisant les partis, privilégiant ses proches et sombrant dans une paranoïa sécuritaire et une dérive autoritaire. Le nouveau pouvoir, en qui de nombreux Zaïrois avaient placé beaucoup d'espoirs, n'allait pas tarder à décevoir, incapable de prendre la mesure des problèmes sociaux et économiques et de

• KABILA : DE L'UTILITÉ DE SAVOIR ATTENDRE SON HEURE

Né en 1939 au Katanga, d'ethnie luba, Laurent Désiré Kabila est longtemps apparu comme un acteur de second ordre dans les turbulences embrasant l'Afrique centrale, combinant militantisme politique, activités révolutionnaires et trafics, pas toujours licites, de toutes sortes. Après avoir connu une brève heure de gloire au milieu des années 60, côtoyant brièvement Che Guevara durant sa courte et malheureuse expédition africaine de 1965, il subit par la suite une traversée du désert pendant trois décennies, durant lesquelles il dirige tant bien que mal un maquis révolutionnaire au fin fond du Kivu. Son existence bascule au printemps 1996, lorsque les dirigeants ougandais et rwandais, dési-



reux de déstabiliser le régime Mobutu, le désignent comme l'une des principales figures de proue de la future AFDL en voie de constitution. Son habileté, et la chance, lui permettront en quelques mois de s'imposer face à ses rivaux à la tête de la rébellion, de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, de s'émanciper de la pesante tutelle de ses mentors ougandais et rwandais puis de survivre au coup de force que ces derniers téléguident à l'été 1998.

répondre aux attentes de la population congolaise. Le parti du président, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), a choisi de régner sans partage. Le régime s'est, de plus, trouvé accusé d'être à la solde des étrangers anglophones (Ougandais et Rwandais) qui avaient contribué à sa mise en place. Cette situation a très rapidement suscité le réveil des

oppositions traditionnelles au pouvoir central, mais aussi la constitution d'oppositions régionales.

Le « clan des Rwandais ». Parallèlement, la critique est devenue de plus en plus vive contre le « clan des Rwandais » que constituait l'entourage du président Kabila. En intervenant militairement en RDC, le Rwanda souhaitait sécuriser son





■ En mai 1997, les soldats de Kabila maîtrisent la ville de Kinshasa.

propre territoire. Il accusait Mobutu de soutenir les Hutu rwandais réfugiés au Zaïre, qui menaient des incursions meurtrières au Rwanda. Ayant rempli leurs objectifs initiaux en terme de sécurité frontalière (en liquidant fin 1996-début 1997, au moins 200 000 réfugiés hutu par des massacres systématiques), les Rwandais ont pris le contrôle effectif du Kivu, tout en s'emparant de nombreux postes de responsabilités au sein du nouveau régime, quitte à apparaître comme une armée d'occupation aux yeux des habitants de Kinshasa.

Un divorce de plus en plus patent s'est dessiné, à partir du printemps 1998, entre Kabila et ses mentors étrangers, jugés de plus en plus envahissants, incitant ces derniers à vouloir se débarrasser de lui en planifiant une nouvelle « grande alternance » à Kinshasa. Ils tentent de mettre leur plan à exécution après que Kabila ait décidé, le 27 juillet, de renvoyer chez eux tous les militaires rwandais déployés en RDC. Des incidents éclatent, début août, dans l'Est du pays, entre soldats banyamulenge (Tutsi congolais d'origine rwandaise) et les autres militaires congolais. Activement soutenus par l'Ouganda et le Rwanda, qui reprennent les méthodes de 1996-1997 avec l'AFDL, les Banyamulenge constituent un mouvement de

rébellion, le Rassemblement Congolais Démocratique.

Extension du conflit. Les Rwandais et les Ougandais se lancent dans une opération militaire dans la région du Bas-Congo, sur la côte atlantique, dans l'espoir de s'emparer de la capitale congolaise. Mais, au moment où le régime Kabila est au bord de l'effondrement, le conflit s'internationalise, fin août, avec l'entrée en action en faveur du régime menacé, du Zimbabwe, de l'Angola, et de la Namibie qui déploient des troupes à Kinshasa et au Bas-Congo, où l'armée angolaise y écrase les colonnes rebelles, sauvant ainsi le régime congolais en perdition. Ces pays sont bientôt suivis par le Tchad et le Soudan qui se rangent aux côtés de Kabila, dont les forces bénéficient du soutien de milliers de rebelles hutu rwandais et burundais, d'opposants ougandais et de milices originaires du Kivu, les Mai Mai. De leur côté, les rebelles congolais et leurs alliés rwandais et ougandais, souvent regroupés sous l'appellation de « Coalition des Grands lacs », bénéficient de l'engagement du Burundi et de deux grands mouvements de guérilla de la région : la SPLA sud-soudanaise et l'UNITA angolaise.

Depuis, la rébellion a repris l'initiative. Partant de l'Est du pays, elle progresse lentement vers la capitale.

Mais au fil des mois, elle a perdu son unité. Au Nord, soutenu par l'Ouganda, s'est constitué le Mouvement de libération du Congo (MLC), dirigé par Jean-Pierre Bemba. Au Sud, étroitement contrôlé par les Rwandais, évolue le Rassemblement congolais démocratique (RCD), en proie depuis le printemps 1999 à de vives tensions internes entre éléments pro-rwandais et pro-ougandais, tensions reflétant le fossé en train de se creuser entre Kigali et Kampala au sujet de la guerre en RDC : au pragmatisme des Ougandais, de se retirer dans les meilleures conditions de ce borborygme, s'oppose le jusqu'au-boutisme des Rwandais, désireux d'obtenir une victoire totale, passant par l'éviction de Kabila du pouvoir.

Impasse militaire. Au début de l'été 1999, la situation sur le terrain

se caractérise par une impasse militaire, aucun des deux camps n'étant en mesure de vaincre son adversaire. Seules les prises par les rebelles et leurs alliés des provinces diamantifères du Kasai et minières du Katanga seraient en mesure de modifier l'équilibre des forces et d'accélérer la chute du régime Kabila. Plus que jamais, une solution négociée s'impose à tous. Des initiatives ont été prises, sous les auspices de la Zambie, de la Libye, de l'Afrique du Sud, de la SADC ou de l'ONU, mais la concrétisation du processus de paix en cours dépend du règlement de plusieurs questions cruciales : avenir du Kivu, partition ou préservation de l'unité du pays, sécurisation des frontières rwandaises et ougandaises, contrôle des rebelles hutu burundais. Autant de questions pour le moment toujours sans réponse. ●

• LA RDC : DES ENJEUX ÉCONOMIQUES À PROFUSION

Le pays est présente comme un « scandale géologique », tant il regorge de richesses minières. Le sous-sol congolais recèle de cuivre, de zinc, de cobalt, d'argent, de manganèse, d'or et de diamants. Néanmoins, ces ressources restent inégalement réparties sur le territoire. Deux régions principales les concentrent : les Kasai et le Shaba (ex-Katanga). Outre ses potentialités minières, la RDC possède un

potentiel hydroélectrique considérable, sous-exploité, bien que le pays abrite un des plus grands barrages au monde, celui d'Inga qui, à lui seul, devrait faire de la RDC la « dynamo » de toute l'Afrique. Le pays possède des potentialités agricoles immenses. La terre y est particulièrement fertile, bénéficiant de conditions de pluviométrie qui autorisent des cultures, tandis que le Kivu est propice à l'élevage du bétail. ●

Afrique

Erythrée/Ethiopie

CHRONOLOGIE

1952

• Rattachement de l'Érythrée à l'Éthiopie par l'ONU.

1962

• Annexion de l'Érythrée par l'Éthiopie.

1991

• Renversement du régime de Mengistu.

1993

• Indépendance de l'Érythrée.

Mai 1998

• Début du conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

• ENJEUX DU PORT D'ASSAB

Avec l'indépendance de l'Érythrée, l'Éthiopie a perdu sa façade maritime, redevenant un pays enclavé. Pour parer à cette difficulté et afin de rassurer les populations éthiopiennes inquiètes de cette situation, des accords ont été signés entre les deux nations. Ainsi, l'un des principaux articles de la charte signée par Asmara et Addis-Abeba, en 1993, concernait le port d'Assab. Il était prévu que ce dernier serait réservé au trafic marchand éthiopien, le trafic commercial érythréen se reportant sur Massawa. Assab était considéré comme vital par les autorités éthiopiennes puisqu'il assurait la majeure partie des approvisionnements de l'Éthiopie. C'est pourquoi, lors du conflit qui opposa l'Érythrée au Yémen pour la souveraineté sur l'archipel des Hanish, le gouvernement éthiopien fit savoir aux autorités yéménites que toute action militaire à l'encontre d'Assab serait considérée par l'Éthiopie comme un casus belli. Mais, dès l'ouverture du conflit avec l'Éthiopie, l'Érythrée a fermé Assab au trafic éthiopien, contraignant le régime d'Addis-Abeba à trouver de nouvelles dispositions. Ce dernier parvient actuellement à suppléer à la fermeture du port érythréen par l'utilisation du port de Djibouti mais ne possède pas les capacités nécessaires pour faire face à l'ensemble du trafic éthiopien. Ayant pris conscience du danger qu'il y pouvait y avoir à dépendre d'un port unique, les Éthiopiens cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement et de commerce, en s'appuyant, entre autre, sur le port de Berbera, au Somaliland.

Lorsque l'Éthiopie et l'Érythrée sont entrées en guerre, en mai 1998, le conflit a surpris l'ensemble de la communauté internationale.

Tout laissait penser que les deux gouvernements, qui avaient lutté ensemble contre le régime du dictateur Mengistu, entretenaient des liens très étroits. En fait, dès le début de l'année 1997, leurs relations s'étaient détériorées progressivement, entraînant des vexations et des incidents de plus en plus nombreux. Pour certains observateurs, l'origine du conflit reste le tracé mal défini de la frontière entre les deux pays. Pour d'autres, il puise ses racines dans un différend d'ordre économique, que l'introduction du nakfa, la nouvelle monnaie érythréenne, fin 1997, n'a fait qu'exacerber. En fait, il tient un peu des

deux à la fois. Le fond de la crise relève surtout d'une cause principale : les relations bilatérales déséquilibrées que l'Éthiopie souhaitait entretenir avec l'Érythrée. Au XIX^e siècle, l'expansion éthiopienne vers la mer Rouge fut stoppée par la colonisation italienne, mais jamais Addis-Abeba ne renonça à exercer une tutelle sur l'Érythrée. Reproduisant ce schéma, le régime éthiopien actuel souhaitait imposer un lien de dépendance économique avec le gouvernement d'Asmara, lequel entendait, depuis 1993, affirmer son indépendance. Ces deux positions parfaitement antagonistes ne pouvaient que mener les deux États vers l'affrontement.

Depuis les premiers combats, le 6 mai 1998, la situation n'a fait que se détériorer entre les deux nations. Celles-ci ont mobilisé l'essentiel de leurs ressources pour faire face aux dépenses de guerre et lever des troupes en masse. Dorénavant, des centaines de milliers de combattants se font face sur plusieurs fronts, répartis le long des 1 000 kilomètres de frontières communes aux deux pays. Des matériels de plus en plus

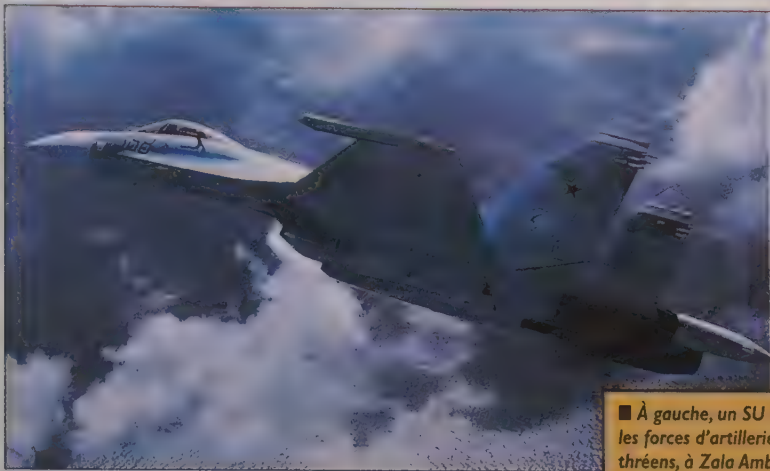


sophistiqués ont fait leur apparition sur le champ de bataille dans le domaine aérien où Mig 29 et Su 27 se font face. Inversement, à terre, les deux belligérants se livrent une guerre de tranchées extrêmement meurtrière, qui n'est pas sans rappeler la Première Guerre mondiale.

Escalade de la violence. Après plus d'une année de tensions, d'incidents et de combats le long de la frontière, et malgré toutes les tentatives de médiation et le peu d'intérêt que ces pays ont à se faire la guerre, l'es-



■ Après les massacres de juin 1998, les soldats érythréens évacuent leurs morts.



■ À gauche, un SU 27, à droite les forces d'artillerie des soldats érythréens, à Zala Ambessa, en juin 1998.

calade de la violence se poursuit. Contrairement aux premières semaines du conflit, durant lesquelles les deux belligérants ont semblé vouloir circonscrire les opérations aux seules régions en litige, depuis le 5 juin 1998, plusieurs raids aériens ont entraîné une escalade de la violence. Pour le moment, toutes les tentatives de médiation ont échoué. Ni les Américains, ni les Rwandais, ni les Italiens, ni même les organismes internationaux (OUA et ONU) ne sont parvenus à faire entendre raison aux deux protagonistes. Si ces derniers affichent une volonté officielle de cesser les hostilités, les modalités d'application du plan de paix de l'OUA leurs apparaissent inacceptables. Pour l'Éthiopie, il n'est pas question de faire la paix tant que les Érythréens occuperont une portion des territoires contestés ; pour les Érythréens, il n'est pas admissible de laisser l'administration de ces mêmes territoires sous tutelle

éthiopienne durant la période nécessaire à un arbitrage international.

Situation bloquée. Toute tentative de médiation semble vouée à l'échec face aux nationalismes exacerbés des deux belligérants. Le conflit s'annonce donc long et ruineux pour les économies de ces deux pays, qui comptent parmi les plus pauvres de la planète. Jusqu'à présent, le régime érythréen tient grâce aux aides et aux dons fournis par la diaspora, mais celle-ci pourrait, à terme, se lasser de financer ce conflit. L'Éthiopie, quant à elle, s'enfonce dans une récession économique. En effet, nonobstant les pertes dues à la mobilisation d'une partie des forces vives de la nation, l'économie éthiopienne ne peut plus utiliser le port érythréen d'Assab, qui était autrefois réservé exclusivement au transit des marchandises éthiopiennes. Dorénavant, le commerce éthiopien passe par le port

de Djibouti, dont les capacités sont plus limitées.

Intransigeance. Depuis le printemps 1999, le conflit semble s'étendre au-delà des limites de la frontière érythréo-éthiopienne. Le gouvernement d'Asmara apporterait son soutien aux rebelles oromos, en lutte contre le régime d'Addis-Abeba, et au clan somalien d'Hussein Aidid. En réaction, les Éthiopiens se sont lancés, début juin, dans une campagne militaire en Somalie, qui déborde au-delà de leur frontière méridionale. Alliés avec les miliciens de la *Rahanwein Resistance Army*, ils ont participé à la prise de Baidoa, contrôlée depuis des années par le clan d'Hussein Aidid. Face à l'intransigeance des deux gouvernements, les hostilités entre l'Éthiopie et l'Érythrée ne semblent pas devoir s'arrêter. Les négociations engagées sous les auspices de l'OUA apparaissent totalement bloquées et ce,

malgré la bonne volonté affichée officiellement par les deux capitales. Hormis la question de la délimitation des frontières, sur le fond, les causes de ce conflit n'ont toujours pas été prises en compte par les différents médiateurs, qui se sont limités au problème des zones contestées, sans se pencher sur les problèmes économiques soulevés par le statut du port d'Assab ou sur la question des spoliations de biens effectuées à l'encontre des populations adverses dans chaque pays, depuis le début du conflit. Dans ce cadre, on peut s'attendre à une nouvelle guerre, à l'image de la lutte d'indépendance menée durant plus de trente ans par les Érythréens. À l'heure actuelle, seules des difficultés économiques notables ou une remise en cause des aides allouées aux deux pays par les bailleurs de fonds internationaux pourraient, peut-être, accélérer un règlement négocié du conflit.

• DES RELATIONS BILATÉRALES COMPLEXES

L'Érythrée n'a jamais été colonisée par l'Éthiopie. À la fin du XIX^e siècle, les Éthiopiens, qui tentaient d'étendre leur influence sur l'ensemble de la Corne de l'Afrique, furent freinés par l'expansion coloniale des Européens qui s'emparèrent des côtes africaines bordant l'océan Indien et la mer Rouge, bloquant tout accès à la mer pour l'Éthiopie. L'Italie s'installa en Somalie et en Érythrée, tandis que la France s'établissait à Djibouti et le Royaume-Uni au Somaliland. Colonie italienne dès 1890, l'Érythrée connut un réel développement dans le courant des années 30 (construction d'une ligne de chemin de fer, d'ouvrages d'art, de routes, etc.), le régime fasciste italien voulant en faire la vitrine de son empire outre-mer. En 1941, les forces britanniques occupèrent le pays, qui resta sous administration anglaise jusqu'en 1952. À cette date, l'ONU fédéra l'Érythrée avec l'Éthiopie, même si le régime du négus Haïlé Sélassié avait pour man-

dat de conduire le territoire érythréen vers l'indépendance. Sept ans plus tard, en 1959, le négus, se moquant de ses engagements, décida de supprimer les particularismes érythréens, avant d'annexer définitivement le territoire, en novembre 1962. Dès lors, commença l'une des plus longues guerres de libération de l'Histoire africaine. Malgré l'engagement de moyens considérables et un soutien très conséquent de l'URSS, qui n'hésita pas à envoyer de nombreux conseillers militaires en Éthiopie, à partir de la prise du pouvoir par le colonel Mengistu et l'établissement d'un régime marxiste à Addis-Abeba, le régime éthiopien ne parvint pas à réduire la rébellion érythréenne. Après trois décennies d'une guerre civile extrêmement meurtrière, la rébellion parvint à renverser le dictateur éthiopien en 1991, dans la foulée de l'effondrement du mur de Berlin et de l'effacement de l'URSS du continent africain. Il s'en suivit de facto, une indépendance du territoire

érythréen. En avril 1993, un référendum d'autodétermination, conduit sous les auspices des Nations unies, accorda l'indépendance au pays. Les relations entre Asmara et Addis-Abeba furent tout d'abord excellentes. Les deux pays menèrent une politique régionale commune. Redoutant tous deux l'activisme des fondamentalistes musulmans soudanais, ils s'organisèrent pour soutenir la rébellion soudanaise. Par ailleurs, ils se lancèrent dans de nombreux projets de développement commun. Le fait que les dirigeants des deux pays, Afeworki et Zenawi, aient lutté ensemble contre le régime de Mengistu assurait aux yeux des observateurs la certitude du maintien d'une bonne entente entre les deux pays. Néanmoins, à partir de 1997, les rivalités économiques et le sentiment d'indépendance des Érythréens provoquèrent une détérioration des relations, conduisant les deux pays frères à devenir « frères ennemis ».



■ Les deux pays se livrent une guerre extrêmement meurtrière.

Afrique

Somalie

CHRONOLOGIE

1991

• Chute du président Siad Barré, effondrement de l'État en Somalie.

1992

• En décembre, les Américains lancent l'opération *Restore Hope*.

1993

• Intervention des Nations unies, en mai, après l'échec de la mission américaine.

1995

• Départ des derniers casques bleus au mois de mars.

1997

• Première intervention militaire éthiopienne contre les islamistes somaliens.

1999

• Le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée se propage à la Somalie.

Depuis la chute du régime de Siad Barré, en 1991, les populations somaliennes doivent faire face à une absence totale d'État et d'administration.

Depuis cette date, les factions qui s'étaient alliées pour renverser le vieux dictateur ont commencé à se déchirer entre elles, les principaux chefs de guerre espérant établir leur contrôle sur l'ensemble du pays. C'est sur ce terrain qu'en

parallèle à la crise politique se sont développés certains antagonismes traditionnels du monde somalien.

Symbole. Jusque dans les années 80, nombre d'observateurs citaient la Somalie en exemple. Elle était censée être le symbole de l'homogénéité ethnique et religieuse d'un pays africain. C'était oublier que les populations somaliennes sont divisées en cinq grands clans, eux-mêmes subdivisés en sous-clans, qui représentent chacun plusieurs tribus et familles, parfois encore divisées en plusieurs sous-entités. Sous une apparente homogénéité se cachait donc la source de tous les maux de la Somalie contemporaine. Après huit années de guerre et de rivalités entre les grands clans pour s'emparer du pouvoir, aucune solution ne semble se dégager et le pays devrait encore longtemps connaître une situation chaotique. La Somalie est le premier (et pour le moment le seul) pays dont le siège aux Nations unies reste vide. En effet, les autres membres de l'organisation ont préféré, judicieusement, laisser la place vacante, plutôt que de continuer à maintenir un représentant fantoche et partisan d'un seul clan.

Différences politiques. La situation est bien différente en fonction des régions. Tout au nord, l'ancienne possession britannique du Somaliland s'est installée dans une relative stabilité depuis 1995. Le gouvernement, établi à Hargeisa, s'est lancé dans une politique d'intégration de l'ensemble des milices au sein de structures militaires et de police. En enrôlant ainsi tous les miliciens et en les payant, le régime parvient à les contenir, même si de nombreux incidents ont encore lieu.

Cette situation, plutôt stable, semble pourtant remise en cause depuis l'été 1998. L'émergence d'une nouvelle entité politique voisine, le Pountland, claniquement homogène puisqu'elle fédère une zone de peuplement exclusivement darod, est, à terme, source de tensions pour le Somaliland. Les limites administra-

• LE SOMALILAND

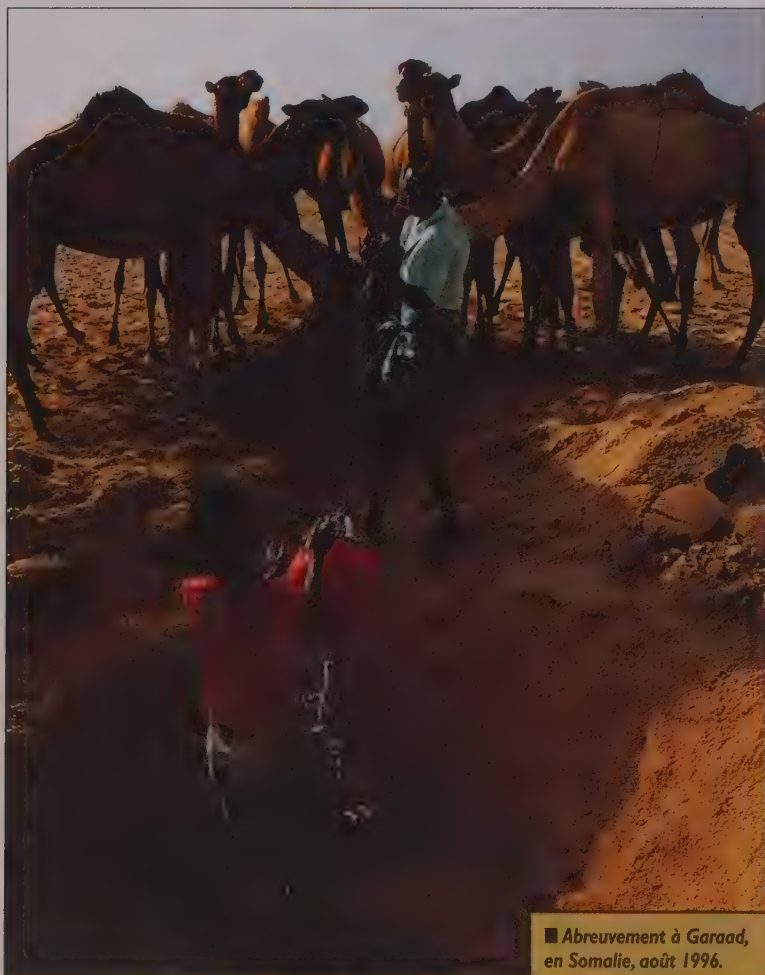
Situé au nord-est de la Somalie, le Somaliland est une ancienne colonie britannique. Indépendant durant cinq jours en 1960, il préféra se fédérer à la Somalie italienne. Autoproclamé indépendant depuis mai 1991, il s'est heurté à une absence de reconnaissance de la part de la communauté internationale, l'incitant à renoncer à ses revendications sécessionnistes.

Depuis 1995, il connaît une relative stabilité et présente peut-être l'exemple de ce que pourrait devenir l'ensemble somalien.

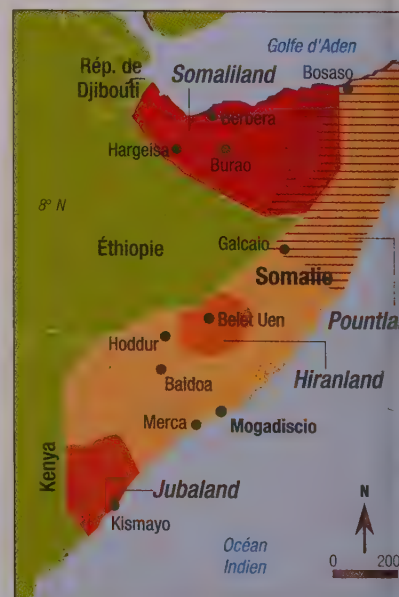
À sa suite, s'est constitué le Pountland, dans le Nord-Ouest. Depuis, certains dirigeants du Sud du pays ont fait état de leur intention de créer un « Jubaland » puis un « Hiranland ».

Néanmoins, si cette option politique semble prometteuse et séduisante, elle est critiquée par les partisans d'une Somalie unifiée à direction politique unique, telle que la conçoivent MM. Mahdi ou Aïdid. Surtout, ce concept fédéral va à l'encontre des idées politiques des islamistes somaliens qui prônent la religion comme premier facteur de cohésion entre Somaliens et souhaitent rebâtir le pays à partir d'un islam fédérateur.

La question fédérale devrait de ce fait constituer une nouvelle ligne de fracture majeure au sein de la société somalienne, engendrant de nouvelles causes d'affrontements.



■ Abreuvement à Garaad, en Somalie, août 1996.





■ Famille somalienne touchée par la pauvreté et les problèmes d'alimentation.

tives que souhaite établir le gouvernement du Pountland recourent la partie orientale du Somaliland, zone de peuplement darod.

La loi du plus fort. Plus au sud, le centre de la Somalie et la région de Mogadiscio, qui correspond à la zone de peuplement des Hawiyé, reste le théâtre de très nombreux affrontements. Les chefs de guerre y font régner leur loi. Les milices, composées de jeunes hommes, souvent illettrés et ne connaissant que la culture de la violence et les rapports de force, se comportent en véritables « armées d'occupation » dans leur quartier ou secteur de résidence. À Mogadiscio, malgré la mise en place de tribunaux islamiques censés régler les différends entre individus ou entre clans, la violence ne cesse pas. De nombreux attentats ou expéditions punitives continuent de terroriser les populations. Ainsi, n'est-il pas rare d'apprendre, par exemple, qu'un milicien, pour se venger, a jeté sur un marché une grenade parmi la foule. Dans ce contexte, les deux principaux chefs de clan, Hussein Mohamed Aïdid, le fils du général Aïdid, dont les Américains avaient mis la tête à prix, et Ali Mahdi Mohamed, tous deux Hawiyé, ne parviennent pas à s'entendre et poursuivent leurs affrontements pour le contrôle de la « capitale » somalienne.

Dans le Sud du pays, les affrontements se poursuivent entre milices rivales pour le contrôle du port de Kismayo, tandis que le long de la frontière kenyane, se sont établis les fondamentalistes musulmans du mouvement al Itihad Al islami.

Quête monétaire. En fait, hormis Mogadiscio où les principaux diri-

geants s'affrontent pour le titre de président, partout ailleurs dans l'ex-Somalia italienne, les clans s'affrontent pour le contrôle de ce qui peut rapporter de l'argent. Ainsi, un port ou un aéroport permet à celui qui le détient de percevoir des taxes sur les opérateurs économiques, une zone agricole permet de lever une dîme sur les producteurs, etc. Car, malgré la situation politique catastrophique, un commerce de subsistance, parfois d'exportation (productions agricoles) se poursuit. D'autre part, le contrôle des flux d'importations, essentiellement de denrées, financés grâce à l'apport de la diaspora, attisent les convoitises des petits chefs de guerre locaux, qui en tirent des rentes substantielles.

Échec total. Les tentatives de médiation et les réunions intersomalienne ont, pour l'heure, échoué. En fait, le conflit prend sa source dans de nombreux antagonismes, parfois ancestraux, entre Nordistes et Sudistes ou entre sédentaires et nomades. À cela s'ajoute, depuis 1992, la présence des milices islamistes. Pour parvenir à un accord, beaucoup ont misé sur la tradition somalienne du recours aux *elders* (mot à mot : les aînés) qui avaient pour charge de régler les querelles survenues au sein des familles somaliennes.

En ex-Somalia italienne, ces derniers ont été décapités par l'administration italienne et ceux qui portent ce titre ne sont pas reconnus comme tel par l'ensemble de la population. De plus, le conflit est dorénavant exacerbé par la présence d'acteurs extérieurs qui s'investissent en Somalie pour des raisons propres. Ainsi, sous couvert de participer à la réconciliation nationale, l'Égypte y intervient pour contrer la

• LA PLAIE DES ARMES

Les chefs de guerre somaliens peuvent poursuivre inlassablement leurs luttes du fait de la présence d'une importante quantité d'armes dans la Corne de l'Afrique. L'effondrement simultané, en 1991, des régimes éthiopien de Mengistu et somalien de Siad Barré, et la débâcle de leurs armées a déversé de nombreuses armes hors de tout contrôle.

Les différents mouvements de libération qui luttent contre Siad Barré se sont appropriés les dépôts d'armes et de munitions de l'armée somalienne, tandis que l'effondrement de l'armée éthiopienne forte, à cette époque, de 300 000 hommes, lançait sur les routes des centaines de milliers de combattants avec

leurs armes, qu'ils se sont empressés de cacher ou de vendre. Mais, plus que pour les armes de petits calibres, le conflit en Somalie se caractérise par l'utilisation des *technicals*, véhicules souvent tout terrain, équipés à l'arrière d'un canon sans recul ou d'une mitrailleuse. C'est grâce à ces véhicules que les principaux clans peuvent mener des actions armées d'importance.

En Somalie, du fait d'une situation exceptionnelle, l'utilisation d'armement lourd est devenue une « tradition » pour régler ce qui n'est parfois qu'une querelle de voisinage. Si la situation se normalise un jour en Somalie, la question du désarmement des milices demeurera un épineux problème.

politique éthiopienne. Derrière cette rivalité entre les deux pays, se cache la question de la rediscussion du partage des eaux du Nil entre les différents pays traversés par le fleuve. Dans ce cadre, Le Caire souhaiterait détenir en Somalie un gage à échanger aux Éthiopiens contre quelques concessions dans leur programme d'aménagement du Nil bleu. De son côté, le régime d'Addis-Abéba est intervenu directement et militairement en Somalie, à partir de l'été 1997, afin de mettre un terme à l'insécurité régnant dans l'Ogaden éthiopien, où agissent de nombreux mouvements de rébellion à tendances indépendantistes ou islamistes.

Surtout, le conflit qui oppose depuis mai 1998 l'Éthiopie à l'Érythrée est en passe de modifier sensiblement la donne somalienne. Asmara apporte en effet son soutien aux forces d'Aïdid et aux mouvements islamistes ; ainsi que plus à l'ouest, aux rebelles oromos éthiopiens, dans le but de multiplier les

fronts secondaires et éparpiller ainsi les forces éthiopiennes, loin de la ligne de front principale. De fait, suite à l'annonce de l'arrivée d'armes et de combattants dans la région de Mogadiscio, les Éthiopiens ont réagi extrêmement vigoureusement, en juin 1999, en pénétrant en Somalie pour infliger un sérieux revers aux forces d'Hussein Aïdid et à ses alliés islamistes. Ce cuisant échec fragilise considérablement la situation du clan Aïdid et de nouvelles turbulences dans la région de Mogadiscio ne sont pas à exclure de ce fait.

Dans ce contexte, si une solution au conflit somalien semble bien lointaine, une lueur d'espoir est née depuis 1998, avec l'annonce par plusieurs grands clans de constituer des entités politiques « indépendante », à l'image du Somaliland. Si cette intention est poussée à son terme, un État somalien pourrait alors revoir le jour sous la forme d'un État fédéral regroupant un ensemble de structures régionales autonomes. ●



■ Les pays du Sud sont de plus en plus dépendants des pays du Nord pour leur alimentation. Aujourd'hui, 800 millions de personnes touchées par la malnutrition.

Afrique

Rwanda

CHRONOLOGIE

Avril-juillet 1994

• Génocide, prise du pouvoir par les Tutsi du Front patriotique rwandais (FPR), dirigé par P. Kagame.

1996

• Début de l'offensive des Forces rebelles de L. D. Kabila soutenues par le Rwanda au Zaïre. Les forces rwandaises se livrent à des exactions contre les réfugiés hutu.

1997

• Renversement de Mobutu, établissement de Rwandais dans l'Est de la RDC.

Avril 1998

• Le président Kabila décrète que tous les étrangers qui sont en RDC devront partir avant la fin du mois de septembre. Les Rwandais, qui se sentent visés, se lancent dans le conflit et aident à la constitution d'un mouvement de rébellion.

1999

• Kigali semble maintenir une ligne de conduite très ferme à l'encontre de la RDC et souhaite, en fait, établir son contrôle sur l'Est du pays.

La situation prévalant au Rwanda est caractérisée, comme chez son voisin du Burundi, par un antagonisme ethnique exacerbé qui oppose les populations hutu aux populations tutsi.

Depuis le début des années 90, le pays a subi quatre années de guerre civile à caractère ethnique ; un génocide sans précédent en Afrique (faisant entre 500 000 et un million de morts, essentiellement tutsi), auquel ont succédé cinq années d'insécurité, d'instabilité et de violence, marquées par deux guerres en RDC et une multitude d'exactions graves contre les droits de l'homme. Celles-ci ont été commises tout autant par les anciens génocidaires hutu, avides de revanche depuis leur

défaite de 1994, que par les forces de sécurité du Front patriotique rwandais (FPR), actuellement au pouvoir. Très largement dominé par la minorité tutsi, et principalement par d'anciens exilés anglophones ayant vécu en Ouganda, le FPR rejette toute perspective de réconciliation nationale avec la majorité hutu. Les Tutsi placent leur sécurité au centre de leurs préoccupations et justifient leur politique, souvent jusqu'au-boutiste, par le devoir de prévenir toute nouvelle tentative génocidaire à leur encontre. Un tel comportement leur permet ainsi d'éviter d'ouvrir toute discussion avec une quelconque opposition modérée hutu.

Conflit Hutu/Tutsi. Cette situation de blocage, à la fois cause et effet de crispations ethniques persistantes, s'explique par le refus du FPR de partager le pouvoir politique conquis en 1994. À cela s'ajoute le refus de la plupart des dirigeants tutsi de restituer nombre de biens et de terres appartenant à des Hutu, et occupés ou saisis par la force lors de l'alternance sanglante du printemps 1994. Par ce refus de tourner la page, le pouvoir FPR ferme la porte au dialogue avec les Hutu modérés qui aspirent à la réconciliation et à la reconstruction d'un nouveau Rwanda, débarrassé de la gangrène ethnique. Les dirigeants tutsi ont tendance à considérer l'ensemble de la majorité hutu comme collectivement responsable, ou au minimum complice, du génocide de 1994. Une telle attitude incite de nombreux Hutu à basculer dans la violence pour défendre leur opinion ou exprimer leur mécontentement, quitte à rallier les rangs des génocidaires, anciens miliciens interahamwe ou anciens soldats de l'armée rwandaise (ex-FAR/Forces armées rwandaises).

La crise rwandaise se complique, en outre, par la présence de centaines de milliers de déplacés ou réfugiés hutu, au Rwanda et dans les pays voisins. Une des conséquences du génocide du printemps 1994 a été de provoquer un exil sans précédent des populations hutu dans les pays limi-

• SOUTIEN RWANDAIS

Les autorités rwandaises sont à l'origine de la création du Rassemblement congolais démocratique. Début août 1998, la rébellion n'était composée que d'éléments banyamulenge (Congolais tutsi). Cela a permis au président Kabila de dénoncer, le 6 août, une agression rwandaise. Devant la menace de voir la rébellion apparaître étrangère (avec tous les sentiments de rejet que cela représentait), les Rwandais ont annoncé la création, le 16 août, du RCD, en vue de donner une façade congolaise au mouvement anti-Kabila. Depuis, leur soutien au RCD n'a pas faibli. Ils fournissent personnel et logistique et encadrent les rebelles. Sans leur présence, la rébellion n'aurait jamais eu la capacité de se lancer dans une conquête du territoire congolais.

trophes, principalement au Zaïre et en Tanzanie et, dans une moindre mesure, au Burundi. Encadrés par les tenants du régime hutu en déroute, plus de 2 millions de Hutu prirent le chemin de l'exil à l'été 1994, pour fuir l'avancée du FPR. Cette arrivée massive de réfugiés a bouleversé les équilibres traditionnels de la région. Leur présence s'est avérée très déstabilisatrice pour l'ensemble des pays de la zone, d'autant que parmi eux se trouvaient des éléments génocidaires (ex-FAR et interahamwe).

« Revanche des Hutu ». Cette masse de réfugiés, concentrée dans de nombreux camps tout autour du Rwanda, et principalement au Zaïre, a permis aux revanchards hutu de poursuivre leur combat contre le FPR, en menant des infiltrations au Rwanda. Leur activisme devait obliger Kigali à consacrer beaucoup d'efforts pour contrôler ses frontières. Confronté à une situation sécuritaire dégradée, le régime à dominante tutsi allait chercher, à partir de 1996, à nettoyer ces camps et à liquider ces masses de réfugiés hostiles. Pour atteindre de tels

■ Paul Kagamé, l'homme fort du régime rwandais.



• LES INTERHAMWE

Le terme rwandais d'« interhamwe » s'applique aux miliciens hutu qui, lors du déclenchement du génocide au printemps 1994, se sont organisés pour effectuer de nombreuses exactions à l'encontre des populations tutsi et des hutu modérées.

Sous ce terme sont désignés des civils extrémistes souvent incontrôlés qui s'étaient préparés, dans l'ombre et avec l'accord de certains dirigeants de l'époque, à se lancer dans les massacres.

Ils s'étaient organisés dans la clandestinité et disposaient d'armes. Fonctionnant en réseau, dès l'annonce du déclenchement des massacres, ils agissent en groupes et par surprise, ne laissant aucune chance à leurs victimes.

■ Le retour des réfugiés rwandais en 1997.



objectifs, il n'allait pas hésiter à établir sa mainmise sur les Kivus, (Nord et Sud), provinces orientales de la RDC, puis à se faire faiseur de roi à Kinshasa, jouant un rôle très actif dans le renversement de Mobutu. Intervenant aux côtés des rebelles de Kabila durant la première guerre en RDC (automne 1996-printemps 1997), de nombreuses unités rwandaises ont opéré d'importants massacres collectifs contre les réfugiés hutu, faisant 200 000 victimes hutu en l'espace de quelques semaines. Le plus grand nombre de réfugiés a préféré rentrer au Rwanda, mais parmi eux sont revenus de nombreux rebelles hutu, fondus dans la masse, qui en ont profité pour relancer la lutte armée contre le régime FPR.

De la simple présence militaire à une véritable colonisation. Afin de détruire les bases arrières de ces rebelles en RDC, les Rwandais se sont installés dans les Kivus, avec la tolérance du régime Kabila et surtout avec le soutien des Banyamulenge (des Congolais tutsi d'origine rwandaise, implantés au Congo depuis plusieurs générations). Mais bien vite, ce qui ne devait être qu'une présence militaire permettant de sécuriser la frontière de part et d'autre s'est transformé en une véritable colonisation. Les Rwandais se sont emparés de tous les rouages administratifs et économiques des provinces orientales de la RDC, entraînant, en réaction, une recrudescence des actions rebelles en RDC, mais aussi au Rwanda.

Mouvement de rébellion contre Kabila. Lorsque Kabila, à l'été 1998,

a décidé de chasser les Rwandais de RDC, ceux-ci ont vivement réagi. D'une part, ils ont ressenti l'attitude de Kabila comme une trahison, d'autre part, ils ont estimé qu'ils ne pouvaient pas quitter cette région pour des raisons de sécurité. En effet, depuis la fin de l'année 1997, les rebelles rwandais du Peuple en arme pour la libération du Rwanda (PALIR) ont multiplié leurs actions au Rwanda, avant de s'allier, en janvier 1998, avec les mouvements anti-tutsi de l'Est de la RDC, provoquant une recrudescence de l'insécurité au Rwanda.

Jugement. Parallèlement, le régime FPR cherche toujours à conforter ses positions et entend conserver le pouvoir. Il continue donc à appliquer une politique de répression qui vise à empêcher l'émergence de tout mouvement de contestation ou de tout parti politique d'opposition. Dans ce cadre, et à la vue de l'accroissement des actions rebelles, la stabilité de la province du Kivu reste un élément déterminant pour la sécurité de Kigali. Dans le même

temps, afin de justifier sa position politique et l'absence de dialogue possible avec les Hutu, le régime poursuit sa politique de diabolisation et a fait accélérer, depuis 1997, le processus judiciaire du Tribunal pénal international pour le Rwanda, chargé de juger les auteurs présumés du génocide. Cependant, pour le moment, seule une poignée d'individus a été jugée. Il reste des dizaines de milliers de prisonniers, suspectés d'avoir participé au génocide, enfermés depuis 1994-1995 dans les prisons rwandaises, en attente de comparution devant les tribunaux.

Maintien de la paix. Cinq ans après la prise du pouvoir par le FPR, la rébellion hutu continue de pratiquer la lutte armée et la présence d'un fort contingent de l'armée rwandaise en territoire congolais augmente les risques d'actions des rebelles. Pour les Hutu, le PALIR, qui privilégie la voie des armes pour revenir au pouvoir, reste le seul mouvement d'opposants structuré. Il n'existe pas — actuellement — de mouvement poli-

tique hutu non violent et indépendant établi au Rwanda. L'existence d'un tel parti politique entraînerait probablement une demande de la communauté internationale en vue de l'associer à un règlement négocié à la crise que traverse le pays. Or, le Front patriotique rwandais se refuse à négocier avec les Hutu.

L'intransigeance du régime rwandais est encouragée par le soutien, parfois aveugle, des Anglo-Saxons à la cause du FPR. Ce refus du compromis contraste avec l'attitude du gouvernement burundais, lequel, en ayant su ouvrir le dialogue avec l'opposition hutu, tente de parvenir à un accord entre les différentes forces politiques du pays, afin de garantir les droits et la sécurité de tous. En comparaison, la problématique rwandaise n'a pas évolué depuis le début de la décennie : une minorité ne peut imposer ses vues à une majorité qui, elle-même, doit respecter la minorité. Qu'il soit dominé par les Tutsi ou les Hutu, le régime en place à Kigali refuse de partager le pouvoir. La situation demeure tragiquement bloquée.

Afrique

Angola

CHRONOLOGIE

1975

• Indépendance de l'Angola.

31 mai 1991

• Signature d'un accord de réconciliation nationale à Estoril au Portugal, prévoyant des élections générales.

1992

• Les élections présidentielles et législatives de septembre donnent la victoire à Dos Santos. Contestant les résultats, Savimbi quitte la capitale. Quelques jours plus tard, une partie de ses collaborateurs restés à Luanda est assassinée. Reprise des combats.

20 novembre 1994

• Le gouvernement et l'UNITA ratifient les accords de paix de Lusaka.

1995

• Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 976, qui prévoit l'envoi d'une force de 7 000 hommes en Angola pour superviser l'application des accords de paix.

Été 1998

• Après de nombreux incidents, on assiste à une reprise des combats dans tout le pays et à l'échec de la mission des Nations unies, accusée d'avoir laissé l'UNITA se réarmer.

L'Angola, augmentée de la petite enclave territoriale du Cabinda, coincée entre la République populaire du Congo et la République démocratique du Congo, a acquis son indépendance en 1975, après quinze années de guérilla anti-coloniale.

Dès le départ, un régime marxiste-léniniste a été mis en place sous la direction d'un parti se voulant unique, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Cette situation a été aussitôt contestée par les deux autres mouvements de lutte anti-coloniale ayant combattu contre les Portugais, le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le FNLA ayant été liquidé dès la fin des années 70, le conflit angolais, dans sa phase postcoloniale, va se résumer en un long bras de fer ininterrompu entre le régime – de moins en moins marxisant – en place à Luanda et l'UNITA. Celle-ci va se transformer en une véritable entreprise militaro-économique, luttant autant pour la conquête du pouvoir que pour le contrôle des ressources diamantifères du pays, un des facteurs principaux de prolongation du conflit.

Historique du conflit. Si ce conflit dure depuis des années, la raison première en est que les deux belligérants se partagent les ressources du pays : si les forces de rébellion exploitent une partie des mines de diamants, le camp gouvernemental,

quant à lui, finance son effort de guerre grâce aux revenus du pétrole.

Outre le clivage idéologique, c'est surtout un clivage ethnique qui divise les deux belligérants avec, d'un côté le MPLA, soutenu par les populations de la côte le plus souvent métissées de Portugais, et de l'autre l'UNITA qui recrutent au sein des populations de l'intérieur du pays et des hauts plateaux. Sur cette situation est venue se greffer une animosité personnelle entre les deux dirigeants, le président Dos Santos d'un côté et Jonas Savimbi de l'autre, qui les pousse à rechercher l'élimination physique de l'autre.

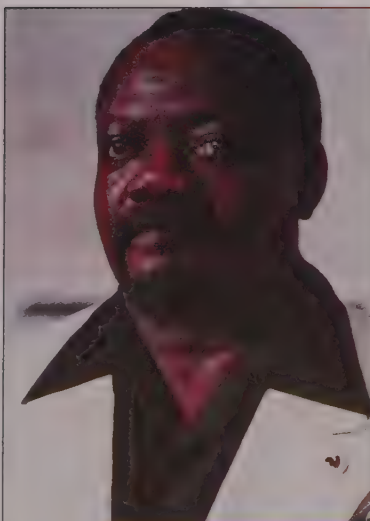
Nouvelle guerre civile. Après avoir traversé une période de relative accalmie, entre 1995 et 1997, l'Angola a basculé de nouveau, à l'été 1998, dans la guerre civile. Suite à la mort de Alioune Blondin Beye, représentant spécial des Nations unies en Angola, tous les efforts de médiation entrepris par l'organisation internationale se sont écroulés et les deux belligérants ont de nouveau privilégié l'utilisation des armes. En fait, les années de paix ne sont pas parvenues à réduire l'antagonisme existant entre les populations qui soutiennent l'UNITA (principalement les paysans ovimbundu des hauts plateaux) et les Kimbundu et

• L'UNITA, OU L'IMPOSSIBLE VICTOIRE

Fondé en 1966, ce mouvement de lutte armée est le plus ancien mouvement rebelle africain encore en activité. Il recrute principalement ses membres parmi les populations ovimbundu qui résident sur les plateaux de la région de l'Altiplano. Soutenu, à l'origine, par les pays occidentaux et le gouvernement blanc sud-africain qui souhaitait faire barrage à la menace communiste, symbolisé par la présence de plusieurs dizaines de milliers de soldats cubains aux côtés des forces gouvernementales angolaises, ce mouvement a su se structurer de manière solide et résiste au retrait sud-africain de la scène angolaise. Il parvient à subvenir à ses besoins grâce à l'exploitation de gisements de diamants. Ce commerce lui procure l'essentiel de ses ressources (300 à 500 millions de \$ par an), ce qui suffit à entretenir les 30 000 à 35 000 membres ou combattants que comprend le mouvement.

métis de la côte, qui forment l'ossature du MPLA et à qui il est reproché de vouloir dominer le pays.

À l'été 1998, l'UNITA a profité de la disparition de Blondin Beye pour tenter de différer un peu plus la restitution de ses fiefs aux autorités gouvernementales. Cette situation n'a pas été admise par le régime. Parallèlement, la ligne dure du MPLA et des forces armées, derrière le général De Matos, a souhaité éliminer définitivement les forces de l'UNITA. Cette situation a donc clairement sonné l'échec de la mission des Nations unies, qui n'était pas parvenue à procéder au désarme-



■ Jonas Savimbi, l'archétype de « l'entrepreneur militaire ».

■ En Angola, ce sont les Garimpero, des clandestins, qui cherchent les diamants.





■ Plate-forme off-shore ELF dans le port de Luanda, Angola, en avril 1995.



ment effectif de l'UNITA. Pour le gouvernement, il était clair qu'il fallait désormais restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire angolais et ainsi prendre le contrôle des zones diamantifères gérées par les rebelles. Dès lors, la situation s'est détériorée, le régime angolais s'est efforcé de dénoncer les exactions de l'UNITA, qui n'a pas respecté les engagements pris auprès de l'ONU, se sachant incapable de gagner les élections. En août 1998, les combats ont repris sur une grande échelle.

La problématique du conflit repose sur le fait qu'aucun des deux bel-

ligérants ne peut s'assurer le contrôle total du pays. Fin 1998, l'armée angolaise tenait la bande côtière et les gisements pétroliers *off shore* adjacents, les principaux axes routiers et plusieurs villes-carrefours à l'intérieur du pays. Les rebelles de l'UNITA exerçaient leur contrôle sur le reste de l'Angola. Il semble que les forces angolaises aient été surprises par la capacité et les moyens de l'UNITA, qui est rapidement passée à l'offensive sur l'ensemble du territoire, devançant alors les opérations gouvernementales. Surtout, une partie des forces angolaises se trouvait à l'extérieur du pays lors de la reprise des com-

bats. Les autorités de Luanda soutiennent, en effet, militairement les régimes de Laurent Désiré Kabila en République démocratique du Congo et de Denis Sassou Nguesso, en République du Congo. Pour ce faire, Luanda entretient des contingents de militaires dans ces deux pays et vient ainsi en aide à ses alliés, tous deux menacés par des mouvements de rébellion.

Une situation gelée. À la fin du printemps 1999, la situation n'a guère évolué. Les grandes offensives annoncées à plusieurs reprises par les autorités gouvernementales n'ont toujours pas eu lieu. Diplomatiquement, Luanda a obtenu la condamnation de l'UNITA par les pays de la région. Mais cette victoire politique n'a que peu de poids. La création, à l'instigation du régime, d'un mouvement de l'UNITA rénové, opposé à Jonas Savimbi, n'a pas non plus réussi à diviser la rébellion. En fait, la situation semble figée, dans l'attente de vastes opérations militaires que pourrait monter chacun des deux belligérants.

Pendant ce temps, l'un des pays les plus riches d'Afrique continue de gaspiller ses richesses dans une guerre sans fin, et sa population est plus préoccupée par ses conditions de vie que par les différents politiques. Le fort taux de chômage, la baisse du pouvoir d'achat et l'insécurité sont de véritables plaies et la

population aspire à retrouver la paix. Le gouvernement angolais cherche à priver l'UNITA de ses ressources financières en reprenant le contrôle des zones diamantifères. Il souhaite aussi isoler le mouvement rebelle en neutralisant ses bases extérieures. Avec la chute des régimes du maréchal Mobutu au Zaïre et du président Lissouba au Congo, il a réussi à contrôler deux des principaux canaux d'approvisionnement qu'utilisaient les membres de l'UNITA. Néanmoins, Luanda ne semble pas disposer des capacités nécessaires pour mener à bien l'ensemble de ces actions.

Ainsi, face aux forces de l'UNITA, l'armée angolaise a dû faire appel à l'ensemble de ses troupes pour contenir les actions de la rébellion et n'a donc pu maintenir un large dispositif aux côtés de Kabila. Inversement, l'UNITA n'a pas non plus les moyens de s'emparer de l'ensemble du pays. Elle peut certes mener de nombreuses opérations, mais ne dispose pas des capacités nécessaires pour vaincre les forces gouvernementales. Son but semble avant tout de conserver et de protéger les régions diamantifères, actuellement sous son contrôle, afin de sauvegarder ses sources de financement.

Ce conflit semble donc sans fin, aucun des deux belligérants n'ayant la capacité de remporter une victoire définitive sur son adversaire.

• LES AVENTURES CONGOLAISES DE LUANDA

En raison de sa puissance militaire, de son influence et des richesses de l'Angola, le gouvernement de Luanda aspire à devenir une véritable puissance régionale et faire contrepoids aux aspirations hégémoniques de la République sud-africaine en Afrique australe.

Pour s'affirmer en tant que puissance prépondérante dans la région, Luanda est intervenue au Zaïre et au Congo. Ce faisant, les autorités angolaises ont ainsi aidé au renversement des présidents Mobutu et Lissouba, à la tête de régimes qui soutenaient de longue date le mouvement de Jonas Savimbi. Toutefois, pour parvenir à concrétiser son ambition sur la zone, l'Angola doit surmonter ses problèmes intérieurs, notamment l'insécurité, le mécon-

tentement social et la question de la guerre civile. Mais surtout, le régime du président Dos Santos devra trouver une sortie honorable à son intervention militaire, depuis août 1998, aux côtés du président Kabila. En effet, les Angolais ne peuvent plus abandonner leur allié sans se discréditer. Or, ils ne semblent pas disposer des moyens suffisants pour lutter contre les rebelles congolais soutenus par les forces rwandaises et ougandaises, tout en maîtrisant la situation face aux hommes de l'UNITA.

Un nouveau renversement du régime en place à Kinshasa, consécutif au départ du président Kabila, deux ans après sa victoire sur le maréchal Mobutu, pourrait sonner le glas des ambitions régionales de l'Angola.

Amérique centrale et du Sud

Colombie

De tous les pays du sous-continent, la Colombie est celui où la violence demeure la plus présente dans la vie quotidienne, au point qu'on l'assimile à une véritable « culture » locale, un mode naturel d'expression sociale et politique.

Chaque période de l'Histoire nationale a connu ses propres conflits qui, bien que différents, ont tous contribué à maintenir le pays dans cette anormalité chronique. Avec la montée en puissance des cartels de la drogue, la médiatisation de leurs chefs et la sauvagerie de leurs méthodes, la violence politique traditionnelle était, ces dernières années, passée au second plan. Elle fait actuellement un retour en force, depuis que le nouveau président colombien, Andrés Pastrana, s'est mis en tête de se donner les moyens de l'éradiquer.

Acteurs et origines de la guérilla colombienne. On découvre qu'au contraire de la plupart des groupes d'opposition armée d'Amérique latine, dont le déclin, amorcé au début de la décennie, ne fait depuis lors que se confirmer, la guérilla colombienne n'a, pour sa part, jamais été aussi puissante ni aussi menaçante pour le pouvoir en place.

Les deux mouvements qui la composent désormais – les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) – font, il est vrai, figure de vétérans des luttes armées continentales. Créés dans les années 60, leur filiation remonte en droite ligne aux « communautés paysannes d'autodéfense » de la période de *Violencia*. Sévèrement étrillés dans les années 70, ils ont résisté à la répression comme ils résisteront, quelques années plus tard, à la vague de « désertions » qui touchera les autres groupes révolutionnaires (PL, M 19), sensibles aux sirènes pacificatrices des gouvernements Barco Vargas (1986-1990) et Gaviria Trujillo (1990-1994).

Différents rôles. La chute du mur de Berlin et la réconciliation de la Colombie avec Cuba n'auront que peu d'impact sur ces « jusqu'au-boulistes », sans doute parce que l'un comme l'autre ont appris, avec le temps, à compter avant tout sur leurs propres forces.

– L'ELN s'est spécialisé peu à peu dans le « pétroterrorisme », excellente façon tout à la fois de porter des coups à l'économie, d'atteindre les « exploiters étrangers » des richesses du pays et d'arrondir ses propres revenus en pratiquant l'« impôt de guerre ».

– Les FARC, mieux structurées militairement et politiquement, se sont, pour leur part, de plus en plus directement impliquées dans les activités liées au narcotrafic et ont peaufiné leurs techniques éprouvées d'extorsion de fonds (rançons, dîmes), prêtant ainsi le flan aux critiques qui les accusent de faire de

• TIROFIJO, LE PLUS VIEUX GUÉRILLERO DU MONDE

Àgé de soixante-dix ans, Pedro Antonio Marin, alias Manuel Marulanda, alias « Tirofijo » (Tir au but) est, dit-on, très fier du titre de « plus vieux guérillero du monde » que lui ont décerné les médias.

On sait en fait peu de chose sur ce petit homme au type indien très prononcé et à l'éternel treillis, sinon que, fils de paysans né à Genova (ouest de Bogota), en pleine région caféière, il n'a fait qu'un rapide passage par l'école primaire avant de rejoindre la petite exploitation familiale qui fera finalement faillite. C'est en 1949, en pleine *Violencia*, qu'agé d'à peine vingt ans, il organise, avec ses quatorze cousins, l'une des premières guérillas paysannes de Colombie qui lui vaudra son passage à la clandestinité dont il ne sortira pratiquement plus.

La pacification entreprise par le général Rojas Pinilla, en 1953, ne le décide pas à rendre les armes. Converti au marxisme comme beaucoup de leaders paysans de

cette période, il participera, en 1960, aux côtés des communistes, à la création de l'éphémère République indépendante de Marquetalia.

Il fonde en 1966, avec Jacobo Arenas, les Forces Armées Révolutionnaires colombiennes (FARC) alignées sur Moscou, dont il fera, en quelques années, la plus puissante organisation de lutte armée du continent, puisqu'elle compte aujourd'hui 15 000 hommes répartis en quatre-vingts fronts.

Ses qualités de stratège – il est, dit-on, un grand lecteur de *l'Art de la guerre* de Sun Tzu – et sa grande habileté à se jouer des politiques de Bogota, lui ont valu le titre d'« homme de l'année 1998 » en Colombie. Ne dit-on pas en effet que c'est lui qui, en indiquant à la veille du second tour des élections présidentielles qu'il considérait Andrés Pastrana comme un interlocuteur valable, a « fait » en quelque sorte la victoire de ce dernier ?

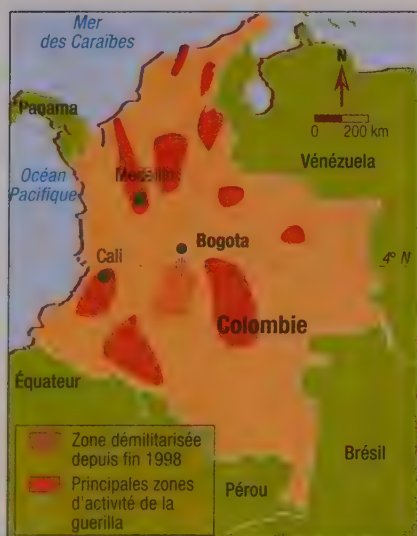
l'enrichissement à outrance (on parle de 140 millions de \$ par an) un but plutôt qu'un moyen.

Profitant du discrédit attaché au gouvernement du président Samper (1994-1998) – boycottés par les États-Unis pour ses liens avec le narcotrafic – les FARC vont continuer à marquer des points et à affaiblir chaque jour un peu plus le pouvoir central par des humiliations successives.

Dotées d'un matériel moderne et de moyens de transmission sophisti-

qués, elles poursuivront, fortes de leurs 15 000 combattants, l'implantation de nouveaux fronts à travers tout le pays, à partir de leur fief d'Uribe, au sud de la capitale.

L'élection d'Andrés Pastrana, en juin 1998, va cependant redonner espoir à ceux qui continuent à croire possible une solution négociée. À peine élu, le nouveau président, décidé à engager le plus vite possible une puissante dynamique de paix,



■ Attentat terroriste à Bogota le 12 mai 1990.

• GUÉRILLA ET NARCOTRAFIC

Le gouvernement colombien, relayé par les médias, présente depuis une quinzaine d'années les mouvements de guérilla encore actifs – et tout spécialement les FARC – comme des groupes de délinquants de droit commun, utilisant l'idéologie comme simple alibi, et dont la raison d'être est l'enrichissement de leurs chefs, notamment par le biais du trafic de drogue.

Mais si la narco-guérilla est bien une réalité en Colombie, les choses sont cependant moins simples qu'il n'y paraît au premier abord :

– En premier lieu car la drogue est partout présente dans le pays, à tous les niveaux de l'État, et ne saurait donc constituer l'apanage de la seule guérilla.

– D'autre part parce qu'il est difficile d'affirmer que l'appât du gain sert d'unique motivation à des combattants dont certains sont dans la clandestinité depuis plusieurs décennies.

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que FARC comme ELN sont directement associés aux activités du narcotrafic, qui leur assure une autosuffisance financière et leur a permis

d'acquérir un armement sophistiqué et des moyens de transmission qui n'ont rien à envier à ceux des militaires.

Implantés depuis des décennies dans les principales zones cocaières du pays, les guérilleros ont toujours entretenu des relations fluctuantes avec les trafiquants.

Dans les années 80, ils ont commencé par assurer la protection des aéroports et des laboratoires clandestins, ainsi que la formation des sicaires chargés de veiller sur les chefs des cartels, avant de s'opposer à ces derniers pour le contrôle de certaines zones de production. Prenant sous leur protection les petits producteurs de coca soumis aux exigences des « grands barons », les FARC se sont, par la suite, de plus en plus impliqués dans les différentes phases de la production et de la transformation, au point qu'on a pu parler à leur propos de véritable « troisième cartel ».

Le développement relativement récent de la culture du pavot, concentré dans les zones sous leur contrôle, est également à mettre à leur actif.



■ Descente de police dans un laboratoire de cocaïne.

n'hésitera pas, en effet, à se rendre en pleine jungle pour y rencontrer, sur leur terrain, les chefs des FARC, dont le légendaire « Tirofijo ».

Un premier accord prometteur est conclu, mais, au fur et à mesure que les mois passent, les optimistes commencent à déchanter. Les FARC, ajournant régulièrement l'ouverture d'un dialogue sur le fond, ne cessent de faire monter les enchères. En accentuant leur pression militaire, elles obtiennent successi-

vement la démilitarisation d'une zone de 42 000 km², qu'elles prétendent rapidement contrôler, et la mise à l'écart de plusieurs généraux hostiles. Leur principale revendication demeure cependant le désarmement par l'armée des divers groupes de paramilitaires qui, depuis le milieu des années 80, réclament une reconnaissance politique que le pouvoir leur a toujours refusée. Quant à l'ELN, elle se rappelle au bon souvenir des Colombiens et exige à son

tour des gestes du gouvernement. Face à une situation qui lui échappe, Andrés Pastrana cherche désespérément à reprendre l'initiative, alors même que, pour noircir encore le tableau, l'économie colombienne, dont le dynamisme ne s'est jamais démenti au cours de ces quarante dernières années, vient officiellement d'entrer en récession.

Dans un tel contexte, les transformations en profondeur de tous les secteurs de la société colombienne

qu'exigent les guérilleros, pour prix de leur renoncement définitif à la lutte armée, paraissent aujourd'hui largement hors de portée. Mais la question essentielle, qui conditionne en fait l'avenir de la Colombie, est de savoir si les combattants des FARC comme de l'ELN, déconnectés des réalités par des dizaines d'années de lutte clandestine, sont encore capables d'envisager un avenir en dehors de la lutte armée dans la forêt amazonienne.

• LE FARCLANDIA

En octobre 1998, cédant à l'une des principales exigences des FARC, qui en faisaient un préalable à toute reprise des négociations, le président Pastrana décidait la démilitarisation pour six mois d'un périmètre de 42 000 km² (l'équivalent de la Suisse), délimité par les villes de San Vicente del Caguan, Uribe, Mascarena, Vistahermosa et Mesetas. Ce bastion traditionnel des FARC, déclaré zone de paix, déserté par l'armée, passe alors directement sous le contrôle d'une milice civile aux ordres des rebelles.

En quelques semaines, la zone démilitarisée devient un territoire libéré que la guérilla communiste, les armes à la main, va administrer à sa totale convenance, révoquant tel représentant de l'administration centrale, ou destituant tel élu local pour crime de « légalisme ».

Ses mots d'ordre sont respectés à la lettre par une population au départ soulagée du semblant

de paix retrouvée, puis de plus en plus critique et résignée. La libre circulation à l'intérieur du périmètre devient sévèrement réglementée, les conflits individuels sont réglés sans recours au juge et les services notariaux suspendus.

Afin de montrer au monde qui est le maître de cette Farclandia, les responsables de la guérilla convoquent à eux sénateurs et députés (jusqu'au Haut Commissaire pour la paix) pour dicter leurs exigences. En juin, ils font même les honneurs de San Vicente del Caguan à une délégation de parlementaires nord-américains. Les FARC, qui n'ont toujours rien cédé, exigent même, en mai 1999, la prorogation, cette fois-ci pour une durée indéfinie, du statut démilitarisé de la zone.

Seule la fronde d'une grande partie de l'armée dissuade le président Pastrana de leur donner gain de cause. Le statut est cependant reconduit pour six mois supplémentaires.



■ Militaires colombiens.

Amérique centrale et du Sud

Pérou

CHRONOLOGIE

17.05.1980

• 1^{re} action revendiquée par le SL (Sentier lumineux), le jour de l'élection du 1^{er} président civil depuis 1968.

12.10.1982

• Proclamation de l'État d'urgence et intervention de l'armée dans les provinces touchées par la guérilla.

10.06.1990

• Élection d'Alberto Fujimori à la présidence du Pérou.

12.09.1992

• Arrestation à Lima d'Abimael Guzman.

Octobre 1993

• Abimael Guzman appelle, de sa prison, à la suspension de la lutte armée.

17.12.1996

• Prise d'otages à la résidence du Japon à Lima par des combattants du MRTA.

Relativement épargné, au cours des années 60, par l'insurrection guévariste, le Pérou, après douze années d'un régime militaire plutôt répressif, va se trouver soudain confronté, en 1980, à une résurgence de la lutte armée.

Le phénomène apparaît au lendemain même de l'élection d'un civil à la présidence, alors que la plupart des organisations de gauche ont opté pour la légalité constitutionnelle.

Origine. Un modeste professeur d'Ayacucho, Abimael Guzman, leader d'une des innombrables factions du mouvement communiste péruvien,

• ABIMAE GUZMAN REYNOSO, LE « CAMARADE GONZALO »

Né en 1934 au sein de la petite bourgeoisie d'Arequipa (Sud du Pérou), Abimael Guzman Reynoso, formé dans des écoles religieuses, s'oriente rapidement vers le droit et la philosophie. Après avoir soutenu une thèse sur Kant, il est nommé, pour y enseigner la sociologie, à l'université San Cristobal d'Ayacucho où, plus verbeux que réellement brillant, il fascine cependant ses étudiants par un incontestable charisme.

Adhèrent du parti communiste — Drapeau rouge —, l'une des nombreuses branches du mouvement communiste péruvien, il s'en sépare en 1964 et constitue alors un cercle d'universitaires radicaux. Au cours des années 60, il fait deux voyages en Chine et en revient fasciné par la Révolution culturelle et crée, en 1970, le parti communiste — Sentier lumineux. Il attendra dix années, au cours desquelles il structure et développe son mouvement, avant de passer, en 1980, à la lutte armée.

Disparaissant alors de la scène publique, le « camarade Gonzalo » comme il se fait désormais appeler, laissera se développer autour de son invisible personne un culte inhabituel dans cette région du monde.

Mais l'image de modèle absolu, que la « Quatrième épée du Marxisme » constitue pour ses combattants, est largement émoussée lorsqu'en 1990 le gouvernement diffuse une cassette vidéo, saisie dans une de ses planques, qui le montre en pleines libations, entouré de « camarades » féminines.

Son arrestation peu glorieuse, en septembre 1992 et son exhibition, savamment mise en scène par les autorités, qui le présente encagé et vêtu d'un pyjama rayé, invectivant ses gardiens, ébranle un peu plus sa légende.

Il y mettra de lui-même un terme définitif en appelant quelques mois plus tard ses partisans à déposer les armes, allant jusqu'à saluer l'action positive de son tombeur, le président Fujimori.

eut la conviction que l'heure était enfin venue de déclencher la « guerre populaire prolongée » qui libérerait son pays du féodalisme et permettrait l'instauration d'une démocratie parfaite. Au cours des deux années qui suivirent cette déclaration de guerre, le Sentier lumineux se contentera d'actions de propagande et de quelques coups de mains dans la région d'Ayacucho. Mais, à partir de 1982, attentats et exécutions de notables vont se multiplier, au point que le gouvernement se verra tenu de proclamer l'état d'urgence dans les provinces les plus touchées par le phénomène (une vingtaine sur les cent cinquante-six) et de faire appel à l'armée pour tenter de le circonscrire.

L'intervention de ce nouvel acteur aux méthodes souvent musclées va entraîner une radicalisation des activités des sendéristes et aboutira à une véritable prise en otage des populations locales. Parallèlement, le mouvement étend son action à d'autres régions rurales jusqu'ici épargnées, notamment la vallée du Haut-Huallagah,

première zone cocaïère du pays, et commence à viser les faubourgs de la capitale, Lima.

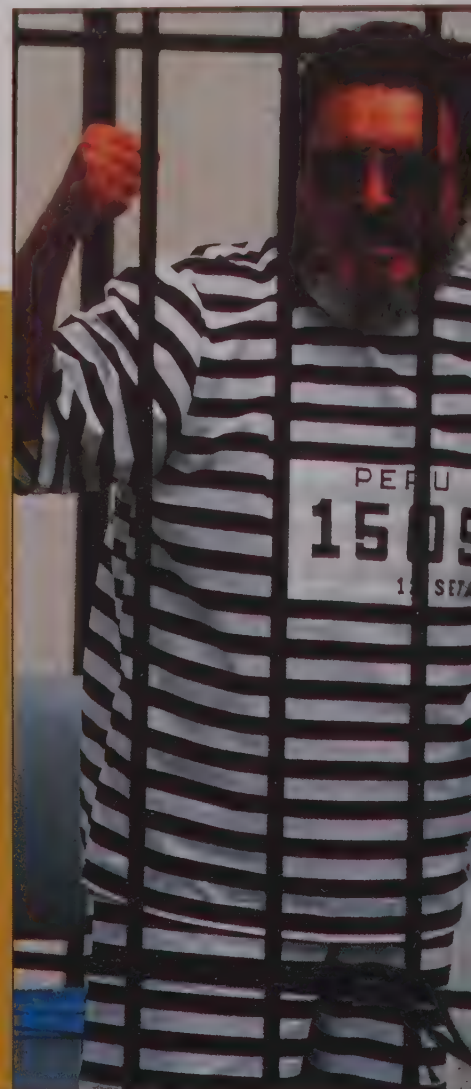
Les sendéristes et les MRTA. S'ils échouent dans leur stratégie visant à saboter les élections générales de 1985, qui voient la victoire du social-démocrate Alan Garcia, dont l'idéalisme et la pusillanimité constitueront pour eux de précieux atouts, ils exploitent en revanche au plan médiatique la « guerre des prisons », tombées sous leur contrôle, et reconquises par les autorités au prix d'une répression sanglante.

Entre temps, est apparu sur la scène péruvienne une seconde organisation de lutte armée, le Mouvement révolutionnaire tupac amaru (MRTA), aux modus operandi plus classiques et qui se veut l'héritière du guévarisme des années 60. Ses moyens en hommes, comme ses ambitions, apparaissent rapidement plus limités que ceux du Sentier lumineux. Très soucieux de leur image de marque, les combattants du MRTA cultiveront, pour leur part,

le mythe de Robin des Bois, limitant au maximum les actions violentes, ciblant leurs attentats mais ne reculant pas devant des actions à grand spectacle — comme le bombardement du palais présidentiel, en août 1987, ou la prise d'otages de la résidence du Japon, à Lima, en décembre 1996.

Guérilla urbaine. Très actifs dans la capitale, les Tupac Amaru vont s'y faire damer le pion, à partir de 1987, par les sendéristes qui décident, tout en maintenant une présence active dans les campagnes, de s'engager résolument dans la guérilla urbaine.

Ce changement de stratégie résulte, en fait, de la tardive prise en compte par Abimael Guzman de la réalité sociologique d'un Pérou en voie d'urbanisation accélérée. L'objectif est désormais pour lui de prendre le contrôle de l'immense bidonville de Callao, pour en faire la ceinture de fer qui finira par étouffer Lima. Mais les sendéristes vont se heurter aux organisations populaires de base, présentes sur le terrain, alors même qu'ils multiplient les attentats sau-



vages et les atrocités. L'élection de l'outsider Alberto Fujimori à la présidence, en juin 1990, va changer les données du problème. Partisan de la manière forte, qui passe selon lui par la définition d'une véritable politique antiterroriste et l'accroissement du rôle des militaires, ce dernier ne parvient pas pour autant, dans un premier temps, à freiner la montée en puissance du Sentier lumineux.

Arrestation d'Abimael Guzman.

Jamais les attentats n'ont été si nombreux et la pression de la guérilla si forte lorsque, le 12 septembre 1992, Abimael Guzman est capturé par des unités antiterroristes de la police, dans un faubourg résidentiel de Lima. Cette arrestation surprise, qui précède de peu celles de la plupart des autres dirigeants d'envergure du mouvement, amorcera la décrue rapide des activités du Sentier lumineux, qu'accélérera encore la volte-face du camarade Gonzalo appelant, un an plus tard, à la cessation de la lutte armée et au dialogue avec le pouvoir.

Déchirés entre factions rivales, ses derniers héritiers ont désormais perdu l'essentiel de leurs capacités de nuisance. Même s'ils se manifestent encore périodiquement, leur avenir semble désormais scellé.

L'utopie meurtrière des disciples du Soleil rouge aux ambitions démesurées aura tout au plus permis de faire la fortune politique d'un modeste fils d'immigré japonais, Alberto Fujimori. ●

■ Attentat terroriste à Lima, Pérou, en 1992, qui marque la fin de la prise d'otages.



• LA PRISE D'OTAGES DE LA RÉSIDENCE DU JAPON À LIMA

Le 17 décembre 1996, un commando armé se réclamant du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru s'empare de quelque 400 otages parmi les invités réunis à l'occasion d'une réception à la résidence du Japon, à Lima, et réclame, pour prix de leur libération, l'élargissement de 440 militants détenus dans les prisons péruviennes. Dès le départ, le président Fujimori opte pour la fermeté, déclarant haut et fort qu'il ne cédera pas, et parie sur un pourrissement de la situation. Sous la pression de Tokyo, une tentative de médiation est finalement organisée, à laquelle sont associés l'évêque d'Ayacucho, Mgr Cipriani, le représentant de la Croix-Rouge locale et certains diplomates. Plusieurs rencontres sont organisées entre le chef du commando, Nestor Cerpa, qui refuse obstinément de modifier ses exigences initiales, et les médiateurs, limités dans leur marge de manœuvre par l'intransigeance du président, lequel ne propose aux terroristes que des

sauf-conduits pour l'étranger. Le limogeage par le chef de l'État, le 19 avril, du ministre de l'Intérieur et du chef de la Police, tous deux partisans d'un accord négocié, relance les rumeurs d'un recours à la force imminent. L'assaut aura finalement lieu trois jours plus tard. Mené par le président en personne à la tête de 140 hommes des forces spéciales, il constitue une réussite technique incontestable. Si un seul otage trouve la mort au cours de la fusillade, tous les membres du commando sont, en revanche, liquidés (le gouvernement parlera de suicide collectif sans réellement convaincre les observateurs). Le début de polémique suscité par l'information selon laquelle les terroristes n'auraient jamais eu l'intention de tuer leurs otages et s'apprêtaient même à les libérer sera rapidement couvert par le regain de popularité dont bénéficie alors le président Fujimori. Quant au MRTA, décapité et désorganisé, il demeure, depuis cette débâcle, pratiquement inactif. ●

• LE SENDÉRISME

Le sendérisme tel qu'il a été élaboré, au cours des années 70 par Abimael Guzman, se veut la synthèse d'un marxisme teinté de maoïsme et de la pensée de José Carlos Mariátegui, qui prônait, dans les années 20, une approche indigéniste de la Révolution, par référence au communautarisme des anciens Incas.

Partisan d'une « guerre populaire prolongée » qui passe par la constitution de territoires libérés, selon le modèle chinois, il reprend l'idée d'une « longue marche » des campagnes vers les villes, qui se terminera par l'insurrection des faubourgs miséreux de la capitale, Lima, et la victoire définitive de la Révolution sur le vieux régime féodal. Le sendérisme fait par ailleurs référence, du moins de manière implicite, au mythe incari fortement ancré dans la mémoire collective indienne – attente de l'arrivée d'un sauveur qui, faisant table rase du féodalisme, rétablira l'Empire inca. Ce messianisme explique notamment le développe-

ment d'un culte de la personnalité autour du « Soleil rouge », Abimael Guzman.

Ce mélange des genres et le refus de tout alignement idéologique, y compris sur les modèles chinois et albanais, contribueront à isoler le Sentier lumineux des autres mouvements révolutionnaires du sous-continent.

La cruauté des méthodes utilisées par les sendéristes, reflet d'une fascination pour la violence aveugle et le sang versé, aux valeurs rédemptrices et purificatrices, les privera du soutien spontané des populations andines libérées, dont l'adhésion est le plus souvent forcée.

Mouvement totalement atypique, « monstre idéologique » issu de l'union improbable d'un communisme mal adapté à la réalité du Pérou des années 80 et d'un indigénisme totalement dévoyé, le sendérisme a désormais le plus grand mal à survivre à la capture de son fondateur : le « Sentier lumineux » cher à Mariátegui, se révèle en fin de compte une impasse. ●

Amérique centrale et du Sud

Mexique

CHRONOLOGIE

Août 1992

• Election d'Ernesto Zedillo à la présidence du Mexique.

01.01.1994

• Début de l'insurrection zapatiste.

Janvier 1996

• Création du Front zapatiste de libération nationale (EZLN), parti des sans-parti.

16.02.1996

• Accord de San Andrés sur la culture et le droit des indigènes.

29.12.1997

• Massacre d'Indiens tzotziles à Chenalho.

et celui du Sud et du Sud-Est, extension de l'isthme centre américain, au sous-développement d'autant plus révoltant que les régions qui le composent sont loin d'être dépourvues de ressources naturelles.

Le mouvement zapatiste. Ce n'est pas non plus un hasard si le gros des troupes zapatistes est constitué d'Indiens, dont les pères ont été incités, dans les années 50, à migrer vers l'Est et qui sont aujourd'hui plus que d'autres confrontés au problème de la terre et aux difficultés économiques dans un État, le Chiapas, qui détient les records de pauvreté de l'Union mexicaine.

L'insurrection zapatiste va faire long feu. Les rebelles se replieront au bout de deux semaines dans leur fief de la forêt Lacandone, incapables de résister à la contre-offensive de l'armée, en laissant sur le terrain entre 200 et 400 victimes, selon les sources. Mais ce qui n'aurait pu être qu'un événement sans lendemain va rapidement créer une onde de choc

qui se propagera bien au-delà des montagnes du Chiapas. À cela plusieurs raisons :

– L'intelligence tactique des chefs de l'insurrection qui ont compris que, compte tenu de l'état des forces sur le terrain, la communication est pour eux une arme autrement plus efficace que le fusil. L'offensive du 1^{er} janvier, soigneusement médiatisée, n'aura été, en définitive, qu'un moyen d'attirer l'attention du monde : le véritable combat, celui des idées, est à venir.

– La portée du message zapatiste, qui dépasse de beaucoup la simple revendication ethnique pour s'étendre aux domaines éthique, social et politique, plus susceptibles de recueillir un écho favorable dans les milieux intellectuels progressistes occidentaux.

– L'objectif poursuivi, qui est de changer le rapport de force au sein de la société mexicaine. Les Zapatistes se veulent avant tout des agitateurs d'idées et recherchent le dialogue avec les forces de la gauche

traditionnelle, ce qui n'ira d'ailleurs pas sans difficultés. Le gouvernement de Carlos Salinas va prendre rapidement la mesure du phénomène zapatiste en cette année électorale. Dès la cessation des hostilités, il favorisera l'apaisement, avec pour préoccupation essentielle d'éviter à tout prix la contagion aux États voisins. L'EZLN, après « consultation des communautés de base », refusera le plan de paix gouvernemental proposé, qui reprenait une grande partie de ses revendications ethniques et sociales, mais ignorait celles de portée nationale (notamment la démission de l'Exécutif).

Présidence de Ernesto Zedillo.

Dès son élection, en août 1992, le nouveau président fera preuve, quant à lui, d'une grande habileté, alternant réponses musclées aux initiatives hostiles des Zapatistes et concessions de fond. Ce faisant, il prend en fait le pari de parvenir, en « jouant la montre », à user le « mythe Marcos » et à délégitimer

La date du 1^{er} janvier 1994, qui marque l'irruption de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), à la fois dans les brumes du Chiapas et sur le devant de la scène internationale, n'a pas été choisie fortuitement par Marcos.

On fêtait ce jour-là, à Mexico, l'entrée en vigueur de l'ALENA, le grand marché commun qui allait mettre le Mexique sur un pied d'égalité avec ses voisins canadiens et américains. La nouvelle de la prise de contrôle de quelques bourgades perdues par des insurgés masqués se réclamant de l'héritage d'Emiliano Zapata, l'éternel rebelle de la « grande Révolution de 1910 », n'en aura que plus de retentissement. Elle révèle en effet l'existence de deux Mexique : celui du Nord, en voie rapide d'américanisation, modèle de stabilité et de croissance,

■ le gros des troupes zapatistes est constitué d'Indiens, dont les pères ont été incités, dans les années 50, à migrer vers l'Est.



le sous-commandant aux yeux de ses propres partisans.

Les quatre années à venir seront dès lors une suite de rendez-vous manqués, de ruptures successives entre les adversaires, le gouvernement conservant dans tous les cas l'initiative. Pour continuer d'exister, Marcos et ses Zapatistes en seront réduits à tenter en permanence de créer l'événement.

Dénonçant périodiquement l'imminence d'une offensive de l'armée, qui se fait toujours attendre, organisant un « référendum national » sur son programme (qui ne mobilisera en fait qu'un million de votants), disparaissant plusieurs mois avant de réapparaître de manière théâtrale, et ce à plusieurs reprises, ne réclamant rien moins que l'autonomie des peuples indigènes « comme partie de l'État mexicain », le sous-commandant continue, à ce jour, de refuser l'abandon de la lutte armée.

À l'aube du XXI^e siècle, la « première guérilla post moderne », comme certains l'ont qualifiée, semble avoir le plus grand mal à trouver un second souffle. La réforme constitutionnelle proposée, en mars 1998, par le gouvernement, donne en effet satisfaction à une large part des exigences qu'ils ont formulées en évitant cependant soigneusement toute ambiguïté sur la question de la terre et celle de l'autonomie.

• LE « SOUS-COMMANDANT » MARCOS

Si le « sous-commandant » Marcos est bien, comme le prétend le gouvernement mexicain, Rafaël Sebastian Guillen Vicente, il est né en 1957 à Tampico, dans une famille de la moyenne bourgeoisie. Élevé chez les Bons pères à Tampico, puis à Guadalajara, il a étudié par la suite la philosophie et la sociologie, à Mexico et à Paris, avant de rejoindre les rangs de l'extrême-gauche militante. Il a finalement choisi le Chiapas pour s'y frotter à la réalité indienne et y préparer méthodiquement son « passage à l'acte » du 1^{er} janvier 1994.

Si, comme il l'affirme lui-même régulièrement, le « sous-commandant » Marcos n'est pas Rafaël Guillen, il reste alors un inconnu à la fois séduisant et irritant, plus habile semble-t-il à manier la plume que le fusil, formidable metteur-en-scène de sa propre légende (la cagoule, la bouffarde...) mais surtout excellent promoteur de son propre combat.

Cultivant à l'envie le paradoxe « Latino » cultivé et policé, défenseur des Indiens les plus déshérités, guérillero romantique à l'ancienne, expert dans l'art d'utiliser Internet, Marcos a d'ores et déjà réussi son pari : donner aux événements du Chiapas un retentissement sans commune mesure avec la réalité des faits.

Mais le drame, avec les médias, c'est qu'il leur faut sans cesse du nouveau. À trop



compter sur eux, le leader de la « première guérilla post-communiste » comme l'a baptisée Carlos Fuentes, risque à terme de ne plus être en mesure de résister à la normalisation rampante mise en œuvre au Chiapas par le président Ernesto Zedillo, un homme sans grand mystère et tout à fait dépourvu de charisme.



• LES INDIENS DU MEXIQUE

Bien qu'ils ne représentent que 8% de la population totale du pays, les Indiens du Mexique constituent la plus importante communauté indigène d'Amérique latine. Essentiellement regroupés dans le Sud (Guerrero, Oaxaca, Chiapas) et le Sud-Est (Yucatan, Quintana Roo), ils se répartissent en une soixantaine de groupes distincts, parlant trente-sept dialectes différents.

Au cours des siècles, les Indiens du Mexique, moins soumis et dociles que ne le veut la légende, se sont révoltés à plusieurs reprises contre le colonisateur (rébellion tzeltal au début du XVIII^e siècle, guerre des castes, dans le Yucatan, à partir de 1847). La période révolutionnaire, caractérisée par l'anarchie généralisée qui régnait dans le pays, verra se multiplier les jacqueries dans les départements à forte population indienne.

Dès son avènement, au début des années 30, l'« État PRI » laïc et démocratique, choisit de privilégier l'intégration comme réponse au particularisme indien. Les politiques officielles, fondées essentiellement sur l'assimilation par l'éducation et la réforme agraire, seront mises en œuvre, à partir de 1948, par un Institut national indigéniste (INI), doublé, en 1970, d'un Conseil national des peuples indigènes sensé encourager une plus grande participation des intéressés à leur devenir.

Mais ces initiatives sont trop souvent apparues comme dictées essentiellement par le souci des gouvernements successifs d'encadrer les populations indiennes et de noyauter leurs représentations pour le seul bénéfice du PRI. De fait, ce n'est qu'au milieu des années 70 que les premières organisations indépendantes réclamant l'élaboration d'un « statut de l'Indien » se manifesteront, dans le giron des partis de gauche.

En 1992, l'année du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, le gouvernement du président Salinas leur donnera très partiellement gain de cause en consacrant, au terme d'une modification constitutionnelle, la reconnaissance explicite des peuples indigènes et du caractère multiculturel de la nation mexicaine.

• LE « SYSTÈME PRIISTE »

Si le Mexique n'a connu, au cours des sept dernières décennies, ni dictature militaire, ni révolution sanglante, c'est avant tout au « système PRIiste » qu'il le doit. Créé en 1929, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (le paradoxe de l'intitulé n'est pas fortuit) va rapidement s'assurer la mainmise totale sur un appareil d'État usé par des dizaines d'années de désordre et d'anarchie. Tout entier au service d'un président de la République issu de ses rangs, élu pour six ans mais non rééligible, ce qui évite toute personnalisation durable du pouvoir, le « système PRIiste » s'organise autour de cette formation, parti dominant en théorie, quasi parti unique dans les faits.

Le PRI est partout à tous les échelons, dans tous les États, à la tête de toutes les structures d'une quelconque importance, des syndicats aux organisations de jeunesse. Ses dizaines de milliers de cadres et de militants entretiennent un clientélisme effréné, qui génère à son tour une corruption endémique. Le PRI est en effet le premier dispensateur d'emplois du pays, et toute promotion, y compris dans les armées,

ne peut venir que de lui. Ce « modèle de totalitarisme le plus abouti » selon la définition qu'en donne Vargas Llosa, tolère une opposition, à condition qu'elle ne dépasse pas, à l'occasion des élections, un seuil explicitement fixé à l'avance.

Mais le statu quo entretenu par les structures corporatistes du régime, sur lequel celui-ci a si longtemps fondé sa prospérité, va peu à peu devenir son principal handicap.

À partir du milieu des années 70, une lutte sourde s'engage entre ceux qui, à Mexico, sont convaincus que développement économique et ouverture politique vont de pair et caciques locaux, accrochés à leurs privilèges et hostiles à tout changement. Les premiers réussiront dans l'ensemble, mais non sans à-coups, à imposer leurs vues et un espace politique de plus en plus large ouvrira peu à peu aux oppositions de droite comme de gauche, qui s'y engouffrent largement. Le pari désormais est simple pour un PRI en pleine mutation : demeurer au pouvoir à l'issue des élections générales de l'an 2000... mais cette fois-ci dans la plus parfaite transparence.



■ Insurrection zapatiste à San Cristobal de las Casas.

A

Abdallah 63
Abkhazie 90
Abou Moussa, îles 63
acholis 136
Adams, Gerry 80
Addis-Abeba 140
Addis-Abeba, accords d' 134
Adenauer 70
ADF 136
AELE 27
Afars 121
Afghanistan 100
Aïdid 143
Aït Ahmed 124
al-Assad 74
Alatas 105
Aleksinac 84
ALENA 27, 152
Algérie 124
Aliev 99
Allemagne 70
Allied Democratic Front 136
al-Sadate 74
Amazonie 24
Amin Dada 136
Amour 59
Angola 146
animaux, trafic 33
Ankara, traité d' 72
Anlong Veng 102
Anrunachal Pradesh 62
Aquino 119
Arafat 75, 94
Ariane Space 31
Arménie 40, 99
Arusha 127
Arzemas 77
ASAT 31
ASEAN 27
Asmara 140
Assad 74, 96, 140
assassinat 18
Atatürk 72
Atatürk, barrage d' 23
atomique 12
attentats 18, 19
Aum 14, 19
Auma 136
Avalokiteçvara 112
ayatollahs 92
Azad Kashmir 118
Azerbaïdjan 93, 99
Aznar 82

B

Baas 98
Babur 118
Baby Boom 28

bagandais 136
Bagaza 127
Balkans 85
Bandoung 60
Bangkok 106
Bangladesh 120
bantous 136
Banyamulenge 145
Barak 74
barrages 23
Barré 142
Basques 82
Bassaïev 93
Batasuna 82
Beantay Menchay 103
Bechir 134
Belfast 80
Belgrade 85
Belo 104
Bemba 139
Ben Laden 18, 53
Bental 125
Berlin, mur de 70
Bernal 119
Beye 146
Beyrouth 95
Bhutto 60, 118
Biélorussie 42
Birmanie 106
Bissau 130
Biwindi 136
Blair 80
blanchiment 32
Blanco Garrido 82
Bloody Sunday 80
Bo Mya 106
Bogota 148
Bosnie 47, 85, 86
bouddhisme 44, 106
Bouteflika 125
Bouthoul 29
Brazzaville 128
Brunei 115
Burundi 126, 144
Bush 31
Buyoya 126
Bwindi 136

C

Cabinda 146
Cachemire 60, 62, 118
Cambodge 102
Camp David 74
Carlos 19
Carrero Blanco 82
Casamance 130
Castro 12, 67
Caucase 93
CCR 98

CEDEAO 122
CEI 90
centrales nucléaires 25
CFC 24
Chakmas 120
Chaliand 41
Chenalho, massacre de 152
Chevardnadze 90
chi'isme 92
Chiang Ching-kuo 110
Chiang Kai-shek 110
Chine 54, 115
Chine/Inde 62
Chine/Japon 56
Chine/Taiwan 110
Chine-Russie/États-Unis 71
Chypre 72
Cisjordanie 74
civilisations 46
Clinton 31, 55, 98
CO² 25
Cobras 128
cocaïne 33
Cocoyes 128
Colombie 148
Colombo 108
conférence islamique 67
Congo 138
Congo-Brazzaville 128
Conquête de l'espace 30
Corée 64
Corée du Nord 66
Croates 47, 86
CSCE 99
Cuba 1962 12
Cuba 66
cubains 41
curare 14
cyber terrorisme 19

D

da Corta 104
Daghestan 93
Dakar 131
dalai-lama 62, 112
Danube 22
De Gaulle 70
déboisement 25
défoliants 14
démantèlements 48
démographie 28
démographique, guerre 28
Deng Xiaoping 58, 110
déplacements populations 43
Desailly 50
Diamacoune 130
diasporas, guerres de 40
Diego Garcia 68
Dili 104

Diolas 130
dissuasion nucléaire 12
Djakarta 104
Djibouti 121
Djihad 44
DNUM 102
Doe 122
Dos Santos 146
Douchambé 109
Doudaev 88
Downing st., déclaration de 80
drogue 32
droits de l'homme 54
Dublin 81
Dublin, conférence 23

E

eau, guerre de l' 22
Ecevit 73
écologie 24
Ecomog 122
Égée, mer 73
églises 44
Ehrlich 28
Eire 80
Elf 129
ELN 148
Elstine 71, 77, 88, 116
embargo 26
environnement, guerre 24
Erap 119
Érythrée 121, 143
Érythrée/Éthiopie 140
Escobar 33
espace 30
Espagne 137
espagnols 82
espérance de vie 28
espionnage 26
Estrada 119
États parias/États-Unis 66
États-Unis/Japon 68
États-Unis/Pays musulmans 53
Éthiopie/Érythrée 140
Etorofu 116
Euphrate 23
Europol 32
Euskadi 82
explosion atomique 12
EZLN 152

F

faim 38
Farc 103, 148
Farclandia 149
Fédération russe 91
FIFA 50
FIS 124

FLN 124
flux migratoires 42
FNLA 146
forêts 24
Formose 111
FPR 136
France/Allemagne 70
Franco 82
Freetown 132
FRETILIN 104
FRUD 121
Fujimori 150
Funcinpec 102

G

Gamsakhourdia 90
Gandhi 60, 62
gangs 52
Garaad 142
Garang 134, 136
Garcia 150
Garimperos 146
GATT 27
gaz 15
gaz carbonique 24
Gaza 74
Géorgie 90
Gharmis 109
Giscard d'Estaing 70
glasnost 58
Golan 74
golfe Persique 63
Golfe, guerre du 20, 98
Gonzalo 150
Gorbachev 58, 77
Grèce/Turquie 72
Grozny 88
GUAM 91
Guelleh 121
guerre chimique 14
guerre de l'eau 22
guerre d'environnement 24
guerre de l'espace 30
guerre de l'information 34
guerre de la drogue 32
guerre démographique 28
guerre des étoiles 31
guerre des flux migratoires 42
guerre des religions 44
guerre du football 50
guerre du pétrole 20
guerre économique 26
guerre électronique 35
guerre États-Unis/Chine 54
guerre Nord-Sud 36
guerre, nucléaire 12
guerres de diasporas 40
guerres de la faim 38
guerres de sécession 48

guerres terroristes 18
guerres urbaines 52
Guillen 153
Guinée-Bissau 130
Guomindang 110
Gusmao 104
Guzman Reynoso 150

H

Habibie 104
Habomai 116
Habyarimana 126, 136
Hamra 137
Hari Singh 118
Hashimoto 116
Hassan II 137
Havelange 51
HB 83
Hekmatyar 103
Herceg-Bosna 87
Hezb-i-Islami 103
Hillsborough, accords de 80
Hima 136
hindouisme 44
Hiroshima 12, 68
Holly Spirit Movement 136
Hong-Kong 42
Houston, accords de 137
Hume 80
Hume-Adams, plan 81
Hun Sen 102
Huntington 46
Hussein, Saddam 98
Hutu 47, 126, 136, 144

I

îles Kouriles 116
Ilitch 19
immigration 42
Inde 118
Inde/Chine 62
Inde/Pakistan 60
Indiens du Mexique 153
Indonésie 104, 115
information 34
INI 153
intégristes 45
intelligence économique 26
Internet 34
IRA 80
Irak 66, 96, 98
Iran 63, 66, 92, 96, 98
Irlande 44, 80
Irrawady 106
Iruretagoiena 83
Islam 44, 93
Israël 94
Israël/Pays musulmans 74

Iturup 116
Izetbegovic 87

J

Jammu 118
Japon 68
Japon/Chine 56
Jian Zemin 55
Jinnah 60
juifs 41, 44
jungles urbaines 52

K

Kaasnoyark 116
Kabbah 132
Kabila 138, 144, 147
Kaboul 100, 109
Kabylie 124
Kadhafi 67
Kagame 144
Kailahun 133
Kampala 136
Kampuchéa 102
Kanawa 116
Karabakh 99
Karagoyoun 99
Karembeu 50
karens 106
Kedo 64
Kemal 97
KFOR 84, 91
Khartoum 134
Khatémi 63, 92
Khieu Samphan 102
Khmers 102
Khomeyni 92
Khubilaï 112
Khun Sa 107
Kigali 144
Kim Dae-Jung 65
Kim Il-Sung 64
Kim Jung 65
Kimbundu 146
Kinshasa 139
Kippour, guerre du 20, 74
Kivu 136, 139, 145
KNU 106
Kofi Annan 105
Koguryo 64
Kohl 70
Kolelas 128
Kony 136
Koroma 132
Kosovo 84
Kotcharian 99
Kouliabis 109
Kouriles 116
Koweït 98

Krahns 122
Kumaratunga 108
Kunashiri 116
Kurdistan 96

L

Laden, Ben 103
Lahore, déclaration de 60, 118
Lakwena 136
Lama 50
Laris 128
Lausanne, traité de 96
Lebed 89
Lee Teng 110
Leng Sary 102
Leninabadis 109
leucémies 15
Lhassa 112
Li peng 56
Liberation Act 67, 98
Liberia 122
Libye 66
Lissouba 128
Lizarra, déclaration de 82
Lockerbie 19, 67
Lohbato 104
Londonderry 80
Lord Resistance Army 136
Louis, Paul 27
LRA 136
LTTE 32, 108
Luanda 147
Lune 30
Lusaka, accords de 146
Lutte armée 18
lymphopénies 15

M

Macao 110
MacArthur 69
Madrid, conférence de 74
mafia 32
Mahabad 96
Mahdi 135
Maï Maï 139
Makarios 72
Malaisie 115
malnutrition 143
Mannerplaw 107
Mao Zedong 58, 110
Mar del Plata, conférence 23
Marche verte 137
Marcos 152
Mariategui 151
Maroc 137
Martaban 106
Maskhadov 88, 89, 93
Massoud 100, 109

Mauritanie 137
MCDDI 128
Medellin 33
Méditerranée orientale 73
mégalofoles 52
menace russe 76
Mengistu 134, 140
Mexique 152
MFDC 130
migrations 40, 42
MILF 119
Milosevic 84
mines 103
Minsk, groupe de 99
Minurso 137
Mischief reef 114
missiles 30
Misuari 119
Mitterrand 70
Mobutu 136, 138, 144
Moei 106
Mogadiscio 143
Momoh 132
Mong Tai Army 107
Monrovia 122, 132
Monténégro 85
MONUG 90
Mossadegh 92
Moubarak 134
Moyen-Orient 74
MPLA 146
MRTA 150
Museveni 136
musulmans 86
musulmans, pays/USA 53

N

N'Kossa 128, 129
Nagasaki 68
Najman 35
Nakhitchévan 99
narco-guérillas 32, 33
Nasser 74
nationalisme 41
Navarre 82
Nawaz Sharif 118
Nehru 60
Netanyahou 74
New People's Army, 119
Nibolek 128
nihilistes 19
Nil 22
nilotiques 136
Ninjas 128
Nixon 59
NLD 106
Noriega 33
nourriture 38
NPA 119

NPLF 122
Ntaryamira 126
Ntibantunganya 126
nucléaire, conflit 12
Nuon Chea 102
Nur Misuari 119

O

Obote 136
Öcalan 96
OCDE 34
Ogaden 143
OIAC 15
Okello 136
Okhotsk, mer d' 116
Okinawa 68, 116
oléoducs 21
OLP 75
OM 50
Omagh 44
OMC 27
Onagh 81
or noir 21
Ormuz, détroit 20
orthodoxie 44
OSCE 84, 99
Oslo, accords d' 95
Ossétie 90
otages 151
OTAN 87
OTAN/Yougoslavie 84
Ouganda 136
Ougandais 139
Oussouri 59
Ovimbundu 146

P

PP 83
pachtouns 103
Paikche et Silla 64
Pailin 103
Pakistan 60, 118
Palestine 74
Pamiris 109
panchen-lama 113
Panmunjon 65
Pantalons courts 106
Papandreou 73
Paracel 114
Paris, conférence de 97
Pastrana 148
Pays basque 82
PCB 107
PDK 102
Pearl Harbour 68
perestroïka 58
Pérou 150
pétrole, guerre du 20

Petrossian 99
 Philippines 115, 119
 Phnom Penh 102
 phosgène 14
 Pinilla 148
 pipelines 20
 PKK 32, 96
 PNUD 34
 Pol Pot 102
 Polisario 137
 pollution 24
 polonais 41
 Popalsen 86
 Pot, Pol 102
 Potala 113
 Prabhakaran 108
 Prachéachon 102
 PRliste, système 153
 prise d'otages 18
 PSG 50

Q

Qing 56, 64, 110

R

Rabin 74, 95
 radars 35
 radicalisme religieux 45
 Rageau 41
 Rakhmonov 109
 Rambouillet, conférence 84
 Ramos 119
 Ramos-Horta 105
 Rangoun 106
 RCD 138, 144
 Reagan 31
 réchauffement 25
 Rehman 103
 religions 44
 RER Port-Royal 18
 réseau 34
 résolution 242 95
 Retaliation 106
 Rio de Oro 137
 rogue States 66
 RPC 54
 Russie 76
 Russie/Chine 58
 Rwanda 46, 144
 Rwandais 139

S

Sadate 74
 Saddam Hussein 67
 Sagniet 137
 Sahara occidental 137
 Sakhaline 116

Salinas 152
 Saloueen 106
 Salt 12
 San Andrés, accords de 152
 Sankoh 132
 Sarajevo 86
 sarin 14
 Sary 102
 Sassou-Nguesso 128-129
 Sauvy 37
 Savimbi 146
 Scarborough shoal 114
 Schmidt 70
 sécessions 48
 sendérisme 151
 Sénégal 130
 Senghor 130
 Sentier lumineux 150
 Serbes 47, 87
 Sèvres, traité de 97
 shahid 44
 Shan State Army 107
 Shanti Bahini 120
 shari'a 88
 Sharif 118
 Shifa 134
 Shigatse 112
 Shikotan 116
 Shintaro 69
 Sibérie 59
 sida 28
 Sierra Leone 122, 132
 Sihanouk 102
 Silla 64
 Simla, accords de 60, 112
 Sinaï 74
 Sinn Féin 80
 Six jours, guerre des 95
 SLORC 106
 smog 24
 sobels 133
 Solana 84
 Soleil rouge 151
 Somalie 142
 Somaliland 142
 Somalis 121
 Son Sann 102
 Soudan 66, 134
 soudanais 136
 SPDC 106
 SPLA 136
 Spoutnik 30
 Spratleys, îles 114
 Sri Lanka 108
 Srongtsen Gampo 112
 Srpska 87
 Staline 59
 stations spatiales 31
 Stormont, accords de 80
 Strasser 132

Strategic Defense Initiative 31
 suffocants 14
 Suharto 105
 Sukarnoputri 104
 Syrie 96

T

Ta Mok 102
 Tadjikistan 109
 Taiwan 110, 115
 tâlebs 103
 Tamil Nadu 108
 Tamouls 108
 Tashi Lhunpo 113
 Tatmataw 106
 Taylor 122
 Tchernobyl 25
 Tchétchénie 88, 93
 tchéchéno-ingouche 88
 technologies 34
 Teng-Hui 111
 terres d'asile 43
 terrorisme 18
 Tibet 62, 112
 Tigana 50
 Timor oriental 104
 Tindouf 137
 Tirofijo 148
 Tito 86
 Tourabi 134
 traite des humains 33
 Transcaucasie 99
 Trujillo 148
 Trumble 80
 Tsiganes 40
 Tupac Amaru 150
 Turquie 96
 Turquie/Grèce 72
 Tutsi 47, 126, 144

U

Ulster 80
 Uludere 97
 Union soviétique 77
 UNITA 146
 Unité africaine 67
 United Wa 107
 UWSA 107

V

Vajpayee 61
 Vance-Owen 86
 Vargas 148
 Varsovie, pacte de 36
 vésicants 14
 Vicente 153
 Vieira 131
 Vietnam 115

virus 34
 Vladivostok 116
 Voïvodine 85

W

Wahid 104
 Washington, accord de 98
 Westendorp 86
 Western Nile Bank Front 136
 Wilson 66
 WNBf 136

X

Xinjiang 62

Y

Yalta 116
 Yi 64
 Yougoslavie 47, 66, 84
 Yoweri Kaguta Museveni 136
 ypérite 14

Z

Zaher 100
 Zaïre 138
 Zala Ambessa 141
 Zangueour 99
 Zapata, zapatiste, armée 152
 Zayed Ben Sultan 63
 Zedillo 152
 Zemin 71
 Zeming 57
 Zia ul-Haq 60
 Ziguinchor 130
 Zoulous 128

CONCEPTION - RÉDACTION - RÉALISATION

ÉDITIONS
PHILIPPINE

PHILIPPE SCALI



AVEC LA COLLABORATION DE

JUSTINE LARROQUE,

HERMINE BARRET, PHILIPPE CANVILLE,

ANNIE MERLIN, THOMAS LAURENS, CATHERINE MINOT,

JANE NÉAUMET, LOUISE TOURRET, LÆTITIA BADAUT-HAUSSMANN,

FRANCINE LAMBERT, GÉRALDINE PINAULT

CARTOGRAPHIE

HÉLÈNE BAREAU

CE LIVRE N'AUROIT PAS PU ÊTRE RÉALISÉ SANS LA COLLABORATION,

LES CONSEILS ET L'EXPERTISE DE :

PHILIPPE ANTUNES, ARNAUD MARTIN DA TORRE,

JEAN-MARC BALENCIE, PATRICE BOUQUET, DIDIER BILLON,

DAMIEN CABARUS, FLORENCE GAILLARD, NATHALIE HOFFMAN, ROMAIN LEVY,

VALÉRIE NIQUET, GENEVIÈVE DE VILLEMAGNE.

MERCI À

ROSEMARY BOUTHORS ET JACINTA SALVADO

QUI ONT ASSURÉ LE SECRÉTARIAT.

LECTURES, CORRECTIONS, MONTAGE

MMC INFORMATIQUE

CRÉDITS

(h = haut, b = bas, d = droite, g = gauche, c = centre)

SIPA PRESS : Gardes : Delahaye, Titre : Delahaye, g : R.Chalasani, N. Quakab, Sipas, carte : Hélène Bateau, d : J.Bouman, Kyodo News, 10-11 : J.Bouman, 13b : Ginies, 14b : A. Shimbun, 15h : Ozturk, 17h : Kyodo News, 18b : Sipas, 19dh : Sipas, 19db : Houblin, 20b : P.P.L., 21hg : Roshanak Bahrami, 21b : Delahaye, 23b : Aral, 23bd : Magnaur, 24h : L. Reider, 25g : O. Nishimura, 25d : Novosti, 27 : C.Cole, 28 : P.P.L., 29 : P.P.L. 30h : Nasa, 30b : Noaa/Corbis, 31 : Ariane space, 32h : B. Gentile, 33b : Guzman, 34 : P.P.L., 35 : Sipas, 36b : M. Sasse, 37b : R. Chalasani, 38 : E. Malanca, 39 : J. Nicolas, 41h : Frilet, 42 : E. Martin, 44 : Pacemaker, 44hd : O.C.R./Rodriguez, 45 : Nabil-Quahab, 46hd : T. Haley, 46bd : Facelly, 47hd : T. Haley, 47b : K. Golestan, 50hd : Gromik/Nebinger, 50bg : Gromik/Nebinger, 51b : Turnley, 52hg : Aimar/Joffet, 53 : Setboun, 54 : M. Kuo/T. Keller & Associates LLC, 55 : Trippett, 56 : Iwasa, 57 : Xinhua photo/C. Jianli, 58 : Laski, 59 : Boulze/Ledoux, 60 : Zada, 61 : Zada, 62 : Aajdak, 63 : Farnood, 64 : Locon, 65 : Chine nouvelle, 66 : Trippett, 67bg : B. Strong, 67bc : Adnan, 67bd : Clopet, 68b : Haley, 69h : Baker, 69b : Oshihara, 70b : Witt, 71h : Chine Nouvelle, 72 : Hucar, 73g : Sipas, 73d : Alfred, 74 : Witt/Facelly, 75h : Sichov, 75b : H. Levine, 76 : East News, 77hd : I. Tass, 77b : Sichov, 78-79 : Facelly, 80 : Facelly, 81h : S. Julienne, 81b : Pacemaker, 82h : E. Hadj, 83h : EFE, 83b : Mareou, 84h : Jobard, 84b : E. Malanca, 85 : Kamenko, 88b : East News, 89h : S. Ahmet, 89bd : H. Bradner, 90 : Valishnili, 91 : H. Hernandez, 92 : Mazdak, 93 : Izvestia, 94h : Hussein, 94b : Alfred, 95b : Sipas, 96b : A.A., 97h : Haley, 97b : Farnood, 98h : A. Boulat, 98b : Chamussy, 99 : Milliyet, 100b : Delahaie, 101h : Facelly, 101b : Facelly, 102 : Roland, 103 : Kraipitt, 105 : Rex Features, 107h : Garrigues, 107b : Garrigues, 108 : Lokuhapuarachchi, 109 : A. Hernandez, 110 : Christensen, 111h : Chine nouvelle, 111b : Chine nouvelle, 112 : S.Minamckawa, 113 : M.Delacouchy, 116 : I. Tass, 117 : Orbit/Corbis, 118h : Alfred, 118b : D. Ludwig, 119h : U.S.Navy, 119b : Lambert, 121g : J.Nicolas, 121d : Frilet, 123 : Nanzer, 124 : New Press, 125h : New Press, 125b : New Press, 126 : Jerden Bouman, 127 : Senepart, 128 : Facelly, 129h : Tschaen, 129b : Facelly, 131 : Witt, 132bg : Ferrucci, 132b : Ferrucci, 134 : Sipas, 135 : Sipas, 136h : R.Chalasani, 136b : Nanzer, 137 : Frilet, 138 : Witt/Haley, 139 : Facelly, 140 : Nanzer, 141hg : Tokunaga, 141hd : Nanzer, 141bd : Simon, 142 : M.le Moine, 143h : Malanca, 143b : Malanca, 144 : Chalasani, 145 : Chalasani, 146bg : Gutner, 146 : Gutner, 147 : Gutner, 148b : B. Strong, 149h : Z. Selsky, 149b : B. Strong, 150 : Bocxe, 151 : Savino, 152 : Reforma/(Bif), 153h : A. Boulat, 153b : Gallegos/Reforma. **GAMMA** : 26 : A.Morvan, 114, 115, 116, 117 : Xihua, 120 : G.Saussier, 133 : J.Roger.

Achévé d'imprimer : octobre 1999

Photogravure : GCS, Montreuil

Imprimé en Espagne par Bookprint, S.L., Barcelone

ISBN 2-84098-518-7

LAF 036



L'ATLAS DES GUERRES

Les vraies menaces du 3^e millénaire



Pascal BONIFACE est directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), l'un des principaux centres de recherche français sur la politique internationale. Il est enseignant aux Instituts d'études de politique de Lille et de Paris. Il est également consultant sur la question stratégique. Il a écrit et dirigé une trentaine d'ouvrages sur les problèmes internationaux, dont *La Volonté d'impuissance* (1996), *Repenser la dissuasion nucléaire* (1997), *L'Atlas des relations internationales* (1997), *Géopolitique du football* (1998) et *La France est-elle encore une grande puissance ?* (1998). Il est par ailleurs directeur de la publication de *L'Année stratégique* et de *La Revue internationale et stratégique*.

Kosovo, Tchétchénie, Rwanda, Timor...

Non seulement les guerres n'ont pas disparu comme on l'espérait depuis la chute du mur de Berlin, mais elles semblent au contraire se multiplier et se révèlent souvent beaucoup plus sanglantes qu'autrefois.

Quels sont les dangers des quelque quarante conflits qui secouent actuellement le monde ?

Quels risques de contagion représentent-ils ?

Et, à côté de ces guerres déclarées, n'y en a-t-il pas d'autres plus terribles encore qui se préparent de façon souterraine ? Quels sont les racines, les contours et les probabilités des crises de demain ? Quels sont les grands enjeux politiques et stratégiques qui, à l'avenir, diviseront la planète ?

L'Atlas des guerres : l'ouvrage de référence sur les points chauds du globe. Un outil clair, synthétique et illustré pour mieux comprendre l'actualité.

Aujourd'hui et demain . Émeutes et conflits

"Identifier les clés de lecture pertinentes pour comprendre le monde d'aujourd'hui et ses scénarios d'évolution est une préoccupation majeure des décideurs. C'est précisément l'objet de cet Atlas des Guerres qu'on utilisera comme un outil d'aide à la décision stratégique."

Denis RANQUE

Président-directeur général
de Thomson-CSF



99-XI
169 FF TTC Photos : Sipa

THOMSON-CSF